DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – N° 14154 – 5 F

MARDI 31 JUILLET 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Solidarité éclatée

LA Pologne est devenue un pays normal, avec un pouvoir démocratique et des oppositions, déclarait récemment à Paris le premier ministre, M. Tadeusz Mazowiecki. Il invitait les investisseurs étrangers à ne pas s'inquiéter de la scission qui apparaissait déjà au sein de Solidarité. Le soutien quasi unanime des Polonais à leur syndicat n'était-il pas le garant du succès d'un programme d'austérité comportant une rigueur encore inégalée dans les autres pays rescapés du communisme ?

Solidarité est désormais scindée en deux : d'un côté, les partisans de M. Lech Walesa. Celui-ci, n'ayant plus d'autre fonction que de présider un syndicat qui s'interroge sur son rôle, a le premier donné le *« coup de pied dans la fourmilière »*. L'Entente du centre, le mouvement qui s'est créé pour soutenir sa candidature à la présidence de la République, prend une coloration de plus en plus populiste et nationaliste, qui pourrait lui garantir le soutien d'un électorat paysan, hostile aux réformes économiques engagées.

DE l'autre côté, s'est formé en réaction, et pour soutenir le gouvernement, un nouveau parti des intellectuels, l'Action démocratique (ROAD), qui a tenu dimanche 29 juillet son premier congrès, autour de dirigeants de premier plan des luttes passées, les Bujak, Frasyniuk, Michnik ou Kuron. Il compte déjà quatre mille « permanents bénévoles », et dans deux mois sa structure nationale devrait être en place.

Le premier objectif du ROAD est d'obtenir du Parlement actuel – issu du compromis électoral de 1989 et composé encore, dans la proportion de 65 %, d'anciens communistes – une modification de la Constitution qui permettrait d'abord des élections législatives anticipées, puis l'élection du président au suffrage universel.

M. Walesa a en effet des chances d'être élu président par les députés, dont beaucoup se détermineront en fonction de la promesse qu'ils obtiendront – ou non – de conserver leur siège. Le Prix Nobel pourrait certes aussi être élu au suffrage universel, même si les sondages actuels donnent toujours la préférence à M. Mazowiecki. Mais au cas où l'élection présidentielle suivrait les législatives il aurait alors en face de lui un nouveau Parlement, fort d'avoir été élu pour la première fois de façon totalement démocratique.

LE ROAD vient de recevoir le soutien indirect du général Jaruzelski, un atout institutionnel de poids même si l'ancien Parti communiste ne représente plus rien sur le plan électoral. Le président a en effet affirmé la semaine dernière qu'il n'entendait pas démissionner tout de suite, comme le réclament les partisans de M. Walesa. Il s'est prononcé pour des élections législatives anticipées au printemps prochain, avant toute élection présidentielle.

La Pologne tiendra-t-elle jusque-là sans crise ou mouvements sociaux majeurs ? Beaucoup dépendra de la position qu'adoptera l'Eglise, le pape gardant lui-même la possibilité d'intervenir pour atténuer les conflits. Mais aussi de la décision personnelle de M. Walesa, dont les trois quarts des Polonais souhaiteraient qu'il reste un dirigeant syndical et se contente d'être une autorité morale.

Elections début 1991 en Algérie

Les islamistes ne doutent pas de leur victoire que le FLN et les autres partis vont tenter d'endiguer

C'est « après une longue réflexion » que le président Chadli Bendjedid a finalement décidé, dimanche 29 juillet, d'organiser au cours du premier trimestre de 1991 des élections législatives anticipées, que réclamait le Front islamique du salut (FIS), fort de sa victoire aux élections municipales du 12 juin. Le mandat de l'Assemblée nationale populaire devait s'achever en janvier 1992. Le FLN et les partis d'opposition autres que le FIS vont s'efforcer de mettre au point une stratégie pour contrarier la marche vers le pouvoir des intégristes.



Lire l'article de GEORGES MARION en page 3

Assassinat d'un député britannique

Proche de Mme Thatcher, Ian Gow était l'un des adversaires les plus résolus des « républicains » d'Irlande du Nord. Il a péri dans l'explosion de sa voiture piégée [page 22]

Les difficultés de l'informatique

Alors que Fujitsu rachète ICL, le PDG de Bull – 1,8 milliard de pertes en six mois – estime que la recherche reste le « meilleur atout » des Japonais

La crise de l'informatique européenne s'aggrave. Le groupe français Bull a annoncé, lundi 30 juillet, une brutale détérioration de ses comptes, avec une perte de 1,882 milliard de francs pour le premier semestre 1990. A Londres, le numéro un japonais Fujitsu a confirmé, lundi, l'achat, pour 7,5 milliards de francs de 80 % du capital du premier fabricant britannique d'ordinateurs (le Monde *du 20 juillet).*

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le PDG de Bull, M. Francis Lorentz, explique les lourdes pertes de son groupe par l'accélération « des mutations en cours dans l'informatique mondiale depuis un an et demi ». Il envisage de réduire les effectifs de 3 000 personnes, de modifier les modes de distribution et de renforcer les investissements dans l'offre de systèmes complets. Ces grands axes doivent permettre à Bull de surmonter la crise, alors que la recherche reste, selon M. Lorentz, « le meilleur atout » des Japonais.

« Comment expliquez-vous l'importance de vos pertes au premier semestre (1 882 millions de francs) ?

– Il faut d'abord les relativiser. Bull fait traditionnellement 60 % de son chiffre d'affaires dans la seconde moitié de l'année, de sorte que les pertes sur l'année 1990 tout entière seront significativement plus faibles que le chiffre annoncé pour le premier semestre.

» Ensuite, cette perte reflète l'ampleur de la mutation en cours dans l'industrie informatique mondiale. Je vous rappelle que tous les constructeurs souffrent : le groupe américain Unisys a subi des pertes de 640 millions de dollars (3,5 milliards de francs) l'an passé, l'autre américain Wang de 425 millions de dollars (2,3 milliards). En Europe, celles de Nixdorf ont été de 1 milliard de deutschemarks (3,3 milliards de francs). Cette entreprise a dû se vendre à Siemens. La tendance est générale.

» Cette mutation, engagée depuis un certain temps, provient d'une évolution technologique qui fait exploser les barrières de protection des constructeurs. Les ordinateurs de chaque fabricant étaient, hier, incompatibles entre eux car ils tournaient sur des logiciels de base différents, propriétés de chaque maison. L'informatique était cloisonnée. Aujourd'hui se développent des logiciels comme UNIX dans les systèmes scientifiques ou MS/DOS dans les micro-ordinateurs, qui sont communs à tous les fabricants. Ils constituent ce que nous appelons des standards.

– Quelles en sont les conséquences ?

– Pour les fabricants, elles sont énormes. D'abord, nos marges s'en trouvent fortement réduites. Nous passons d'un marché protégé à un marché de produits interchangeables, de technologie plus simple et sur lequel entrent des dizaines, voire des centaines de nouveaux concurrents. Pensez aux firmes de micro-informatique du Sud-Est asiatique.

Propos recueillis par
ÉRIC LE BOUCHER

Lire la suite page 16

La Sibérie et ses « montagnes d'or »

Dans les terres reculées de l'Altaï, on espère le soutien économique de Moscou et des Occidentaux. Des hommes d'affaires français s'y sont rendus

L'affaiblissement du pouvoir central en URSS suscite des espoirs d'indépendance économique et de prospérité dans toutes les parties de l'Union. Après le portrait d'une république, le Kazakhstan (le Monde *du 25 juillet), celui d'un homme, Alexandre Krivenko.*

BARNAOUL
(Sibérie occidentale)

de notre envoyé spécial

Quand la perestroïka lance des défis aux montagnes de l'Altaï (région de Sibérie occidentale rattachée à la République de Russie), Alexandre Krivenko répond présent. A cinquante ans, ce petit homme coriace, patron de la première centrale d'achat alimentaire d'Union soviétique, Prodintorg, a oublié d'être frileux. Enfant, déjà il marchait des heures entières dans la neige avec sa mère, dormant la nuit dans des trous pour chien. L'autre jour, à Barnaoul, chef-lieu du territoire de l'Altaï, il a levé son verre à la bonne santé sibérienne. Et tout à l'heure, au bord de ce lac perdu en forêt, il plongera encore tête baissée dans l'eau lisse et froide après un sauna de fortune, pas assez brûlant à son goût.

Alexandre Krivenko se raconte volontiers, comme il raconte les heurs et malheurs de son pays. Tous les ans, il achète pour 40 milliards de dollars (plus de 55 milliards de francs) de marchandises à l'étranger : *« 40 % du sucre importé, 35 % des huiles végétales, 25 % du beurre »*, à quoi s'ajoutent la viande et mille autres biens de consommation en dehors des céréales. *« Une partie du succès de la perestroïka repose sur mes épaules »*, affirme-t-il. Il n'a pas passé toute sa vie à combler ainsi par le commerce les lacunes du système productif soviétique. Mais, depuis toujours, il a agi pour l'ouverture de son pays.

ÉRIC FOTTORINO

Lire la suite page 16

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le développement en Asie

■ L'Indonésie avant son décollage ■ Inégal recul de la pauvreté en Inde ■ Puissante diaspora chinoise ■ Reprise de souffle au Népal.

pages 17 à 19

La mort de Bruno Kreisky

Socialiste dans une Autriche conservatrice juif mais antisioniste...

Gravement malade depuis plusieurs années, l'ancien chancelier Bruno Kreisky, qui a dirigé sans interruption le gouvernement autrichien pendant treize ans, de 1970 à 1983, est mort dimanche 29 juillet à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

L'Europe vient de perdre l'un de ses grands personnages, en même temps que l'un des hommes politiques les plus originaux qu'elle ait produits en ce siècle. Chez Bruno Kreisky, tout était paradoxe, et cette union des contraires, jointe à un grand naturel, ajoutait à la séduction que cet esprit déconcertant exerçait généralement sur ceux qui l'approchaient.

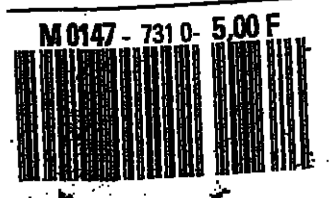
Nourri de vastes lectures et d'échanges intellectuels, il n'avait pourtant pas à forcer son talent pour entretenir avec les gens du peuple une relation directe, empreinte d'humour et de simplicité.

Véritable « bête politique », il goûtait particulièrement les périodes électorales, qui lui donnaient l'occasion de multiples rencontres et de conversations spontanées – parfois prolongées – avec ses auditeurs-électeurs. Liens faits d'écoute et d'affection mutuelle, qui devaient permettre à ce chancelier « rouge » de réussir l'exploit de mener quatre fois de suite son parti à la victoire et de diriger pendant treize ans (de 1970 à 1983) un pays penchant plutôt pour le « noir » des conservateurs ou le « brun » de la nostalgie.

MANUEL LUCBERT

Lire la suite page 5

Le sommaire complet se trouve page 22



M 0147 - 731 0 - 5,00 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 850 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

11. La secte socialiste

Blanquistes, guesdistes et autres révolutionnaires s'installent au Palais-Bourbon et conquièrent leurs premières mairies. La CGT lance le mythe de la grève générale. Jaurès se pose en rassembleur.

« *C'EST une transformation sociale qui s'impose pour faire disparaître, avec la féodalité industrielle, terrienne et bancaire, le parasitisme dont le scandale de Panama n'est qu'une des formes* », proclame en janvier 1893 un *Manifeste aux travailleurs de France*. « *La question sociale est la question des élections de 1893* », renchérit Millerand dans sa profession de foi aux électeurs du XIIe arrondissement de Paris : « *La nation doit reprendre sur les barons de cette nouvelle féodalité cosmopolite les forteresses qu'ils lui ont ravies pour la dominer, la Banque de France, les chemins de fer, les mines.* » Les socialistes après Panama sont à l'offensive. Ils ont pris leur belle part « *à la besogne de démolition* », dit Jaurès, en dénonçant le scandale. Ils sentent la force neuve d'une violence sociale qui monte dans les grèves à répétition et les défilés du 1er Mai dans la percée des syndicats et des Bourses du travail, mais aussi, hélas, dans l'explosion des premières bombes des anarchistes. Les Pâques révolutionnaires sont proches, pensent-ils. Et ils entendent y communier.

La bonne nouvelle sort des urnes aux législatives des 20 août et 3 septembre 1893. La « secte », la chapelle désunie de camarades disparates, « *le facteur incident et éphémère* » de la vie politique française, qui n'avait jamais pu séduire jusqu'alors qu'un électeur sur cent, s'impose brusquement comme une force d'avenir et déjà, dira Ernest Labrousse, « *un grand mouvement* ». Partis moins de 12 du Palais-Bourbon, les nouveaux élus socialistes, grossis par une douzaine de radicaux transfuges, peuvent y constituer un groupe de 52 députés. Ils font une entrée tonitruante, portés par 600 000 suffrages qui ont quintuplé l'audience du groupuscule. Jusqu'alors l'extrême gauche, c'était Clemenceau. Elle prend désormais le visage de Millerand, de Jaurès, de Guesde et de Vaillant.

Le tressaillement avait été perceptible aux municipales de mai 1892, quand tombèrent aux mains des « rouges » Marseille, Narbonne, Montluçon, Commentry, Carmaux, Saint-Denis et surtout Roubaix, désormais fief des guesdistes et « Mecque sainte » de l'Idée. En 1896, la vague gonfle encore : Lille, Calais, Issoudun, Dijon, Ivry, Sète, Roanne sont conquises, les campagnes du Cher et de l'Allier s'ébranlent, la France montagnarde de 1848 vire à l'extrémisme au sud de la Loire et sur les zones industrieuses du Nord, dans un joyeux désordre de vignerons en colère, de métayers en crise, d'artisans râleurs, de radicaux déçus, d'intellectuels pénétrés et même, divine surprise, d'authentiques prolétaires. De la vieille unité républicaine à la Révolution sociale, le socialisme à la française a sauté le pas. « *Le commencement du siècle prochain sera le commencement de l'ère nouvelle* », prophétise Jules Guesde en 1897.

Ces succès, pourtant, ne font pas un parti. Et surtout pas une de ces rutilantes machines social-démocrates de modèle germanique, qui broient tout sur leur passage et prétendent conduire sans broncher les travailleurs à l'extase. Malgré l'éloquence et le prestige du groupe parlementaire qui s'unifie, qui dispose d'un bon organe de presse avec *la Petite République* et qui combat vaillamment la République bourgeoise sur son propre *ring*, ce socialisme français reste déchiré, médiocrement ouvrier, aussi phraseur qu'idéologiquement ondoyant, mince en effectifs et désespérément pauvre : fragile, pour tout dire.

Divisé, il l'est parce qu'il plie sous le poids d'une histoire tachée de sang au rythme des révolutions en cascade, glorieuses et manquées, de *1793, 1830*, 1848 et 1871. Le massacre et l'exil des Communards, surtout, l'ont décapité, assommé, livré sans défense à de sourdes implosions, au moins jusqu'à l'« immortel congrès » de Marseille, en 1879, où l'ascétique Guesde a promu l'idée d'un vrai parti de classe, dont un marxisme rudimentaire pourrait être la religion. Ce qui suffit à hérisser le docteur Brousse, qui pense, lui, contre les caporaux guesdistes vendus aux influences étrangères, que « *la question communale est plus de la moitié de la question sociale* », que la violence ne mène à rien, et qu'il serait autrement profitable de préparer l'avenir en conquérant des mairies, et en y faisant fonctionner des régies et des services collectifs dont le succès saignerait peu à peu le capital.



PREMIER SOCIALISTE. — Cochon vendu! jésuite! faux-frère! ministre! lâches cette assiette et donnes-la-moi, ou sur l'heure je me fais badinguiste!
DEUXIÈME SOCIALISTE. — Hé! va donc, vieille ficelle! sauteur! prussien! vieille gouape! anarchiste! j'marcherai avec Déroulède, plutôt que de te la donner!
LE BOURGEOIS *(en s'en allant)*. — Ça va bien, ça va bien, j'vois que j'peux dormir tranquille!

KHARBINE-TAPABOR

« *Le commencement du siècle prochain sera le commencement de l'ère nouvelle* », prophétisait Jules Guesde en 1897.

SA poignée de « possibilistes » s'entre-déchire d'ailleurs bientôt : *en 1890, les amis d'Allemane ont repris leur liberté et cultivent dans leur coin leur haine des chefs et des politicards tout en faisant les doux yeux aux rudes gaillards des syndicats, avant de se scinder à leur tour en 1896. D'autres cousins sont aussi mal en point* : les blanquistes qui rêvent au grand coup de torchon de la « *journée* » *décisive se* débandent, même si leur chef de *légende*, Vaillant-le-Communard, fait *encore sangloter les meetings*. Quelques centaines d'anarchistes, exclus de la *famille dès 1881*, caressent l'action directe en solitaire, poussent à la grève générale salvatrice et passent à la « *propagande par le fait* » en 1892. Glissant dans toutes ces eaux mêlées, quelques avocats et professeurs fraternels ralliés à la cause des travailleurs, un Millerand, un Viviani, un Jaurès, offrent en désespoir de cause leurs bons offices de socialistes « indépendants ».

Le Parti ouvrier français de Guesde est de très loin la plus grosse boutique, la mieux organisée, la mieux implantée. Or il compte péniblement 2 000 membres en 1889 et 16 000 dix ans plus tard. C'est dire l'extrême faiblesse numérique du socialisme français dans l'Internationale, face, notamment, au mastodonte allemand du SPD qui, aux mêmes dates, vogue autour de 400 000 adhérents, irrigue un dense réseau d'associations, de syndicats, d'écoles et de fanfares, emploie quelque 3 000 permanents et séduit les électeurs par millions. Une si chétive constitution entretient assurément la division chronique. Mais celle-ci n'explique pas tout. Bien souvent, le succès local du socialisme doit beaucoup à la personnalité d'un chef charismatique et suit les aléas de sa fortune. Les coups de tabac de la vie politique ont fait des ravages : le boulangisme, en particulier, a bousculé ce petit monde en vendant à tous vents le verbe révolutionnaire, séduisant les uns, déstabilisant les autres, faisant rougir des radicaux et rapprochant les nationalistes du petit peuple.

Cet émiettement durable est-il le reflet d'une sociologie médiocre ? En un sens, oui. La France compte peu de vrais prolétaires, avec moins de 3 500 000 ouvriers d'industrie ; on y recense en revanche plus de deux millions d'établissements industriels, souvent minuscules, où le salariat est atomisé et la conscience de classe muette : et l'échoppe, l'atelier et la boutique entretiennent toujours l'individualisme du travail indépendant. A l'inverse, on peut faire observer que c'est sans conteste cette dispersion chronique, cette pluralité originelle qui ont donné élan et originalité à la vocation socialiste, dans une fidélité têtue à l'idéal égalitaire, communautaire et libertaire des sans-culottes, des quarante-huitards proudhoniens et des insurgés de 1871. La structure économique et sociale du pays, à l'évidence, ne suffit pas à expliquer mécaniquement la fragilité des socialistes. Ce sont deux autres contraintes, lourdes, enracinées, bien vivantes, qui freinent leur élan en le court-circuitant. La première tient dans l'orgueilleuse originalité de la meilleure forme d'action authentiquement ouvrière : la grève, qui fut depuis 1871 le moment, l'outil et le moteur d'une conscience de classe en formation. Mieux encore : la pratique gréviste débouche déjà, chez les ouvriers les plus conscients, sur le mythe de la grève générale en prélude au « grand soir » ; conduit à assumer des pratiques violentes que des transfuges de l'anarchisme et de l'allemanisme peuplant les syndicats rendront plus incisives encore ; postule qu'un syndicalisme d'action directe peut construire seul – sans le secours « des sectes et des partis » dira la charte d'Amiens en 1906 – un autre socialisme, édifié par le bas, libre, fraternel et sans Etat.

RUDE concurrence pour nos socialistes épars ! Car elle mine leur ambition d'une conquête progressive des pouvoirs publics, d'une subversion méthodique de l'Etat bourgeois. Et, surtout, elle les pousse à la faute : le 21 septembre 1894, au congrès corporatif de Nantes qui rassemble les apôtres de la grève générale, les guesdistes prêchent en vain pour la supériorité du parti sur le syndicat dans la conduite de l'émancipation ouvrière puis, à bout d'arguments, quittent la salle. Fatale rupture, qui ruine tout espoir de bâtir un jour une social-démocratie en France, qui met les socialistes en rivalité, dès l'année suivante et pour longtemps, avec la CGT, qui ravale leur teinture marxiste au rang de marchandise émancipatrice importée. La grève ayant précédé le syndicat, le syndicat ayant antériorité sur le parti dans la gestion des luttes ouvrières, cette compétition était certes dans la nature historique des choses. Elle fut pourtant ruineuse. Et l'occasion manquée des années 1890 ne se représentera plus.

En revanche, l'autre contrainte n'engendre pas de rivalité. Bien au contraire, c'est en s'appuyant sur elle que les socialistes trouvent leur voie. Elle tient en une phrase, d'une densité historique à toute épreuve : 1789 et son rêve démocratique, la Révolution, ce « bloc », et sa forme républicaine de gouvernement des hommes, ont glorieusement précédé en France le socialisme. Celui-ci, qu'il le veuille ou non – et il le voudra volontiers, – n'est qu'une des composantes d'un autre conflit, celui de la gauche contre la droite, qui se superpose au conflit de classes. Le catéchisme des droits de l'homme et des Jacobins, lesté d'un solide sans-culottisme, est leur corpus révolutionnaire inné et la République enfin installée le lieu légitime de son expérimentation. « *La conquête du pouvoir par les urnes devient ainsi le plus clair moyen de changer la société* » (Michel Winock).

Cultiver l'esprit républicain, le défendre contre tous les assauts intérieurs et extérieurs, s'allier sans déchoir à la bourgeoisie radicale, faire du socialisme la conséquence heureuse d'une Révolution en marche depuis qu'on a pris la Bastille : telle est la voie naturelle, légitime et sûre du socialisme français. En mai 1896, le « programme de Saint-Mandé », ce bréviaire proposé par Millerand pour en finir avec les « querelles d'écoles » et hâter l'unité socialiste, ne dit pas autre chose : il lie indissolublement « *la substitution nécessaire et progressive de la propriété sociale à la propriété capitaliste* » à la conquête des pouvoirs publics par le seul suffrage universel, et au souci de ne pas sacrifier la patrie républicaine à l'internationalisme.

C'est très exactement ce que laissait entendre à la Chambre, le 21 novembre 1893, le passionné de synthèse qui vit douloureusement le schisme avec les syndicats, qui conduira cahin-caha ses camarades à l'unité de la SFIO en 1905, jouira un temps d'un leadership incontesté sur l'ensemble du mouvement ouvrier, dira haut et clair aux docteurs allemands de l'Internationale l'originalité républicaine du socialisme français : Jean Jaurès. Universitaire, il a été intellectuellement converti par l'allemaniste bibliothécaire de l'École normale, Lucien Herr. Républicain de progrès élu en 1885, il est revenu socialiste au Parlement en janvier 1893, au feu de la grève de Carmaux, porté par une coalition de mineurs, de verriers et de ruraux. « Indépendant », il rameutera le groupe des députés socialistes et déplorera à toute occasion la division funeste des militants.

Pour l'heure, il se dresse contre Charles Dupuy, qui entend briser les anarchistes et les « meneurs » après l'explosion, deux semaines auparavant, de la bombe d'Auguste Vaillant en plein hémicycle du Palais-Bourbon. La République, votre République, lui dit-il, conduit au socialisme. D'abord, « *par le suffrage universel, par la souveraineté nationale, [...] vous avez fait de tous les citoyens, y compris les salariés, une assemblée de rois* ». Puis vous avez fait les lois d'instruction : « *Dès lors, comment voulez-vous qu'à l'émancipation politique ne vienne pas s'ajouter, pour les travailleurs, l'émancipation sociale quand vous avez décrété et préparé vous-mêmes leur émancipation intellectuelle ?* » Mieux, « *vous avez mis en harmonie l'éducation populaire avec les résultats de la pensée moderne ; vous avez définitivement arraché le peuple à la tutelle de l'Eglise et du dogme* ». Désormais, « *vous avez interrompu la vieille chanson qui berçait la misère humaine, et la misère humaine s'est réveillée avec des cris, elle s'est dressée devant vous et elle réclame aujourd'hui sa place, sa large place au soleil du monde naturel, le seul que vous n'ayez point pâli. [...] Vous avez ainsi concentré dans les revendications sociales tout le feu de la pensée, toute l'ardeur du désir ; c'est vous qui avez élevé la température révolutionnaire du prolétariat et, si vous vous épouvantez aujourd'hui, c'est devant votre œuvre.* »

Prochain épisode
Les « Christos » d'Aigues-Mortes

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».
- Lundi 30 juillet : La secte socialiste.
- Mardi 31 juillet : Les « Christos » d'Aigues-Mortes.

Pour en savoir plus

- *Le Grand Jaurès*, de Max Gallo, R. Laffont, 1984.
- *Le Socialisme français et le pouvoir*, de Michelle Perrot et Annie Kriegel, EDI, 1966.
- « Le Socialisme français de 1871 à 1914 », de Madeleine Rebérioux, dans Jacques Droz dir., *Histoire générale du socialisme*, t. 2, PUF, 1974.
- *Les Guesdistes*, de Claude Willard, Editions sociales, 1965.
- « *Pour une histoire du socialisme en France* », de Michel Winock, *Commentaire*, 41, printemps 1988.

ÉTRANGER

ALGÉRIE : l'annonce d'élections législatives anticipées début 1991

Le FLN et les partis démocratiques vont tenter de contrer la poussée islamiste

M. Abassi Madani, le président du Front islamique du salut (FIS), s'est félicité de la décision prise, dimanche 29 juillet, par le président Chadli Bendjedid, de renouveler, au cours du premier trimestre de 1991, l'As semblée nationale populaire (ANP) dont le mandat devait s'achever en janvier 1992. *« Même si cette décision a mis du temps à venir, nous estimons qu'elle met fin aux divergences »* avec le pouvoir à ce sujet, a-t-il déclaré. Quant à M. Aït Ahmed, le chef du Front des forces socialistes (FFS), il s'est étonné que les partis politiques n'aient été ni *« associés »*, ni *« consultés »* à propos de cette affaire. Il a, toutefois, annoncé que sa formation qui avait boycotté les élections locales du 12 juin participerait à ce scrutin.

Annonçant sa décision à l'occasion de la prise de fonctions du nouveau ministre de la défense, le général Khaled Nezzar, le président Chadli a précisé qu'il l'avait prise *« après une longue réflexion et la conviction que les partis politiques respecteront les règles du jeu de la démocratie »*. Soulignant que l'organisation d'élections législatives anticipées *« ne signifie nullement que l'actuelle assemblée a failli à sa mission »*, le chef de l'Etat a, cependant, affirmé que ce renouvellement n'aurait lieu que si les conditions de paix et de sécurité sont réunies.

Une étroite marge de manœuvre

La décision, enfin prise, de procéder à des élections législatives après la déroute subie par le FLN aux élections du 12 juin était inévitable. Toutes les familles politiques étaient d'accord là-dessus, même si, un moment, le FLN, arguant du caractère local du scrutin, a fait mine de croire que rien n'obligeait le président à appeler à nouveau les électeurs aux urnes. L'argument n'aura pas tenu deux mois.

Sans doute le président Chadli tirera-t-il gloire du respect qu'il manifeste devant la volonté populaire en décidant de nouvelles élections. Et, sans doute aussi, cette autosatisfaction n'est-elle pas totalement imméritée. Après tout, il n'est pas si courant dans le monde arabe qu'un chef d'Etat remette en jeu son pouvoir et laisse aux électeurs le soin de décider de leur sort.

Mais il n'échappe à personne que le président n'avait, tout compte fait, qu'une étroite marge de manœuvre. Le 12 juin, la victoire du FIS a été si nette que le pays en est aujourd'hui encore paralysé. Le FLN, parti – théoriquement – au pouvoir, se déchire tandis que l'Assemblée nationale vote en traînant les pieds les textes que lui soumet le gouvernement. Lequel, même remanié, semble n'être, selon le mot cruel d'un responsable, qu'un *« bureau d'études »* produisant des règlements qu'une administration dans l'expectative ne prend même plus la peine de mettre en application.

Telle est l'Algérie aujourd'hui. Le *statu quo* n'était, dans ces conditions, plus tenable et le président Chadli, qui semble avoir plus hésité sur la date que sur le principe même de nouvelles élections, a enfin pris la seule décision qui s'imposait.

Les islamistes du FIS ont tout lieu d'en être satisfaits, eux qui ne doutent pas un instant de leur prochaine victoire. Peut-être auraient-ils préféré que les élections législatives se tiennent plus tôt mais ils semblent croire, aujourd'hui, que ce nouveau délai n'aura pas de conséquences sur le score final.

Épreuve de vérité

Il est même vraisemblable que la date des prochaines élections a été choisie avec leur accord puisqu'ils sont la seule formation politique à pouvoir contester sérieusement une décision présidentielle. Lors d'une récente conférence de presse, M. Madani avait de nouveau appelé à la dissolution de l'Assemblée nationale tout en prenant garde, cette fois, de ne fixer aucun délai contraignant. Le président Chadli pouvait ainsi donner l'illusion d'agir encore en homme libre et le FIS, qui cherche visiblement à n'effrayer personne, apparaît comme un parti respectueux de la légalité constitutionnelle.

Pour les autres partis, ces nouvelles élections serviront d'épreuve de vérité. Absents du précédent scrutin ou, pour la plupart d'entre eux, n'y ayant recueilli que quelques miettes, ils vont devoir prouver qu'entre le FIS et le FLN, ils sont capables de jouer un rôle significatif. Ceux que l'on appelle ici les démocrates ont ainsi tout au plus sept mois pour démontrer que leurs tentatives de regroupement peuvent aboutir et constituer une alternative crédible face au FIS, donné déjà gagnant.

Les choix de M. Aït Ahmed, chef du FFS, seront ici déterminants. Saura-t-il accepter une alliance avec d'autres forces politiques, dont le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) qu'il voue aux gémonies, ou continuera-t-il à vouloir faire cavalier seul, pariant sur son prestige personnel pour attirer à lui l'essentiel du vote non islamiste? Une bonne partie de la réponse est contenue dans le choix du mode de scrutin. Un scrutin proportionnel favoriserait le chacun-pour-soi ; un scrutin majoritaire, au contraire, catalyserait les regroupements.

Reste le FLN qui, incontestablement, paiera le tribut le plus lourd à la situation nouvelle. La crise qui le traverse est si profonde que personne ne sait si ce parti sera même encore capable de se présenter aux élections sous sa forme actuelle.

Le dernier comité central a été ainsi incapable de tirer la leçon des événements et encore moins de proposer une perspective nouvelle, les membres de la direction se séparant sans parvenir à voter le texte qu'une commission avait laborieusement tenté de mettre au point. Depuis, la formation est en proie à de multiples forces centrifuges. Alors qu'une partie de ses cadres lorgnent vers les démocrates, une autre caresse l'idée d'un regroupement avec des islamistes modérés, les deux groupes étant d'accord pour que disparaisse le FLN *« qui a joué son rôle historique et qu'il est temps de mettre à la retraite »*.

GEORGES MARION

□ **MAROC : un dirigeant islamiste tunisien se dit hostile à la création d'un Etat au Sahara occidental.** – Le leader du mouvement islamiste tunisien An-Nahda, M. Rached Ghannouchi, s'est prononcé contre la création d'un Etat au Sahara occidental, dans une interview publiée, dimanche 29 juillet, par le quotidien *Al-Alam*, organe de l'Istiqlal. *« Comment un homme raisonnable peut-il se permettre de parler d'un Etat de cent mille personnes dans un monde qui connaît la création de grands groupements régionaux »*, a-t-il déclaré. M. Ghannouchi, a estimé que *« la question du Sahara a été créée de toutes pièces par les ennemis de l'Islam afin de maintenir la nation islamique dans une situation dominée par des conflits »*. – *(AFP.)*

COTE-D'IVOIRE

« Le pays peut devenir à tout moment une véritable poudrière »

déclarent les évêques

La Côte-d'Ivoire *« sombre dans l'appauvrissement, l'insécurité, l'immoralité, l'injustice »*, estiment les treize évêques du pays dans une lettre pastorale lue au cours du week-end dans toutes les églises. *« L'économie est disloquée »*, ajoutent-t-ils en précisant qu'il faut *« apaiser les rancœurs, panser nos plaies, susciter chez nous des hommes et des femmes compétents et capables aux postes qui leur sied. »*

« Le temps du « miracle ivoirien » est clos, et il a fait place au « mal ivoirien ». De l'écorce à la moelle, ce « mal ivoirien » est économique, social, politique, moral, spirituel », déclarent les évêques. *« La société ne fonctionne plus selon les règles de l'équité, mais plutôt selon l'intérêt individuel et la corruption. La faillite sociale conduit droit à la faillite politique »*, font remarquer les prélats qui regrettent que l'on ait *« géré, parfois, avec beaucoup de légèreté et de malhonnêteté les immenses richesses. A tous les niveaux, le gaspillage, la corruption, le détournement du denier public se sont profondément ancrés dans les mœurs. »*

On a *« perdu le sens de la vraie solidarité et du bien commun, à tel point que le citoyen n'est plus objectivement protégé par la loi mais par les relations qu'il a. Pire encore, le coupable reste trop souvent impuni à cause des appuis dont il dispose »*, indique la lettre épiscopale qui dénonce *« la violence qui a explosé notamment dans le milieu scolaire et dans les forces de l'ordre. La violence couve toujours dans ce pays de la paix qui pourrait devenir à tout moment une véritable poudrière »*. – *(AFP.)*

□ **Un Français assassiné à Abidjan.** – Patrick Bedou, âgé de vingt-sept ans, employé par Dow Chemical, a été mortellement blessé à coups de feu, mardi 24 juillet, à Abidjan, par des inconnus. La victime se trouvait dans un immeuble de Marcory, un quartier sud de la capitale. Ce meurtre intervient dans un climat d'inquiétude dans la communauté française, les agressions et vols s'étant multipliés depuis les manifestations estudiantines et sociales de mars dernier. – *(Corresp.)*

LIBÉRIA

M. Charles Taylor affirme la « légitimité » de son gouvernement

Les Etats-Unis ont affirmé n'avoir aucune preuve qu'un gouvernement formé par le chef du Front national patriotique du Libéria (NPFL), Charles Taylor, ait remplacé celui du président Samuel Doe. Le chef rebelle avait annoncé, dans la nuit du vendredi 27 au samedi 28 juillet, dans une déclaration radiodiffusée, la dissolution du gouvernement et son remplacement par un exécutif issu d'une *« Assemblée nationale patriotique de reconstruction »*. *« Nous avons entendu la déclaration mais il n'y a pas de preuve pour étayer cette affirmation »*, a déclaré un responsable du département d'Etat.

Les maquisards rebelles du NPFL se trouveraient, selon l'envoyé spécial de l'AFP, à moins de 3 kilomètres à vol d'oiseau du palais présidentiel, sur l'attaque duquel Charles Taylor refuse de se prononcer. *« Doe sera capturé ou tué*, a-t-il simplement déclaré. *Nous ne lui permettrons pas d'être évacué par quiconque »* .

Le chef rebelle a, d'autre part, indiqué qu'il serait candidat à la présidence lors des prochaines élections libres qui devraient être organisées dans les six mois. A son avis, *« la légitimité du gouvernement est fondée sur la volonté populaire. Le NPFL est maître de 90 % du territoire et 95 % de la population lui est favorable »*, a-t-il ajouté.

Charles Taylor a cherché à atténuer ses divergences avec Prince Johnson, récemment entré en dissidence. *« Il a fait une erreur qui sera réparée, mais je le connais bien, il est resté parmi nous. Quand il reviendra, je pense que nous aurons les mêmes idées »*, a-t-il estimé. A l'en croire, *« Doe est le seul problème dans ce pays »*. – *(AFP.)*

□ **SÉNÉGAL : fin du congrès du Parti socialiste.** – Le douzième congrès ordinaire du Parti socialiste a procédé, dimanche 29 juillet, à Dakar, à l'élection d'un nouveau bureau politique de trente membres dirigés par M. Abdou Diouf, réélu secrétaire général à l'ouverture des assises. Selon les nouvelles règles du parti, il n'y a pas de hiérarchie dans le bureau. A cette occasion, le président Diouf a déclaré qu'il n'était pas candidat à la succession de M. Javier Perez de Cuellar à la tête du secrétariat général de l'ONU. – *(AFP.)*

AFRIQUE DU SUD : après quarante ans d'interdiction

La deuxième naissance du parti communiste

Au moment où les partis communistes se sabordent de par le monde, les communistes sud-africains relancent officiellement leur parti, forcé à la clandestinité depuis 1950. Le parti communiste sud-africain (SACP) est le plus ancien du continent. Il a été créé en 1921, bien avant que les indépendances des années 60 mettent le marxisme-léninisme à la mode, de la Méditerranée à l'océan Indien. Il est également si étroitement imbriqué au Congrès national africain (ANC) que la plupart de ses militants sont aussi membres de l'ANC, et parfois au plus haut niveau.

Enfin, le SACP renaît sur fond d'accusations de complot insurrectionnel et d'arrestations. Une quarantaine de ses militants sont sous les verrous depuis une dizaine de jours, dont l'un des plus éminents, M. Mac Maharaj, souvent considéré comme le numéro deux du parti.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le sujet a bien évidemment été au centre des dernières interventions de M. Nelson Mandela, le vice-président de l'ANC et de M. Joe Slovo, le secrétaire général du parti communiste sud-africain SCAP. Les deux hommes ont peut-être moins farouchement rejeté les accusations qu'ils ne l'avaient fait il y a quelques jours, mais ils ont, avec la même fermeté, réaffirmé leur total engagement dans le processus de négociation avec le gouvernement.

A Soccer City, à mi-chemin de Soweto et de Johannesburg, dans un stade à moitié rempli, devant quelque trente-cinq mille partisans, M. Joe Slovo, au beau milieu de son discours, dimanche 29 juillet, a affirmé l'implication de son parti dans les discussions en cours avant de répéter : *« Nous sommes fidèles à la lettre et à l'esprit des minutes de Groote Schuur »*, le document signé au début du mois de mai par les délégations de l'ANC et du gouvernement qui se rencontraient pour la première fois officiellement.

« Les trois mensonges »

M. Slovo se souvenait certainement des jours où il exerçait son métier d'avocat, entre 1950 et 1963, au barreau de Johannesburg, et n'a pas résisté à quelques effets de manches en épinglant *« le lobby »* qui l'accuse de ne pas *être engagé dans le processus de paix »*.

« Ils ont créé un « complot rouge » reposant sur trois mensonges », a-t-il jeté à la foule. *« Premièrement, ils ont dit que j'étais à Tongaat le 19 mai »*, pour assister à une conférence du parti, *« alors que j'étais en train de me reposer à Lusaka »*, comme doivent l'indiquer *« les rapports de la police aux frontières »*.

« Deuxièmement, à ce meeting de Tongaat auquel je n'ai pas assisté, je suis censé avoir dit que le parti n'était pas tenu de respecter un accord de cessez-le-feu si un tel accord était signé entre l'ANC et le gouvernement. Je n'ai jamais rien dit de tel, ni à Tongaat ni ailleurs, et ne le dirai jamais », a-t-il lancé, déchaînant l'enthousiasme dans les gradins.

« Troisième mensonge, en impliquant le SACP dans ce complot, ils ont décrit l' « opération Vula », nom de code donné à ce que les autorités désignent comme le *« complot rouge »* (*le Monde* du 28 juillet), *alors qu'ils savent parfaitement qu'il s'agit là d'une opération secrète de l'ANC préparée en 1987. Et que, de toute façon, il n'en est absolument pas fait mention dans les minutes de la conférence de Tongaat »*, a conclu M. Slovo en réponse aux accusations du gouvernement.

Dans son allocution, prononcée entièrement en xhosa, le chef d'état-major d'Umkhonto we sizwe (la lance de la nation), la branche armée de l'ANC, M. Chris Hani s'est violemment opposé au *« souhait »* du président Frederik De Klerk d'écarter M. Slovo de la délégation de l'ANC qui doit participer au *« deuxième round »* des *« négociations sur les négociations »*, le 6 août prochain à Pretoria.

M. Mandela a pour sa part souligné, une fois de plus, la qualité des relations entre l'ANC et le SACP, répondant par la même occasion à ceux qui voient son organisation manger au creux de la main des communistes. *« L'ANC n'est pas un parti communiste. Mais, en défenseurs de la démocratie, nous nous battons pour le droit d'exister du parti communiste »*, a clamé M. Mandela avant de faire l'éloge du secrétaire général du SACP : *« M. Slovo est un vieil ami. Au fil des années et des épreuves, nous avons partagé les mêmes vues sur la façon de mettre fin au système criminel de l'apartheid. Aujourd'hui, nous partageons les mêmes vues en ce qui concerne les négociations avec le gouvernement. »* Et M. Mandela d'ajouter : *« Joe Slovo a compris et respecte l'ANC indépendant. Il ne veut pas le transformer en outil ou en pantin du parti communiste. »*

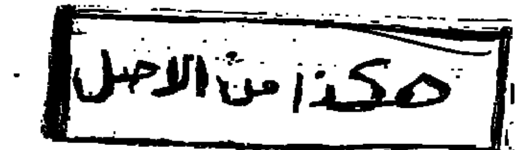
L'ANC et le PC étroitement mêlés

L'étroitesse des liens entre l'ANC et le SACP est cependant bien illustrée par la composition de *« la direction interne »* du parti, rendue publique par Mme Cheryl Carolus, membre de la première délégation de l'ANC qui avait rencontré le gouvernement à Groote Schuur. Sur vingt-deux membres, huit sont également membres du comité national exécutif (NEC), la plus haute instance de l'ANC : MM. Joe Slovo, secrétaire général du SACP ; Dan Tloome, président du SACP ; Brian Bunting, membre du comité central ; Chris Hani, chef d'état-major d'Umkhonto we sizwe et membre du bureau politique ; Ronnie Kasrils, chef des services d'Umkhonto we sizwe et membre du Comité central ; Mac Maharaj, actuellement emprisonné (*le Monde* du 28 juillet), membre du bureau politique ; Govan Mbeki (père de Thabo Mbeki, responsable des affaires étrangères de l'ANC), membre du comité central ; Reg September, membre du comité central ; Sizakele Sigxashe, membre du bureau politique.

Dans l'autre sens, plus de la moitié des membres du Comité exécutif national de l'ANC militent également dans les rangs du SACP. Mais l'alliance est en fait tripartite. Le Congrès sud-africain des syndicats (COSATU), la centrale syndicale noire, est elle aussi étroitement mêlée à l'ensemble ANC-SACP.

Le parti communiste, en raison de son interdiction depuis 1950 et de l'exil de ses dirigeants depuis 1960, souffre d'un défaut de soutien populaire. Et l'ANC se comporte en mouvement de libération, plutôt rassembleur tant qu'il ne se transforme pas en parti politique. Le Cosatu et ses nombreuses fédérations représentent au plan social et économique la classe ouvrière sud-africaine dans ses relations avec le patronat et l'Etat. Le SACP, qui retrouve pignon sur rue, ne cache pas son ambition de s'ériger en *« parti d'avant-garde »*. Le dénominateur commun : *« transformer l'Afrique du Sud en pays démocratique, non racial et non sexiste »*.

FRÉDÉRIC FRITSCHER



AMÉRIQUES

PÉROU : passation de pouvoirs sur fond d'attentats et de marasme économique

Le président Alberto Fujimori déclare la guerre à la corruption

C'est sous haute surveillance policière que le nouveau président péruvien Alberto Fujimori a pris ses fonctions, samedi 28 juillet, à Lima, en présence de cinq chefs d'Etat et d'une vingtaine de délégations internationales. Comme pour saluer l'événement à leur manière, les guérilleros du Sentier lumineux avaient orchestré une nouvelle vague de terreur, coupures d'électricité, attaques diverses, incendies : au total vingt-quatre personnes sont mortes au Pérou en ce jour de fête.

LIMA

de notre correspondante

Certes, le Pérou est un pays déchiré, mais le terrorisme est loin d'être le seul responsable, comme l'a mis en évidence, lors des cérémonies du 28 juillet, l'empoignade verbale des parlementaires, qui s'accusaient, entre autres noms d'oiseaux, de *« voleurs »*. La corruption de certains fonctionnaires du régime sortant, présidé par Alan Garcia, n'est plus à démontrer, mais les membres de la coalition de droite du Front démocratique, qui jouant soudain les procureurs amateurs ont semé le scandale dans l'hémicycle, n'étaient peut-être pas les mieux placés pour se poser en censeurs de la moralité : le régime d'Alan Garcia remporte peut-être la palme dans ce domaine, mais celui de son prédécesseur, l'architecte Fernando Belaunde, n'a rien à lui envier.

Ce n'est donc pas un hasard si le président Alberto Fujimori a consacré une bonne partie de son discours d'investiture à la moralisation, *« parce que la corruption règne au sein de l'administration, et, de là, s'étend sur l'ensemble de la société... parce que le trafic de drogue s'est infiltré dans les hautes sphères de l'Etat »*. Chacun en a pris pour son grade, et le chef de l'Etat a promis une lutte implacable pour juguler les *« épidémies néfastes du terrorisme et du trafic de drogue »*, comme l'avaient fait ses prédécesseurs. Mais la tâche ne sera pas aisée car la vénalité est une pratique solidement ancrée dans la société.

L'ingénieur Fujimori, nouveau venu à la politique, loin de prononcer un *« discours historique »*, comme il est d'usage en cette circonstance, s'est limité à lancer des dards, à gauche et à droite, contre les responsables du *« désastre »* dont il hérite, ce qui lui a valu nombre de manifestations hostiles de la part des parlementaires, qui n'ont pas hésité à commenter bruyamment son discours.

La population s'attendait à l'annonce de drastiques mesures économiques d'ajustement. Mais le chef de l'Etat, abandonné par son équipe de technocrates il y a juste quinze jours, parce que celle-ci le soupçonnait de vouloir appliquer les recettes du Fonds monétaire international, n'a, semble-t-il, pas eu le temps de mettre au point un programme de rechange.

Fermeture des banques

Bien qu'il ait assuré qu'il fera montre de *« pragmatisme »*, et ne se rendra pas *« esclave des recettes magiques extraites des textes »*, les mesures à promulguer dans les prochains jours seront de toute façon très dure puisqu'il estime que, pour parvenir à la *« vérité des prix »* fixés par l'Etat, la majoration à envisager est de l'ordre de 1 200 %. Pour amortir le coût social de cet ajustement, M. Fujimori a fait savoir qu'il demanderait au Congrès des pouvoirs d'exception, pendant six mois, afin de dicter des dispositions en matière fiscale. Des dispositions monétaires seront de toute façon lancées dans les prochaines quarante-huit heures puisqu'il a décrété la fermeture des banques.

Autre surprise, le nouveau président a déjà remplacé les chefs de la marine et de l'armée de l'air, apprenait-on dimanche de source autorisée au ministère de la défense. L'amiral Alfonso Panizo a été remplacé par l'amiral Luis Montes Lecaros à la tête de la marine, la plus conservatrice des trois armes. Le chef de l'armée de l'air, le général German Vucetich, qui avait été accusé de corruption il y a deux mois, est remplacé, lui, par le général Arnaldo Velardo Ramirez.

« Les Péruviens sont fatigués d'être fatigués », devait conclure M. Fujimori en s'expliquant sur son pari de créer *« une unité nationale de salut »* : *« Qu'on n'interprète pas comme un signe de faiblesse mon inclination au dialogue, y compris avec les groupes entrés en rébellion armée, à condition qu'ils déposent les armes. Le peuple m'a élu pour cela. »* Commentaire de son prédécesseur Alan Garcia, qui prend provisoirement sa *« retraite »* à quarante et un ans, dans un message d'adieu qui avait tout d'un avertissement : *« Une chose est de souhaiter rêver, une autre gouverner, administrer un pays. »*

NICOLE BONNET

□ **CUBA : les quatre Cubains réfugiés dans la résidence de l'ambassadeur d'Italie sont sortis.** – Les quatre Cubains qui s'étaient réfugiés, le 17 juillet dernier, dans la résidence de l'ambassadeur d'Italie à La Havane sont sortis *« volontairement et sans conditions »*, vendredi soir 27 juillet, a annoncé un communiqué du ministère des affaires étrangères cubain. Aucun d'entre eux ne sera poursuivi pour violation du siège diplomatique, a précisé le communiqué, assurant que les ex-réfugiés avaient *« regagné leur domicile »*. – *(AFP.)*

□ **MEXIQUE : manifestation de 20 000 paysans privés de terre.** – Plusieurs milliers de paysans sont arrivés samedi à Mexico au terme d'une marche de dix jours organisée pour obtenir des distributions de terre. Les paysans, au nombre de 20 000 selon la police, avaient l'intention de s'installer devant le siège du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir pour rappeler au président Carlos Salinas de Gortari ses promesses en octobre de l'année dernière, de distribuer des parcelles aux paysans sans terre. – *(Reuter.)*

□ **PANAMA : découverte des corps de 15 personnes tuées lors de l'intervention américaine.** – Une fosse commune contenant les cadavres d'au moins 15 personnes tuées lors de l'intervention américaine au Panama en décembre dernier a été découverte samedi 28 juillet, au cimetière de Monte-Esperanza, dans la ville de Colon, à 130 km au nord-est de la capitale. Les cadavres, parmi lesquels figure celui d'un adolescent de 16 ans, ont été exhumés par des membres de l'Institut de médecine légale, agissant à la suite de la campagne lancée par le Comité des familles des militaires et civils tombés lors de l'intervention de l'armée américaine. – *(AFP.)*

CANADA : les revendications indiennes

La guerre d'Oka n'aura pas lieu...

MONTRÉAL

de notre correspondante

« Nous vous tendons pacifiquement la main, mais ne nous forcez pas à vous présenter le poing parce que nous sommes prêts à le faire. » Du haut de sa stature de lutteur, Billy Two Rivers, membre du conseil de bande de Khanawake, réserve mohawk du sud de Montréal, a résumé le sentiment des quelque 2 000 Amérindiens, canadiens surtout mais aussi américains, qui ont afflué de leurs réserves parfois lointaines, pour appuyer, dimanche 29 juillet, leurs frères du village d'Oka (nord-ouest de Montréal), cerné depuis dix-neuf jours par la police québécoise.

Ce rassemblement *« pour la paix et la justice »* organisé par l'Assemblée des premières nations du Canada avec le soutien de plusieurs Eglises, syndicats et mouvements en faveur des droits de l'homme, s'est tenu, au son du tam-tam et des chants sacrés, à moins de deux cents mètres d'une autre manifestation conduite par près de trois cents résidents blancs d'Oka. Particulièrement véhéments derrière les barrages policiers qui les contenaient à peine, ils entendaient protester contre la présence de *« guerriers »* mohawks lourdement armés, dans la petite forêt que ces derniers revendiquent à l'autre bout du village. Ils voulaient aussi empêcher une délégation d'Amérindiens de se rendre sur les terrains en litige.

Une crise qui s'éternise

Dans la touffeur d'orage qui pesait, au propre comme au figuré, la confrontation n'a pas eu lieu, les Amérindiens ayant choisi de l'éviter. Mais les esprits continuent de s'échauffer au cœur d'une crise qui s'éternise. Ottawa refuse toujours de négocier avec les Mohawks, tant que l'ordre ne sera pas rétabli, mais les *« guerriers »* mohawks ne désarment pas, craignant à présent de multiples arrestations. Il ne se passe plus guère de journée sans que des Amérindiens manifestent ou dressent des barrages routiers dans un coin ou un autre du pays, pour soutenir leurs frères d'Oka mais aussi pour mettre en avant leurs propres doléances.

« Nous sommes arrivés à une étape cruciale de notre histoire, où il nous faut revendiquer la souveraineté de nos nations et notre droit à l'autodétermination », a déclaré à Oka Conrad Sioui, vice-président de l'Assemblée des premières nations du Canada, qui ne ménage aucun effort pour convaincre les siens que cette démarche doit se faire pacifiquement. A la veille du retour de milliers de vacanciers québécois, plus nombreux à filer vers les plages en juillet qu'en août, Billy Two Rivers et les siens sont déterminés à continuer de bloquer l'un des quatre ponts qui permettent aux banlieusards de la rive sud du Saint-Laurent de venir travailler au centre-ville de Montréal, s'exposant ainsi à de nouvelles flambées de racisme *« anti-sauvages. »*

MARTINE JACOT

□ **ETATS-UNIS : six hommes d'affaires reconnus coupables de blanchiment d'argent de la drogue.** – Un ancien banquier de l'ex-homme fort du Panama, le général Noriega, le directeur adjoint de la branche latino-américaine de la Banque internationale de crédit et de commerce (BCCI), quatre employés de la BCCI et un homme d'affaires colombien ont été reconnus coupables, dimanche 29 juillet, à Tampa (Floride), du blanchiment de 32 millions de dollars provenant du trafic de cocaïne pour le compte du cartel de Medellin. Ils risquent de cinq à vingt ans de détention. – *(AFP.)*

□ **Quarante-neuf pillards arrêtés à Chicago.** – Quarante-neuf personnes ont été arrêtées dimanche 29 juillet, à Chicago (Illinois), pour avoir pris part à des pillages perpétrés à la faveur d'une panne d'électricité survenue samedi soir et qui a privé 40 000 foyers de courant, a-t-on annoncé de source officielle. La police estime à une quinzaine le nombre de commerces mis à sac. – *(AFP.)*

REPÈRES

GRANDE-BRETAGNE

Inculpation de l'auteur d'une prise d'otages dans un club de Londres

L'homme qui avait pris en otages dans la nuit du samedi 28 au dimanche 29 juillet les clients d'une boîte de nuit du centre de Londres, a été inculpé dimanche soir pour possession d'armes à feu et menaces de mort. M. Hani Elrayes, trente ans, d'origine syrienne et employé dans l'import-export, devait être présenté lundi matin devant la justice. La prise d'otages, qui avait duré une dizaine d'heures, n'a pas fait de victimes. Armé de deux fusils, d'une baïonnette et d'un faux pistolet, M. Elrayes avait fait irruption dimanche matin dans le club Tokyo Joe's où se trouvaient quelque 200 personnes. Ivre et surexcité, il avait menacé de faire exploser une bombe si on ne lui fournissait pas un avion pour se rendre à Beyrouth. Au fil des heures, le preneur d'otages avait accepté de laisser sortir des clients, avant de se rendre peu après midi. – *(AFP.)*

ITALIE

Nouvelle polémique sur les rapports entre la CIA et la loge P2

Ennio Remondi, le journaliste de RAI-UNO, à son retour des Etats-Unis où il a été poursuivre son enquête sur les liens entre la CIA, l'ancienne loge P2 et les pouvoirs occultes italiens, a fait connaître, samedi 28 juillet, ses ultimes découvertes au juge d'instruction, Francesco Monastero. Dans l'après-midi, sur décision du magistrat, les carabiniers ont opéré la saisie d'une partie du matériel dans les locaux de la rédaction. *« Je suis revenu des Etats-Unis où j'ai recueilli des centaines de documents qui prouvent que nous sommes sur la bonne piste »*, dit cependant Remondi. S'il affirme lui-même que tous ne sont pas probants, il a poursuivi en indiquant que parmi ceux-ci, figureraient les traces de sociétés financières et les numéros de comptes courants sur lesquels opérait la CIA.

La direction de la RAI ayant décidé de ne pas poursuivre la divulgation des éléments, l'hebdomadaire *l'Espresso* prend, lundi, le relais. Selon le périodique, le trafic financier CIA-P2 serait passé par une société luxembourgeoise, la Amitalia Sund, qui avait un compte secret à l'Union des banques suisses de Zurich. Selon la même source, les magistrats romains auraient déjà demandé une commission rogatoire au Luxembourg.

TURQUIE

Les affrontements en Anatolie ont fait 43 morts

Trente deux militants séparatistes armés et onze membres des forces de l'ordre ont été tués depuis une semaine lors d'opérations contre les *« terroristes séparatistes »* dans le Sud-Est anatolien à majorité kurde, selon un bilan rendu public, dimanche 29 juillet à Diyarbakir, par la préfecture de cette région. Ce total de 43 morts en cinq jours lors d'opérations militaires fait de ce bilan l'un des plus sanglants des opérations déclenchées par l'armée contre les rebelles. L'intensification des affrontements armés entre les forces de l'ordre et les *« terroristes »* serait le résultat d'une nouvelle offensive de l'armée turque dans le *« triangle de la mort, Hakkari-Mardin-Siirt »*, proche de la frontière turco-syro-turque. Ce nouveau bilan porte à près de 2 000 le nombre de personnes tuées dans le Sud-Est anatolien depuis la reprise de la rébellion armée en août 1984. – *(AFP.)*

YOUGOSLAVIE

Le premier ministre crée un parti « réformateur »

Le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, a annoncé dimanche 29 juillet la création d'un parti *« réformateur »* qui se présentera aux premières élections libres de l'après-guerre pour le Parlement yougoslave. M. Markovic a annoncé cette décision devant quelque cent mille personnes rassemblées sur le mont Kozara, en Bosnie-Herzégovine.

Le premier ministre, dont la popularité ne cesse de croître, a annoncé également l'adoption prochaine d'une loi électorale et l'organisation d'élections avant la fin de l'année. Partisan de l'économie de marché et du multipartisme, M. Markovic, en créant un parti yougoslave, cherche à faire contre-poids aux nombreux partis nationalistes qui menacent de faire éclater la Fédération. – *(AFP.)*

ASIE

MONGOLIE : les élections législatives

L'opposition entrera au Parlement mais le PC reste aux commandes

L'opposition démocratique doit faire son entrée au Parlement en Mongolie à l'issue des premières élections relativement libres qui s'y sont tenues dimanche 29 juillet, sans remettre en cause la suprématie du Parti communiste, au pouvoir depuis près de soixante-dix ans.

OULAN-BATOR

de notre envoyé spécial

Mme Chimgee, la plus âgée des occupants d'une des tentes perdues dans la prairie, a ouvert la porte aux deux agents électoraux venus en limousine soviétique lui apporter à domicile l'urne et les bulletins de vote. Les formalités d'enregistrement accomplies, elle a marqué sur les quatre bulletins correspondant aux assemblées de différents niveaux soumises au scrutin sa préférence pour l'un des deux candidats. C'était la première fois qu'on lui proposait deux noms au lieu d'un seul. Les bulletins pliés et glissés dans l'urne, les deux agents électoraux sont repartis à bord de leur Volga noire quérir le vote d'autres éleveurs, ailleurs, dans la campagne.

Le choix de la vieille dame était encore restreint : les deux candidats appartenaient au Parti communiste. *« Je ne sais pas encore trop à quoi m'en tenir au sujet des partis démocratiques. Je n'en soutiens pas un en particulier, mais j'approuve l'opposition dans son ensemble »*, a-t-elle souligné comme pour illustrer le fait qu'elle n'était pas dupe, elle non plus, du jeu politique qui se joue en Mongolie à l'heure de la démocratisation : cette opposition, créature du régime, n'existe que par son bon vouloir.

Dans toutes les scènes auxquelles les observateurs étrangers – hongrois, japonais, sud-coréens, britanniques du parti travailliste, ainsi qu'une envoyée du Soviet suprême de l'URSS, Mme Sokolova, chargée de mission pour les affaires de transparence et de droits de l'homme – et les journalistes présents ont assisté, le même mélange d'amateurisme et de formalisme légal faisait de cette élection une répétition générale de démocratie, plutôt qu'un véritable scrutin à l'occidentale. La transparence a ses limites : dimanche soir, il était encore impossible d'obtenir le nombre exact d'électeurs (plus d'un million).

Participation maximale

Le Parti communiste n'a pas triché grossièrement, mais n'a pris aucun risque pour obtenir une participation maximale (de l'ordre de 90 %). Dans toute la capitale, on voyait les agents électoraux faire le porte à porte, l'urne à la main, pour récolter le vote des personnes âgées ou invalides qui ne s'étaient pas déplacées jusqu'aux isoloirs installés dans les écoles et salles des fêtes. La commission électorale assure ne pas avoir reçu d'informations sur des refus de vote dont parle, en certains endroits, l'opposition. Pour recueillir les résultats de plusieurs régions provisoirement privées de télécommunications du fait d'inondations, le pouvoir a affrété des avions.

Ce scrutin représentait tout de même un aboutissement : celui du processus qui a mené la Mongolie, province déguisée de l'empire soviétique, à un statut hybride de pays semi-indépendant de Moscou lorgnant vers les capitaux occidentaux. Leonid Brejnev avait été le dernier *« numéro un »* soviétique à venir en visite officielle à Oulan-Bator. M. Gorbatchev s'est borné à recevoir, en 1989, le chef du Parti communiste mongol de l'époque, pour lui donner les recettes de la perestroïka, de façon à dégager Moscou militairement et économiquement de ce qui apparaît, aujourd'hui, avoir été une colonie aussi coûteuse que mal gérée. Pour un pays de deux millions d'âmes soumises, depuis 1924, à la *« supériorité du socialisme »*, il ne faut pas s'étonner, par exemple, que les cent mille chômeurs reconnus à mi-voix par le régime deviennent un enjeu électoral symbolisant la crise économique.

Que deviendra ce pion aux proportions géographiques imposantes mais dramatiquement sous-peuplé sur l'échiquier asiatique où il se retrouve enfin, après qu'on lui a fait croire qu'il appartenait à l'Europe des Soviets ? C'est la grande incertitude. Tout repose maintenant sur l'accord sino-soviétique de 1989 visant à mettre fin au conflit des deux empires présents sur les hauts plateaux d'Asie centrale. Car, reconnaissent les militaires mongols, Oulan-Bator ne peut plus compter, pour se défendre, que sur *« un équilibre d'intérêts »* entre ses voisins.

Grande première, les autorités ont jugé bon de faire visiter une unité d'élite de l'armée mongole à la presse étrangère. Celle-ci n'a pu voir, en tout et pour tout dans la caserne, à une demi-heure de route de la capitale, que trois douzaines de soldats, les autres – quatre cents hommes, à en croire le cuisinier, plus bavard que le commandant – étant *« aux champs »*. Des militaires interrogés répondaient sans chercher à biaiser qu'ils allaient, bien sûr, voter pour le colonel, celui-ci étant candidat à la députation. D'autres, ailleurs, en revanche, se disent ouvertement en faveur de l'opposition. *« Les communistes ? Pfff... »*, disait un de ceux-là, rencontré dans un train, la casquette posée sur les genoux, suppléant le manque de vocabulaire par un geste éloquent de la main planant vers le sol. *« Moi, je vote social-démocrate. »*

Le problème de ce conscrit en disait long sur les incertitudes planant sur l'avenir, ici : il avait passé cinq ans de sa jeunesse étudiante en Union soviétique pour devenir *« professeur de marxisme-léninisme »*. A « la quille », dans deux mois, il poursuit : *« Je serai au chômage ! Il va falloir que je me reconvertisse dans l'enseignement de la philosophie, ou la gestion... »*

FRANCIS DERON

□ **AFGHANISTAN : le président Najibullah reçoit des soins en URSS.** – Le président Najibullah s'est rendu dimanche 29 juillet en visite en URSS à l'invitation des autorités soviétiques afin de suivre un traitement médical, a annoncé Radio-Kaboul. La radio, captée dans la capitale pakistanaise Islamabad, n'a pas précisé la durée de la visite et n'a donné aucun détail sur la santé du président, agé de quarante-trois ans. – *(Reuter.)*

SRI-LANKA

L'armée prépare l'assaut contre le bastion des rebelles tamouls

Les forces de sécurité s'apprêtent à attaquer la péninsule septentrionale de Jaffna, principal bastion de la guérilla séparatiste tamoule. L'armée sri-lankaise a, en effet, repris mardi 24 juillet le contrôle de la passe de l'Eléphant, principale voie d'accès à la péninsule. Vendredi et samedi, cependant, plusieurs affrontements ont coûté la vie à quatorze soldats et quinze rebelles.

Depuis leur reprise le 12 juin, les combats entre l'armée sri-lankaise et les séparatistes tamouls du LTTE (Tigres de Libération de l'Elam Tamoul) se traduisent déjà par un lourd bilan. Quelque deux mille cinq cents soldats et policiers auraient été tués en six semaines, selon des sources diplomatiques qui évaluent, par ailleurs, à environ 1 500 hommes les pertes du LTTE. Les pertes militaires sont considérables, ajoutent-elles, l'armée ne comptant que 45 000 soldats.

Les pertes civiles sont également importantes. Elles se comptent vraisemblablement par milliers. Selon un député, le nombre des réfugiés tamouls, qui fuient les zones de combats dans le nord et l'est, s'élèverait à six cent mille personnes. D'autres sources estiment plus prudemment que leur nombre varie entre trois cent mille et un demi-million.

Le coût financier – opérations militaires, pertes de matériel, destructions – est encore difficile à calculer mais, selon les mêmes sources diplomatiques, il remet déjà en cause le développement du pays.

EUROPE

AUTRICHE

La mort de Bruno Kreisky

Suite de la première page

Né à Vienne (en 1911), d'une famille juive originaire de la province tchèque de Moravie, Bruno Kreisky se définissait avec malice comme *« un vrai Autrichien »*, inscrivant ainsi délibérément son destin dans la continuité historique de l'Empire des Habsbourg. Le nazisme et ses crimes – une partie de sa famille, déportée en camp de concentration, y trouve une fin tragique – ne l'incitèrent pas à se reposer la question de l'assimilation, fait acquis dans son milieu depuis plusieurs générations.

Socialiste dès son adolescence, hostile à tout nationalisme, il n'éprouva jamais d'attirance pour le sionisme, allant même jusqu'à considérer comme une aberration que le fondateur de cette doctrine, Théodor Herzl, fût, comme lui, un fils de cette mosaïque de peuples que constitua jusqu'à son écroulement en 1918 l'Autriche-Hongrie.

Autrichien « rouge », juif antisioniste : difficile de comprendre le cheminement de Bruno Kreisky sans référence aux termes de ce double antagonisme. Sur le plan interne, son enracinement dans cette terre d'Europe centrale, si féconde en esprits brillants, fut un rempart contre la tentation pan germaniste, à laquelle même certains chefs historiques de la social-démocratie autrichienne ne furent pas insensibles . C'est aussi dans cette austrianité que s'ancre son aversion de la mentalité clérico-fasciste, coupable à ses yeux d'avoir préparé, entre les deux guerres, le lit du nazisme, en même temps que sa compréhension, qualifiée parfois de faiblesse, envers ceux de ses compatriotes, *jeunes chômeurs, travailleurs désorientés*, qui se laissèrent *entraîner* par les sirènes hitlériennes.

Dialogue israélo-palestinien

Aux « noirs », responsables, au regard de l'Histoire, d'avoir conduit l'Autriche vers le néant et dont, après la guerre, il continua instinctivement de se méfier, malgré la présence, au sein du Parti populiste, d'authentiques résistants, il préférait, en fin de compte, les « bleus » du Parti libéral, créé pour réintégrer dans la vie nationale certains esprits autrefois égarés.

Ainsi, après son retrait du pouvoir, en 1983, devait-il donner sa bénédiction à une coalition socialiste-libérale, tandis que, quatre ans plus tard, le retour de ses amis à une alliance avec les Populistes l'amenait, en signe de protestation, à abandonner la présidence de son parti et à user de sa liberté de critique dans l'affaire Waldheim, un homme avec lequel il ne s'était jamais senti d'affinités.

Plus retentissante encore fut la position adoptée par Bruno Kreisky à propos du Proche-Orient. Partisan de longue date de la création d'un Etat palestinien à Gaza et en Cisjordanie, il n'eut de cesse de mettre en garde les Israéliens contre une politique de force sans issue et de prôner l'avènement d'un dialogue israélo-palestinien. Une attitude qui lui valut dans l'Etat hébreu de solides inimitiés et beaucoup d'incompréhensions, y compris chez les travaillistes.

Insensible aux réserves auxquelles se heurtait à l'Ouest et dans les rangs de l'Internationale socialiste sa position sur le problème arabe, Bruno Kreisky devait pousser l'audace jusqu'à être le premier chef de gouvernement européen à recevoir, en 1979, son *« ami »* Yasser Arafat, puis, en 1982, le colonel Kadhafi. En avril 1987, déchargé de fonctions gouvernementales, mais toujours vice-président de l'Internationale socialiste, *il n'hésitait pas à assister à une réunion* du Conseil national palestinien à Alger.

Jusqu'à la fin de sa vie, l'ancien chancelier ne devait cesser de tisser inlassablement des liens entre Palestiniens et Israéliens de bonne volonté et d'intercéder en faveur du respect des droits de l'homme au Proche-Orient. Il fait de cette mission la passion de sa vie, convaincu d'apporter ainsi sa contribution au maintien de la paix dans le monde.

Marxiste par coquetterie intellectuelle

Social-démocrate gagné aux vertus du *« partenariat social »*, il n'en *continuait pas moins*, sans doute par coquetterie intellectuelle, à se réclamer du *marxisme. Mais son* aversion pour le *communisme* était *radicale, ce qui* ne l'empêcha pas d'entretenir avec les dirigeants Est-européens un *dialogue continue*.

Cette fréquentation en fait un partisan déterminé de la détente, ainsi que de l'Ostpolitik, menée à partir de 1969 par son ami l'Allemand Willy Brandt, auquel le liait l'expérience commune de l'exil en Scandinavie pendant la guerre.

Connaissant les limites d'une Autriche coincée entre l'Est et l'Ouest depuis le traité d'Etat de 1955, qui rétablit sa souveraineté et son indépendance et dont il avait été l'un des négociateurs, Bruno Kreisky savait que seules des relations de confiance entre les deux Europes et la reconnaissance des Etats issus du conflit mondial pouvaient contribuer à abattre le « rideau de fer » de la guerre froide. Il voyait dans une telle évolution une chance pour son pays, *non plus de jouer* entre les deux camps les éternels intermédiaires, *mais de renouer pour son propre compte* des relations humaines, *politiques et économiques, avec un monde marqué pendant* des siècles de l'*empreinte autrichienne*.

Au-delà même de ce retour dans un grand espace européen, l'ère Kreisky restera celle de l'ouverture de l'Autriche sur le monde et de la volonté de modernisation d'un pays encore mal débarrassé de ses oripeaux passéistes. Une ambition sans doute trop grande pour un peuple enclin à entretenir une familiarité suspecte avec les fantômes de son histoire et toujours rétif à affronter les défis de l'avenir.

Quel symbole, hélas, à cet égard, que la présence, aujourd'hui, au palais de la Hofburg a Vienne de l'ancien lieutenant Kurt Waldheim au moment où disparaît celui qui fut, pendant plus d'une décennie, le visage d'une nouvelle Autriche.

MANUEL LUCBERT

Les réactions

M. Waldheim « profondément ému »

VIENNE

de notre correspondante

Le président autrichien Kurt Waldheim s'est déclaré « profondément ému » par le décès de l'ancien chancelier Bruno Kreisky, qu'il a qualifié de « personnalité exceptionnelle dans la lutte pour la liberté et la démocratie ».

« Il n'est pas exagéré de dire que nous avons perdu, avec Bruno Kreisky, un des plus grands hommes politiques de l'Autriche de ce siècle », a déclaré le chancelier Franz Vranitzky, exprimant ce que ressentent des centaines de milliers d'Autrichiens.

Bruno Kreisky était un *« homme qui avait des vues politiques et la volonté de les réaliser »*, écrit le quotidien viennois à grand tirage *Kurier*. Si les activités internationales du disparu sont unanimement louées, les critiques que suscitait sa politique économique ne sont pas oubliées. *« Sa conception de la politique économique était fausse : sa confiance dans les interventions de l'État dans les circuits de l'économie était dépassée »*, écrit le *Kurier*. La politique économique de l'ère Kreisky a été notamment dominée par le renforcement du secteur nationalisé comme moyen de garantir le plein emploi. Dans un de ses derniers entretiens avec le rédacteur d'un quotidien viennois, il y a quelques semaines, l'ancien chancelier, déjà très souffrant, avait confié : *« Il y a des moments où j'éprouve le profond désir de mourir. La mort me paraît comme une délivrance. »*

W. B.

□ **M. Francois Mitterrand : « Une des grandes personnalités contemporaines ».** – Le président François Mitterrand a envoyé dimanche un message de condoléances au chancelier autrichien Franz Vranitzky. *« Je suis très ému de la disparition du chancelier Kreisky, l'une des grandes personnalités contemporaines*, écrit M. Mitterrand. *Je garde le souvenir d'échanges utiles pour nos pays et pour la paix. »*

□ **M. Yasser Arafat : « Courage, franchise et clairvoyance ».** – Le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, a rendu un vibrant hommage à l'ancien chancelier autrichien en le qualifiant de *« grand dirigeant socialiste »*, d'*« ami sincère »* du peuple palestinien et de *« fervent défenseur »* de la justice et des droits de l'homme. Dans un message au chancelier Vranitsky, M. Arafat déplore le décès de M. Kreisky, dont *« le courage, la franchise et la clairvoyance ont fait un des plus importants dirigeants du monde »*. – *(AFP.)*

Israël : « Des sentiments ambivalents »

JERUSALEM

de notre correspondant

« Il aura suscité ici des sentiments ambivalents », a déclaré un journaliste de la radio israélienne en annonçant la mort de Bruno Kreisky. A vrai dire, la *formule* relève de l'euphémisme, s'agissant d'un homme qui eut souvent la dent dure pour Israël et le don d'exaspérer ses dirigeants. Car le chancelier autrichien, lorsqu'il parlait du Proche-Orient, avait choisi un registre difficile et particulièrement impopulaire ici : celui de la personnalité de la diaspora qui donne des leçons de morale et de politique à l'État juif.

Ses démêlés avec Golda Meir ont été fréquents, et on n'est pas près, à Jérusalem d'oublier certains propos qui, dans la forme comme dans le fond, furent perçus comme autant de mauvais coups : quand il comparait le comportement du gouvernement dans les territoires occupés à celui du régime sud-africain ; quand il lançait que *« les Israéliens creusent leur propre tombe »* en refusant de négocier avec l'OLP ou encore lorsqu'il traitait le chef de la droite et premier ministre Menahem Begin de *« petit épicier juif polonais »*.

Mais ce qu'une partie des dirigeants israéliens – et pas seulement à droite – ne lui pardonnèrent pas, ce fut d'avoir été le premier chef de gouvernement occidental à légitimer l'OLP sur la scène internationale en recevant officiellement Yasser Arafat à Vienne en 1979. Menahem Begin parla alors de *« trahison »* et certains responsables travaillistes, qui côtoyaient Kreisky à l'Internationale socialiste, l'accusèrent d'aller trop vite et de vouloir forcer la main à Israël. Ce fut un beau tollé. Par comparaison, sa rencontre, cinq ans plus tard, avec le colonel Kadhafi ne provoqua que haussements d'épaules attristés.

En l'absence de réaction gouvernementale à l'annonce de sa mort, le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Pérès, n'en a pas moins traduit un sentiment plus nuancé en évoquant *« cet homme compliqué qui ne laissait jamais indifférent »*. Car on se souvient à Jérusalem que Bruno Kreisky – qui est souvent venu en Israël, où il avait de la famille, notamment un frère – fut, aussi, l'homme qui favorisa l'immigration des juifs soviétiques et celui qui servit de médiateur pour obtenir la libération de prisonniers israéliens.

ALAIN FRACHON

HONGRIE : 80 % d'abstentions

Le référendum sur le mode d'élection du chef de l'Etat a été invalidé

Les Hongrois ont boudé massivement – à plus de 80 % – le référendum organisé dimanche 29 juillet sur le mode de désignation du chef de l'Etat. Le scrutin a été invalidé, et c'est au Parlement qu'il reviendra donc d'élire le président. Ce résultat est une défaite pour les ex-communistes du Parti socialiste hongrois (PSH) : ils avaient fait de l'élection du président au suffrage direct leur cheval de bataille et avaient obtenu l'organisation du référendum en collectant plus de 100 000 signatures, comme le prévoit la constitution.

Mais l'opinion publique et les principaux partis du pays étaient hostiles à l'organisation d'un nouveau scrutin, dont la nécessité apparaissait fort peu vitale. En effet, le Forum démocratique (MDF) du premier ministre Jozsef Antall et l'Alliance des démocrates libres (SzDSz), le principal parti d'opposition, avaient conclu un accord ayant permis l'élection au poste de président par intérim d'un membre du SzDSz, M. Arpad Goncz. Ce dernier doit maintenant être confirmé à son poste par le Parlement, probablement dès cette semaine. Le PSH, dont les moyens de propagande sont fortement réduits, n'avait fait qu'une faible campagne, alors que les autres formations faisaient le silence sur ce scrutin, organisé à dessein, de l'avis général, en plein milieu des vacances estivales. – *(AFP, Reuter.)*

URSS

La rue Gorki à Moscou retrouve son nom du temps des tsars

La rue Gorki, la plus célèbre des artères de Moscou, a été en partie rebaptisée rue Tverskaïa, retrouvant ainsi son nom du temps des tsars, par une décision du conseil municipal de la ville, a annoncé samedi 28 juillet *Moskovski Komsomolets* (« le Jeune Communiste de Moscou »).

C'est la partie de la rue traversant le centre-ville qui reprend le nom de Tverskaïa, le tronçon reliant le périphérique intérieur à la gare de Biélorussie conservant son nom de rue Gorki. La rue Tverskaïa avait été baptisée en 1932 rue Gorki à l'occasion de l'anniversaire de l'écrivain.

La décision du conseil municipal de Moscou intervient alors que la ville de Kalinine, à 200 km au nord de Moscou, a déjà été rebaptisée Tver, son nom d'origine. Elle avait reçu le nom de Kalinine en 1931 en l'honneur du dirigeant communiste Mikhaïl Kalinine, qui devint plus tard président du présidium du Soviet suprême.

En revanche, le porte-avions soviétique *Riga* a été rebaptisé *Variag* par le Commandement de la marine de guerre en signe de protestation contre les attaques dont l'armée fait l'objet dans les Républiques baltes, a annoncé samedi la *Krasnaïa Zvezda*, le quotidien de l'armée.

Selon ce journal, l'Amirauté se demande également s'il ne faut pas aussi changer le nom du porte-avions en cours d'essais de lancement *Tbilissi*, du nom de la capitale de la Géorgie, où les sentiments nationalistes et antisoviétiques sont très forts. – *(AFP.)*

□ **Les Baltes ne participeront pas à l'élaboration du nouveau traité de l'Union.** – Comme ils l'avaient laissé prévoir (*le Monde* du 26 juillet), les présidents des trois Républiques baltes sont convenus qu'ils ne participeraient pas à l'élaboration du nouveau traité de l'Union, qui doit définir les relations futures entre le pouvoir central soviétique et les républiques. Les trois chefs d'Etat, Vytautas Landsbergis pour la Lituanie, Arnold Ruutel pour l'Estonie et Anatolys Gorbunovs (Lettonie), ont annoncé cette décision dans une déclaration adoptée à l'issue de la réunion du Conseil de la Baltique vendredi 27 juillet à Jurmala, près de Riga. – *(AFP.)*

□ **RFA-RDA : alliance électorale de gauche autour de l'ancien PC est-allemand.** – Des membres de plusieurs petites formations de gauche ouest-allemandes et le Parti du socialisme démocratique (PDS, ancien Parti communiste est-allemand) ont décidé dimanche 29 juillet à Cologne (RFA) d'unir leurs forces en vue des élections du 2 décembre en Allemagne. Le président du Parti social-démocrate ouest-allemand, M. Hans-Jochen Vogel, a pour sa part exclu dans une interview parue dimanche dans le quotidien *Berliner Morgenpost* l'idée d'une collaboration avec l'ancien Parti communiste est-allemand. – *(AFP.)*

هكذا من الاصل

PROCHE-ORIENT

Le sort des otages du Liban après la libération d'Anis Naccache

Le « geste » de l'Iran se fait attendre

La grâce accordée par le chef de l'État le 27 juillet, à la veille d'un grand chassé-croisé de vacanciers, à Anis Naccache et à ses complices n'a provoqué que peu de réactions dans les milieux politiques français. On observe la même discrétion à l'étranger, notamment aux Etats-Unis. Les réactions les plus spectaculaires sont venues des détenus de certaines prisons françaises où des mutineries ont eu lieu dans l'espoir d'obtenir un traitement comparable à celui de Naccache, la colère étant aggravée par le fait que les mesures de grâce traditionnelles du 14 juillet ont été, cette année, très limitées. Sur le plan diplomatique, la France escompte un geste de Téhéran pour la libération des otages au Liban. Certes, elle a eu droit à des remerciements, mais son initiative a surtout déclenché dans la capitale iranienne une nouvelle bataille dans la « guerre » que livrent les « radicaux » au président Rafsandjani.

Outre *« l'apaisement général, la baisse des tensions dans la région »*, M. Roland Dumas nous avait dit, samedi 28 juillet, attendre de la grâce présidentielle *« la libération de tous les otages occidentaux encore retenus »* (*le Monde* daté 29-30 juillet). Visiblement, il s'agissait davantage qu'un simple *« espoir »*. Et, dans un premier temps, tout sembla se dérouler selon un processus bien réglé. Dès samedi matin – à peine Naccache et ses complices étaient-ils arrivés en Iran, – le *Tehran Times*, proche du président Rafsandjani, annonçait que la libération des terroristes pourrait entraîner l'élargissement, annoncé début juillet par Téhéran comme imminent, *« d'un ou de deux otages européens au Liban »*. La grâce accordée par M. Mitterrand à Naccache et à ses comparses, *« longtemps attendue de Paris, qui s'y était engagé il y a deux ans »*, est *« bienvenue »*, ajoutait le quotidien, et facilitera les *« efforts humanitaires de Téhéran pour obtenir des groupes libanais musulmans »* la libération des quinze otages occidentaux du Liban – parmi lesquels ne figure plus aucun Français.

Dans un deuxième temps, M. Mahmoud Vaezi, l'un des vice-ministres iraniens des affaires étrangères et l'homme chargé des contacts avec Paris pour le règlement du contentieux entre les deux pays, recevait, dimanche, l'ambassadeur de France, M. Christian Graeff, auquel il affirmait la volonté iranienne de voir *« la libération de tous les otages du Liban pour des raisons humanitaires »*, assurant que la grâce d'Anis Naccache avait eu *« un effet positif sur les groupes libanais musulmans »*.

Un enjeu dans la lutte pour le pouvoir

M. Vaezi est le premier officiel de haut rang que Naccache ait rencontré dès son retour à Téhéran, dans la nuit de vendredi à samedi.

Tout semblait donc se dérouler comme prévu. Mais c'était sans compter sur les arcanes de la vie politique iranienne – extrêmement compliquée. C'était, notamment, ne pas tenir compte de l'enjeu que représentent les otages dans la lutte pour le pouvoir à Téhéran. C'était oublier que les adversaires du président Rafsandjani conservent un contrôle effectif sur le dossier libanais et, donc, sur une partie des éléments pro-iraniens qui détiennent des otages. Les séjours que l'ex-ministre de l'intérieur M. Ali Akbar Mohtashemi, chef de file des radicaux, a effectués à plusieurs reprises au Liban ces derniers mois attestent de l'influence qu'il y conserve. Le même Mohtashemi avait publiquement contré le président Rafsandjani en appelant les ravisseurs à poursuivre *« la guerre froide des otages »* au moment où le chef de l'Etat se déclarait en faveur de la fin de cette guerre.

Or la réponse de ces radicaux à l'initiative présidentielle française ne s'est pas fait attendre. *« Il n'est pas raisonnable de lier la libération de Naccache et l'affaire des otages »*, écrivait ainsi dimanche *Kayhan International*, qui n'en saluait pas moins la *« gentillesse »* de M. Mitterrand, pour la situer dans un cadre strictement bilatéral. *« On peut dire que le président français a agi sagement et de manière pragmatique. Si la libération de cinq prisonniers qui ont déjà souffert de dix ans d'incarcération peut servir à la réalisation d'objectifs supérieurs, pourquoi une telle opportunité ne serait-elle pas saisie ? L'accroissement des liens entre deux pays est sans aucun doute un objectif digne »*, concluait le journal.

Si M. Rafsandjani est en mesure d'agir sur certains des ravisseurs libanais, il n'est pas sûr qu'il veuille risquer une réaction de ses adversaires qui pourrait se révéler dangereuse pour lui et, peut-être, dramatique pour certains des otages. Un durcissement de certains des extrémistes libanais à la suite de la libération d'un ou de deux otages irait, en effet, à l'opposé du but que le chef de l'Etat affirme se donner.

YVES HELLER

Les relations entre Téhéran et Paris

Une reprise des échanges commerciaux

Les relations économiques entre l'Iran et la France se sont considérablement améliorées depuis la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays en juin 1988, et surtout depuis la levée, six mois plus tard, de l'embargo pétrolier décidé par la France contre le brut iranien. Seul point noir : le *« contentieux financier »* lié au prêt de 1 milliard de dollars accordé par l'ancien régime du chah à la France, pour participer à la construction de l'usine d'enrichissement de l'uranium Eurodif, dont le principal n'a été remboursé qu'aux deux tiers et dont le règlement définitif reste bloqué compte tenu des dédommagements réclamés par ailleurs par des entreprises françaises et européennes pour rupture de contrat par l'Iran.

Ce contentieux devrait être réglé très rapidement, nous a assuré, en marge de la conférence de l'OPEP à Genève le ministre iranien du pétrole, vendredi 27 juillet, quelques heures après l'annonce de la libération d'Anis Naccache, soulignant par ailleurs la qualité des relations commerciales et financières entre les deux pays.

En moins de deux ans, l'Iran est redevenu en effet le deuxième fournisseur de pétrole brut de la France, derrière l'Arabie saoudite et désormais loin devant l'Irak. De janvier à mai 1990, l'Iran a livré 4,17 millions de tonnes de brut, soit près de 14 % des importations françaises, contre 5,5 millions pour l'Arabie saoudite et 2,3 millions pour l'Irak.

Contrats importants

En sens inverse, les ventes françaises, essentiellement de produits agricoles (viande, produits laitiers, céréales), ont également progressé pour atteindre en 1989 un total de 2,26 milliards de francs, contre 6,6 milliards d'importations pétrolières.

Conséquence de la reprise des échanges : de nombreuses entreprises françaises ont signé des contrats importants pour participer à la reconstruction de l'industrie iranienne. Ainsi Peugeot a passé un accord en décembre 1989 avec le constructeur Khodro pour la fabrication de 500 000 « 405 » destinées au marché local. L'Air Liquide a conclu un contrat de 170 millions de francs pour la fourniture d'usines de gaz industriel. Surtout, c'est le groupe français ETPM, filiale du groupe GTM Entrepose, qui a été choisi par les autorités pour reconstruire le terminal de Kharg, partiellement détruit pendant la guerre, et dont les travaux s'élèvent à 1,3 milliard de francs, ainsi que pour la réparation de la plate-forme pétrolière de Nasr dans le Golfe. La société d'ingénierie Technip participera de son côté à la reconstruction de la raffinerie d'Abadan, elle aussi détruite.

D'autres contrats seraient actuellement en négociation (construction d'un nouvel aéroport et d'un métro à Teheran notamment), les entreprises étant depuis la fin de 1989 couvertes par une garantie à moyen terme de la Coface.

V. M.

Mouvements dans plusieurs prisons françaises

Les détenus ont causé d'importants dégâts à Oermingen

Dans plusieurs prisons françaises, les détenus ont accueilli la libération d'Anis Naccache en lançant durant le week-end des mouvements de protestation.

Les prisonniers du centre de détention d'Oermingen (Bas-Rhin) ont mal accepté la grâce présidentielle accordée à Anis Naccache et aux membres de son commando. Toute la nuit de dimanche à lundi, une trentaine de détenus ont tenu tête aux forces de l'ordre. Refusant de réintégrer leurs cellules, ils ont incendié plusieurs bâtiments, dont l'infirmerie, les cuisines et la salle de sport de cet établissement de cent soixante places, après s'être emparés de nombreux outils.

Un détenu a même tenté de détruire le grillage de l'enceinte de la prison avec un engin de chantier, nous indique notre correspondant Jacques Fortier. Les gendarmes ont dû tirer dans les pneus de la pelleteuse pour interrompre son action. Arrivé dimanche soir à Oermingen, le préfet du Bas-Rhin, M. Jacques Barel, a mené jusqu'au matin des négociations avec les mutins.

Si la plupart d'entre eux avaient cessé leur mouvement pendant la nuit, ou au moins réintégré les bâtiments sinon leurs cellules, ils étaient toujours dans la matinée de lundi neuf irréductibles sur le toit à scander le nom d'Anis Naccache. Une centaine de gendarmes et de policiers entouraient l'établissement et des renforts de CRS étaient attendus sur place. Les derniers détenus se sont finalement rendus vers midi.

Cinq blessés à Caen

Deux autres établissements pénitentiaires alsaciens ont connu dimanche des mouvements de protestation. Mais à la maison d'arrêt de Strasbourg-Elsau comme à la centrale d'Ensisheim, près de Mulhouse (Haut-Rhin), les détenus ont regagné leur cellule dans la soirée après avoir prolongé la promenade de l'après-midi de quelques heures.

A la maison d'arrêt de Loos-lès-Lille (Nord), une centaine de détenus ont repris dimanche un mouvement amorcé la veille. Les gardiens ont dû employer des gaz lacrymogènes pour les déloger de la cour de la prison. A Douai, trois des quelque cent détenus qui refusaient de regagner leur quartier sont montés sur le toit, mais dans la soirée le calme était revenu.

Le mouvement avait commencé samedi 28 juillet à Loos, à Ensisheim et à Caen, alors qu'aux Baumettes les détenus protestaient encore essentiellement contre une sanction disciplinaire infligée à l'un d'eux. Dans la plupart des cas, les protestations avaient cessé sans incidents. A Caen, en revanche, quatre gardiens et le sous-directeur de la prison ont été légèrement blessés dans des affrontements avec des détenus. Cent trente d'entre eux avaient en effet refusé de regagner leur cellule après le repas du soir.

La tension avait débuté dans les établissements lorsque les autorités avaient fait savoir qu'il n'y aurait pas cette année de mesure de grâce collective à l'occasion du 14-Juillet. Le président avait seulement accordé une grâce individuelle à deux cents détenus condamnés à de courtes peines (*le Monde* daté 29-30 juillet).

Un cas spécifique pour Jérusalem

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Couverture de presse discrète et absence de commentaire officiel : la libération d'Anis Naccache et la possibilité qu'elle favorise un élargissement des otages occidentaux encore retenus au Liban n'ont guère suscité de réaction publique en Israël.

Ce n'est pas que l'on y soit indifférent à la question des otages. Israël espère, au contraire, pouvoir inclure trois de ses soldats, faits prisonniers ou portés disparus au Liban il y a quelques années, dans tout échange qui aurait lieu avec les groupes chiites qui retiennent des Américains et des Britanniques. A Jérusalem, on est donc très attentif à toute évolution susceptible de faire bouger le dossier. Mais on sait aussi que le « cas israélien » se pose de manière spécifique. Contrairement à la plupart des Etats occidentaux, Israël est prêt à négocier directement avec les groupes preneurs d'otages et non pas uniquement avec des gouvernements. Le problème pour l'Etat hébreu, c'est que lesdits groupes ne paraissent guère disposés – au moins jusqu'à présent – à discuter avec lui. La « monnaie d'échange » est pourtant là : il s'agit de quelque trois cents personnes détenues sans jamais avoir été jugées ni condamnées – pour l'essentiel, des militants du Hezbollah libanais – à la prison de Khiam qui se trouve dans cette partie du sud du Liban que contrôle la milice libanaise pro-israélienne d'Antoine Lahad, l'Armée du Liban Sud.

De temps à autre, les dirigeants israéliens rappellent que ces prisonniers, souvent capturés alors qu'ils menaient des opérations contre cette « zone de sécurité », pourraient être élargis en contrepartie de la libération des trois soldats israéliens disparus dans le sud du Liban en octobre et en février 1986. Pourraient alors aussi faire partie de l'échange l'un des petits chefs locaux du Hezbollah, le cheikh Obeid, et l'un de ses acolytes enlevés dans le sud du Liban, il y a un an, presque jour pour jour, par un commando israélien.

Le ministère de la défense a fait savoir qu'il n'y aurait pas de négociation sur les chiites détenus à Khiam – ou en Israël même – tant que l'Etat hébreu ne serait, au moins, informé sur le sort de ses trois soldats. C'est une position de principe qui est rappelée chaque fois que de nouvelles rumeurs font état d'une possible libération des otages du Liban.

ALAIN FRACHON

DIPLOMATIE

M. Renaud Vignal nommé ambassadeur en Roumanie

M. Renaud Vignal a été nommé ambassadeur de France en Roumanie en remplacement de M. Jean-Marie Le Breton.

[Né en 1943, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques et ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Vignal a été en poste au Caire, à Washington et à l'administration centrale. Directeur du cabinet du ministre chargé de la coopération et du développement (septembre-décembre 1982), puis consul général à Québec, M. Vignal a été ambassadeur aux Seychelles (1987-1989).]

□ **Les compétences de l'ambassadeur de France aux Fidji ont été étendues.** – Les compétences de M. Henri Jacolin, ambassadeur de France aux îles Fidji, ont été étendues aux républiques de Nauru, de Kiribati et aux îles Tuvalu, à la suite du départ de M. Daniel Dupont.

[Ambassadeur à Suva depuis décembre 1989, M. Jacolin, né en 1938, licencié en lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques et de l'Ecole nationale des langues orientales, a été en poste à Belgrade, à Addis-Abeba, à Athènes, et à l'administration centrale.]

La rencontre irako-koweïtienne a été différée

La rencontre irako-koweïtienne sur le différend frontalier et pétrolier entre les deux pays se tiendra mardi 31 juillet à Djeddah. L'annonce de cette rencontre, prévue à l'origine pour le week-end, a été faite par un porte-parole saoudien. Elle a aussitôt été confirmée par l'agence de presse irakienne INA, qui a rappelé que la délégation de Bagdad sera conduite par le vice-président du conseil du commandement de la révolution, le numéro deux du régime, M. Izzat Ibrahim. La délégation du Koweït sera présidée par le premier ministre, cheikh Saad El Abdallah El Sabah. – (AFP.)

□ **CAMBODGE : report de la rencontre de Paris.** – La rencontre inter-cambodgienne convoquée à Paris pour lundi 30 juillet par le premier ministre du gouvernement d'opposition cambodgien, M. Son Sann, est reportée, a-t-on appris dimanche de source proche du leader de la droite nationaliste. Le chef de cabinet de M. Son Sann a indiqué que la tenue de la réunion lundi était *« impossible »*, toutes les parties n'ayant pas fait connaître leur réponse, et notamment les Khmers rouges, la force la plus importante de la coalition. Le fils du prince Sihanouk, M. Norodom Ranariddah, avait, pour sa part, indiqué qu'il lui serait *« très difficile »* d'être présent lundi, tandis que le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen, avait répondu par la négative à la proposition de se joindre à la réunion. – (AFP.)

ISRAËL

Une jeune touriste canadienne tuée dans un attentat

La police a prolongé, lundi matin 30 juillet, la garde à vue de huit Palestiniens des territoires occupés soupçonnés d'avoir pu participer à l'attentat à la bombe qui a causé la mort, samedi, d'une touriste canadienne de dix-sept ans sur une plage de Tel-Aviv.

L'attentat – au cours duquel dix-huit autres personnes ont été blessées – a suscité une très vive émotion en Israël. Il a eu lieu à la mi-journée sur une plage où se trouvaient plusieurs milliers de personnes en cette journée de repos sabbatique. Conformément à une technique utilisée lors des derniers attentats – notamment dans un marché de Jérusalem au printemps, – c'est un tuyau bourré d'explosif qui a servi de bombe. Selon la police, il avait été dissimulé dans un sac de plage, déposé non loin de l'endroit où se reposait Marnie Kimmelman. La jeune fille faisait partie d'un groupe de jeunes d'une organisation sioniste canadienne venu visiter Israël.

L'explosion a provoqué un mouvement de panique alors que des centaines de personnes – adultes et enfants – fuyaient la plage en courant. Conformément aussi à une pratique de plus en plus fréquente, certains, dans cette foule, se sont lancés à la « chasse aux Arabes », arrêtant et tabassant des plagistes ou des passants palestiniens : une demi-douzaine de personnes, victimes de ces brutalités, ont dû être hospitalisées.

Dans la presse

Raison d'Etat et transparence

La libération d'Anis Naccache inspire de prudents commentaires, lundi 30 juillet, aux quotidiens parisiens et régionaux. Franz-Olivier Giesbert met en cause, dans *le Figaro*, le droit de grâce, qui *« ne contribue pas, il s'en faut, à rasséréner une justice mal en point »*. Jugeant que *« le pouvoir n'[a] pas tenté d'expliquer sérieusement au pays la décision présidentielle »*, le directeur de la rédaction du *Figaro* y voit une *« nouvelle preuve que, dans l'Hexagone, la raison d'Etat passe trop souvent, et sous tous les régimes, avant l'exigence démocratique »*.

Franz-Olivier Giesbert estime, enfin, que *« le discours officiel, annonçant la libération des otages occidentaux encore détenus au Liban, ne saurait tromper personne »*. *« Pour que cette version fût vraie*, écrit-il, *il aurait fallu que, comme par le passé, l'échange fût simultané. »*

Dans *le Quotidien de Paris*, Jean-Claude Vajou veut *« essayer de comprendre François Mitterrand »*, qui *« veille sur la fin de son septennat »* et tient à *« arriver en fin de carrière présidentielle sans que Paris ne connaisse de nouveau l'odeur des bombes »*. *« La « grandeur » de la France, dont on avait entendu parler sous de Gaulle, n'est plus qu'un souvenir*, écrit l'éditorialiste. *Aujourd'hui, François Mitterrand revient sur terre : il règle des contentieux, comme le petit père Queuille réglait des problèmes dans la France radicale. »*

Le président de la République, selon *Libération*, *« savait parfaitement que les ténors de l'opposition pouvaient difficilement protester, ayant eux-mêmes couvert des agissements identiques et préconisé, d'autre part, la libération de Naccache »*. *« Ce dernier*, ajoute José Garçon, *avait, en outre, déjà effectué dix ans de sa peine. C'est loin d'être négligeable, surtout si l'on tient compte des précédents en la matière. »* Jean Boissonnat, dans *la Tribune de l'expansion*, se demande si M. Mitterrand peut *« avouer devant l'opinion »* que la libération de Naccache est *« le prix à payer pour avoir obtenu la libération des otages français et pour redonner leurs chances à nos entreprises sur le marché iranien »*.

Le Parisien s'inquiète, sous la plume de Jean-Michel Royer, d'une décision par laquelle *« la raison d'Etat écrabouille, une fois de plus, les orteils de la morale »*, ce qui est *« une nouvelle façon de creuser le fossé entre le pays légal et le pays réel »*. *« Dans une démocratie, il est bien difficile d'admettre que la raison d'Etat puisse, ainsi, l'emporter sur la justice et sur la transparence »*, estime François-Régis Hutin dans *Ouest-France*. Jean-Marcel Bouguereau, dans *la France* (Bordeaux), avance que *« si la libération de Naccache est intervenue au bout de dix ans de détention, c'est que le personnage devenait gênant non seulement pour les Français, mais, aussi, pour les nouveaux dirigeants iraniens, soucieux de tourner la page du chapitre du terrorisme d'Etat »* et que ce *« n'était donc plus un geste de faiblesse vis-à-vis des Iraniens, mais une manière de retirer un obstacle à une évolution souhaitée »*.

Une victime refuse « l'argent sale »

La mère du policier Bernard Vigna, paralysé à vie depuis l'attentat manqué contre M. Chapour Bakhtiar le 18 juillet 1980 par un commando dirigé par Anis Naccache, a déclaré, samedi 28 juillet, que son fils refusait *« l'argent sale »* du terroriste et de ses complices.

La veille, M[e] Antoine Comte, l'un des avocats d'Anis Naccache, avait annoncé que les familles des terroristes avaient versé 4 millions de francs environ pour indemniser les familles des victimes de l'attentat. Cette somme correspond aux dommages qui leur avaient été accordés par la cour d'assises des Hauts-de-Seine en 1982.

Selon M[me] Vigna, interrogée par l'AFP, la réaction de la famille a été *« mauvaise »* en apprenant la libération du terroriste libanais. Le policier se trouve en vacances auprès de sa famille à Pordic, près de Saint-Brieuc.

RELIGIONS

La prière qui guérit

20 000 pèlerins se sont rassemblés à Lourdes du 23 au 27 juillet avec la communauté charismatique du Lion de Juda : « prodiges », guérisons... et circonspection des autorités ecclésiastiques

LOURDES

de notre envoyé spécial

« Une femme de trente-cinq ans environ qui est atteinte de sclérose en plaques et déjà ne peut se déplacer. Cette femme est en train de guérir. Tout comme trois hommes, l'un de cinquante-huit ans, l'autre de soixante-trois et encore un autre de soixante-douze ans qui souffrent tous trois de tuberculose. Ces trois hommes ressentent en ce moment comme une chaleur dans leurs poumons, leur guérison pourra prendre quelques mois. » La basilique souterraine Saint-Pie-X respire difficilement dans le noir. Vingt mille pèlerins, les yeux fixés sur l'autel rougi par de puissants projecteurs, embrasé par les flammes des chandeliers à sept branches, répondent aux prophéties d'un petit groupe de sept charismatiques qui débitent leurs *« paroles de connaissance »*.

Simples rumeurs polyglottes, amen, alléluias ou curieux chants *« en langues »* polymorphes, fruit du hasard des prières dites à haute voix. Des touristes ou des Lourdais, habitués à moins de spectacle dans les sanctuaires, les mains ballantes, découvrent ces fidèles qui tendent leurs paumes vers le ciel. Ils sont venus assister à ce que certains appellent déjà *« la soirée des miracles »*. Une soirée eucharistique avec prières pour les malades, suivie d'une nuit d'adoration du Saint-Sacrement. *Il y a deux ans*, un électricien des Houillères de Forbach, M. Joseph Charpentier, paralytique depuis dix-neuf ans, s'était levé devant quinze mille personnes, affirmant avoir été guéri.

Question de langage

Chaque année, le Lion de Juda, qui drainerait les guérisons miraculeuses, voit son aura s'accroître. En 1986, Ars étant devenu trop petit pour les dix mille pèlerins, la communauté décidait de se rendre à Lourdes. Aujourd'hui, le rassemblement des charismatiques devient, par sa taille, l'un des classiques dans la cité mariale. Mais la communauté et son organisation parallèle, l'aspect spectaculaire de sa liturgie – fortement teintée d'accents orientaux – et de ses prédictions dérangent les autorités d'un lieu habitué à plus de discrétion.

Tout est question de langage. Parler de guérison pour M. Philippe Madre, modérateur du Lion de Juda (1), nécessite de substantielles précisions. *« Le ministère de guérison a toujours été l'une des composantes de la règle de vie de la communauté fondée certes sur la contemplation mais dont les formes d'évangélisation sont proches de celles des franciscains. La guérison n'est qu'une aide, parmi d'autres, à son prochain. »*

Ce médecin d'origine protestante, converti à vingt-trois ans après avoir vu de ses propres yeux une jeune fille guérir instantanément d'une polyarthrite chronique évolutive (à l'issue fatale), relativise : *« Une simple réconciliation dans un couple, un homme qui sort d'une dépression, un adolescent qui refuse la drogue, les principales guérisons sont là. Viennent ensuite les guérisons psychosomatiques et, dans certains cas rares, après plusieurs mois, la guérison physique inexpliquée. Mais tout cela n'a rien de magique : la guérison, c'est avant tout un acte de conversion. »*

Les apôtres de l'an 2000

Mgr Sahuquet, évêque de Tarbes et Lourdes, qui, par habitude, évoque le mot guérison avec circonspection, le traduit ainsi : *« Ce sont surtout des guérisons du cœur, des guérisons intérieures. Un regard différent sur soi-même et sur les autres. »* Reste qu'aucun cas de guérison exceptionnelle mentionné par le Lion de Juda n'a, à ce jour, été examiné par le très officiel Bureau des constatations médicales de Lourdes (2) *(voir encadré)*. Or les témoignages publics *« qui permettent de donner un autre sens à la souffrance »*, mais qui choquent par leur démonstration le clergé traditionnel, ne manquent pas.

Les rassemblements de prédicateurs charismatiques – ceux du Père Emilien Tardif récemment à Lyon et Orléans – attirent sans cesse plus de monde, y compris parmi les jeunes, et les communautés nouvelles du Renouveau charismatique issues des mouvements pentecôtistes américains – l'Emmanuel, le Pain de vie, le Chemin neuf, etc. – ont développé une forte activité depuis 1980. Fondé par deux couples en 1974, le Lion de Juda compte aujourd'hui six cents membres mariés ou célibataires (les enfants non compris), répartis en trente-cinq maisons communautaires. Il en existe en Italie, en Hongrie, au Canada, à Jérusalem.

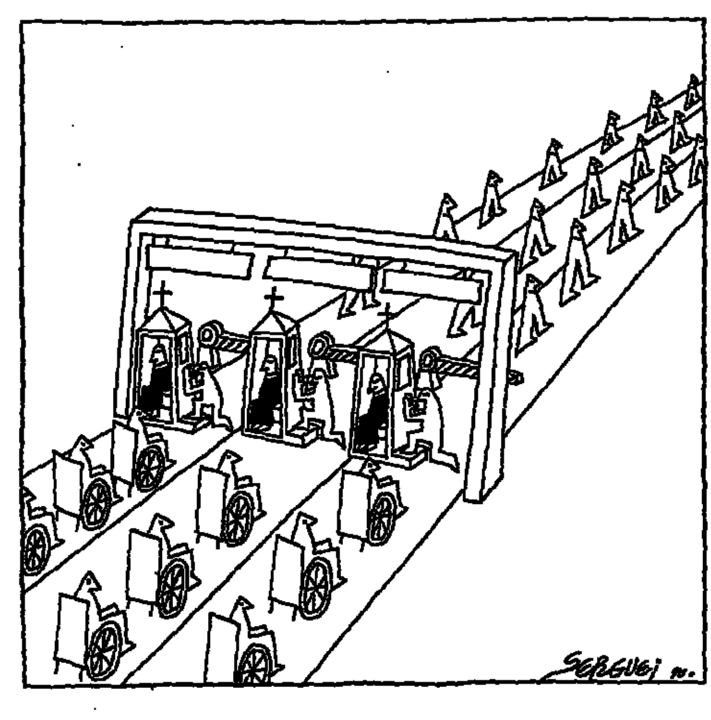
L'épiscopat reste attentif à ce développement constant . *« Nous accompagnons le mouvement,* confie Mgr Hardy, évêque de Beauvais, présent à Lourdes, l'un des sept prélats chargés de suivre le Renouveau. *On ne peut les ignorer. Ils ne faut pas qu'ils deviennent une voie parallèle. Ils engendrent des dizaines de vocations quand, dans mon diocèse, j'arrive à peine à une dizaine. Ce sont les apôtres de l'an 2000. »*

Des apôtres qui prônent un retour aux sources de la prière. *« Les miracles, c'est secondaire,* explique M. Fernand Sanchez, un autre médecin du Lion de Juda. *Nous redonnons simplement à l'Eglise son expression charismatique originelle, celle qu'on peut lire chez saint Paul. » « Surtout,* conclut Mgr Hardy, *ils redonnent à Lourdes sa véritable vocation : celle de lieu de prière. »*

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Le modérateur est la personne élue pour six ans qui est chargée d'harmoniser la croissance de la communauté. Le docteur Madre a également fondé un cabinet médical à Castres qui prend en charge les malades, suivant leur désir, sous l'angle médical, psychologique ou religieux.

(2) Le Lion de Juda s'est engagé cette année à orienter les personnes qui se déclareraient guéries vers ce bureau. Les médecins de la communauté ont effectué eux-mêmes un premier tri de la trentaine de témoignages de guérison recueillis au lendemain de la cérémonie.



« N'est pas miraculé qui veut »

A deux pas de la basilique du Rosaire, à Lourdes, le docteur Roger Pilon engrange les dossiers – une quinzaine par an – de malades qui viennent déclarer une guérison. Gardien à part entière de son propre sanctuaire – le bureau des constatations médicales institué en 1883, – et récent successeur du docteur Théodore Mangiapan qui vient de prendre sa retraite après dix-huit années, penché sur les guérisons inexpliquées, il met le point sur le « i » de miracle : *« N'est pas miraculé qui veut ! »*

Il rappelle d'emblée les sept points nécessaires à la constitution d'une guérison inexpliquée (il dit aussi *« exceptionnelle »*) énoncés en 1734 par le cardinal Prospero Lambertini, futur pape Benoît XIV, pour étayer les procès en béatification : la maladie doit être grave, avoir touché un organe, être prouvée scientifiquement, n'avoir fait l'objet d'aucun traitement ou avoir persisté après un traitement inefficace ; la guérison doit être rapide, sans convalescence et durable (sur six ou huit ans). Sont éliminées les guérisons d'ordre psychique.

Une fois constaté par le Bureau de Lourdes, dont font partie d'office tous les médecins présents dans la ville lors de pèlerinages, la guérison inexpliquée est transmise pour examen au comité médical international (créé en 1954) et composé d'une trentaine de membres. C'est lui qui confirme le caractère inexpliquable de la guérison. Le dossier est alors adressé à l'évêque du diocèse dont dépend le malade guéri. C'est à l'Eglise et à elle seule de proclamer la guérison miraculeuse, de lui donner en somme une signification religieuse.

Sept dossiers en cours

Depuis les apparitions de la Vierge à Bernadette Soubirous en 1858, soixante-cinq guérisons ont été reconnues miraculeuses sur environ deux mille cinq cents guérisons constatées par les médecins et sur deux millions trois cent mille malades venus en pèlerinages organisés. Soit un miracle pour quarante mille malades. Le nombre de guérisons constatées a fortement chuté après-guerre. Vingt-neuf ont été confirmées en deuxième instance et dix-neuf seulement ont été déclarées miraculeuses depuis 1947.

La dernière miraculée (déclarée en juillet 1989), Delizia Cirolli, est une Italienne qui a été guérie en 1976, à l'âge de douze ans, d'un sarcome d'Ewing (tumeur maligne) au niveau du genou droit. Le Bureau médical compte actuellement sept dossiers tangibles de guérisons inexpliquées en cours d'étude.

J.-M. Dy.

MÉDECINE

La propagation du virus et la lutte contre le sida

Un dentiste aurait contaminé une de ses patientes

Les responsables des services de santé publique américains ont fait état, pour la première fois, d'un cas probable de contamination d'une patiente par son dentiste. Ce cas, exposé par le Centre de contrôle des maladies d'Atlanta (CDC), le 26 juillet, a fait l'objet d'une enquête approfondie, selon laquelle la contamination aurait eu lieu au cours de l'extraction de deux molaires par un dentiste atteint du sida depuis trois mois. C'est deux ans après cette intervention que le diagnostic de la maladie a été effectué chez la jeune femme.

« La possibilité d'une autre source d'infection ne peut être entièrement exclue », a toutefois signalé le docteur Harold Jaffe, du CDC. Pourtant, un interrogatoire minutieux de la jeune femme n'a pas signalé de transfusion sanguine, d'usage de drogue, de tatouage ou encore de relations sexuelles susceptibles d'être à l'origine de cette infection. Selon la patiente, le dentiste portait bien des gants et un masque lors de l'intervention. *« Nous devons supposer qu'un accident quelconque a exposé la patiente au sang du dentiste »*, remarque le docteur Jaffe, même si ni le praticien ni sa patiente ne se souvient avoir noté la moindre coupure ou incident.

D'autre part, l'examen des souches des virus en cause a montré des similitudes suffisantes pour qu'une contamination au cours de l'intervention ne soit pas écartée. L'Association dentaire américaine (ADA) a aussitôt estimé que le Centre de contrôle des maladies avait tiré des conclusions trop rapides de cette affaire. *« Toute information qui pourrait laisser penser qu'un cabinet dentaire est un lieu d'infection et augmente les craintes du public ne nous satisfait pas »*, a commenté l'ADA.

Le Centre de contrôle des maladies d'Atlanta a indiqué qu'il allait prendre en compte *« les implications de ce cas dans son réexamen des recommandations pour la prévention de la transmission du virus HIV »* lors de certains actes médicaux.

Le cas d'une famille new-yorkaise

L'incubation peut durer plus de douze ans

Le délai entre la contamination par le virus du sida et l'apparition de la maladie peut être supérieur à douze ans, révèle une étude publiée dans *The Lancet* (daté du 21 juillet). Les observations, conduites par l'équipe du docteur Harold Burger, ont porté sur une famille new-yorkaise dont la mère, de trente-cinq ans, a été toxicomane de 1975 à 1977. Infectée par le virus du sida depuis au moins douze ans, elle ne présente pas de symptôme clinique mais un taux de lymphocytes bas. Ses deux fils, nés en 1973 et en 1982, ne sont pas infectés par le virus. En revanche, sa fille, née en 1977, est séropositive mais toujours asymptomatique.

On estime la durée moyenne d'incubation des personnes contaminées par le virus du sida à 7,8 ans et à 9,8 ans pour les homosexuels. Le docteur Burger, qui souligne la durée *« inhabituelle »* de ces incubations, n'exclut pas la responsabilité de facteurs immunologiques, génétiques ou des caractéristiques des souches de virus en cause.

Une « préparation vaccinale » renforcerait les défenses immunitaires

Une préparation vaccinale permet de renforcer les défenses immunitaires de malades infectés par le virus du sida, selon une équipe de médecins français, américains et zaïrois. L'essai, dont les résultats ont fait l'objet d'une correspondance dans *The Lancet*, s'est déroulé dans le service du professeur Jean-Claude Imbert (hôpital Saint-Antoine, Paris). Parmi l'équipe internationale, les professeurs Robert Gallo (National Cancer Institute, Bethesda, Maryland) et Daniel Zagury (université Pierre-et-Marie-Curie, Paris).

Sur vingt-huit volontaires ayant le sida ou des atteintes moins sévères de cette maladie, quatorze ont reçu toutes les dix à douze semaines une *« préparation immunisante »* à base de lymphocytes B infectés pendant seize heures en présence d'un virus manipulé. Les quatorze autres patients ont reçu un placebo.

« Le suivi clinique et biologique pendant les huit mois d'immunisation a démontré des différences importantes entre les deux groupes », notent les chercheurs. Parmi les malades sous placebo, l'un est mort, six ont développé des infections opportunistes et la perte de poids moyenne a été de 3,3 kilos par malade. En revanche, dans le groupe qui a reçu la *« préparation vaccinale »*, les chercheurs ne signalent ni décès ni infection opportuniste.

La nomination de Mgr Gérard Defois comme évêque coadjuteur de Sens

Eminence grise

Le Père Gérard Defois, nommé évêque coadjuteur de Mgr Eugène Ernoult à Sens (*le Monde* du 28 juillet), est l'une des personnalités intellectuellement les plus marquantes de l'Eglise de France. A mi-parcours de son mandat de secrétaire général de l'épiscopat (1977-1983), il avait publié un rapport resté célèbre sous son nom exprimant le souhait d'une affirmation plus grande de l'identité catholique, insistant sur les notions de *« visibilité »* et de *« communion »*. Il a ainsi joué un grand rôle dans la préparation des rassemblements autour du pape en France en 1980, ainsi qu'au Congrès eucharistique de Lourdes l'année suivante, qui devait donner lieu à un rapprochement spectaculaire entre des mouvements catholiques d'histoire et de sensibilité très différentes.

Ses initiatives et son audace d'expression ne lui avaient pas valu que des amis dans l'épiscopat français et à Rome. En 1984, sa nomination comme recteur de l'université catholique de Lyon est apparue comme *une sorte de purgatoire*. En fait, Mgr Defois allait donner un coup de fouet aux vieilles « cathos » de Lyon – ville où il recevait Jean-Paul II en 1986 – et assurer son rayonnement dans toute la région Rhône-Alpes.

Intellectuel chaleureux, ce sociologue de formation a multiplié les études, ouvrages, enquêtes, conférences, devenant même l'un des meilleurs spécialistes de la pensée européenne de Jean-Paul II et de la doctrine de l'Eglise en matière de morale, notamment de bioéthique. Sur ces thèmes, appelé par le cardinal Lustiger, il a prêché le carême à Notre-Dame de Paris en 1989 et 1990. Longtemps éminence grise de l'épiscopat (derrière les cardinaux Marty, Etchegarray, Decourtray et Mgr Vilnet, ancien président de la Conférence épiscopale), Mgr Defois entre de plain-pied dans la hiérarchie catholique française, et c'est une garantie de renouvellement.

H. T.

REPÈRES

INTÉGRATION

Un accord pour soutenir la vie associative

Les petites associations locales, souvent aux prises avec des difficultés d'existence, pourront bientôt bénéficier de structures départementales d'aide à la gestion. Il y aura au moins un centre par département fin 1992, mais dès le mois d'octobre prochain une quinzaine de points expérimentaux seront ouverts. La création de ce réseau de *« points d'appui et de conseil »* en matière de gestion associative est la principale mesure d'un accord-cadre signé, lundi 30 juillet à Paris, entre M. Roger Bambuck, secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports, et M. Hubert Prévost, secrétaire général à l'intégration.

Outre le soutien à la vie associative, cette convention est destinée à *« ouvrir un large champ de collaboration »* pour intensifier les programmes d'action en faveur des loisirs des jeunes en difficulté, en particulier d'origine immigrée. La réflexion sur les séjours de vacances dans les pays d'origine sera approfondie. Un *« centre d'échanges méditerranéen »* est à l'étude avec le ministère des affaires étrangères. Enfin, la pratique sportive comme outil d'intégration sera favorisée, ainsi que l'accès des jeunes issus de l'immigration aux diverses filières professionnelles qui dépendent du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

PHILIPPINES

Un survivant retrouvé quatorze jours après le séisme

Un cuisinier enseveli sous les décombres de l'hôtel Hyatt de Baguio (sur la côte nord-ouest de l'île philippine de Luzon) a été retrouvé vivant, le lundi 30 juillet, soit quatorze jours après le très violent tremblement de terre du 16 juillet. Déjà deux autres survivants avaient été dégagés des ruines du même hôtel le 27 juillet. Les trois rescapés souffrent de déshydratation mais leur état général est jugé satisfaisant. Selon le plus récent bilan, le séisme a fait au moins 1 650 morts et un millier de disparus. – (*Reuter*.)

UNIVERSITE

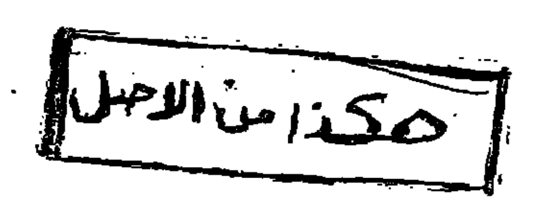
Le Conseil d'Etat juge illégale la sélection à Paris-Dauphine

Des résultats au baccalauréat jugés insuffisants par la présidence de l'université Paris-IX (Dauphine) ne peuvent justifier un refus d'inscription dans cet établissement, a estimé le Conseil d'Etat dans un arrêt rendu vendredi 27 juillet. Deux étudiants, MM. Gabriel Ardant et Langlois-Meurinne, qui s'étaient vu refuser, pour cette raison, l'accès à l'université Dauphine en juillet 1984, avaient obtenu gain de cause dès novembre de la même année devant le tribunal administratif.

C'est la requête introduite par l'université contre cette décision qui vient d'être rejetée par le Conseil d'Etat. Il a estimé que Dauphine, conformément à la loi Savary de janvier 1984, ne peut refuser une inscription que *« lorsque son effectif des candidatures excède [ses] capacités d'accueil (...) »*. Or ce n'était pas le cas puisque les deux étudiants étaient parmi les premiers à déposer une demande d'inscription.

Le Conseil d'Etat s'appuie sur le principe d'interdiction de la sélection contenu dans la même loi de 1984, pour rejeter l'argument fondé sur l'insuffisance des résultats au bac, précisant que Dauphine *« n'entre pas dans la catégorie des établissements pour lesquels une exception est prévue à ce principe »*.

□ **Un gardien de prison écroué après une tentative d'évasion.** – Un surveillant de la prison des Baumettes à Marseille a été arrêté, samedi 28 juillet, et transféré à la maison d'arrêt de Nice. Hervé Stackiewicz, vingt-trois ans, en poste aux Baumettes depuis un an, aurait avoué avoir accepté 100 000 francs pour faciliter une évasion. Celle-ci devait se dérouler dans la nuit du 26 au 27 juillet. Elle a échoué car le détenu, un condamné à une longue peine, a chuté en escaladant le mur d'enceinte de la prison. Le gardien complice a alors été forcé de donner l'alerte. La direction des Baumettes rapporte que l'enquête administrative a vite révélé *« les incohérences de ses explications »* et que le dossier a dès lors été transmis à la justice.



SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le trafic entre le Liban et la France

Deux cantines d'armes saisies à Toulon

Deux cantines d'armes appartenant à M. Jean-Claude Alibert, un CRS impliqué dans le trafic entre le Liban et la France, ont été retrouvées dimanche 29 juillet à Toulon (Var). En poste aux Philippines, après avoir été affecté à Beyrouth, M. Alibert avait été récemment rapatrié de Manille à la demande du parquet de Marseille, afin d'être entendu dans cette affaire.

L'audition du policier a permis aux enquêteurs de découvrir deux cantines d'armes que le CRS avaient confiées à son père et qui avaient été cachées chez un employé municipal de Toulon. Placé en garde à vue, dimanche, dans les locaux de la direction centrale de la police judiciaire à Paris, M. Alibert devait être présenté à M. Patrick Ardid, le juge d'instruction marseillais chargé de ce dossier.

Par ailleurs, les membres de la mission d'enquête sur *« les conditions d'emploi des fonctionnaires de la police nationale en poste à l'étranger »* sont rentrés de Beyrouth samedi 28 juillet. Les conclusions de cette enquête devraient être remises par M. Jean-Marc Erbès, chef de l'inspection générale de l'administration, à M. Pierre Joxe dans le courant de la semaine.

BIBLIOGRAPHIE

Trois livres de policiers

Filoches, sonnettes et camemberts

Ils aiment les *« filoches »*, les *« sonnettes »* et l'écoute des *« camemberts »* à la recherche des premiers indices (1). Charles Pellegrini, ancien chef de l'Office central pour la répression du banditisme (OCRB), en collaboration avec Etienne de Montpezat, historien, et Honoré Gévaudan, ancien directeur adjoint de la police judiciaire, racontent *« leurs »* affaires avec des phrases de romans policiers. La chasse, le face-à-face et l'inévitable soupçon d'admiration pour certains *« Grands »* du milieu. Le récit détaillé, aussi, de quelques grandes enquêtes criminelles de ces vingt dernières années.

« Pel », qui voulait, enfant, devenir pilote de chasse dans l'armée de l'air, rapporte, ainsi, pas à pas, la longue traque de Gaston Rucquois, l'un des responsables de l'attaque du Club Méditerranée de Corfou, en 1977. Quinze mois de recherches, des dizaines d'interrogatoires, de filatures et de perquisitions. Des *« gestes répétés, monotones et fastidieux »* où les fausses pistes se multiplient. Le premier renseignement sérieux viendra des témoignages de trois jeunes femmes qui ont partagé une partie de leurs vacances avec les trois malfaiteurs, à la veille du hold-up. Les photos ont disparu, les témoignages sont incertains, mais l'une d'elles possède un court film en super 8 qui ne représente, dit-elle, que des paysages. Deux vagues silhouettes traversent pourtant furtivement le champ durant une courte seconde. Un laps de temps suffisant pour en extraire une photo un peu floue qui est diffusée à tous les services régionaux de police judiciaire (SRPJ) de France le 31 août 1977. Trois semaines plus tard, Gaston Rucquois est identifié.

Les indics, mal nécessaire

Un travail de fourmi long et fastidieux, parfois ponctué des petits coups de pouce de la chance. Qui aurait ainsi prêté attention à ce drôle de numéro de *« loto »* communiqué un soir, au téléphone, à l'une des amies de Rucquois placée sur écoute ? Qui y aurait reconnu d'emblée les six premiers chiffres des numéros de téléphone de Palma de Majorque, sinon *« Charles »*, un enquêteur qui avait passé ses dernières vacances... dans l'île ? Quelques jours plus tard, l'équipe du commissaire Pellegrini, partie sur-le-champ en Espagne, arrêtait dans la villa dotée de ce fameux numéro deux des trois membres du trio de Corfou. Gaston Rucquois est repéré quelques mois plus tard. Il sera tué par les policiers, en octobre 1978, au cours d'une fusillade déclenchée près d'un péage de l'autoroute de Tours.

Des écoutes, des filatures et des perquisitions. Des conversations aussi avec les « indics », qui lâchent parfois de précieux renseignements. Un mal nécessaire, concluent en chœur Charles Pelligrini et Honoré Gévaudan. Bien des informations, écrivent-ils, viennent de là. *« Je sais que cette face-là de la police n'est pas prisée par tout le monde*, écrit l'ancien directeur adjoint de la police judiciaire. *Les vertueux, ou ceux qui s'en donnent l'air, rêvent d'une police sans fichiers, sans indics et sans écoutes... J'attends qu'on m'explique comment disposer d'informations quand on est dépourvu d'informateurs. »* Et de citer quelques-uns de ces renseignements qui orientent parfois le fil des enquêtes.

Au cours de l'hiver 1974, l'un des *« honorables correspondants »* de la PJ lyonnaise signale ainsi à ses « amis » que « Monmon » Vidal, soupçonné d'être le chef du gang des lyonnais, s'est adressé un mandat à la poste restante de Chamrousse. Pourquoi diable s'adresser à soi-même un mandat, sinon pour le faire toucher par un autre, un jour où l'on manque d'alibi ? La PJ attend. Le 15 décembre 1974, Joseph Vidal se rend à la poste de Chamrousse pour y encaisser le mandat télégraphique adressé à son frère « Monmon ». Ce jour-là, deux attaques à main armée ont lieu dans le Nord, à Lens et à Valenciennes. Elles sont l'œuvre du gang des Lyonnais.

Le marché des écoutes

Mais que serait la police sans la *« guerre des polices »* ? Charles Pelligrini et Honoré Gévaudan n'en font pas mystère : la concurrence est rude et les tensions ravageuses. Une *« pernicieuse et coupable tradition française selon laquelle pandores et flics s'emmêlent à plaisir les pinceaux »*, résume l'ancien chef de la police judiciaire. Il arrive pourtant que les conséquences en soient tragiques : Patrick Henry, qui venait d'enlever Philippe Bertrand, avait été localisé lors d'un coup de téléphone à la famille par les services des PTT. La PJ décidait alors de « planquer » non loin de la cabine téléphonique et de le suivre sans se faire repérer. Mais les gendarmes de Troyes agissaient de leur côté en demandant à une de leurs estafettes d'interpeller le jeune homme sur-le-champ. L'intervention se révélait bruyante et maladroite, et Patrick Henry s'enfuyait par les champs. Philippe Bertrand, huit ans, sera étranglé peu après.

Nombre de ces enquêtes se sont nourries d'écoutes téléphoniques. Un marché *« florissant »*, estime le commissaire Georges Moréas, ancien chef de l'OCRB : un rapide calcul lui permet d'arriver à un total de soixante-douze mille personnes surveillées tous les ans par la police et la gendarmerie dans le seul cadre des écoutes judiciaires. Il serait *« risqué »* de les supprimer, conclut-il dans un livre truffé de photos et de notices techniques, qui a parfois des allures de guide pratique de l'espionnage, mais pourquoi ne pas mieux les réglementer *« afin d'éviter les abus par un contrôle sérieux »* ?

Encore faudrait-il que tous les policiers respectent les règles qui leur sont aujourd'hui imposées en matière d'écoutes judiciaires... Et notamment l'obligation du feu vert du juge d'instruction. Honoré Gévaudan ne s'en cache pas : dans l'affaire du gang des Lyonnais, certains numéros de téléphone avaient été mis sur écoute avant même que le dossier ne soit confié à la PJ... *« Les grincheux et les puristes de plus ou moins bonne foi s'en offusqueront*, tranche-t-il, *mais l'opinion publique ne nous tiendra jamais rigueur d'écouter les conversations des voyous. »* Le commissaire Moréas, qui admet la nécessité des écoutes tout en en dénonçant, sans détours, les *« abus »*, ferait-il partie de ces *« grincheux »* ?

ANNE CHEMIN

(1) filoches : filatures ; sonnettes : équipe de surveillance ; camemberts : bandes de magnétophone pour les écoutes.

► **« A chacun sa mort », de Charles Pellegrini et Etienne de Monpezat, Edition°1, 366 p., 124 F.**

► **« Ennemis publics », mes grandes enquêtes criminelles, d'Honoré Gévaudan, Ed. Jean-Claude Lattès, 280 p., 95 F.**

► **« Ecoutes et espionnage », de Georges Moréas, Ed. Stock-Edition°1, 210 p., 99 F.**

COMMUNICATION

La loi sur l'audiovisuel en Italie

La nouvelle réglementation sur la publicité ménage le duopole RAI-Berlusconi

A la demande du chef démocrate-chrétien du gouvernement, M. Andreotti, les députés italiens devaient procéder lundi soir 30 juillet à un vote de confiance sur trois articles d'un texte de loi sur la télévision, portant notamment sur la publicité. Samedi après-midi, la chambre avait déjà accordé par 356 voix contre 177, sa confiance à M. Andreotti, après le remaniement ministériel de vendredi.

Après la démission jeudi soir des cinq ministres représentant l'aile gauche de la DC au sein du gouvernement, le président du conseil avait annoncé vendredi à la chambre dans un discours de quarante secondes le nom de leurs remplaçants (*le Monde* daté 29-30 juillet). C'est sur ce texte que les députés étaient appelés à se prononcer.

ROME

de notre correspondant

« Marchands de spots contre marchands de tapis » : cette boutade qui circulait lors de la réunion de la Chambre des députés résume la crise. La péninsule est en effet sur le point de se doter, après quinze ans de vide juridique et d'injonctions de la Cour constitutionnelle, d'une loi réglementant son paysage audiovisuel et les appétits monopolistiques dans le secteur des médias, en tentant au passage de clarifier les pratiques publicitaires sur le petit écran.

La gauche de la démocratie chrétienne a tenté, sur ce terrain, d'enfoncer un coin dans l'alliance nouée entre le PSI et le centre droit de son propre mouvement qui, entre février et juillet 1989, l'avait écartée du secrétariat du parti et de la présidence du conseil. Mais l'appui du Parti communiste, deuxième force politique italienne, ne lui a pas suffi. La recommandation du vote secret et la multiplication des amendements anti-Berlusconi sur un texte de pur compromis ont tourné court, le gouvernement demandant la confiance sur quatre articles-clés du projet. Face à la résolution du président du conseil, M. Giulio Andreotti, lui-même contraint par le secrétaire du Parti socialiste, M. Bettino Craxi, qui n'a jamais ménagé son soutien au groupe Fininvest de M. Silvio Berlusconi, la démocratie chrétienne s'est déchirée. Son aile gauche a voté la confiance mais elle a quitté le gouvernement.

Trois fois plus d'interruptions

Le texte, qui devrait être voté dans la soirée du lundi 30, tient compte à la fois des forces relatives des secteurs audiovisuels public et privé et des intérêts des grands condottières du capitalisme italien, que ce soient ceux de M. Giovanni Agnelli (Fiat-Rizzoli-*Corriere della serra*), de M. Carlo De Benedetti (Mondadori, dont font partie des journaux influents comme *l'Espresso ou la Repubblica*) ou encore de M. Raul Gardini (propriétaire de l'important quotidien économique *Italia oggi*), de M. Attilio Monti et, bien sûr, de M. Berlusconi.

En consolidant le duopôle de la RAI et de la Fininvest sur l'audiovisuel, au grand dam des petites télévisions, qui déjà placardent leur avis de décès, et en mettant Silvio Berlusconi à l'abri des mauvaises surprises politiques, ce qui lui rend possible une cotation en Bourse, la loi n'est cependant pas absolument neutre.

Côté publicité, les libéralités accordées par le gouvernement ressemblent fort à du laxisme, tout en s'écartant sensiblement de l'esprit des directives européennes. Plus souple encore que l'accord précédent conclu entre les distributeurs de films et les télévisions privées de M. Berlusconi, la loi prévoit trois ou quatre interruptions selon la durée des œuvres, pouvant aller jusqu'à 20 % de leur durée totale – ce qui représente trois à quatre fois ce qui est admis en France – au lieu de cinq coupures auparavant, qui correspondaient à 16 % seulement. Tous programmes confondus, les chaînes privées devront ne pas dépasser douze minutes de publicité horaire sous réserve de revenir, d'ici à un an, à dix minutes quarante-huit secondes dans l'heure suivante, soit au total 18 % de moyenne hebdomadaire.

Quant à la RAI, elle n'aura droit qu'à 12 % mais dans le cadre de limites hebdomadaires beaucoup plus flexibles. En outre, en 1993, la télévision publique n'aura plus à respecter un plafond de recettes publicitaires (4,5 milliards de francs actuellement) et sera alors pleinement concurrente de la Fininvest.

En contrepartie, et c'est la grande nouveauté de cette loi, les télévisions de M. Silvio Berlusconi auront droit au direct. Résultat probable : davantage de sport et moins de films chez les privées, et l'inverse pour les publiques. Autre point de la loi, l'interdiction de diffuser des films interdits aux moins de dix-huit ans et celle de diffuser avant 22 heures 30 des films interdits aux moins de quatorze ans stérilisent respectivement 287 et 776 titres sur les 6 104 qu'a emmagasinés le groupe Berlusconi. Les dessins animés ne seront plus coupés par des spots. L'aile droite de la démocratie chrétienne a fait payer cher son penchant pour la morale...

Reste le parrainage. D'ici à un an, celui-ci entrera aussi dans les plafonds fixés pour la publicité, mais il sera décompté de façon forfaitaire : 2 % au minimum, voire davantage si l'autorité de tutelle prévue pour l'audiovisuel l'estime nécessaire. Mais les journaux télévisés pourront bénéficier du sponsoring et les conseils d'achat seront autorisés en fin de programme.

La norme antitrust sera applicable dans deux ans. Elle est fondée sur un mécanisme qui limite les recettes publicitaires d'un groupe à 20 % du total du marché, à l'exclusion toutefois de la production et de la distribution de livres et de films. Compte tenu du poids actuel de la Fininvest, cette limite empêche M. Berlusconi de s'emparer de Mondadori. C'était pratiquement chose acquise après que les juges eurent tranché en faveur de M. De Benedetti. Silvio Berlusconi devra en outre se séparer d'*il Giornale* mais pourra conserver son journal de programmes de télévision, *Sorrisi e canzoni*, qui représente le plus gros tirage de la presse magazine. Sa régie publicitaire Publitalia gardera toutefois une marge de près de 5 milliards de francs en matière de collectes publicitaires, mais elle ne pourra plus recueillir de publicité pour les chaînes Italia 7, Junior TV et Capodistria bien qu'il soit autorisé à ramasser 1,5 milliard de francs pour la presse et que, par la participation à titre minoritaire à un pacte d'actionnaires, il puisse encore garder tout son empire, sinon le développer.

« Trouver les failles »

La RAI est, sur ce point, logée à la même enseigne. Elle ne pourra plus alimenter en publicité sa radio. Mais *via* sa régie, la Sipra, elle pourra, c'est l'essentiel, gérer la publicité des journaux de parti. Rien n'est pourtant définitivement joué. Des amendements sont encore envisageables sur les autres articles de la loi, mise au vote à partir de mardi. Les délais d'entrée en vigueur d'un an à deux ans et demi, selon les dispositions, laissent beaucoup d'occasions de contournement des règles. *« La loi faite, on trouve la faille »*, dit-on ici avec gourmandise.

M. Silvio Berlusconi en sait quelque chose. Par crainte des normes antitrust à venir, il avait, il y a quelques années, fait son pari de Pascal : *« Si, avec la loi, ils m'en ôtent une, il m'en restera quand même deux. »* On dit aussi qu'en excluant les facturations internes au groupe et en adoptant des bilans consolidés l'habile Milanais pourrait passer dans la catégorie plus avantageuse des *« éditeurs purs »*. Il pourrait dès lors peut-être avoir droit à une tranche supplémentaire du gâteau équivalant à 5 % des recettes totales. *(Intérim.)*

□ **M. Alan Bond écarté du satellite britannique BSB.** – Le magnat australien de la presse et des brasseries M. Alan Bond subit les conséquences de la déroute financière de son empire. Il vient ainsi d'être quasiment éliminé du capital de British Satellite Broadcasting (BSB), une société propriétaire d'un satellite de télévision directe qui a commencé ses émissions en mars au Royaume-Uni. N'ayant pu ni suivre une augmentation de capital ni trouver un acquéreur pour ses actions, M. Bond voit sa part dans BSB fondre de 28 % à 7,5 %. Les quatre actionnaires restants – les britanniques Granada, Pearson et Reed, et le français Chargeurs – se retrouvent donc seuls maîtres à bord, avec chacun entre 20 % et 22 % de BSB.

□ **Croissance ralentie pour Reuter.** – Le groupe britannique Reuter a annoncé une hausse de 23 % de son bénéfice pour le premier semestre 1990 en précisant toutefois que le rythme de croissance serait plus lent pour le reste de l'exercice. L'agence spécialisée dans l'information économique enregistre en effet de nombreux désabonnements, dus, selon la direction, aux problèmes des marchés financiers et aux mesures d'économie décidées par d'importants clients.

Reuter précise toutefois que des percées commerciales aux Etats-Unis, en Australie et en Asie compensent ces désabonnements. L'annonce de ce ralentissement a provoqué une chute de 11 % du cours de Reuter.

Admissions aux grandes écoles

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE

SCIENCES

Groupe A
(par ordre de mérite)

Mme et MM. David Hermann, Emmanuel Greniet, Antoine Chambert-Loir, Johann Uhres, Julien Burdeau, Alain Knaff, Jacques Garrigue, Alain Barral, Marc Chevrel, Stéphane Guillermou, Florian Mehats, Erwan David, François Hernandez, Jérôme Germoni, Yaacob Slama, Sidney Studnia, Etienne Becker, François Hamel, Louis Granboulan, Thomas Maurin, Sébastien Allard, Benoît Desjardins, Karim Belabas, Anne Quequiner, Marc Foissotte, Christian Mercat, Marc Sakiz, Marc Herzlich, Emmanuelle Vidal, Raphaël Aurus, Christophe Josserand, Stéphane Poirier, Olivier Boucher, Jérôme Busca, Ahmed Abbes, Thierry Belloeil, Loïc Grenie, Emmanuel Normant, Mélanie Guenais, Frédéric Menous, Adel Afiouni, Thomas Behar, Michel Houdebine, Jérôme Lebuchoux.

Groupe B

Frédéric Masset, Emmanuel Demont, Ilarion Pavel, David Schisler, Serge Gambarelli, Christophe Bach, Valéry Jost, Jérôme Walter, Laurent Perron, Sophie Conac, Léonardo Rico y Calderon, Pierre Le Savoureux, Xavier Leoncini, Romain Attal, Cyrille Train, Henri Moissinac Massenat, Renan Muret, Marc de Champs de Brechard, Adrien Lambare, Xavier Leyronas, Cyril Furtlehner, Philippe Uzan, Boris Vauzeilles, Manuelle Hauville.

LETTRES

Groupe S

Claire Larsonneur, Etienne de La Vaissière, Christine Vagnon, Guillaume O Neill, Emmanuel Cocher, Clelia Nau, Valérie Picaude, Donne Boris, Françoise Perigaut, Florence Baillet, Emmanuelle Saada, Chaouche Yelles, Patrice Tournier, Véronique Vareille, Claudine Le Blanc, Véronique Beranger, Anne-Hélène Nicolas, Juliette Chemillier, Laurence Rioux, Emmanuelle Rougement, Myriam Houssay.

ÉCOLE CENTRALE DE PARIS
(par ordre de mérite)

Option M

Mme et MM. 1er J. Alsac, F. Méhats, A. Pradavro, S. Studnia, A. Knaff, J. Germoni, L. Aniort, S. Strebelle, A. Filipe, T. Maurin, D. Andreis, F. Leclerq, L. Paquin, J. Marteau, O. Marzouk, B. Michallet, E. Simon, S. Ravez, B. Sahel, G. Saidenberg, M. Sakiz, J. Stuchlik, G. Demol, L. Di Cesare F. Mattatia, M. Gallagher, S. Damoir, P. Giami, N. Lebovetzki, E. Dumont, S. Hadinger, E. Blind, C. Tezier, B. Terrien, S. Rouzeau, A. Dudon, E. Sachot, D. Perrot, O. Ravel, S. Le Potier, T. Deprès, D. Huck, J. Théobald, X. Quilliet, T. Doucerain, B. Sudret, P. Faure, L Malgrat, J. Rodde.

50e. – M. Mounier-Véhier, P. Valageas, O. Trullier, E. Vidal, A. Bienvenue, V. Fort, A. Prévost, F. Maurel, A. Gressier, H. Benhamou, M. Guenneugues, D. Baillergeau, P. Bernard, S. Clerc, T. Belloeil, L. Thiault, K. Belabas, E. Normant, J. Martin, C. Couvert, P. Garampon, B. Flesselles, Y. Six, E. Cantin, O. Pourret, A. Marchand, G. Debregeas, N. Kree, D. Schwarz, H. Minjon, J. Bailly, P. Raynaud-Richard, C. Rousseau, N. Cuvillier, B. Desjardins, M. Mourez, G. Colas des Francs, J. Ruck, C. Breuz, T. Guasch, L. Bourgeois, F. Pellissier, S. Backert, T. Vingtrinier, M. Hervéou, P. Genillon, D. Mercier, J Le Peuvedic, F. Lhoutellier, G. Pinel.

100e. – A. Tanguy; A. Gadeau; V. Kuo Tsing Jen; R. Aurus, R. Tartanson, J. Bole Feysot, V. Escalier, L. Finas, L. Garde, V. Belaiche, B. Locatelli, A. Hayward, F. Brunet, H. Rubat du Merac, P. Avanzo, S. Barre, C. Josserand, A. Decitre, E. Cabanillas, J. Hays, G. Defourneaux, L. Guillot, F. Farid, O. Dobigeon, P. Lurin, P. Durand, F. Feray, C. Moureaux, V. Hoffbeck, G. Pahud, S. Borel, T. de Bernède, C. Franot, C. Migliorini, V. Poitevin, P. Eladari, A. Poinsignon, E. Billette, G. Halbout, A. Calvo, P. Masurel, F. Archambeau, T. Delahaye, A. Vamparys, D. Corvoysier, P. Yon, A. Provost, A. Mathieu, F. Oliveau, F. Legentil.

150e. – C. Bigorgne, G. Kempf, J. Wabinski, F. Braun, A. Albarède, F. Adam, Lakhoua, A. Gounon, S. Brillet, B. Pons, J. Juston, E. Jouanne, P. Moreau, M. Martinez, F. Cappeau, E. Moncet, C. Blanc, P. Renauld, J. Gouverith, E. Leregnon, N. Samsoen, C. Gay-Bellile, J. Guyot, L. Benveniste, O. Marchand, H. Poirson, B. Bommier, A. Dornier, F. Pacteau, T. Dechelette, D. Lallemand, O. Van Eyseren, S. Pancin, F. Meme, E. Willemenot, C. Martins Ricarte, S. Rouy, P. Boulet, B. Capelle, J. Durix, E. Boussard, K. Chaouache, N. Iung, N. Codron, D. Hannon, C. Gueugnon, L. Trébuchet, M. Abailea, D. Weic, C. Larose.

200e. – T. Cadiou, J. Herenstein, P. Rio, C. Nguyen Minh-Tan, T. Behar, J. Ravier, S. Quint, J. Leprince, P. Bacher, N. Gazères, P. Fintz.

Option F

1er. – D. Schisler, E. Baissus, M. Hauville, B. Vauzeilles, F. Grenier, J. Walter, E. Demont, P. Gassmann, M. Soulas, I. Bricault, L. Collignon, X. Britsch, E. Fiastre, P. Mesnil, A. Meunier, J. Thomas, F. Chaland, N. Mermier, N. Bertrand, F. Ramirez, X. Becquey, L. Fouquet, B. Sourice, B. Maes, C. Train, V. Jost, B. Busson, J. Rossignol, M. Dutheillet Lamonthez, A. Douveneau, E. Bocquet, R. Biojout, H. Turc, T. Chaumeron, M. De Champs de Brechar, R. Jacquand, S. Royer, V. Huot, P. Maillet, S. Marchadour, E. Morin, C. Bouchard, Y. Bonnefont, E. Theau, D. Barbier, G. Velay, F. Robin, N. Boissel, X. D'Eimar de Jabrun.

50e. – X. Calimez, B. Favier, I. Pavel, D. Lesens, V. Masson, C. Barbier, L. Perron, S. Conac, J. Mejane, C. Boursyne, L. Leveque, C. Toulemonde, S. Zaimi, J. Anglade, E. Esteve, S. Hachem, A. Tissandier, C. Triche, A. Wauquiez, P. Benquet, J. Metayer, C. Bach, A. Vanderbeken, F. Diot, E. Roger, T. Petillon, D. Boulanger, N. Marsault, S. Duchene, E. Langrognet, X. Dubourg, G. Waszkiel, J. Ripoche, F. Waymel, B. Behroun, V. Danjoux, B. Burtschell, P. Nonclercq, C. Clerc, X. Maheo, C. Arnould, G. Poux-Guillaume, P. Louis, R. Carminati, C. Doceur, O. Lorendeaux, G. Deltel, P. Welker, C. Millet, D. Reverseau.

100e. – P. Bathie, B. Pouzieux, A. Croisille, Y. Pointel, S. Mercier, O. Biechel.

Option TA

1er. – B. Belé, N. Fastani, R. Veillard, P. Pierrat, F. Sodi, O. Jourdain, De Oliveira Lopes.

Concours d'agrégation 1990

LETTRES CLASSIQUES

(Par ordre alphabétique)

Mariella Angeli (54e), Muriel Arruebo (79e), Pierre Augustin (84e), Véronique Bamme (7e), Marie-Hélène Bazzoli, ép. Dumaitre (11e), Jean Beaghe (49e), Marcel Bebey (95e), Dominique Belis, ép. Bouisse (35e), Maryse Bellonguet (11e), Laurence Bernard (80e), Anne Beziat (104e), Sarah Biyidi-Awala (33e), Mariannick Bordes, ép. Floirat (87e), Danièle Bouche (38e), Sandrine Boularot (54e), Christiane Braun, ép. Braun-Renault (41e), Christine Cabon (69e), Constance Cagnat (7e), Aline Canellis (60e), Chantal Carasco, ép. Carasco (71e), François Caron (51e), Anne Champeau (47e), Monique Champiot (94e), François Chausson (14e), Béatrice Chopin, ép. Aubry (82e), Claude-Sophie Clchy (68e), Véronique Coin (69e), Pierre Cordier (13e), Annie Courte, ép. Geoffroy (66e), Christophe Cusset (26e), Pascale Darricau (42e), Sophie de Boulliane de Lacoste (31e), Laure de Foucauld, ép. Archambault (91e), Jean-Christophe de Nadai (27e), Anne de Vetter (93e), Dominique Demartini, ép. Franzini (103e), Nadine Desbours (106e), Ines Domenech de Celles, ép. Boutignon (106e), Eric Dozier (36e), Christine Dumas (82e), Françoise Dumont, ép. Demougin (81e), Etienne Evreux (56e), Marie-Renée Evrin (52e), Edith Favre-Gilly (75e), Luis Ferreira (58e), Brigitte Gagner (44e), Jean-Claude Gaudiat (90e), Jean-Michel Gervais (27e), Viviane Gonzalez (45e), Isabelle Guary (39e), Sophie Guermes (73e), Béatrice Guion (2e), Olivier Happel (64e), Gaelle Herbert de la Portbarre (100e), Marie Hermal (22e), Alexandre Hougron (4e), Christine Hunzinger, ép. Desseneux (3e), Marie Jeangrand, ép. Berthelier (88e), Dominique Labrouche (92e), Eric Lanoe (99e), Laurent Le Chanu (15e), André Le Delezir (10e), Céline Lelegard, ép. Lelièvre (24e), Nathalie Mace (34e), Maryse Maerten, ép. Deplanque (62e), Pierre-Louis Malosse (30e), Gisèle Manca (110e), Hélène Marchand, ép. Marchand-Frugier (75e), Laurent Marie (48e), Catherine Meffre (88e), Claude Millerot (96e), Bruno Monteil (24e), Isabelle Moreau (40e), Françoise Morzadec (16e), Jean-Michel Mouette (113e), Véronique Mouilleron (52e), Pierre-François Mourier (50e), Claire Netillard (115e), Albert Nognes (109e), Hélène Ostrowiecki (31e), Alain Paris (17e), Catherine Pascal (85e), Catherine Perrin (59e), Cécile Perrin (37e), Evelyne Petit, ép. Kresch (102e), Laurence Plazenet (22e), Bernard Poigt (71e), Nathalie Preclin (78e), Hervé Prigent (111e), Claude Retat (1er), Roland Reverseau (105e), Luc Revillon (115e), Jean Reynard (29e), Isabelle Richard (17e), Maxime Rolain (73e), Anne Roret (75e), Sabine Rosenrib, ép. Luciani (46e), Nathalie Rotterdam (21e), Sabine Roy (42e), Florence Sanchez (64e), Josette Seguin (57e), Yves Soule (86e), Marlène Taton (98e), Laurence Teyssandier (5e), François Thissen (5e), Philippe Torreau (9e), Perrine Tubiana (19e), Annick Vacelet, ép. Cartailler (112e), Agnès Verlet, ép. Berthier (106e), Marie-Agnès Vermande-Lherm (97e), Laurence Vianes (20e), Aline Vidil (67e), Cécile Vignaud (113e), Hélène Vittori (100e), Yinso Vizcarra (61e), Philippe Weibel (63e).

…NICATION

…tation sur la publicité … de RAI-Berlusconi

… grandes écoles

Concours …

SPORTS

AUTOMOBILISME : Grand Prix d'Allemagne

Ayrton Senna tout en puissance

Pour la troisième année consécutive, le Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda) s'est imposé, dimanche 29 juillet à Hockenheim, au Grand Prix d'Allemagne. Cette victoire le replace en tête du championnat du monde avec quatre points d'avance sur Alain Prost (Ferrari), quatrième dimanche derrière l'Italien Alessandro Nannini (Benetton-Ford), et l'Autrichien Gerhard Berger (McLaren-Honda).

HOCKENHEIM

de notre envoyé spécial

Depuis les gigantesques tribunes du stadium d'Hockenheim, les cent mille spectateurs du Grand Prix d'Allemagne ne peuvent voir qu'une infime partie, très sinueuse, de ce très long circuit de 6,797 kilomètres. Mais, pour les pilotes, le Hockenheim ring se compose surtout de deux interminables lignes droites interdites au public depuis l'accident mortel de l'inoubliable Jim Clark dans une course de Formule 2, le 7 avril 1968.

Après les deux autres accidents qui ont coûté la vie à Patrick Depailler, le 1er août 1980, et brisé la carrière de Didier Pironi, le 7 août 1982, deux chicanes ont, certes, été créées pour couper l'élan des bolides lancés au maximum de leur vitesse, sans améliorer pour autant le plaisir de conduite des pilotes. Hockenheim reste avant tout un circuit de grosses accélérations et de violents freinages qui met surtout en valeur la puissance des moteurs et leurs capacités d'accélération.

Ces deux caractéristiques, qui font la force du moteur Honda, expliquent qu'il se soit imposé ces cinq dernières années en Allemagne, aussi bien sur les châssis des Williams avec Nelson Piquet (1986 et 1987) que sur celui des McLaren avec Ayrton Senna (1988, 1989 et 1990). La domination du moteur japonais était telle cette année que le pilote brésilien et son coéquipier Gerhard Berger, assurés de partir en première ligne pour le Grand Prix après les temps réussis dès la première séance d'essais du vendredi, ont renoncé à utiliser leurs pneus de qualification le lendemain afin de peaufiner leurs réglages pour la course.

Pour les deux pilotes des McLaren-Honda, l'empêcheur de tourner en rond dans ce Grand Prix d'Allemagne aura été l'Italien Alessandro Nannini qui a profité du bel équilibre de sa Benetton-Ford pour faire l'impasse sur le changement de pneus. Mettant à profit une petite baisse de puissance du moteur d'Ayrton Senna vers la mi-course. dû sans doute à la chaleur étouffante qui régnait à Hockenheim, le grand frère de la chanteuse de rock italienne Gianna Nannini a pu se maintenir en tête du dix-huitième au trente-quatrième des quarante-cinq tours, avant de céder sur une attaque du Brésilien.

Jamais en course pour la victoire, Alain Prost, handicapé par une septième vitesse récalcitrante, a reconnu une petite erreur dans le choix de ses rapports qui ne lui permettaient pas de tirer la pleine puissance du moteur Ferrari. Il lui reste désormais à espérer que la dernière version de son moteur sera fiabilisée pour le Grand Prix de Belgique (26 août), afin de poursuivre, à armes presque égales, son duel avec Ayrton Senna pour le titre mondial.

G. A.

ATHLETISME : les Championnats de France

Florence Colle joue et perd

Les championnats de France d'athlétisme, disputés à Blois les 28 et 29 juillet, constituaient l'ultime épreuve de sélection en vue des Championnats d'Europe de Split qui débuteront le 27 août. Ils ont confirmé la santé du sprint français, si éclatante que des athlètes de talent comme Dan Philibert ou Florence Colle, quatrièmes de leur discipline, n'iront pas en Yougoslavie. Aucun record n'a été battu au cours de ces Championnats de France.

BLOIS

de notre envoyé spécial

Florence Colle débarque sur les pistes d'athlétisme comme à une garden-party. Elle sourit à tout le monde, discute avec ses copines et finalement s'amuse sur les haies. Son détachement étonne. Et pourtant, il paie. Florence Colle a terminé cinquième du 100 mètres haies des Jeux de Séoul.

Son secret est médical et n'a rien d'illicite. Etudiante en cinquième année de médecine, elle considère l'athlétisme *« juste comme un jeu »*. Elle pense à autre chose quand ses adversaires *« se prennent la tête »*; elle réalise sa meilleure performance (12 s 82 au meeting de Villeneuve-d'Ascq) à la sortie des examens *« presque sans le faire exprès »*. *« Quand on travaille quatre mois en cancérologie, on trouve que le monde sportif est bien superficiel »*, explique-t-elle.

Superficiel, mais grisant. Aussi, pour suivre Monique Ewange-Epée et Anne Piquereau sous les treize secondes, Florence Colle a-t-elle décidé d'étaler ses études et d'intensifier ses entraînements. Les progrès viennent vite, elle s'habitue à franchir la barrière des treize secondes. L'Alsacienne Christine Hurtlin, vingt-deux ans, a elle aussi mis les études entre parenthèses cette saison. Elle titille ses aînées pour le billet yougoslave et, pour la première fois, Florence Colle sent la pression monter.

A Blois, lors de ses premiers échauffements, elle n'arbore pas son sourire habituel, elle fuit les encouragements de ses parents et amis. L'extravertie se tourne sur elle-même, ses haies, son podium, son avion pour Split. *« A force de penser à cette finale, je croyais que ma vie en dépendait »*, analyse-t-elle. *« Cette course, je ne l'ai pas jouée »*. L'a-t-elle perdue seulement ? Elle voit une photo, trois filles franchissant la ligne devant elle, mais pas de film, pas d'histoire, pas de course. *« J'avais couru mais je voulais croire que c'était pour du beurre »*.

« Après Barcelone »

Florence Colle a raté sa première haie de la finale et n'a jamais pu combler le retard. Elle enrage en voyant le chrono. 13 s 02, elle s'est battue elle-même. Comme si elle n'avait pas progressé cette saison. Alors elle songe à ses priorités, elle révise ses choix. *« J'ai fait un stage de six mois en chirurgie »*, dit-elle. *« On m'a laissé effectuer de petites opérations. J'ai adoré cela grâce notamment à la formidable ambiance d'équipe du bloc opératoire »*.

Quand on rêve de pratiquer la chirurgie, de se recueillir sur la tombe de Gandhi ou de découvrir ce petit village indien *« où l'on enlace les arbres pour qu'on ne les abatte pas »*, on quitte peut-être les stades sans trop de regrets. L'idée a trotté dans la tête de Florence Colle. L'accolade de Laurence Billy, sa compagne d'entraînement, lui rappelle que *« l'ambiance de l'équipe de Fernand Urtebise valait bien celle du bloc opératoire »*. « Flo » esquisse un sourire. La qualification en 110 mètres haies de Sébastien Thiébaut, son voisin de Maine-et-Loire, lui rappelle les joies de l'athlétisme. Les larmes à peine séchées, « Flo » lève les bras en signe de victoire. Elle parle encore de préparer le concours d'internat, *« mais après Barcelone »*

CHRISTOPHE DE CAEVEL

Les transferts de pilotes

La bourse des paddocks

En marge du Grand Prix de RFA le marché des pilotes pour la saison 1991 a de nouveau battu son plein. Alain Prost devrait rester chez Ferrari mais le plus convoité est un autre français, Jean Alesi.

HOCKENHEIM

de notre envoyé spécial

Parallèlement aux grands prix, une autre activité anime cet été les paddocks de formule 1. Alors que le cap de la mi-championnat vient à peine d'être franchi, managers et pilotes s'efforcent déjà de préparer au mieux de leurs intérêts la saison 1991. Quelques contrats ont, dès à présent, été signés. Ainsi, le vétéran du peloton, le Brésilien Nelson Piquet (trente-huit ans), triple champion du monde (1981, 1983 et 1987), pilotera, au moins une saison supplémentaire, la Benetton-Ford que prépare l'ingénieur britannique John Barnard, concepteur de la fameuse McLaren de 1984 et de la Ferrari actuelle. Mais les trois pilotes les plus convoités sont, bien sûr, Alain Prost, Ayrton Senna et le grand espoir Jean Alesi.

Des trois, Alain Prost est, semble-t-il, le mieux fixé sur son avenir. *« Ferrari n'a pas envie de prendre Senna*, a-t-il indiqué à Hockenheim. *C'était la principale hypothèse qui aurait pu m'inciter à m'arrêter. Les discussions techniques et financières se poursuivent avec Ferrari, mais il n'y a aucune raison pour que nous ne parvenions pas à un accord. »* Le pilote français a même révélé que les responsables de la *Scuderia* lui ont demandé son avis sur trois coéquipiers possibles, dont… Jean Alesi (Tyrrell-Ford). Les deux autres seraient des Italiens. Malgré ses trente-six ans et ses deux cent un grands prix disputés, Riccardo Patrese (Williams-Renault), grand ami de Cesare Florio, le directeur de la *Scuderia*, mais aussi Ivan Capelli (Leyton House) et Pierluigi Martini (Minardi), sont le plus souvent cités dans la presse transalpine.

Cohabitation difficile

« Mes souhaits et les intérêts de mon équipe peuvent être un peu différents sur ce sujet, mais je ne dois pas me montrer égoïste », a ajouté Alain Prost. Faut-il en conclure qu'à titre personnel il redouterait plus la venue du talentueux Jean Alesi, car cette situation lui rappellerait son arrivée chez McLaren aux côtés de Nicki Lauda ou celle, plus récente, d'Ayrton Senna à ses côtés dans cette même écurie britannique ?

L'option Ferrari étant *a priori* écartée pour Ayrton Senna en 1991, le choix de ce dernier semble désormais restreint. En plus de ses exigences financières (le chiffre de 12 millions de dollars, soit plus de 66 millions de francs, a été avancé), le pilote de Sao-Paulo souhaite disposer de la voiture la plus compétitive pour assumer ses très grandes ambitions. Benetton-Ford, Williams-Renault ou… McLaren-Honda pourraient répondre à cette attente. Mais Benetton-Ford vient de renouveler le contrat de Nelson Piquet et une cohabitation n'est guère envisageable pour les deux stars brésiliennes. Williams, Renault et leurs partenaires ne semblent pas disposés à consacrer un aussi gros budget à leurs pilotes et préféreraient sans doute parvenir à un accord avec Jean Alesi. Il reste donc McLaren-Honda, qui disposera l'an prochain du nouveau moteur V 12 japonais, à défaut de pouvoir assurer à son pilote qu'il bénéficiera aussi du meilleur châssis.

Le plus indécis pour son avenir est, sans conteste, Jean Alesi. *« Je vis un moment difficile*, explique-t-il. *Cela a peut-être trop bien marché pour moi depuis mes débuts. Beaucoup d'équipes m'ont fait des propositions. J'éprouve actuellement des difficultés pour me concentrer et être bien dans ma tête. Or ma voiture est très compétitive mais réclame beaucoup d'attention. Je n'ai encore rien décidé. Ça va prendre encore un peu de temps. Il faudra que tout le monde le comprenne. »*

Deux lettres d'intention

Le jeune pilote français (vingt-six ans) aspire à rejoindre, dès la saison prochaine, l'une des grandes écuries. Il évoque Ferrari, Williams-Renault, McLaren-Honda, mais le contrat qui le lie à Tyrrell-Ford comporte une option pour 1991. La nature de cette option fait l'objet d'un litige avec Ken Tyrrell. Le juge londonien consulté à ce sujet a préféré différer sa réponse jusqu'en septembre, ce qui expliquerait le délai réclamé par Jean Alesi.

« C'est toujours possible pour quelqu'un de rompre un contrat, mais il faut alors trouver un arrangement financier », dit Ken Tyrrell. Or, pour « libérer » son jeune prodige, le manager britannique réclamerait quelque… 10 millions de francs. Comme pour compliquer une situation déjà confuse, le pilote français aurait déjà signé deux lettres d'intention avec Franck Williams, puis avec Ferrari après l'annonce de la retraite de Nigel Mansell.

Pressé de questions à ce sujet, à Hockenheim, Jean Alesi n'a pas voulu confirmer ou infirmer ces informations. *« La première chose qui est écrite sur nos contrats est que leur contenu doit rester secret*, a-t-il répondu avant de se trahir. *Ces lettres d'intention que j'aurais signées ne sont que des engagements, de part et d'autre, d'aboutir à un futur contrat si les conditions sont réunies pour le faire. Je ne peux pas donner de chiffre mais j'ai la possibilité de quitter Tyrrell. C'est sûr. »*

Le cœur de ce fils d'émigrés siciliens choisirait-il alors Ferrari ? Ou le jeune Avignonnais préférerait-il ne pas brûler les étapes en se retrouvant, à vingt-six ans et avec une expérience d'une vingtaine de grands prix, dans la plus célèbre, mais aussi la plus exigeante des écuries ?

GÉRARD ALBOUY

Les résultats

ATHLÉTISME

CHAMPIONNATS DE FRANCE

Messieurs

100 m : Daniel Sangouma (Ulis), 10 s 25. 200 m : Jean-Charles Trouabel (Ulis), 20 s 47. 400 m : Olivier Noirot (Bordeaux), 46 s 04. 800 m : Frédéric Sille (individuel), 1 mn 48 s 56. 1 500 m : Hervé Phélippeau (Vannes), 3 mn 40 s 77. 5 000 m : Jean-Louis Prianon (RCF), 13 mn 40 s 42. 110 m haies : Philippe Tourret (Créteil), 13 s 34. 400 m haies : Stéphane Diagana (Franconville), 50 s 11. 3 000 m steeple : Bruno Le Stum (Montpellier), 8 mn 34 s 63. 20 km marche : Thierry Toutain (Hauts-de-Seine), 1 heure 23 mn 40 s.

Hauteur : Jean-Charles Gicquel (Lochmine), 2,26 m. Perche : Ferenc Salbert (Montreuil), 5,62 m. Longueur : Jean-Louis Rapnouil (Périgueux), 7,95 m. Triple saut : Pierre Camara (Bordeaux), 16,52 m. Poids : Luc Viudes (RCF), 18,70 m. Disque : Patrick Journoud (Salon), 56,38 m. Marteau : Raphael Piolanti (Amneville). 74,76 m. Javelot : Pascal Lefevre (Grenoble), 81,92 m.

Dames

100 m : Laurence Bily (Stade français), 11 s 21. 200 m : Fabienne Ficher (Stade français), 23 s 19. 400 m : Evelyne Elien (AS Bouillante). 52 s 55. 800 m : Christine Jaunin (RCF), 2 heures 4 s 27. 1 500 m : Farida Fates (Sarreguemines). 4 heures 16 s 20. 3 000 m : Annette Sergent (Bron), 8 heures 54 s 84. 100 m haies : Monique Ewanje-Epée (Créteil), 12 s 73. 400 m haies : Marie-Christine Cazier (RCF), 56 s 9. 10 km marche : Nathalie Marchand (RCF) : 48 s 17.

Hauteur : Odile Lesate (Pierre Bénite). 1,88 m. Longueur : Caroline Aubert-Cadin (Montgeron), 6,26 m. Triple saut : Sylvie Borda (Créteil), 13,12 m. Poids : Annick Maurice (RCF), 15,85 m. Disque : Agnès Teppe (Salon), 55,26 m. Javelot : Nadine Auzeil (Obernai), 57,98 m.

AUTOMOBILISME

GRAND PRIX D'HOCKENHEIM

Classement

1. Senna (McLaren-Honda), les 306,090 km en 1 h 20 mn 47 s (moyenne : 227,334 km/h) ; 2. Nannini (Benetton-Ford) à 6 s ; 3. Berger (McLaren-Honda) à 8 s ; 4. Prost (Ferrari) à 45 s ; 5. Patrese (Williams-Renault) à 48 s ; 6. Boutsen (Williams-Renault) à 1 mn 21 s.

Classement provisoire du championnat du monde des pilotes

1. Senna (Bré.), 48 pts ; 2. Prost (Fra.), 44 ; 3. Berger (Aut.), 29 ; 4. Boutsen (Bel.) et Piquet (Bré.), 18.

ÉQUITATION

LES CHAMPIONNATS DU MONDE

Le Néo-Zélandais Blyth Tait est devenu champion du monde de concours complet dimanche 29 juillet à Stockholm (Suède). Il s'est imposé relativement facilement après sa victoire dans l'épreuve de cross, disputée samedi. Les Français, bien décevants, doivent se contenter de la dixième place de Didier Séguret et de la vingtième de Jean-Pierre Blanco. Vendredi 27 juillet, l'équipe ouest-allemande de dressage avait remporté son sixième titre mondial par équipes (en sept championnats du monde) grâce surtout au talent de Nicole Uphoff, qui domine le classement individuel du Grand Prix. La France termine sixième, place jugée *« encourageante »* dans la perspective des JO de Barcelone.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division

(Deuxième journée)

Marseille b. *Metz ... 2-0
*Lyon b. Cannes ... 1-0
Monaco b. *Auxerre ... 1-0
*Rennes b. Paris-SG ... 2-1
*Lille et Nantes ... 1-1
*Montpellier b. Sochaux ... 2-0
*Nancy et Brest ... 0-0
*Caen b. Bordeaux ... 2-0
*Toulon b. Saint-Etienne ... 3-0
*Nice et Toulouse ... 1-1

Classement. – 1. Marseille (4 pts) ; 2. Monaco (4) ; 3. Caen (3) ; 4. Rennes (3) ; 5. Lyon (3) ; 6. Toulon (2) ; 7. Montpellier (2) ; 8. Lille (2) ; 9. Paris-SG (2) ; 10. Cannes (2) ; 11. Nantes (2) ; 12. Toulouse (2) ; 13. Brest (2) ; 14. Nancy (1) ; 15. Nice (1) ; 16. Auxerre (1) ; 17. Metz (1) ; 18. Sochaux (1) ; 19. Bordeaux (1) ; 20. Saint-Etienne (1).

Deuxième division

Groupe A

Bastia b. *Mulhouse ... 2-0
*Gueugnon b. Dijon ... 6-0
*Martigues et Nîmes ... 1-1
*Avignon et Rodez ... 2-2
*Alès b. Epinal ... 2-1
*Valenciennes b. Strasbourg ... 2-1
*Ajaccio b. Dunkerque ... 2-0
*Istres b. Louhans-Cuiseaux 71 ... 1-0
*Annecy et Chaumont ... 0-0

Classement. – 1. Gueugnon (4 pts) ; 2. Bastia (4) ; 3. Rodez (3) ; 4. Nîmes (3) ; 5. Valenciennes (3), Martigues (3).

Groupe B

*Beauvais b. Rouen ... 1-0
*Reims b. Lens ... 2-0
*Red Star 93 b. Tours ... 2-0
*Saint-Seurin et Créteil ... 3-3
*Orléans et Laval ... 0-0
*Le Havre b. Guingamp ... 4-2
*Angers b. Bourges ... 3-0
Saint-Quentin b. *Niort ... 1-0
La Roche-sur-Yon b. *Le Mans ... 3-2

Classement. – 1. Angers (3 pts) ; 2. Créteil (3) ; 3. Beauvais (3) ; 4. Saint-Quentin (3) ; 5. Laval (3).

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Philippe Herreman, Robert Solé Jean-Marie Colombani,

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société :
cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

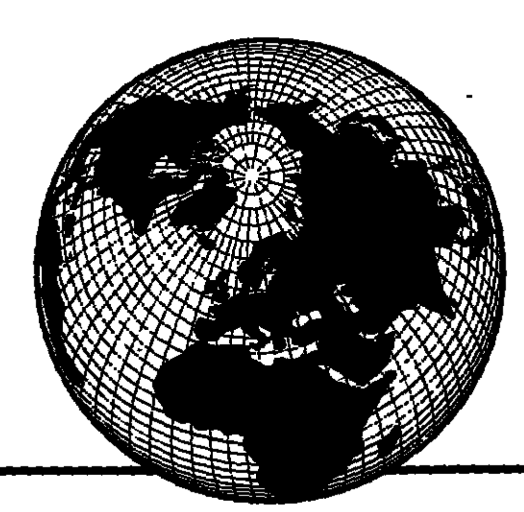
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publication, n° 57 347
ISSN :0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

PP.Paris RP



LE MÉCÉNAT DOIT-IL S'ARRÊTER A NOS FRONTIÈRES ?

En 1990, le mécénat de la Caisse des dépôts et consignations élargit ses horizons.

Il rend possible la venue en Europe, en provenance de l'Inde, de l'Indonésie, du Cambodge et de Thaïlande, de 300 interprètes du Ramayana. Ce spectacle a été applaudi au Festival d'Avignon, dans de nombreuses villes françaises, ainsi qu'à Barcelone, à Rome et à Almagro. La Caisse des dépôts soutient la programmation hongroise du Festival d'Automne 1990 à Budapest et à Paris.

Le musicien japonais Toru Takemitsu est l'hôte des dix-septième Rencontres de la Chartreuse de Villeneuve-les-Avignon. Elles sont organisées par le Centre Acanthes, que la Caisse des dépôts accompagne depuis quatre ans.

Face aux situations extrêmes subies par certains peuples, la Caisse des dépôts leur a apporté une aide d'urgence : en Chine, au Liban, en Roumanie, au Salvador.

Depuis 2 ans, la Caisse des dépôts, en collaboration avec les collectivités locales françaises, participe à des actions de développement en faveur de plusieurs villages d'Afrique et d'Amérique Latine.

En partenariat avec les élus locaux, la Caisse des dépôts crée un fonds de coopération pour l'Europe de l'Est. Il a déjà permis d'accueillir plus de 150 cadres afin de les former à la gestion locale.

Culture et solidarité se rejoignent pour fonder, au sein de la Caisse des dépôts, un mécénat sans frontière.



CULTURE

PHOTOGRAPHIE

L'empreinte de la mémoire

Pour leur XXIe édition, les Rencontres d'Arles nous convient à une plongée dans l'histoire du siècle

ARLES

de notre envoyé spécial

Comme les Chinois en 1988, les jeunes Tchèques sont venus en bloc. Leur groupe enthousiaste a découvert les gradins bondés du Théâtre antique et les ruelles balayées par le mistral. Ils ont moins de trente ans et sont issus pour la plupart de l'école pragoise Famu. Le palais de l'Archevêché accueille leurs travaux caractérisés par le goût du rêve et une fidélité à la tradition.

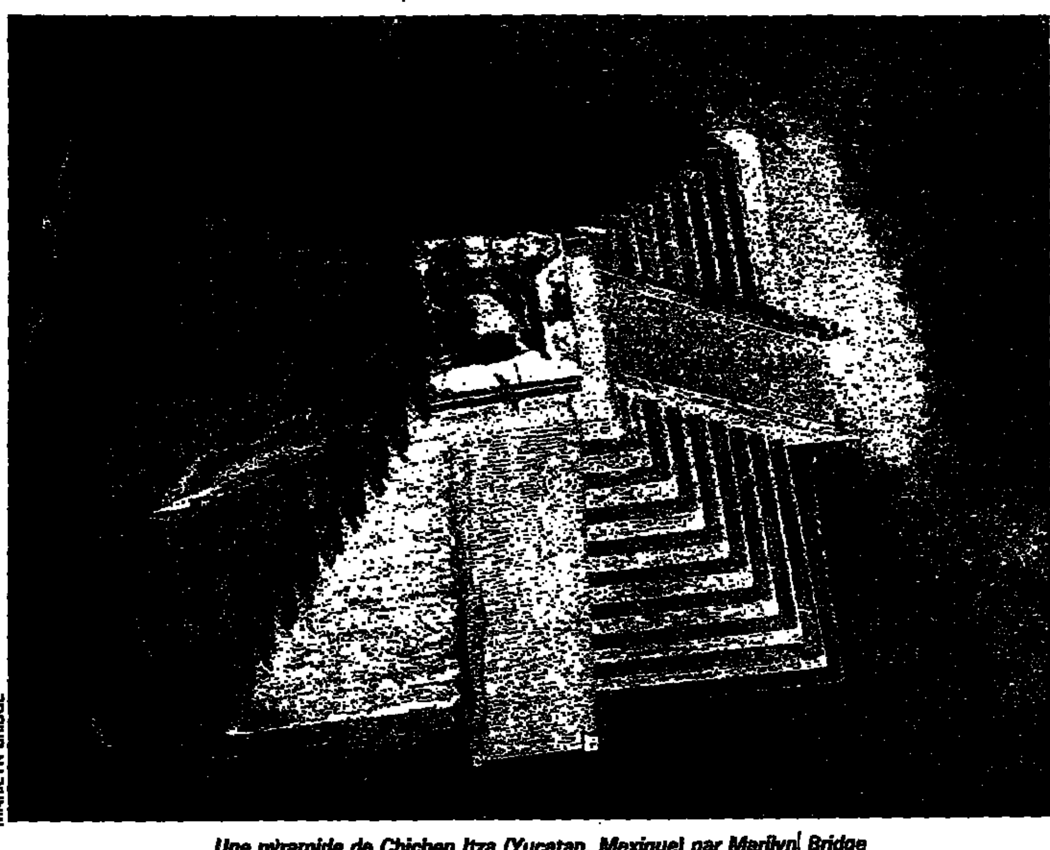
Les portraits fantômes de Pavel Mara, fixés sur des linges, ont l'aspect de suaires accrochés par des clous. On retrouve ce traitement iconique dans les figures symboliques d'Ivan Pinkava, impressionnées par Munch, et les curieux «para-portraits» de Kamil Varga, séduits par la philosophie orientale. Mais les contes poétiques de Peter Zupnick, les fables visuelles de Prekop ou les montages colorés de Svolik manquent de force et de maturité. Leurs œuvres, inventives, sont inabouties formellement. Paul Banka, autodidacte, est un poète : ses nus au Polaroïd sont proches de ceux d'Outerbridge et de Drtikol, dont il admet la paternité.

Maîtres du baroquisme pragois, Saudek et Drtikol sont les deux stars des Rencontres. Le lyrisme de ces visionnaires hantés par le mythe de la femme fatale est transcendé par des tirages somptueux. Photogrammes, surimpressions ou études de matières alimentent le style de ces expérimentateurs tchèques des années 30. Sudek réalise d'élégantes publicités, Funke vante des parfums, Ruzicka affiche sa radicalité en décrivant trois œufs : le sujet, ici, compte moins que le heurt ou la fusion des formes. Un rai de lumière, un tissu déchiré, une fleur séchée inspirent le regard de ce mouvement guidé par le souffle de l'épure.

Art appliqué et création personnelle se mêlent aussi chez le Yougoslave Nikola Vuco, ami de Breton et de Man Ray. Cet octogénaire serbe était totalement inconnu en France. A mi-chemin du constructivisme et du surréalisme, il vise à *«déséquilibrer le réel»*. L'énigme du quotidien, la vie cachée des objets engendrent chez lui un monde abstrait, secret, poétique. Mais aussi très ludique, à l'image de cette locomotive miniature vrombrissant sur un fil et titrée *coupe d'or de l'illusion* (1930).

Le pèlerinage dans un camp sibérien de Kazlauskas, l'humanisme rural d'Aleksandras Macijauskas témoignent du travail des opérateurs lituaniens. Cette esthétique crue, sans apprêt, est aussi celle des opérateurs de RDA. Critiquer la société, dénoncer, accuser l'état des choses est l'objectif de cette «génération oubliée». Déchets, ruines, murs, béton, grisaille sanctionnent le poids de l'Histoire. Mathias Hoch, Jens Rotsh ou Rudolf Schaffer montrent un monde déshumanisé, sans âme et sans beauté, d'une froideur polaire.

La même sensation de cauchemar éveillé sourd des bunkers ionisés d'Eramus Schröter comme du reportage clinquant de Volker Hinz sur L'Area, boîte à la mode du New-York des années 80. Cette photographie obéit à une nécessité : elle dément l'ordre jadis en vigueur. Un bon exemple en est offert par l'agence Bilderberg à Hambourg, créée en 1983 par quinze auteurs. Voir, pour eux, est un acte de prise de conscience. Mais de ces sujets magazines, aux tons criards, seuls émergent les portraits classiques de Andrej Reiser.



MARILYN BRIDGE

Une pyramide de Chichen Itza (Yucatan, Mexique) par Marilyn Bridge

Visiter en toute liberté

A ce mélange d'académisme et de pseudo-modernisme, les auteurs occidentaux apportent un utile contrepoint. Stefan Duroy, dans des tons neutres, parcourt la RDA sinistrée comme un vaste terrain vague. En camping-car, Raymond Depardon accomplit, seul, en quinze jours, un périple de trois mille kilomètres, de Berlin à Bucarest en passant par Prague. Ce reportage, non objectif, d'un visiteur de l'Ouest décrit l'apprentissage de la liberté comme un chemin douloureux. Selon son habitude, Depardon note une réalité qu'il ne partage pas. Malgré le recul, ses vues – mouroirs d'enfants atteints du sida, arrivée des hordes de mineurs à Bucarest – glacent le sang. *«Visiter des pays de l'Est en toute liberté, c'est ça la nouveauté»*, conclut-il.

L'ensemble proposé à l'Espace Van Gogh sur l'archéologie, second thème de ces Rencontres, est, en revanche, décevant. La vision romantique des ruines liée au voyage et à l'attrait des contrées lointaines par des pionniers de la photographie – Adolf Braun, Charles Nègre, Maxime du Camp ou John Greene – se mêle sans transition aux pratiques actuelles et pâtit d'un accrochage bâclé. Décoder les messages inscrits dans la nature ou dans les sites des civilisations passées est le but de Marilyn Bridges. En avion, avec une lourde caméra, cette Américaine décrypte la Terre, tel un corps. Reliefs, strates, plis, arêtes, fronces et cicatrices, esquissent une calligraphie indiscernable du sol. Survolant des lieux séculaires, pyramides mayas ou mégalites anglo-saxons, Bridges marie documentation scientifique et expression personnelle. A travers ces vestiges mythologiques, elle suggère avec une alacrité digne de Klee l'imperceptible monumentalité de l'infini.

Charnier à Saint-Trophime

Le choc du présent et du passé est perçu tout autrement par trois archéologues du futur. L'Italien Barbieri, coloriste dans la lignée de Ghirri, confronte histoire et modernité grâce à des vues panoramiques, très théâtrales, qui paraissent d'un autre temps. Opérant à l'aide d'une chambre ancienne, sous un drap noir, le Californien Richard Minsrach fixe dans le désert du Nevada des charniers de bétail. Ce monument funéraire, dédié à la fin du vingtième siècle, choque d'autant plus qu'il est dressé dans la salle capitulaire du cloître Saint-Trophime.

Après Rousse et Boltanski, Pascal Kern, invité de Catherine Béraud, occupe la chapelle du Mejan. Vestiges robustes d'actions disparues, ces rebuts industriels, érodés, oxydés, sont des sculptures en soi. Kern dote ces blocs de temps abandonné (moules, matrices, empreintes) d'une imposante force mentale.

Des soirées, très venteuses, il faut retenir l'hommage de Bob Pledge à Gilles Caron, ce météore mythique. Et remercier Michel Nuridsany d'avoir vanté le charme des étreintes passionnées. Des chromos 1900 aux transvestis de Molinier, cette ode à l'amour, malgré un sens douteux de la provocation, eut la vertu de secouer le public en lui projetant des images parfois très osées.

Bouquet final, le ballet de l'Histoire conté par Magnum. Une fresque flamboyante, merveilleusement réglée par Jean Lelièvre, restitue la longue marche de la liberté. Ces quarante années de témoignages politiques rapportés par une pléiade de grands photographes se prolongent à la Bourse du travail par une exposition imprévue qui répète, hélas! tous les travers de la rétrospective de Paris.

Grâce soit rendue à Agnès de Gouvion Saint-Cyr, directrice intérimaire de ces Rencontres. En trois mois, elle a mis sur pied un programme cohérent, logique, peut-être un peu trop sérieux pour un festival. Mais sa rigueur corrige les errements du passé. Il laisse les coudées franches à son successeur pour ramener Arles dans la voie du dynamisme, de l'invention et de la création.

PATRICK ROEGIERS

▶ Rencontres internationales de la photographie d'Arles, jusqu'au 15 août. Tél. : 90-96-76-06.

Avignon 90

de nos envoyés spéciaux

Rien que le geste de vivre

L'International Visual Theatre, composé de non-entendants est venu du château de Vincennes jusqu'à la Chartreuse

Immense fut l'émotion suscitée par *le Regard du sourd*, de Robert Wilson. L'acte créateur de Wilson avait pour racine un enfant, comme l'on disait encore, «sourd-muet», et cette fabuleuse allégorie, extrêmement onéreuse, n'avait pu être réalisée que par le concours d'associations et d'entreprises qui, directement ou non, intervenaient de ce fait dans l'univers des sourds-muets. *Le Regard du sourd*, théâtre fait d'images et de gestes sans paroles, n'était pas du mime. C'était autre chose, un silence crucialement vécu, un mystère, une douleur sourde chronique, tout un monde rêvé, toute une tentative de libération. Chaque participant disait en silence, par chacun de ses actes : *«Je suis un évadé.»*

Aujourd'hui, un collectif de femmes et d'hommes «malentendants», ou «non-entendants» (il existe un problème de vocabulaire à ce propos, l'emploi du terme «sourd» étant proscrit parfois, permis ailleurs), s'exprime par le théâtre. C'est la compagnie International Visual Theatre, créée en 1977. Elle présente dans la grande chapelle de la Chartreuse de Villeneuve, une pièce créée au château de Vincennes : *les Pierres* (*le Monde* du 1er avril 1989).

Ce sont quatre personnes en vacances. Un couple de jeunes femmes, l'une aime les voyages, l'autre pas. Un officier de marine qui se repose avant de reprendre le large. Et un homme sans signe particulier, appelé par le programme «le frère». Ces quatre réels «non-entendants» vont jouer des réactions, des idées, des projets, des échanges physiques ou spirituels, tout ce qui est le tissu habituel de tels et tels jours des vies. Ils jouent cela sans paroles, et pas du tout par les signes de l'alphabet gestuel des «sourds-muets», mais par des mouvements des membres, du corps, par toute une richesse d'imagination anatomique, qui est de toute beauté, qui est absolument poignante, mais pas chagrine.

Ce ne sont pas les gestes mentaux, les gestes précis, programmés, maîtrisés, imitatifs, du mime. Ce ne sont pas les mimétismes vagues, de bonne volonté, des entendants qui jouent, en société, au «portrait chinois». C'est un don de présence, une volition de vivre, une aspiration, sans nom. Une référence lointaine pourrait être la musique, puisque la musique c'est des sons, bien sûr, mais pas des paroles : il faudrait imaginer par exemple que Bach, au lieu d'inventer les notes d'une partita, invente des gestes, pour être Bach.

Le metteur en scène de cette très belle chose, Thierry Roisin, a eu l'idée assez juste de confronter cette imagination créatrice silencieuse des non-entendants avec les paroles d'un texte de Gertrude Stein, dit par une employée de la pension où sont supposés se reposer les quatre muets. Le texte a été bien choisi, car l'art particulier de Gertrude Stein est comme une tentative de handicap psychomoteur simulé, une recherche intelligente, attachante, sur des trous de mémoire, des blancs de la conscience. Les phrases sont répétées, comme par un oiseau ménate qui ne les comprendrait pas.

Les acteurs sont Victor Abbou, Levent Beskardès, Monica Flory, Nathalie Joly, et Chantal Liennel. Décor de Stéphane Makedonsky, costumes de Geneviève Humbert, Lumières de Gérald Karlikow, tout cela excellent. Cette heure de théâtre est si forte, si belle, qu'elle s'impose d'elle-même, et que les entreprises culturelles se doivent de l'inviter, dans nos villes.

MICHEL COURNOT

▶ Chapelle de la Chartreuse, à 22 heures. Jusqu'au 30 juillet.

Les nuits du Ramayana

Avignon se clôt avec cette tournée du Ramayana venu d'Asie du Sud-Est. Un enchantement.

Une longue nuit, comme Avignon les aime. Moins longue, toutefois, que celles du *Mahabarata*, de Peter Brook, en 1985, et du *Soulier de satin*, de Vitez, en 1987. Cinq petites heures seulement : l'aube est encore loin lorsque le singe blanc Hanuman met le feu à la citadelle de Lanka.

La première partie est une représentation du Khôn, ballet classique thaï. A Bangkok, il nous avait légèrement déçus. Dans la Cour d'honneur, il nous ravit. Nous en aurons l'explication. Nous avions vu là-bas la troupe secondaire, alors que celle venue à Avignon – par un privilège inouï accordé au musicologue Jacques Brunet, ami de longue date des artistes asiatiques et conseiller de cette tournée du Ramayana – est la troupe suprême, celle que les Thaïs eux-mêmes ne voient pas. Elle ne sort pas du palais royal, où elle ne donne que huit à dix représentations par an, à l'occasion de circonstances solennelles, visites de chefs d'Etat, par exemple.

Voilà sans doute les plus éblouissants costumes vus cet été dans les diverses formes du Ramayana. Princes, singes et démons rivalisent d'éclat, dans des justaucorps d'épais velours et brocards scintillants d'or et de pierreries. Il faut, paraît-il, trois heures pour les coudre pièce par pièce sur les danseurs. Les hautes tiares effilées sont recouvertes de feuilles d'or ; les épaulettes et les mains se retroussent comme des toits de pagode. Les masques, tous différents et multicolores, sont d'une imagination effrénée. Dans le Gamelan, qui accompagne les danseurs, un petit chœur au timbre soutenu raconte et commente l'action, déclamant parfois le texte à la place des personnages.

L'art de la danse thaï est un art baroque, infiniment gracieux et maniéré pour les princes et les femmes (Sita et ses suivantes), plus violent pour les démons, qui frappent le sol de leurs pieds, souvent comique pour les singes, qui culbutent, font la roue et se grattent. On retrouve quelques principes de notre danse académique occidentale, l'en-dehors, les demi-pliés en seconde ou en quatrième position.

Le morceau de bravoure est l'affrontement des deux armées, qui se menacent de loin par mille petits gestes drôles, avant de s'empoigner. Sous des parasols de soie flamboyants, Rama et son ennemi mortel, Ravana, se font face debout sur des chars tirés par des jeunes filles coiffées de têtes de cheval. Mais nous ne verrons pas la fin de la légende. Les deux armées font une trêve jusqu'au lendemain et se replient chacune de son côté.

Le Wayang Orang, qui constitue la seconde partie du spectacle, est aussi un très ancien divertissement royal, qui nous vient de Yougykarta, Java. Il est donné par la même troupe que le sublime opéra dansé, *Langen Mandra Wanara* (*le Monde* du 20 juillet). C'est un théâtre à la fois parlé, psalmodié, dansé, partiellement masqué, accompagné par un important Gamelan et un petit chœur. Sans être aussi luxueux que ceux du Khôn, les costumes n'en sont pas moins beaux, l'opulence se manifestant ici dans les superpositions d'étoffes, de ceintures, d'écharpes divinement manipulées. Et, toujours, les bijoux, les coiffes ouvragées et les masques.

Une fois de plus, on est fasciné par ces bras qui s'articulent comme des algues, ces mains au langage si délicat, la grâce précise et savante des attitudes et des déplacements. L'épisode raconté ici est celui de la mission d'Hanuman, interrogé par Rama pour tenter de retrouver Sita, prisonnière de Ravana. Hanuman fait grand carnage de Raksasas (démons), avant d'être atteint d'une flèche, capturé, traîné sur le bûcher. Il s'en échappe et met le feu à toute la ville, les flammes étant figurées par de grands éventails qu'agitent les acteurs-danseurs. Une manière d'embrasement final du *Crépuscule des dieux*, lorsqu'il faut bien revenir chez nous après l'enchantement du Ramayana.

SYLVIE DE NUSSAC

EXPOSITIONS

1,3 million de visiteurs pour les rétrospectives Van Gogh d'Amsterdam

AMSTERDAM

de notre correspondant

La double rétrospective des œuvres de Vincent Van Gogh, qui se tenait depuis le 31 mars au Musée Van Gogh d'Amsterdam et au Musée Kröller-Müller d'Otterlo, a fermé ses portes, dimanche 29 juillet, sur un immense succès. Les deux expositions ont été visitées par près de 1,3 million de personnes, dont 860 000 au Musée Van-Gogh où étaient montrés 130 tableaux et 425 000 au Musée Kröller-Müller, réservé à 250 dessins.

Aussi bien à Amsterdam qu'à Otterlo, les musées ont reçu en quatre mois plus de visiteurs que pendant une année normale, bien que la totalité des billets n'ait pas été vendue. Les organisateurs avaient, en effet, fixé à 1,4 million le nombre d'entrées possibles, en fonction de la capacité d'accueil des deux établissements. Si les compatriotes de Van Gogh ont acheté 500 000 entrées, les visiteurs étrangers ont été de loin les plus nombreux. Les Français, notamment, ont rendu un hommage massif au peintre : 130 000 d'entre eux se sont déplacés aux Pays-Bas, suivis des Belges (100 000) et des Allemands (90 000). Les expositions Van Gogh ont contribué à faire tourner à plein l'industrie touristique néerlandaise, sans que le flot des visiteurs se transforme jamais en un raz de marée incontrôlable.

Le système de vente anticipée des billets, expérimenté pour la première fois en Europe, a rendu possible un étalement d'ensemble des allées et venues du public. Les visiteurs ont apparemment bien compris les règles du jeu nouveau de la réservation, celle-ci portant non seulement sur le jour de la visite mais aussi sur la tranche horaire pendant laquelle elle pouvait débuter. Enfin, ce mode de vente des billets n'a pas engendré de marché noir excessif. Les organisateurs de l'Année Van Gogh pourront sans doute se flatter, à terme, d'avoir fait œuvre de pionniers : plusieurs directions de musées – celle du Louvre et de la National Gallery, en particulier – sont venus étudier sur place le fonctionnement du système.

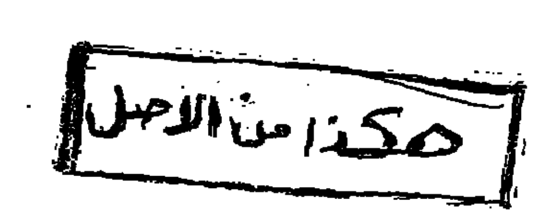
Il y a toutefois une ombre au tableau : le Musée Overholland, voisin du Musée Van-Gogh, a également fermé ses portes en même temps que la rétrospective... mais à cause d'elle et peut-être définitivement. Son directeur-fondateur a vu dans la construction du Village Van Gogh un signe du laxisme de la municipalité. Celle-ci avait promis d'aménager le fameux Muséum Plein, sur lequel est située l'entrée du Musée Overholland, en un espace piétonnier, mais elle persiste à l'utiliser comme lieu d'accueil pour toutes sortes de manifestations. Accusant la mairie d'avoir cédé à la pression des sponsors de l'Année Van Gogh pour installer un village de tentes réservé à une «Foire commerciale», le musée a pris la décision de se saborder, trois ans après son ouverture.

Entièrement privé, le Overholland était spécialisé dans l'exposition d'œuvres sur papier d'artistes contemporains. Les tentatives de médiation entre la Ville et la direction du musée sont jusqu'à présent restées vaines.

CHRISTIAN CHARTIER

Un siècle après, des « obsèques » officielles à Auvers-sur-Oise

Le village d'Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise), où vécut et mourut Vincent Van Gogh, s'est racheté dimanche de l'indifférence dans laquelle avaient eu lieu les obsèques du peintre, le 29 juillet 1890, en organisant, un siècle après jour pour jour, une marche silencieuse et une messe. Cinq cents personnes ont assisté à ces «obsèques» et se sont rendues jusqu'au cimetière où reposent Vincent et son frère Théo, mort quelques mois après lui. A l'époque, le décès du peintre n'avait eu que très peu d'écho. Le curé d'Auvers avait refusé de célébrer un office parce que l'artiste s'était suicidé. Seuls les rares amis l'avaient accompagné jusqu'à sa dernière demeure. L'unique Auversois présent était le docteur Gachet, médecin et ami de Van Gogh, qui l'avait invité à séjourner dans ce petit village de l'Ile-de-France.



هكذا من الاصل

CULTURE

MUSIQUES

L'ogre et la gazelle

Gabriel Bacquier et Barbara Hendrickx aux prises dans « Don Pasquale »

AIX-EN-PROVENCE

de notre envoyé spécial

Le Festival d'Aix s'est achevé dimanche 29 juillet dans un éclat de rire avec le *Don Pasquale* de Donizetti, en dépit du souci de ses responsables. Il semble en effet difficile à ces derniers de poursuivre une politique de qualité, digne de la tradition d'Aix (dont on a voulu faire, à juste titre, le « Salzbourg français »), alors que le ministère de la culture et la municipalité tendent à se dégager, obligeant le Festival à trouver 70 % de ressources propres.

Même si le remplissage des opéras et des concerts a été satisfaisant, le prix des places, de 880 F (pour *les Indes galantes* et *l'Enlèvement au sérail*) ou 680 F (pour *Don Pasquale*), devient tout à fait intolérable, alors même que la qualité de l'orchestre et de certains chanteurs (pour *l'Enlèvement*) prêtait à critique. Le chef-d'œuvre de Rameau, sous la direction de Christie et dans la mise en scène « acrobatique » d'Arias, a heureusement maintenu la réputation exceptionnelle attachée à Aix.

Plus classique, la production de l'opéra-bouffe de Donizetti, déjà rodée à Lyon en décembre, était d'une excellente facture : décors empire, de Lauro Crisman, avec une pointe d'excentricité correspondant au personnage de ce barbon qui veut se marier ; costumes tirant vers Louis-Philippe (Don Pasquale, alias M. Thiers) ; mise en scène vive et bien remplie de Patrizia Gracis, pleine de marches, démarches, jeux de mains, valises, robes, habillages et déshabillages, etc., pour une musique qui, elle aussi, fait beaucoup de gestes et qu'il faut bien « habiller » à son tour pendant ces vastes arias et ensembles dignes de l'*opera seria*.

On ne sent guère la surcharge d'ailleurs, tant les chanteurs ont parfaitement intégré cette mise en scène. Barbara Hendrickx est une Norina au timbre rare, exquis et suave, à la technique ailée, malgré l'une ou l'autre difficulté, un personnage adorable, même si on a quelque peine à imaginer cette gentille gazelle noire se transformant en virago, dès la signature du contrat de mariage.

Que Don Pasquale s'y laisse prendre étonne de la part de l'ogre Bacquier, mais le grand Gabriel est tellement ravi de jouer un rôle comique qu'il est prêt à faire la bête, et il remplit la scène de ses cris, de ses feulements amoureux, de son énorme « *Una bomba in mezzo al core* », quand Norina lève pour la première fois son voile ! Prodigieux acteur, qui, lorsque son épouse lui donne une gifle, fait basculer l'atmosphère dans la tragédie noire par son seul visage, avant de nous gratifier d'un duo hilarant à la Chaplin avec Malatesta. Prodigieux chanteur et diseur qui nous ferait croire que nous savons l'italien, tant il en exprime le suc.

Une verve joyeuse et précise

Gino Quilico s'élève à leur niveau ; en Malatesta, il a pris une ampleur vocale, une carrure et un humour tout à fait savoureux, tandis que Luca Canonici campe un Ernest romantique et mélancolique, à la voix un peu pointue, mais séduisante, malgré un rhume. Le notaire de René Schirrer, les chœurs de Donald Palumbo, qui chantent et dansent un ballet endiablé des serviteurs, style comédie américaine, et l'Orchestre Sinfonietta de Varsovie, aux sonorités un peu acides cependant, prennent leur part de ce charmant spectacle, dirigé avec une verve joyeuse et précise par Gabriele Ferro.

Un mot encore pour signaler la fin de l'excellent cycle de musique française, donné dans le cloître de la cathédrale Saint-Sauveur, au milieu des lauriers roses, avec un merveilleux concert Costeley où le *consort* de violes se mêlait aux roucoulements des colombes et aux chanteurs d'*A sei voci* dans ces polyphonies qui renferment la quintessence de la langue et de la musique de notre Renaissance.

JACQUES LONCHAMPT

▶ Don Pasquale, en coproduction avec la Société lyonnaise de banque, a été enregistré par Erato, avec l'Orchestre de l'Opéra de Lyon.

DISQUES

Au-delà du bayou

▶ Zachary Richards : Women in the Room.
Disque, cassette,
CD A&M/Polydor.

Au fond de leurs bayous, les Cajuns ne valent guère mieux dans l'imaginaire américain que les Indiens du *Massacre de Fort Apache* ou les hillbillies dégénérés de *Délivrance*. La preuve, l'une des meilleures variations sur le film de Boorman, *Sans Retour*, de Walter Hill, leur avait donné le rôle des sauvages. Par sympathie francophone (il est insupportable de voir des cousins d'Amérique aussi mal traités que les Bretons le furent en France), la musique cajun a connu chez nous un succès sans commune mesure avec sa diffusion en Amérique. Mais voilà que, la renommée de Daniel Lanois (Acadien d'Acadie, émigré ces dernières années en Louisiane) aidant, Zachary Richards sort son premier album sur un label multinational.

Les puristes reprochent depuis longtemps à Zachary Richards de faire sa petite cuisine en ajoutant d'autres ingrédients (rythm and blues, country) que ceux que la tradition fait entrer dans la composition du zydeco. Le genre – musique de baloche irrésistible – est encore représenté sur *Women in the Room* (*Zack's Zydeco, Take me away*), mais le disque tourne autour de trois ballades magnifiques, *Shades of blue, No French no more* et *la Ballade de Howard Hebert*. Le dernier titre, chanté en français sur une mélodie country, fait un bel enterrement à la vie que les métayers cajun ont menée pendant deux siècles.

L'ombre de Daniel Lanois plane sur *Women in the Room*, même s'il est simplement crédité d'un remerciement au dos de la pochette. Selon les préceptes du maître, la production (Jim Scott avec Zachary Richards) préfère toujours le moins au trop, et Richards passe ainsi sans efforts les limites de l'artiste de genre pour prendre sa place aux côtés de Ry Cooder, Los Lobos (on retrouve d'ailleurs l'omniprésent Steve Berlin, le saxophoniste du groupe) ou des Neville Brothers, dans ce réseau de musiciens américains qui essaient de donner un peu de profondeur de champ au rock.

Au même moment, sur un registre plus anecdotique, sort chez Island *Where's There Smoke, There's Fire*, le nouvel album de Buckwheat Zydeco. Le groupe de Stanley Dural bouche les trous avec quelques instrumentaux qui ne tirent pas à conséquence et des reprises plus ou moins bien venues (*Beast of Burden*, des Stones, amusant, ou *Route 66*, superflu). Trois mois plus tôt, *Where There's Smoke* aurait pu passer pour un achat utile, aujourd'hui il joue surtout les faire-valoir de l'album de Zachary Richards.

T. S.

ARTS

Riches réserves suisses

Le Petit Palais de Genève a prêté une partie de ses collections de peinture à Marseille
De quoi faire une anthologie plaisante

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Le palais de la Bourse, siège de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille, est un très monumental bâtiment de style haussmanno-mésopotamien, à colonnes épaisses, construit autour d'un grand patio carré, décoré de pendules déguisées en armoires et d'une collection de scaphandres dorés et de modèles réduits de navires en bois vernis. La peinture n'est pas fort à son aise dans ce décor où il y a trop d'ornements et pas assez de murs. Pour y exposer une partie des collections du Musée du Petit Palais de Genève, il a fallu placer des cimaises en zigzag dans le patio et construire des échafaudages métalliques pour suspendre les lampes.

L'effet est désastreux, les tubes obstruent les perspectives et, là où ils font défaut, on a placé quelques plantes en pots et des parasols façon studio de télévision, histoire sans doute d'ajouter au chaos.

Et cependant la peinture tient. Ni la chaleur, ni les reflets n'empêchent tout à fait de s'apercevoir que le Petit Palais n'a pas été chiche et a prêté des œuvres remarquables. Elles n'ont en commun que d'avoir été exécutées en France entre 1870 et 1940, ce que signale à sa manière le sous-titre de l'exposition, *De Renoir à Kisling*. Deux ensembles se distinguent par leur cohérence et leur qualité, celui des impressionnistes et celui de l'entre-deux-guerres.

Le premier rassemble quelques paysages de Guillaumin – honnêtes sans plus –, une nature morte et un nu de Renoir – bien tous les deux –, un beau portrait d'Angrand, un Cross magnifiquement composé, un sublime petit pastel de Degas et une toile de premier ordre de Caillebotte, un paysage de Normandie dans lequel avance, vêtu d'une blouse bleue, Claude Monet. Le chef de file des impressionnistes y fait étrange figure : on dirait une sorte de maquignon renfrogné, les épaules et le cou épais, le regard mauvais. Ironie volontaire ou involontaire ? De tous les portraits de Monet, celui-ci est le plus inattendu, le plus puissant et, peut-être, le plus révélateur.

Entre cette suite des années 80 et l'après-14, peu de tableaux captivants, deux Jacques-Emile Blanche, dont une effigie de Proust navrante de prétention poseuse, un Douanier Rousseau peu remarquable et, seule exception heureuse, un autoportrait de Forain. La suite est plus fournie ; on y trouve, pêle-mêle, une baignade à Perros-Guirec de Maurice Denis, parfaite dans le genre kitsch acidulé, et une collection de nus féminins où Lhote l'anguleux voisine avec Derain le voluptueux, Valmier l'allusif avec Van Dongen le provocateur.

A proximité, des exercices cubistes de Maria Blanchard, de Metzinger et de Bissière et une abstraction de Gleizes. Ce sont des maîtres du second rayon, il est vrai, mais dont les œuvres, choisies avec précision, valent mieux que bien des rogatons aux signatures plus illustres. Qu'il y ait à l'entour quelques toiles médiocres, des naïfs dont on ferait volontiers l'économie et même un Brayer, cette surchage ne parvient pas à gâcher cette anthologie imprévue. Preuve, si besoin était, que la bonne peinture est à son avantage même dans les circonstances les plus périlleuses.

PHILIPPE DAGEN

▶ Hall du palais de la Bourse, La Canebière, 13000 Marseille ; jusqu'au 1er octobre.

□ **Des pièces volées au musée du Val retrouvées à Nice.** – La plupart des pièces volées le 19 juillet dans le Musée d'art sacré du Val, près de Brignoles (Var), ont été retrouvées vendredi 27 juillet dans un garage de Nice, et deux personnes ont été arrêtées. Les œuvres devaient être écoulées vers l'Italie. Parmi elles figuraient notamment un tabernacle circulaire catalan du XVII[e] siècle, des statues de la Vierge des XVIII[e] et XIX[e] siècles, des livres d'heures de pénitents.

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

– Régine et François PASQUET
ont la joie d'annoncer la naissance de

Caroline et Céline,

le 27 juillet 1990.

40, rue de la Justice,
75020 Paris.

Décès

– *Les familles Bedou, Kowalewski, Sandra, Moreau, Sabbadini, Schmidtt, Sarlin, Hermitte, Luce,*
ont perdu leur

Patrick BEDOU,
ancien élève de l'ISTOM,
responsable de marketing
de Dow Elanco,

décédé à Abidjan, à l'âge de vingt-six ans.

Cérémonie religieuse, mercredi 1er août, à 10 h 30, en l'église d'Eguilles, près d'Aix-en-Provence.

– Julie Bataille-Bellu,
sa sœur,
Nathalie Laguerre,
Hortense Murjahn,
ses tantes,
E tous ses nombreux amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Michel BRASIER,
née Catherine Soopko,

survenu le 20 juillet 1990, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 31 juillet, en l'église-cathédrale Saint-Alexandre-Nevski, 12, rue Daru, Paris-8e, où l'on se réunira à 14 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Sainte-Geneviève-des-Bois, dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Lucien-Guitry,
75020 Paris.

– Sa famille,
Et ses amis,
ont le regret de faire part du décès de

M. André CHABANEL,
ancien président du conseil général
de l'Ardèche,
chevalier de la Légion d'honneur,

Les obsèques ont été célébrées en l'église de Laurac-en-Vivarais, le 27 juillet 1990.

Chabanel,
La Chabrière,
07110 Laurac-en-Vivarais.
Eymery,
Saint-Martin-Nord,
07200 Aubenas.

[Né le 6 décembre 1906 à Privas (Ardèche), instituteur, André Chabanel avait été maire de Laurac de 1946 à 1971 et conseiller général du canton de Largentière de 1951 à 1988. Membre du Parti républicain, il avait été élu président du conseil général de l'Ardèche en mars 1982 au bénéfice de l'âge et avait renoncé à cette fonction, deux mois plus tard, afin de permettre à M. Henri Torre, sénateur (UDF-PR) de retrouver son fauteuil.]

– Danièle et Eric Roditi
et leurs enfants,
Charlotte Guinier,
ses enfants et petits-enfants,
Lia Dalan,
sa mère,
Roland Guinier du Vignaud,
Ses amis,
font part du décès de

Maria DALAN,
journaliste à *la Tribune,*

le 27 juillet 1990.

La levée du corps aura lieu le mardi 31 juillet, à 13 h 30, à la clinique de la Fondation Pereire, 1, rue Collange, *Levallois-Perret (Hauts-de-Seine).*

L'inhumation aura lieu à Ferrare (Italie).

– Les familles Dargaud, Dufour et Verdin,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges DARGAUD,
éditeur,
officier de la Légion d'honneur,
officier des Arts et des Lettres,
officier du Mérite agricole,

survenu le 18 juillet 1990, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le mardi 24 juillet, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau.

Cet avis tient lieu de faire-part.

(Le Monde des 20 et 21 juillet.)

– *Paris, Berlin, Athènes.*

Yscult,
son épouse,
Pauline,
sa fille,
Avghi,
sa sœur,
Et sa famille,
ont la tristesse de faire part de la disparition de

Kimon GEORGIADÈS,

le 15 juillet 1990, dans sa quatre-vingt-septième année.

L'inhumation a eu lieu au cimetière parisien de Bagneux, dans l'intimité.

4 *bis*, villa Santos-Dumont,
F–75015 Paris.

– *Mme Paulette Hautecouverture,*
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean HAUTECOUVERTURE,
ingénieur civil des Ponts et Chaussées,
ingénieur en chef hors classe honoraire
de la SNCF,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu à Paris, le 25 juillet 1990, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise ont eu lieu le vendredi 27 juillet, dans la stricte intimité familiale, suivant la volonté du défunt.

21, rue Lasson,
75012 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Marc LACROIX,

survenu le 20 juillet 1990, à l'âge de soixante-six ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La *cérémonie religieuse sera célébrée* le mardi 31 juillet, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6e.

L'inhumation aura lieu au cimetière communal de Bagneux, dans le caveau de famille.

Anniversaires

– Il y a quatorze ans,

Véronique CRUSE-SANSON

nous quittait.

Il est demandé à tous ceux qui l'ont connue une prière ou une pensée de connivence avec elle, là-haut.

Remerciements

– Mme Christian-Georges Vieljeux
Et ses enfants,
très touchés et émus des nombreuses marques d'affection et de sympathie témoignées lors du rappel à Dieu de

Christian-Georges VIELJEUX,

remercient tous ceux qui se sont associés à leur chagrin.

Qu'ils trouvent ici l'expression de leur profonde gratitude.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

LOTO SPORTIF
RÉSULTATS OFFICIELS

MATCHS DU JOUR : LILLE [1] NANTES [1]
MONTPELLIER [2] SOCHAUX [0]
AUXERRE [0] MONACO [1]

13 bons pronostics	31	62 838 F
12 bons pronostics	677	3 016 F
11 bons pronostics	8 047	253 F
MATCHS DU JOUR :		
LILLE – NANTES	19 141	16 F
MONTPELLIER – SOCHAUX	16 304	18 F
AUXERRE – MONACO	8 673	35 F

NUMÉRO PACTOLE [5]

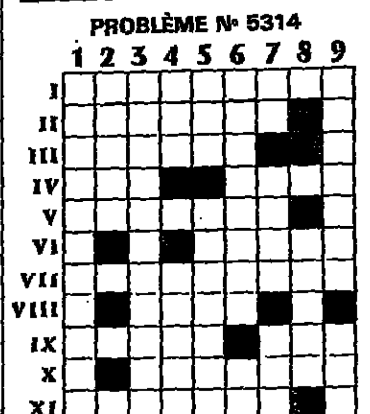
TIRAGE DU LOTO

14 29 31 33 37 44 — 27 (numéro complémentaire)

6 BONS N°	16	659 970,00 F
5 BONS N° + complémentaire	50	65 935,00 F
5 BONS N°	2 087	4 965,00 F
4 BONS N°	93 284	115,80 F
3 BONS N°	1 537 271	10,00 F
BONUS DU SAMEDI		20,00 F

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5314



HORIZONTALEMENT

I. Parfois tenue pour une demoiselle. – II. Comme une fontaine permettant de se rincer l'œil. – *III. Qu'on voit souvent courir.* – IV. *Se montra* très hardi. Qui n'a donc pas assez poussé. – V. Peut soutenir une corniche. – VI. Ne siffle pas encore. – VII. Pas avisé. – VIII. Comporte une trouée. – IX. Aspirations difficiles à réaliser. Planches. – X. Qu'on ne rencontre pas souvent. – XI. *Un homme qui ne fait que passer.*

VERTICALEMENT

1. *Spécialistes de l'habillage des* sièges. – 2. Un homme qui ne manque pas d'estomac. – 3. La grande ville. – 4. Le plancher des vaches. Certains leur donnent de l'importance. – 5. Massif, en Suisse. Pas comme une pierre qui roule. – 6. *Comme une cavité où il y a un os. Morceau de sucre.* – 7. Adverbe. Golfe miniature. Peut servir de coussin. – 8. Une rumeur en deux mots. – 9. Supérieur. Marin d'origine.

Solution du problème n° 5313

Horizontalement

I. Hameau. Bistouri. – II Eminence. Brin. – III. Non. Raillerie. – IV. Nue. Eu. Rat. Ce. – V. Irun. Air. Ere. – VI. Rose. Cocasses. – VII. Susceptibilité. – VIII. En. Eli. Ré. Râ. – IX. Miss. Tic. Var. – X. Eta. Espérance. – XI. *Navet. Asie. Onde.* – XII. *Trameur. Stentor.* – XIII. Sire. Néméens. – XIV. Eire. Esturie. – XV. Annihilés. Alès.

Verticalement

1. Hennissements. – 2. Amour. *Unitarien.* – 3. *Mineurs. Savarin.* – 4. *En. Noces. Emeri.* – 5. *Aéré. Sel. Eté. Eh.* – 6. *Unau. Epiés. Un.* – 7. Ci. Pareil. – 8. Bellicistes. – 9. Rob. Irisées. – 10. Suer. Circaètes. – 11. Rafale. Enta. – 12. Obit. Si. Consul. – 13. Ure. Est. Vent. Ré. 14. Ri. Créera. Doris. 15. Innées. Armer.

GUY BROUTY

BIBLIOGRAPHIE

« Les Petits Trains de jadis »

De 1865 à la fin des années 30, chaque département a disposé d'un réseau de lignes de chemin de fer d'intérêt local. Etablies le plus souvent en accotement des routes départementales, elles traversaient les agglomérations en en empruntant la rue principale. Brinquebalant, leurs trains transportaient, à une allure de sénateur, voyageurs et marchandises à travers les campagnes. Construits selon des normes économiques – rails légers de 15 kg au mètre, locomotives de 15 tonnes et vitesse de... 15 km/heure –, ces réseaux rendirent de grands services pendant plus d'un demi-siècle. Mais, vu leur inconfort et leur lenteur, ils ne purent résister à la concurrence automobile et disparurent presque tous entre 1930 et 1940, des suites de leur... désaffection. La guerre leur permit, toutefois, de bénéficier d'un bref mais utile prolongement de carrière.

Passionné par ces réseaux oubliés, Henri Domengie a consacré une quarantaine d'années de sa vie à *rassembler les documents disponibles sur leur histoire.* Le troisième volume, « L'Ouest », de son œuvre quasiment encyclopédique, *les Petits Trains de jadis*, vient de paraître (les deux premiers, « Le Sud-Est » et « Le Sud-Ouest » ont été publiés en 1985). Département par département, l'auteur présente une note de synthèse et trace un historique de chaque ligne, en décrit les itinéraires, en recense le matériel, etc. Chacune des trois cents pages de l'album est abondemment illustrée, souvent de reproductions de cartes postales d'époque.

Ce troisième tome est, presque, posthume, puisque Henri Domengie est décédé le 2 février dernier, au moment où s'achevait sa mise en page. Son éditeur, les Editions du Cabri, ont bien l'intention de poursuivre son œuvre : le quatrième et dernier volet de son histoire des petits trains, « Le Nord et l'Est », sera réalisé grâce aux nombreux documents et notes qu'il a patiemment rassemblés.

J.-C. R.

▶ Les Petits Trains de jadis, « Ouest » 450 F, « Sud-Est » 350 F, « Sud-Ouest » 350 F. Editions du Cabri, 06540 Breil-sur-Roya. Tél. : (16) 93-04-46-911

AGENDA

LUNDI 30 JUILLET

CINÉMA

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Le Cinéma des pays nordiques : le Vagabond (1989, v.o. s.t. anglais -traduction simultanée), d'Ola Solum, 14 h 30 ; Element of crime (1984, v.o. s.t.f.), de Lars von Trier, 17 h 30 ; Tourments (1944, v.o. s.t. anglais -traduction simultanée), de Alf Sjöberg.

LES EXCLUSIVITÉS

AFFAIRES PRIVÉES (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Eg., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

ALWAYS (A., v.f.) : Miramar, 14e (43-20-89-52).

L'AMOUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BEST OF THE BEST (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

BLACK RAINBOW (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

CHARLIE (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CONTRE-ENQUÊTE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (*) (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME D'AUTRUI (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS D'AUTRUI (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

DÉLIT D'INNOCENCE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

EINSTEIN JUNIOR (Austr., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

EXTRÊMES LIMITES (A., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

JE T'AIME A TE TUER (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

KILL ME AGAIN (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

LENINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fin., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MANIAC COP 2 (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LES NOCES DE PAPIER (Can.) : La Pagode, 7e (47-05-12-15).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis., v.o.) : Studio 28, 18e (46-06-36-07) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES P'TITS VÉLOS (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE PROVINCIAL (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

LE RETOUR DE FLESH GORDON (*) (A., v.f.) : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

RETOUR VERS LE FUTUR 3e PARTIE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

RÊVES (Jap., v.o.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LA SERVANTE ÉCARLATE (*) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30).

SIDEWALK STORIES (A.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SUPERSTAR (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

THE KING OF NEW YORK (**) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

TOUCHE PAS A MA FILLE (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

TU MI TURBI (It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40)

TUMULTES (Fr.-Bel.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34).

LES FILMS NOUVEAUX

COUPABLE RESSEMBLANCE. Film américain de Joseph Ruben, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

DE HOLLYWOOD A TAMANRASET. Film franco-algérien de Mahmoud Zemmouri, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

DOUBLE JEU. Film américain de Sondra Locke, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MEURTRES EN NOCTURNE. Film américain de Peter Masterson, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

LA NURSE. (*) Film américain de William Friedkin, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

UN ANGE DE TROP. Film américain de James D. Parriott, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

VOYAGEURS SANS PERMIS. Film américain d'Andrei Konchalovski, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES GRANDES REPRISES

ANNA KARÉNINE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

L'ARDENTE GITANE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

L'ATALANTE (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

CÉLINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

CHANT D'AMOUR (**) (Fr.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

CHÉRIE JE ME SENS RAJEUNIR (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

L'EQUIPÉE SAUVAGE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12).

FANTASIA (A., v.f.) : Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : La Bastille, 11e (43-07-48-60).

L'ILE NUE (Jap., v.o.) : Le Champo - Espace Jacques Tati, 5e (43-54-51-60).

L'INCONNU DU NORD-EXPRESS (A., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LUDWIG (It., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04).

MACADAM COWBOY (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

MAMMA ROMA (It., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

OTELLO (Fr., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

LA PARTY (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

PAT GARRETT ET BILLY THE KID (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81).

LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY PYTHON (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

QUOI DE NEUF PUSSYCAT ? (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

RAGING BULL (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

REBECCA (A., v.o.) : La Bastille, 11e (43-07-48-60).

RETOUR VERS LE FUTUR 2e PARTIE (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93).

RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65)

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LA VIE EST BELLE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

THÉATRES

LES AUTRES SALLES

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Le Médecin volant, suivi du Médecin malgré lui : 20 h 30.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). Les Bidochons, histoire d'amour : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. La Fontaine-fables : 20 h. Nous, Théo et Vincent van Gogh : 21 h 30. Théâtre rouge. Viol au-dessus d'un nid de poètes : 20 h. La Vie à deux : 21 h 30.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Une journée chez ma mère : 21 h.

PARC DU PRÉ-CATELAN (JARDIN SHAKESPEARE) (42-72-00-33). Les Fourberies de Scapin Festival Molière : 20 h.

THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Gertrude morte cet après-midi : 20 h 30.

THÉATRE MONTORGUEIL (42-33-80-78). Dépêche-toi, c'est Shabbat (sous réserve) : 20 h 30.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Le Wayang Wong : 21 h.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Taratata : 21 h.

LES CAFÉS-THÉATRES

AU BEC FIN (42-96-29-35). Devos existe, je l'ai rencontré : 20 h 30. La femme qui perd ses jarretières : 22 h. Roro er Saoz, Evelyne Deher, Pour le rire : 23 h 15.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle I. Areu = MC 2 : 20 h 15. Salades de nuit : 21 h 30. Comment j'ai réussi en amour : 22 h 30. Salle II. Les Sacrés Monstres : 20 h 15. Je bosse comme une folle, c'est du délire : 21 h 30.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Jeanine Truchot a disparu : 20 h 15. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Mario d'Alba : 22 h 30.

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça tache : 20 h 30, 22 h et 24 h.

MOVIE'S (42-74-14-22). De vous à moi : 20 h.

LES SÉANCES SPÉCIALES

ANDREI ROUBLEV (Sov., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) 20 h 40.

BACH ET BOTTINE (Can.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 16 h 30.

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 20 h.

CASABLANCA (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

CHASSEUR BLANC, CUR NOIR (A., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 12 h.

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 16 h.

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 22 h.

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 14 h.

LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 14 h.

DODE'S CADEN (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 18 h.

DUNE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h 30.

L'ECLIPSE (It., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) 12 h 05.

L'ENFANCE D'YVAN (Sov., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) 17 h 20.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 20 h.

L'EVANGILE SELON SAINT MATTHIEU (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 19 h 20.

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 21 h.

LA FLUTE A SIX SCHTROUMPFS (Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 40.

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 16 h 15.

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h.

HISTOIRE DU JAPON RACONTÉE PAR UNE HOTESSE DE BAR (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 10.

L'HOMME BLESSÉ (*) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 40.

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 15 h 30.

JE T'AIME, MOI NON PLUS (**) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h.

LE JUPON ROUGE (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 18 h 20.

MARY POPPINS (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 15 h 30.

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 40.

MIDNIGHT EXPRESS (**) (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h 30.

MONA ET MOI (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h 05.

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 16 h 45.

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 20 h.

NOCE BLANCHE (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 21 h.

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 15.

NOLA DARLING N'EN FAIT QU'A SA TÊTE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 30.

LA NUIT BENGALI (Fr., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 18 h.

PALOMBELLA ROSSA (It., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) 12 h 05.

PERFORMANCE (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 12 h.

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) 12 h.

QUERELLE (**) (Fr.-All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 45 ; v.f. : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 22 h 30.

REEFER ET LE MODÈLE (irlandais, v.f.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 22 h.

ROGER ET MOI (A., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) 19 h.

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 18 h.

SOLARIS (Sov., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 21 h 10.

TANGOS, L'EXIL DE GARDEL (Fr.-Arg., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 20 h.

37°2 LE MATIN (*) (Fr.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 13 h 30.

U2 RATTLE AND HUM, LE FILM (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h 30.

WORKING GIRL (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h.

CONCERTS

AUDITORIUM DES HALLES (40-28-28-40). Nash Ensemble. 20 h 30 lun. Œuvres de Haydn, Franck, Ravel. Dans le cadre du Festival estival de Paris. Téléphone location : 48-04-98-01.

ÉGLISE DES BILLETTES (42-46-06-37). Vincent Crosnier, 10 h, dim. Orgue. Œuvres de Franck. Roland Dyens, 17 h, dim. Guit. Œuvres de Baden-Powell, Barrios, Brouwer, Dyens, Satie, Scarlatti, Sor. Téléphone location : 40-30-10-13.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Ensemble Stringendo, 17 h., dim. Dir. Jean Thorel. Christophe Pierre (violon). Œuvres de Mozart, Vivaldi. Téléphone location : 42-30-10-13.

Orchestre baroque de Montréal, 21 h., lun. Dir. Joël Thiffault. Œuvres de Haydn. Téléphone location : 40-30-10-13.

JARDIN DU LUXEMBOURG. Es Soundoussia, 18 h, musique kabyle (les 29, 30 et 31 juillet). Téléphone location : 40-26-64-04.

MUSÉE NATIONAL DES MONUMENTS FRANÇAIS. Ensemble La Fenice, 13 h., lun. Œuvres de Castello, Rosenmüller. Dans le cadre du Festival estival de Paris. Téléphone location : 48-04-98-01.

OPUS CAFÉ (40-38-09-57). Trio d'Orsay. Du 25 juillet au 1er août, 22 h, lun. Œuvres d'Elgar, Fauré, Lanner, Strauss.

PARIS EN VISITES

MARDI 31 JUILLET

« De Berlioz à Dalida : une heure au cimetière de Montmartre », 11 heures, au fond de l'avenue Rachel, près métro Blanche (V. de Langlade).

« L'Opéra de la Bastille et son quartier », 14 h 15, métro Bastille, sortie rue de la Roquette (Tourisme culturel).

« Montmartre : cités d'artistes et jardins ignorés », 14 h 30, métro Abbesses (M.-Y. Jaslet).

« Grande Arche et quartier de la Défense », 14 h 30, RER la Défense, sortie L (M.-C. Lasnier).

« Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Montée exceptionnelle dans les parties hautes de l'église Sainte-Clotilde » (lampe de poche), 14 h 45, métro Varenne (M. Banassat).

« L'église Saint-Etienne-du-Mont et l'histoire de la montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, entrée principale, place Sainte-Geneviève (Connaissance de Paris).

« La montagne Sainte-Geneviève, son histoire et ses vestiges », 15 heures, métro Cardinal-Lemoine (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Les catacombes », 15 heures, 2, place Denfert-Rochereau.

« Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux et son quartier », 15 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Paris et son histoire).

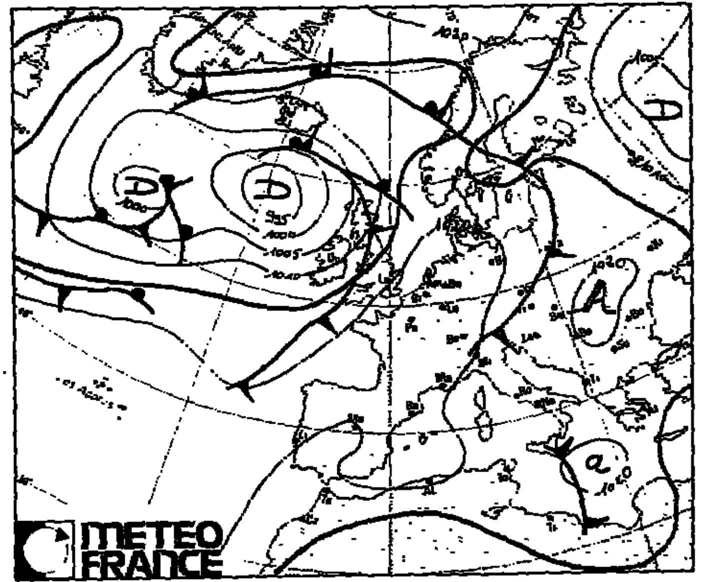
« Hôtels célèbres du Marais », 21 heures, métro Saint-Paul (Lutèce-Visites).

هكذا من الاصل

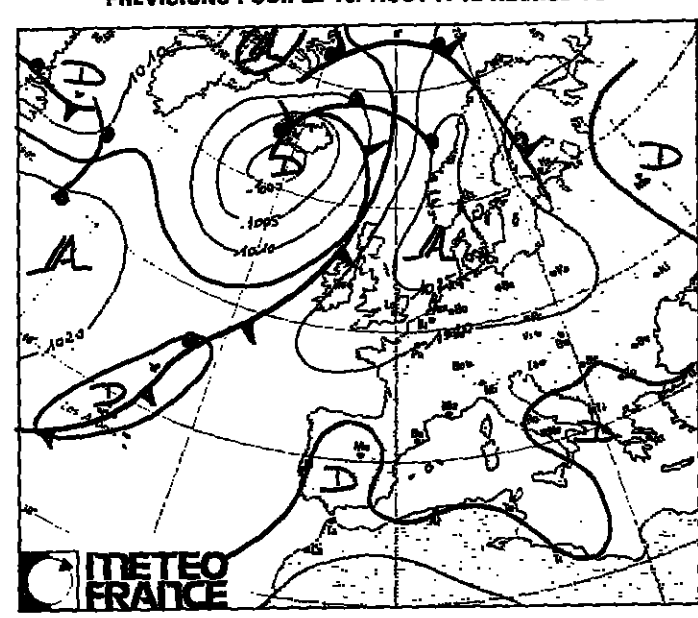
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30 JUILLET 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 1er AOUT A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 30 juillet à 0 heure et le mardi 31 juillet à 24 heures.

Après les pluies orageuses de ce week-end, les conditions anticycloniques vont se rétablir en ce début de semaine. *Le soleil va donc à nouveau s'imposer largement. Les températures seront légèrement supérieures aux valeurs de saison.*

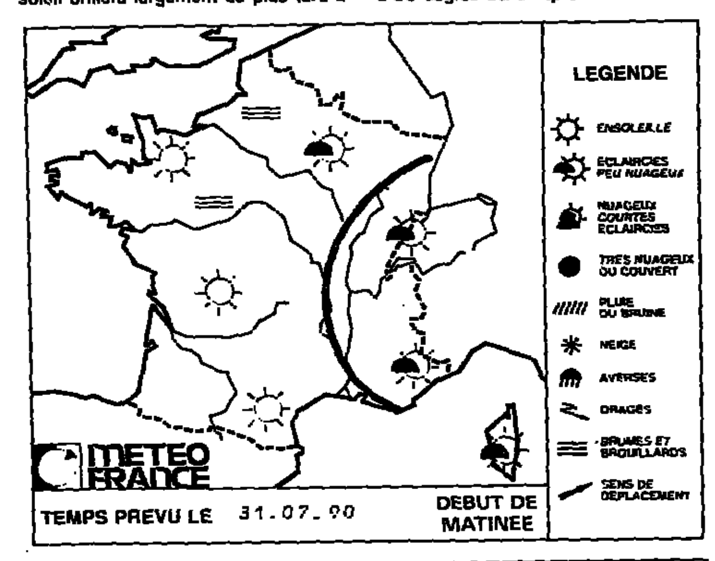
Mardi : ensoleillé. *Quelques averses sur l'extrême Sud-Est.*

Sur la Bretagne, la *Normandie*, les *pays de Loire*, le *Nord*, *l'Ile-de-France*, *le Centre* et la *Champagne*, le temps sera brumeux et assez frais (10 à 14 degrés) en début de journée. Les nappes de brouillard et les bancs de nuages bas se dissiperont vite et le soleil brillera largement au plus tard à partir du milieu de matinée. Le thermomètre en profitera pour remonter rapidement. Dans l'après-midi, *les températures atteindront 23 à 25 degrés en bordure de Manche*, 28 à 30 degrés *dans l'intérieur*. Le vent de nord sera faible.

Des Alpes à la Corse, le soleil apparaîtra fréquemment dans un ciel parsemé de quelques nuages. Ceux-ci seront inoffensifs, excepté sur le Mercantour et la Corse où des averses resteront possibles en cours d'après-midi.

Sur les autres régions, le soleil ne rencontrera aucun obstacle. Il dardera tous ses rayons du matin au soir. Un léger mistral soufflera en moyenne vallée du Rhône.

Les températures, très douces à l'aube (15 à 20 degrés), atteindront 29 à 33 degrés dans l'après-midi.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 30-7-90

Valeurs extrêmes relevées entre le 29-7-90 à 6 heures TU et le 30-7-90 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	33	20	O
BIARRITZ	23	15	D
BORDEAUX	27	16	D
BOURGES	26	15	D
BREST	22	17	N
CAEN	22	14	D
CHERBOURG	24	15	D
CLERMONT-FER.	27	18	C
DIJON	35	17	D
GRENOBLE-St-M-H	33	19	C
LILLE	27	15	D
LIMOGES	23	17	D
LYON	28	17	C
MARSEILLE-MAR.	26	15	D
NANCY	29	16	D
NANTES	26	12	B
NICE	28	19	D
PARIS-MONTS.	25	15	D
PAU	25	12	D
PERPIGNAN	28	19	D
RENNES	27	14	D
ST-ÉTIENNE	25	16	B
STRASBOURG	29	17	D
TOURS	27	13	D
TOULOUSE	25	17	D
POINTE-À-PITRE	32	25	D

ÉTRANGER			
ALGER	30	19	D
AMSTERDAM	24	12	D
ATHÈNES	31	23	D
BANGKOK	30	28	C
BARCELONE	28	26	D
BELGRADE	31	15	D
BERLIN	32	16	N
BRUXELLES	27	15	D
LE CAIRE	33	24	N
COPENHAGUE	27	13	D
DAKAR	31	27	N
DELHI	36	33	C
DJERBA	32	23	D
GENÈVE	33	15	C
HONGKONG	-	-	-
ISTANBUL	28	23	D
JÉRUSALEM	27	15	D
LISBONNE	29	18	D
LONDRES	25	17	N
LOS ANGELES	24	15	D
LUXEMBOURG	24	15	D
MADRID	36	26	D
MARRAKECH	39	24	D
MEXICO	-	-	-
MILAN	31	22	D
MONTRÉAL	31	15	D
MOSCOU	16	10	C
NAIROBI	27	11	N
NEW-YORK	29	22	C
OSLO	24	13	N
PALMA-DE-MAJ.	32	23	N
PÉKIN	35	25	D
RIO-DE-JANEIRO	17	16	C
ROME	31	23	D
SINGAPOUR	32	24	P
STOCKHOLM	23	13	C
SYDNEY	16	7	C
TOKYO	30	24	N
TUNIS	37	24	D
VARSOVIE	29	17	P
VENISE	30	25	D
VIENNE	32	16	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été : heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaines dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 30 juillet

TF 1

20.30 **Feuilleton : Scandales à l'amirauté.** De Harry Falk (5e épisode).
22.15 **Variétés : Salut les 60 !**
23.15 **Magazine : Minuit sport.**
23.50 **Journal, Météo et Bourse.**

A 2

20.40 **Variétés : Face cachée.** Avec Ritmo de la noche, Véronique Genest, Michel Fugain, Christophe, Claude Barzotti, Claudia Philipps, Tuxedo.
22.15 **Opéra : L'enlèvement au sérail.** Opéra en trois actes, de Mozart, livret de Gottlieb Stephanie, mise en scène de Jorge Lavelli, par l'Orchestre Sinfonietta de Varsovie, dir. Carlos Kalmar. Diffusé en simultané et en stéréo sur France-Musique.
0.15 **Journal et Météo.**

FR 3

20.35 **Téléfilm : Dom Juan.** De Marcel Bluwal
22.20 **Journal et Météo.**
22.45 **Magazine : Océaniques.** Avignon 90 : bilan d'un festival.
0.00 **Musique : Carnet de notes.** Dans les bois, de Liszt, par France Clidat, piano.

CANAL PLUS

20.30 **Cinéma : Les sévices de Dracula.** ■ Film britannique de John Hough (1971).
21.55 **Flash d'informations.**
22.00 **Corrida.**
23.15 **Cinéma : Air force-Bat 21.** ■ Film américain de Peter Markle (1988) (v.o.).
1.00 **Sport : Les Goodwill Games.**

LA 5

20.35 **Téléfilm : Dangereuses tentations.**
22.05 **Série : Le voyageur.**
22.30 **Cinéma : Les boys de la compagnie C.** Film américain de Sidney J. Furie (1978).
0.35 **Journal de minuit.**

M 6

20.35 ▶ **Téléfilm : L'âge bête** De Jacques Ertaud, avec Jean-Luc Azra, Eric Rémy.
22.10 **Série : La malédiction du loup-garou.**
22.30 **Cinéma : Les gauloises bleues.** ■■ Film français de Michel Cournot (1968). Avec Jean-Pierre Kalfon, Nella Bielski, Annie Girardot.
0.00 **Six minutes d'informations.**
0.05 **Magazine : Jazz 6.** De Philippe Adler.
1.10 **Rediffusions.**

LA SEPT

18.00 **Opéra : Les Vêpres siciliennes.** Opéra en cinq actes de Verdi, mise en scène de Luca Ronconi.
21.00 **Documentaire : Magnum Begynasium Bruxellense.** De Boris Lehman.
23.25 **Cinéma d'animation : Une histoire comme une autre.** De Pierre Driessen.
23.30 **Documentaire : Ateliers contemporains** (Naples revisitée, par Ernest Pignon-Ernest). De Jean-François Chaput et Laurence Drummond.

FRANCE-CULTURE

20.50 *Le roman* du Rhin.
21.05 Les rencontres de Pétrarque. Pourquoi l'idée *de nation* est-elle encore une « idée neuve ».
22.20 Le bestiaire enchanté et sans oubli. L'abeille.
22.40 Musique : Nocturne. *Quatuor n° 1*, de Janacek ; Quatuor n° 2 *en ré mineur*, de Smetana ; *Quatuor n° 14* en la bémol majeur, op. 105, de Dvorak, par le Quatuor Dolezal ; sol. : Boris Monoszon, Jiri Fiser (violons), Karel Dolezal (alto), Petr Hejny (violoncelle).
0.05 *Du jour au lendemain.*
0.50 Musique : Nuits bleues. Bukka White.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Mémoires croisées. Le Festival d'Aix-en-Provence hier et aujourd'hui.
21.30 Avant-concert.
22.00 Concert (donné lors du Festival d'Aix-en-Provence) : L'enlèvement au sérail, opéra en trois actes, de Mozart, par l'orchestre Sinfonietta de Varsovie et le chœur du Festival, dir. Carlos Kalmar ; sol. : Susan Patterson, Karolyn Blackwell, Risto Saarman, Jaako Ryhaenen, Ruben Broitman. Diffusé en simultané avec Antenne 2.
0.00 *Nuits chaudes.* Voyages d'un rêveur éveillé : De Madrid à Fès.

Mardi 31 juillet

TF 1

14.55 **Club Dorothée vacances.**
16.55 **Tiercé à Enghien.**
17.00 **Série : Chips.**
17.50 **Série : Hawaii, police d'Etat.**
18.35 **Jeu : Une famille en or.** Animé par Patrick Roy.
19.05 **Feuilleton : Santa-Barbara.**
19.30 **Jeu : La roue de la fortune.**
20.00 **Journal, Météo et Tapis vert.**
20.30 **Cinéma : Un silencieux au bout du canon.** ■ Film américain de John Sturges (1974).
22.30 **Documentaire : Histoires naturelles.** Insolites.
23.25 **Série : Chapeau melon et bottes de cuir.**
0.20 **Journal, Météo et Bourse.**
0.40 **Série : Intrigues.**
1.05 **TF 1 nuit.**
1.40 **Feuilleton : C'est déjà demain.**
2.00 **Info revue.**

A 2

14.40 **Feuilleton : Le village sur la colline.** D'Yves Laumet (1er épisode). *Une famille de viticulteurs bourguignons du début du siècle à nos jours.*
16.15 **Magazine : Eté show** (suite).
17.35 **Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, animé par Laurent Cabrol.
18.00 **Magazine : Giga.** Alf ; Throb.
19.05 **Série : Mac Gyver.**
20.00 **Journal et Météo.**
20.40 **Cinéma : Le grand pardon.** ■ Film français d'Alexandre Arcady (1981). Avec Roger Hanin, Jean-Louis Trintignant, Bernard Giraudeau.
22.50 **Cinéma : New-York 1997.** ■ Film américain de John Carpenter (1981). Avec Kurt Russel, Lee Van Cleef, Donald Pleasance.
0.25 **Journal et Météo.**
0.40 **Histoires courtes.** Car crash, de Benoît Arène.
0.50 **Fin des émissions.**
2.00 **Magnétosport : Athlétisme.** Finales du championnat de France (120 min).

FR 3

15.00 **Série : Mission casse-cou.**
15.50 **Magazine : 40° à l'ombre de la 3.** Présenté par Vincent Perrot, en direct de Collioure.
18.00 **Feuilleton : Sixième gauche.**
18.30 **Jeu : Questions pour un champion.** Animé par Julien Lepers.
19.00 **Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.00 **Jeux : La classe.**
20.35 **Téléfilm : Hauteclaire.** De Jean Prat.
22.05 **Journal et Météo.**
22.30 **Documentaire : Histoire naturelle de la sexualité.** D'André Langanay et Gérard Calderon. 1. La vie se complique.
23.20 **Documentaire : Histoire de l'art.** D'Alain Ferrari. 5. La danse, de Jean-Baptiste Carpeaux.
23.35 **Musique : Carnet de notes.** La Danza, de Liszt, par France Clidat, piano.

CANAL PLUS

15.40 **Cinéma : La barbare.** ■ Film français de Mireille Darc (1987). Avec Murray Head, Angela Molina, Aurélie Gilbert.
17.10 **Spectacle : Le monde du cirque.**
17.55 **Contes à dormir debout.** Contes et légendes racontés par Romain Bouteille.
17.58 **Cabou cadin.** *Je veux savoir ; Babar.*

En clair jusqu'à 20.30

18.30 **Cabou cadin.** *Le plein de super ; Police académie.*
19.20 **Top 50.** Présenté par Valérie Payet.
19.55 **Flash d'informations.**
20.00 **Magazine : Scrupules.** Présenté par Jean-Luc Delarue et Isabelle Giordano.
20.29 **Flash d'informations.**
20.30 **Cinéma : Boire et déboires.** ■■ Film américain de Blake Edwards (1987). Avec Kim Basinger, Bruce Willis, John Larroquette.
22.00 **Flash d'informations.**
22.10 **Cinéma : Pelle le conquérant.** ■■■ Film danois de Billie August (1987) (v.o.).
0.35 **Sport : Les Goodwill Games.**

LA 5

15.05 **Les enquêtes du commissaire Maigret.**
16.30 **Docteurs en folie** (rediff.).
17.00 **Papa et moi** (rediff.).
17.30 **Dessins animés.**
18.50 **Journal images.**
19.00 **Série : L'enfer du devoir.**
19.45 **Journal.**
20.30 **Drôles de sports.**
20.35 **Téléfilm : New-York, Le justicier du métro.** De James McCalmont.
22.05 **Série : Le voyageur.**
22.30 **Cinéma : Don Juan ou si Don Juan était une femme.** ■ Film français de Roger Vadim (1972). Avec Brigitte Bardot, Maurice Ronet, Robert Hossein.
0.00 **Journal de minuit.**
0.15 **Spécial Tour de France à la voile.**

M 6

14.40 **Documentaire : Les chemins de la guerre.** *La Grande-Bretagne.*
17.15 **Informations : M 6 info.**
17.20 **Série : Laredo.**
18.10 **Série : Cher oncle Bill.**
18.35 **Feuilleton : Paul et Virginie.**
19.00 **Série : Chacun chez soi.**
19.30 **Série : Dis donc papa.**
19.54 **Six minutes d'informations.**
20.00 **Série : Madame est servie.**
20.35 **Téléfilm : Toby dans le Grand Nord.** De Jean-Claude Lord.
22.10 **Série : La malédiction du loup-garou.**
22.30 **Cinéma : Coplan sauve sa peau.** ■ Film français d'Yves Boisset (1967). Avec Claudio Brook, Margaret Lee, Jean Servais.
0.15 **Six minutes d'informations.**
0.20 **Magazine : Ciné 6.**
0.35 **Musique : Boulvrockn'hard.**
2.00 **Rediffusions.**

LA SEPT

14.30 **Cours d'italien** (3).
15.00 **Téléfilm : Daniya.** De Carlos Mira Franco (1re partie).
16.00 **Court métrage : Sur les talus.** De Laurence Ferreira Barbosa.
16.30 ▶ **nse portraits : Dancing for mister B.** D'Anne Belle.
18.00 **Téléfilm : Notturno, Schubert** (2. Pastorale).
19.35 **Téléfilm : Tan que farem atal.** De Roger Souza.
20.05 **Documentaire : Le temps des cathédrales** (5).
21.00 **Documentaire : Les filles du vaudou.** De Jean-Paul Colleyn et Catherine de Clippel.
21.30 **Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films** (8).
22.00 **Court métrage : Assassins d'eau douce.** De Jean Painlevé.
22.30 **Magazine : Imagine.**
23.00 **Documentaire : Histoire parallèle.**

FRANCE-CULTURE

21.05 Les rencontres de Pétrarque. Qu'est-ce qu'un Européen ?
22.20 Le bestiaire enchanté et sans oubli. L'alose.
22.40 Musique : Nocturne. Sonate pour deux pianos et percussions, de Bartok ; Le sacre du printemps, de Stravinsky, par l'Ensemble Linéa (Ulrike Minkoff, Sébastien Risler, pianos, William Blank et Yves Brustaux, percussions).
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Nuits bleues. Son House.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Mémoires croisées. Le Festival d'Aix-en-Provence, hier et aujourd'hui.
21.30 Concert (en direct du Festival de Radio-France et de Montpellier) : L'ebreo, opéra en un prologue et trois actes d'Apolloni, par l'orchestre de l'Opéra de Marseille, le chœur des Opéras de Marseille et de Montpellier, dir. Massimo de Bernart.
0.00 Nuits chaudes. Voyage d'un rêveur éveillé : de l'Europe centrale à la Perse.

Audience TV du 29 juillet 1990

Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	30,0	Téléfoot 11,8	Stade 2 5,2	Actual. rég. 6,0	Bille.. 1,5	Enfer devoir 4,0	Culture pub 1,6
19 h 45	36,2	Vidéos gags 17,4	Maguy 8,9	19-20 infos 8,0	Catch 1,3	Journal 1,6	Pub 1,2
20 h 16	43,0	Journal 18,3	Journal 11,2	Benny Hill 6,1	Catch 2,2	Journal 2,5	Pub 2,5
20 h 55	47,1	Loups... 20,8	Sale affaire 12,8	Variétés 5,1	Jésus... 1,2	Pensent... 6,5	Péché... 2,3
22 h 08	47,7	Loups... 21,6	Sale affaire 16,7	Bande ann. 3,4	Jésus... 1,2	Bande ann. 2,2	Péché... 3,9
22 h 44	27,9	Le paltoquet 10,8	Nord et Sud 5,8	Cyrano... 1,7	Baron... 1,5	Dragueur... 6,8	Surnaturel 2,0

BILLET

EDF, pour quelques milliards de plus

EDF n'a pas froid aux yeux : l'entreprise publique française, dont la fragilité financière a été soulignée en juin par la Cour des comptes, n'en envisage pas moins de mettre 10 à 15 milliards sur la table pour reprendre PowerGen, le distributeur britannique d'électricité que le gouvernement de sa Très Gracieuse Majesté souhaite vendre en bloc.

Pour le commun des mortels, la somme à débourser est importante. A l'échelle d'EDF, c'est une goutte d'eau : il suffit pour s'en convaincre de rappeler le montant de l'endettement de l'entreprise (232 milliards de francs), celui des intérêts y afférant (27 milliards) ou encore le montant (4 milliards) de sa perte en 1989 (la sixième en dix ans). On comprend qu'une société aussi florissante s'apprête à débourser quelques milliards de plus pour en racheter une autre, elle-même fragile financièrement puisque les observateurs britanniques s'attendaient à l'annonce, mardi, d'une perte de 70 ou 80 millions de livres (700 à 800 millions de francs) et promise à de beaux jours puisque ces comptes incluent des provisions pour la suppression de 1 000 emplois.

Plus fondamentalement, peut-être, EDF ne fait-elle pas montre d'une certaine candeur politique lorsqu'elle croit que Mme Thatcher – dont on connaît l'amour immodéré pour les entreprises publiques – privatisera PowerGen... pour mieux la renvendre à EDF, une des sociétés phares des nationalisations tricolores. Il y a fort à parier que les Britanniques, particulièrement sourcilleux ces derniers temps quant aux rachats opérés par les groupes publics français sur leur territoire (RTZ par Rhône-Poulenc et General Portfolio Group par le GAN), verront d'une œil plus favorable les candidatures de leurs compatriotes Hanson et GEC, de l'allemand Veba, voire du japonais Mitsubishi.

F. V.

La fusion de la Caixa et de la Caixa de Barcelone

Le gouvernement espagnol obtient la création d'un grand holding gazier national

La fusion entre les deux principales caisses d'épargne catalanes, la Caixa et la Caixa de Barcelone, officielle depuis le vendredi 27 juillet, donne naissance à la plus grande entité financière espagnole. Le nouveau groupe gère 3 800 milliards de pesetas de dépôts (soit 200 milliards de francs) et contrôle près des trois quarts du marché catalan de l'épargne. Le gouvernement espagnol n'a donné son accord qu'à la condition que la Caixa accepte d'exclure la Lyonnaise des Eaux française dans la constitution d'un grand groupe national de distribution de gaz.

MADRID

de notre correspondant

Le rapprochement de la Caixa et de la Caixa de Barcelone aura été douloureux. Il aura fallu près d'un an de négociations serrées (*le Monde* du 7 novembre), des négociations qui ont impliqué non seulement les deux établissements financiers concernés, mais également le ministère de l'industrie à Madrid et les autorités autonomes catalanes. Car à la fusion entre les deux « Caixas » s'est mêlée une autre opération tout aussi importante pour le futur de l'économie espagnole : celle visant à créer à l'échelle nationale un grand groupe de distribution de gaz.

Il s'agit en effet d'un secteur où la Caixa est très présente. Elle constitue notamment le principal actionnaire de Catalana de Gas, une société qui a la haute main sur la distribution de ce combustible dans toute la Catalogne. Toute opération de restructuration du secteur gazier devait donc compter avec la collaboration des responsables de la Caixa.

Le loup français dans la bergerie espagnole

Les grandes manœuvres commencèrent au début de cette année, à l'initiative de la caisse d'épargne, avec un projet de fusion entre Catalana de Gas et Aguas de Barcelona, une société chargée de la distribution d'eau dans la région, et comptant elle aussi la Caixa parmi ses actionnaires (*le Monde* du 10 avril). Il s'agissait là en fait du premier pas vers la constitution d'une grande société multiservices pratiquement sans équivalent en Espagne. L'opération était appuyée avec enthousiasme par les autorités régionales à Barcelone, ravies de voir une compagnie catalane se placer ainsi en position de force.

Tel n'était pas toutefois l'avis du ministère de l'industrie à Madrid. Car Aguas de Barcelona a pour principal actionnaire, avec quelque 25 % des parts, la Lyonnaise des Eaux. Ne risquait-on pas, avec une telle fusion, d'introduire le loup français dans la bergerie espagnole ? Une perspective inquiétante, aux yeux du gouvernement, s'agissant d'un secteur de caractère stratégique comme celui de l'énergie.

Aussi, à l'opération envisagée par la Caixa et les autorités régionales catalanes, le ministère de l'industrie allait-il répondre par un contre-projet : puisque Catalana de Gas entendait tellement fusionner, pourquoi ne pas unir plutôt ses forces à Repsol, le groupe pétrolier public espagnol ? Ou, plus directement encore, pourquoi la Caixa elle-même ne formerait-elle pas un holding avec Repsol ?

Cette société publique contrôle la plupart des circuits de commercialisation du gaz en dehors de la Catalogne. Une telle opération devait permettre la constitution d'un grand groupe gazier à l'échelle nationale, comme dans la plupart des pays européens. En outre, elle permettait de couper fort opportunément l'herbe sous le pied de cette Lyonnaise des Eaux qui semblait tant préoccuper Madrid.

Les responsables de la Caixa se firent d'abord tirer l'oreille. Ils firent valoir qu'ils entendaient rester de simples financiers, et que la gestion directe d'une compagnie de services n'entrait pas dans le cadre de leurs compétences. Ils évoquèrent même la possibilité de revendre tout bonnement à Repsol leur participation au sein de Catalana de Gas si le gouvernement persistait dans son intention.

Pour convaincre la Caixa de se montrer plus compréhensive, les autorités espagnoles disposaient toutefois d'une arme redoutable : la fusion en cours avec Caixa de Barcelona. Comme de coutume, l'opération avait donné lieu de la part des deux établissements à une actualisation de patrimoine qui avait dégagé une importante plus-value. Et il appartenait au ministère de l'économie de se prononcer sur l'octroi des exemptions fiscales correspondantes, sans lesquelles la fusion entre les deux caisses d'épargne eût été prohibitive.

Aussi, après un baroud d'honneur, la Caixa allait-elle finalement céder : le 20 juillet dernier était signé en grande pompe le protocole prévoyant la constitution, à parts égales, d'un grand holding gazier entre Repsol et la Caixa, cette dernière étant représentée par une société filiale. Ce n'est pas un hasard si, quelques jours plus tard, le gouvernement annonçait l'octroi d'une exemption fiscale portant sur 99 % des plus-values dégagées par les deux caisses d'épargne, levant ainsi le dernier obstacle à leur fusion. Le plus grand établissement financier espagnol pouvait enfin voir le jour.

Le ministère de l'industrie avait ainsi triomphé sur toute la ligne. Il avait au passage démontré que si les socialistes espagnols se montrent friands de capital étranger lorsqu'il s'agit de moderniser leur tissu industriel, ils n'hésitent pas pour autant à jouer, et sans concession, la carte du nationalisme lorsqu'ils l'estiment utile.

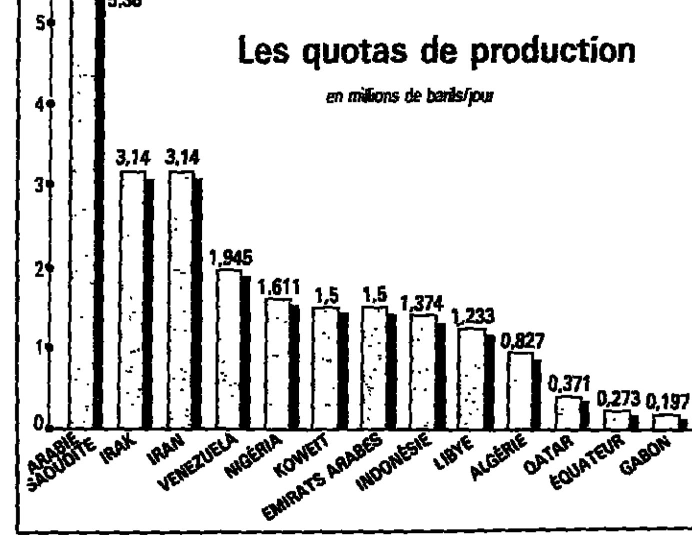
THIERRY MALINIAK

Après la réunion de l'OPEP

Le prix de l'essence pourrait augmenter de 10 à 15 centimes

L'accord conclu vendredi 27 juillet par le cartel des pays exportateurs de pétrole (*le Monde* daté 29-30 juillet) devrait entraîner en France et d'ici l'automne une augmentation de 10 à 15 centimes par litre des prix de l'essence, et un renchérissement de 5 à 6 milliards de francs de la facture énergétique, estiment les spécialistes.

Cet accord fixe un nouveau prix de référence de 21 dollars par baril, en augmentation de 3 dollars par rapport au prix de référence précédent et de 4 dollars par rapport aux prix réels du marché. Il distribue de nouveaux quotas entre les pays membres de l'OPEP dans le cadre d'un plafond global de 22,491 millions de barils/jour pour le second semestre de 1990. Ces quotas sont semblables à ceux déjà adoptés pour la première moitié de l'année sauf sur un point : le quota des Emirats arabes unis passe de 1,095 million de barils/jour à 1,5 million. Si, lors de la prochaine conférence, en décembre, les cours réels dépassent le prix de référence de 21 dollars par baril, l'organisation *« établira un équilibre entre le plafond de production et les prix »*, précise le communiqué publié le 27 juillet à Genève, *« et augmentera le plafond et le prix de référence »*. Il est également prévu que lorsque le plafond sera rélevé, l'augmentation de production sera réservée aux pays disposant de réserves de capacité.



Nouveau préavis de grève pour le 3 août

M. Bérégovoy pour la nomination d'un médiateur à Air Inter

A peine sortis d'une grève de quarante-huit heures, vendredi 27 et samedi 28 juillet (qui a eu des conséquences moins graves qu'attendues), Air Inter et ses clients risquent de connaître une nouvelle épreuve dès vendredi 3 août – et non jeudi 2 août (*le Monde* daté 29-30 juillet) – en raison d'un nouveau préavis déposé par plusieurs syndicats pour ce jour-là. Ce délai pourrait être mis à profit pour renouer les fils du dialogue.

Tant à la direction que chez les syndicats, on se refuse à considérer comme définitif l'échec des pourparlers de la fin de la semaine dernière. Le nouveau préavis de grève, auquel a décidé de s'associer le SNPIT (autonome) a été déposé par la CGT et l'UGICT-CGT (cadres). Mais le seul syndicat des pilotes et mécaniciens mêlé au conflit, l'USPNT, a indiqué le 28 juillet qu'il n'avait pas encore décidé s'il se joindrait ou non au mouvement. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a déclaré le 30 juillet sur RMC que *« les organisations syndicales qui appellent à la grève à Air Inter jouent avec le feu. Cette compagnie a des concurrents et elle en aura encore plus dans un proche avenir »*. Selon le ministre, la nomination d'un médiateur pourrait faciliter la recherche d'un compromis.

Prévoyant une baisse de sa production

Citroën va se séparer de 1 200 intérimaires en septembre

En prévision d'une baisse de la production, en septembre, la direction de l'usine Citroën de La Janais, à Rennes (Ille-et-Vilaine) a annoncé, jeudi 26 juillet lors de la réunion du comité d'établissement, son intention de se séparer de 1 200 intérimaires.

L'usine, qui fabrique des XM et des BX, a dû ralentir sa production en juillet, ramenée à 1 345 véhicules par jour. Elle envisage d'en produire 1 157 par jour au mois de septembre. Ce ralentissement est dû à une *« baisse sensible des ventes »* dans certains des pays où la marque est bien implantée, l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Espagne. En France, explique la direction, *« les dernières fluctuations nous incitent à la prudence »*. Les syndicats CGT et CFDT de l'établissement se sont élevés contre cette mesure. Sans les 1 200 intérimaires, l'effectif global sera de 14 785 salariés.

□ **Baisse du nombre de chômeurs indemnisés en juin.** – Le nombre de chômeurs et préretraités indemnisés par les ASSEDIC a baissé de 2,3 % en un mois et de 2,6 % en un an, en données brutes, à la fin du mois de juin. Selon l'UNEDIC, on comptait 2 062 150 allocataires, contre 2 116 723 en juin 1989. En données corrigées, on enregistre une hausse de 0,6 % en mois. Les bénéficiaires d'un versement se répartissent entre 307 400 préretraités (– 16,1 % en un an), 51 150 stagiaires en formation (+ 6,9 %) et 1 703 600 demandeurs d'emploi (+ 0,13).

Avec la vente de quarante-sept grands magasins Plaza à Promodès

Le groupe allemand Co-op AG poursuit sa restructuration

Après les scandales financiers qui l'ont secoué, le groupe Co-op AG de Francfort (11 milliards de deutschemarks – 36 milliards de francs – de chiffre d'affaires en 1989 et 46 000 salariés) a récemment décidé de trancher dans le vif pour éponger ses dettes. Dernier développement dans ce feuilleton d'un sauvetage riche en rebondissements : le rachat par le groupe français Promodès de quarante-sept grands magasins Plaza appartenant à Co-op (*le Monde* daté 29-30 juillet).

FRANCFORT

Correspondance

Pour Promodès, c'est incontestablement un succès. Le distributeur français avait déjà une tête de pont non négligeable en RFA avec sept grands magasins Continent (sur un total de 69). Mais cette fois, il s'agit d'un passage en force : le groupe français avale d'un seul coup 315 000 mètres carrés de surface de vente pour un chiffre d'affaires global estimé à 2 milliards de deutschemarks (6,6 milliards de francs). Pour l'instant aucune information n'a filtré sur le coût exact de cette transaction mais, selon les experts, elle pourrait se chiffrer entre 220 et 300 millions de deutschemarks (entre 730 et 990 millions de francs). En plus de son réseau de distribution en Italie et au Portugal, Promodès (74 milliards de francs de chiffre d'affaires total en 1989 et 33 200 salariés) continue ainsi à renforcer sa position à l'échelle européenne.

Pour Co-op, dont les pertes consolidées devraient encore s'élever à 150 millions de de deutschemarks cette année (250 millions en 1989), il s'agit de la troisième étape dans le plan draconien de restructuration approuvé fin juin par son nouveau conseil de surveillance à la suite de plusieurs offres de rachat émanant de grands groupes ouest-allemands. Au terme de ce plan, qui doit être soumis aux actionnaires lors d'une assemblée extraordinaire le 29 août, le géant de Francfort va se « débarrasser » d'une grande partie de son réseau de vente régional pour concentrer son activité sur l'ouest, le nord-ouest et le sud-ouest de l'Allemagne. Résultat : au lieu de 11 milliards actuellement, le chiffre d'affaires annuel du groupe n'atteindra plus que 4 milliards de deutschemarks d'ici à la fin de l'année. Quant aux magasins, il n'en restera plus que 765 au lieu de 2 000 aujourd'hui, avec un total de 18 400 salariés contre 46 000.

Cet assainissement de Co-op est loin de faire l'unanimité. L'ancien président du conseil de surveillance, M. Hans Friederichs, qui siège également au conseil d'administration d'Airbus, a démissionné fin mai de ses fonctions parce qu'il n'était pas d'accord avec les deux principaux actionnaires de Co-op. A la suite d'un scandale ayant culminé avec l'arrestation en décembre dernier de six anciens dirigeants du groupe pour détournement de fonds et falsification de bilan, la DG Bank et la Bfg Bank ont pris le contrôle de 90 % du capital de Co-op ; les 10 % restants sont dans les mains de petits actionnaires. Les autres banques créditrices ont préféré, pour leur part, se retirer, abandonnant pour 1,7 milliard de créances sur le groupe de Francfort qui a pu être sauvé *in extremis* de la faillite.

Un « assainisseur » d'entreprises à la tête

M. Friederichs, qui fut également ministre de l'économie et chef de la Dresdner Bank, avait accepté d'être l'homme de la restructuration de Co-op à condition qu'on ne l'obligeât pas à liquider d'emblée une partie de l'activité du groupe afin d'éponger les dettes des anciens dirigeants parmi lesquels l'ancien chef du directoire (M. Bernd Otto, aujourd'hui sous les verrous) et l'ancien président du conseil de surveillance (M. Alfons Lappas). Huit mois après son arrestation, M. Lappas, qui a également présidé le syndicat BAAG au moment du scandale immobilier de « Neue Heimat », a été relâché le 12 juillet contre le versement d'une caution de 1 million de deutschemarks.

Face aux exigences de la DG Bank, particulièrement de son patron, M. Helmut Guthardt, M. Friederichs a préféré se retirer. Son successeur, M. Wilhem Schaaf, est un avocat connu et respecté en raison de sa participation active au sauvetage du géant ouest-allemand de l'électromécanique, le groupe AEG de Francfort. La première tâche de M. Schaaf a été de confirmer dans ses fonctions l'actuel président du directoire, M. Franz Wolf, quarante-huit ans, un « assainisseur » d'entreprises comme lui, mais surtout un ami intime de M. Guthardt.

Le patron de Co-op a-t-il des remords aujourd'hui, huit mois après avoir accepté de prendre la direction du géant de Francfort, sans doute au pire moment de son histoire ? *« Je préfère diriger un groupe de 4 milliards de deutschemarks qui soit rentable plutôt qu'un groupe avec un chiffre d'affaires de 11 milliards, mais qui en perd 300 millions par an »*, précise-t-il catégorique. Son objectif : parvenir à sortir le groupe du « rouge » dès la fin de l'année et dégager des bénéfices l'année prochaine grâce à une meilleure utilisation des surfaces de vente et des effectifs, même si la priorité est de préserver un maximum d'emplois.

Une plus grande rationalisation

L'accord conclu le 16 juillet entre Co-op AG et le groupe de distribution Edeka Zentrale AG, afin de créer une centrale d'achat commune à partir du 1er janvier, va certainement dans le sens d'une plus grande rationalisation puisqu'elle rend possibles des économies d'échelle. Auparavant le groupe de Francfort avait annoncé qu'il avait décidé de vendre la totalité de ses supermarchés de la région de Berlin, soit 120 magasins Bolle, dont le chiffre d'affaires global est estimé à 700 millions de deutschemarks, à l'Association des coopératives de la RDA (VdK).

Comme dans le cas de la transaction avec Promodès, le coût exact de ce rachat par les Allemands de l'Est (une première dans l'histoire de l'unification des deux Etats allemands) est resté secret. Dans le cas des grands magasins Plaza, Co-op a toutefois précisé que les Plaza de la région de Dortmund et du Schleswig-Holstein, dans le nord de l'Allemagne, ne faisaient pas partie de la transaction. Reste maintenant pour le groupe de Francfort à « caser » le plus gros morceau : ses 795 magasins, essentiellement dans la région de Munich et de Stuttgart mais aussi à Hambourg et à Hanovre avec un chiffre d'affaires global estimé à 4 milliards de deutschemarks et 17 600 salariés.

Le groupe Reve, numéro un de l'alimentation en RFA, avec un chiffre d'affaires de 30 milliards, qui avait fait une offre en mai pour racheter la totalité de Co-op, est sans doute le mieux placé pour récupérer les magasins du sud, quitte ensuite à en revendre une partie à ses concurrents au cas où l'Office des cartels de Berlin opposerait son veto.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

L'amélioration des transports en Ile-de-France

La concession de deux autoroutes est attribuée à des sociétés privées

La réalisation et la future exploitation de deux des voies autoroutières à péage prévues en région parisienne – le tunnel de bouclage à l'ouest de Paris du périphérique d'Ile-de-France (A 86) et l'autoroute A 88, au nord-ouest – vont être confiées respectivement à Cofiroute et au nouveau groupement Villexpress, a annoncé vendredi 27 juillet le ministère des transports.

Cette décision s'inscrit dans le programme d'actions immédiates pour l'Ile-de-France adopté par le conseil des ministres du 13 octobre 1989, qui prévoyait notamment ces réalisations *« dans les meilleurs délais, en recourant à l'instauration du péage »*. *« Ces deux projets devront être montés sans concours financier de l'Etat »*, précise le ministère dans un communiqué.

Villexpress, qui doit réaliser puis gérer ces quelque 20 km d'autoroute (le coût du kilomètre est de 700 millions à 1 milliard de francs en Ile-de-France), est un nouveau groupe privé qui réunit des banques et des entreprises de travaux publics, notamment le Crédit lyonnais, le Crédit foncier, Bouygues, SPIE-Batignolles, SAE et Lyonnaise-Dumez.

ÉCONOMIE

M. Gorbatchev s'oppose aux tentatives d'indépendance financière des Républiques

La volonté d'émancipation financière de plusieurs Républiques, exprimée en particulier par le président du Parlement de Russie, M. Boris Eltsine, qui entend contrôler toutes les institutions bancaires de la Fédération, suscite depuis plusieurs semaines de vives discussions à Moscou. M. Mikhaïl Gorbatchev a mis les choses au clair dimanche 29 juillet dans un décret présidentiel.

MOSCOU

de notre correspondant

M. Gorbatchev estime que les volontés exprimées ici et là, en particulier en Ukraine, de créer une monnaie républicaine, sont extrêmement dangereuses. Le président soviétique a demandé aux Soviets suprêmes républicains de *« s'abstenir, jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité d'union* (qui définira les relations entre le centre et les Républiques), *d'adopter ou appliquer des actes législatifs qui désorganiseraient le système financier et bancaire »*. Il est indispensable, selon le Kremlin, d'aborder le marché de façon coordonnée sur les plans financier et monétaire. Sinon, le chaos menace, estime M. Gorbatchev. M. Jacques Delors, le président de la Commission des Communautés économiques européennes, lui avait d'ailleurs donné raison, avec particulièrement de netteté, lors de son récent passage à Moscou en estimant que la création d'une monnaie républicaine en Ukraine serait *« redoutable dans l'étape actuelle de la réforme économique »*. Le responsable européen ajoutait qu'*« il ne peut y avoir de fédération qui fonctionne s'il n'y a pas de monnaie unique comme facteur garantissant la cohésion de l'ensemble »*.

M. Gorbatchev sait qu'il dispose là d'un atout très sérieux face aux nationalistes. La communauté internationale est disposée à aider l'Union soviétique, mais certainement pas différentes Républiques prises isolément. Dépêché à Moscou après le sommet de Houston des sept pays industrialisés pour effectuer une étude sur l'économie soviétique et avancer des *« recommandations en vue des réformes »*, le directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, a été reçu ce week-end par le premier ministre, M. Nikolaï Ryjkov, et le ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze. Ce dernier a souligné que les conditions étaient désormais réunies pour que l'URSS adhère au FMI. M. Camdessus lui a répondu plus prudemment qu'il était nécessaire de *« développer une large coopération entre le FMI et l'URSS »*. – *(Intérim.)*

La première dénationalisation d'une banque d'Etat est annoncée

Le conseil des ministres de l'URSS a décidé que la banque de l'agro-industrie (Agroprombank), l'une des cinq banques spécialisées du réseau bancaire soviétique, serait prochainement transformée en banque commerciale et dénationalisée, a indiqué l'agence Tass dimanche 29 juillet. Selon l'agence, cette décision, la première de ce genre touchant le secteur bancaire, a été prise *« afin de perfectionner et de rehausser l'efficacité des services bancaires dispensés aux entreprises et aux organisations du secteur agro-industriel »*.

L'Agroprombank deviendrait une société par actions, dans laquelle des entreprises, institutions et citoyens soviétiques, ainsi que des personnes juridiques et des citoyens étrangers, pourraient être actionnaires. Les parts de capital pourraient être acquises en roubles ou en devises. La transformation du statut de l'Agroprombank, réputée pour être le moins performant des organismes financiers soviétiques, pourrait marquer la première étape d'une réforme bancaire d'envergure en URSS.

□ **Nouvelle dégradation des résultats économiques au premier semestre.** – Produit national brut en baisse de 1 % sur un an, productivité du travail en recul de 1,5 %, diminution de 6 % des constructions de logements : la série de résultats économiques rendue publique, dimanche 29 juillet, par l'Institut soviétique des statistiques (Goskomstat) indique une nouvelle et nette détérioration de la situation économique de l'URSS au cours des six premiers mois de l'année.

Selon le Goskomstat, le nombre de chômeurs a atteint huit millions, et les séries de grèves ont occasionné une perte de 10 millions de journées de travail. La masse monétaire s'est gonflée de 9 % par rapport à la même période, l'année précédente, tandis que la dette intérieure de l'Etat passait de 400 à 460 milliards de roubles (de 4 000 à 4 600 milliards de francs, au cours officiel). Le déficit de la balance des paiements, surtout, a plus que doublé, s'établissant à 6,4 milliards de roubles.

PÊCHE

Pour mettre fin aux incidents dans le golfe de Gascogne

Les pêcheurs de thon français et espagnols vont se rencontrer

Pour tenter de mettre fin aux nombreux incidents qui opposent périodiquement dans le golfe de Gascogne les pêcheurs français et espagnols de thon (qui n'ont pas les mêmes pratiques de pêche), les professionnels français de Vendée, de l'île d'Yeu et de Bretagne-Sud devaient se rendre le mardi 31 juillet à Avilès près de Gijon pour rencontrer leurs homologues espagnols. Chaque délégation comprendra aussi un représentant de l'administration et un expert scientifique.

Le ministre français de la mer, M. Jacques Mellick, a rencontré les 27 et 28 juillet à l'île d'Yeu et à Bénodet les professionnels qui avaient organisé des manifestations et bloqué les ports. Le ministre leur a donné des assurances sur le remboursement des engins de pêche, notamment les filets, qui avaient été détruits lors de graves incidents au début du mois et promis un renforcement de la surveillance des zones de pêche. Les Français pêchent avec des filets verticaux dérivants tandis que les Espagnols utilisent la technique de la ligne.

La situation en URSS

La Sibérie et ses « montagnes d'or »

Suite de la première page

Après un diplôme de droit à l'université de Moscou, il a suivi les cours du soir à l'Académie du commerce extérieur. En 1972, on l'envoya cinq ans aux Etats-Unis comme fondé de pouvoir d'Amtorg, une société soviéto-américaine. *« Je fus le premier à négocier le contrat Pepsi-Vodka avec mon ami Don Kendall, pour l'installation de dix usines Pepsi-Cola en URSS. »* De retour à Moscou en 1977, il s'occupera pendant trois ans des achats de café et de cacao, produits jugés stratégiques par le Kremlin, avant de diriger pendant cinq ans une société mixte à Hambourg. *« En 1985, on m'a convoqué pour prendre la tête de Prodintorg. Le gouvernement et le comité central ont sans doute apprécié mon expérience et ma connaissance des marchés. C'est Gorbatchev qui a signé ma nomination. »*.

S'il réussit à amorcer le développement économique dans ces terres reculées de l'Altaï, il sait que sa prouesse retentira jusqu'à Moscou. Si ce coin de la Sibérie sort de l'ornière, alors il sera possible d'espérer partout en Union soviétique. Alexandre Krivenko incarne un pari de la perestroïka.

Le voici pour la deuxième fois en Altaï. Il a méthodiquement pris note des brefs exposés sur les atouts de la province, bien minces au regard de ses besoins. *« L'Altaï, les montagnes d'or »*, dit un responsable du cru. Il parle de richesses colossales – le métal jaune, l'argent, le diamant, le tungstène – *« toutes inexploitées »*. Suit une énumération naïve, par le désir de bien faire qui masque la pauvreté : *« Nous avons huit mille lacs, treize mille rivières, et le fleuve Ob, le plus grand de Sibérie, douze villes, trente et une bourgades, 2,7 millions d'habitants sur 261 000 kilomètres carrés. Nous fabriquons des tracteurs, des produits chimiques. La première machine à vapeur est née ici. Nos artisans savent tailler la pierre. On en trouve certains en France. Nous occupons le deuxième rang de l'Union pour le grain, le lait, la viande, le premier pour le fromage, le quatrième pour le beurre. Nous possédons 2 millions de bovins, 3 millions de brebis et de moutons, 60 000 hectares de betterave à sucre. »* Fin du catalogue.

Dans la salle de travail, sous l'œil absent d'un Lénine verni, on a débouché quelques sodas. Un spécialiste du sucre a posé une question sur les rendements. *« Une tonne de sucre à l'hectare »*. Dix à quinze fois moins qu'en France. Le responsable ajoute qu'en Altaï on trouve des boues efficaces contre les rhumatismes. Un interprète précise : *« Nous avons de la boue, toutes sortes de boues. »*

Alexandre Krivenko est venu dans l'Altaï avec son « joker ». Serge Varsano, le patron du groupe de négoce français Sucres et denrées. Sucden et Prodintorg sont en affaire depuis des années. Une collaboration de tout instant qui porte sur des matières premières sensibles, mais si fragiles. Krivenko a convaincu Varsano de faire le voyage. L'équipe de Sucden est perplexe. Une tonne de sucre à l'hectare, c'est peu. Les hommes de l'Altaï sortent leurs dernières réserves : *« On a aussi du miel, des cornes de daim pour les poudres aphrodisiaques, une usine de la jeunesse spécialisée dans la volaille, une usine d'huile de tournesol, que nous allons visiter... »*

C'est une usine fantôme construite en 1914. A peu près le même âge que le communisme dans ce pays. Le même délabrement. L'embouteillage a été interrompu faute de bouteilles. L'usine est arrêtée. Un vaste cloaque d'huile et de crasse. Un directeur explique que les chaudières ont été remplacées il y a dix ans par du matériel est-allemand. Depuis cette époque, la production a diminué de moitié. *« Quel désastre ! Quel désastre ! »*, répète Krivenko.

Comme une lettre au Père Noël

Les collaborateurs de Serge Varsano pensent déjà financement, échanges, troc. Alexandre Krivenko aussi. *« La France est très en retard dans le développement de ses relations économiques avec l'URSS*, s'inquiète le patron de Prodintorg. *Elle est à la traîne, en particulier dans le domaine du financement. »*

Les images de l'huilerie reviennent à l'esprit du Français. Et ses hôtes de l'Altaï multiplient les commandes comme on écrit une lettre au Père Noël. Serge Varsano enregistre les desiderata, hoche la tête. Pour lui, c'est sa présence dans les échanges agroalimentaires soviétiques autres que sucriers qui se joue : la viande, les oléagineux, les peaux. C'est d'accord : l'usine d'huile de tournesol sera rasée et reconstruite. Ses capacités de production augmentées. Sucden participera à la mise en place d'un abattoir à Bisk. On donnera des films de plastique pour les serres des kolkhozes. On enverra à Barnaul un délégué permanent. Des spécialistes agricoles de l'Altaï rendront visite aux professionnels français du sucre et de la recherche agronomique. En fin de séjour, un protocole d'intention sera signé.

Les requêtes continuent bon train auprès d'un conseiller spécial de Gilbert Trigano (Club Méditerranée) : la nature est belle en Altaï, on lui demande comment faire venir des touristes étrangers. On lui montre un site idéal pour le ski alpin de compétition, on lui parle de randonnées à cheval, en traîneau. *« C'est beau, mais c'est loin »*, plaisantent les hommes de Sucden.

Les Soviétiques rêvent d'hôtels, de campings, de bases de vacances. *« Nous avons les capacités de préparer des sportifs de haut niveau »*, dit un responsable du Gorno-Altaï, la zone la plus montagneuse et la plus sauvage. Et de nouveau, cette litanie poignante : *« Nous serions intéressés par une société mixte de fabrication de médicaments. Nous possédons la matière première, mais pas l'industrie de transformation. C'est un problème douloureux. Nous voudrions pratiquer des échanges d'écoliers, d'étudiants, et de cadres, pour l'étude du management. Nous aimerions qu'il existe en France un magasin vendant nos produits. Nous voudrions chez nous une usine de cuir. Avec les peaux non travaillées, on pourrait fabriquer des chaussures... »*

Un chiffre circule. *« Les cornes de daim ? 25 millions de dollars par an. Tout part vers le Japon, l'Asie. »* Démonstration. L'animal est piégé dans un enclos de bois, un torchon lui tombe sur les yeux. Le museau est ligoté. La scie grince sur la corne et déjà la lame se couvre de sang. Restent deux orifices rougeâtres qu'on saupoudre de sel. Le daim s'enfuit, s'il ne meurt pas de douleur, comme cela arrive parfois. 25 millions de dollars par an. Tout est dur ici, le climat, les hommes, tout.

L'hélicoptère d'Aeroflot se pose de colline en vallée. Un groupe folklorique, yeux bridés, sourire imperturbable, danse, chante malgré ce moteur de camion, à deux pas, qui couvre les mélodies. On offre du lait de jument aux visiteurs. Quelqu'un dit : *« Ça ressemble à la Suisse. »* Serge Varsano sourit. A table, il porte des toasts, répond à l'insistant appel de ses hôtes : *« Cul sec »*. Dans sa tête et celle de ses collaborateurs, des calculs, un jeu complexe d'échanges croisés, des dons, qu'on couvrira à l'occasion de transactions globales avec Prodintorg. Varsano est un marchand. Il comprend que le problème des Soviétiques, c'est le financement ; créer des instruments de paiement, valoriser les richesses qui dorment. Visions d'hélicoptère : des montagnes gelées, glaciers en hermine, avec au pied, couleur d'émeraude, des lacs immobiles. Alexandre Krivenko s'émerveille : *« J'aime les gens et cette région. Il faut les aider. »*

A la tête de Prodintorg, il est puissant. Mais l'Altaï est si loin de Moscou ! A son retour, il devra convaincre les officiels français, frapper aux portes du ministère du commerce extérieur, dont il n'a pas digéré le démantèlement par M. Gorbatchev. *« C'est une erreur, une stupidité. Le gouvernement a acquis la conviction que les sociétés devaient traiter directement sur le marché international. Mais, comme elles n'avaient pas de compétence en matière de commerce extérieur, les pouvoirs publics ont ensuite proposé le concours de sociétés intermédiaires capables d'offrir un service professionnel aux firmes souhaitant s'engager dans le commerce avec l'étranger ! »* Que d'errements, de pertes d'efficacité, de retards, quand il faudrait aller vite.

Remettre de l'ordre dans le commerce de l'URSS, utiliser au mieux les savoir-faire, rationaliser, voilà le rêve de Krivenko. A la tête de Prodintorg, il veut acheter une usine de viande en Europe pour approvisionner son pays. Il veut acheter une plantation d'huile de palme en Malaisie, il veut créer des industries. Il veut déplacer des montagnes en Altaï.

ERIC FOTTORINO

Un entretien avec le PDG de Bull

Suite de la première page

La bataille ne porte plus que sur les prix, et nos marges sont laminées. En plus, il se trouve que la croissance de ces marchés standards est plus rapide que celle des marchés des anciens systèmes protégés que nous appelons propriétaires. Dès lors, nous gagnons moins d'argent sur une part toujours croissante de nos ventes.

» J'ajoute une deuxième conséquence : la confusion des clients. Ils sont confrontés à des catalogues proliférants et à des messages contradictoires des fabricants sur la pérennité de ces fameux standards. Autrement dit, ils sont un peu perdus. Or ils constatent dans le même temps que leurs surcroîts d'investissement informatique n'apporte plus les mêmes gains immédiats d'efficacité qu'autrefois.

» C'est une autre cause de la mutation de notre industrie : nous passons d'une informatique de production, par exemple des fiches de paie, dont la productivité était très facilement mesurable, à une informatique d'aide à la décision dont l'efficacité n'est pas certaine. Informatiser de mauvais processus, c'est renforcer l'inefficacité d'une entreprise et non le contraire. Autrement dit, l'informatique force à revoir les structures de management, et on comprend que ce ne soit pas facile. La demande d'ordinateurs s'en trouve ralentie.

– Mais Bull évoque cette mutation depuis plusieurs années, elle n'est pas nouvelle.

» C'est vrai, mais elle s'est incroyablement accélérée depuis un an et demi. Le logiciel standard UNIX dont je vous parlais a fait une entrée rapide dans le marché de la gestion.

– Qu'est-ce que cela va changer pour vous ?

» Rien sur notre stratégie. Bull a été le premier grand constructeur à percevoir la mutation et à s'engager résolument dans les systèmes ouverts et dans les réseaux qui permettent un dialogue entre les systèmes ouverts et nos systèmes propriétaires. Nous avons investi dans UNIX et nous avons racheté, l'an dernier, le groupe américain Zenith, fabricant de micro-ordinateurs standards. Nous continuerons.

» L'accélération en cours et la baisse de nos marges vont nous forcer à resserrer encore nos coûts de fonctionnement et à modifier, en particulier, nos modes de distribution. Des services autrefois gratuits vont devoir être payés quand ils s'appliquent sur des produits plus banalisés. Nous allons renforcer aussi nos investissements dans l'offre de systèmes complets, comprenant des machines, des réseaux, des services, de la formation, etc.

3 000 suppressions d'emplois en 1990

– Les pertes ne s'expliquent-elles pas aussi par des raisons propres à Bull ?

» Si, bien sûr. Le groupe est pris dans la tempête au moment où il doit, de son côté, gérer deux changements internes. Le premier est celui du passage d'une entreprise hexagonale à une entreprise d'envergure mondiale. Début 1989, nous absorbions notre ancienne maison mère américaine Honeywell Information Systems. Fin 1989, c'était le tour de Zenith. Au total, Bull a multiplié son chiffre d'affaires par cinq depuis 1982. Plus de 70 % de ses ventes étaient alors réalisés en France, aujourd'hui, 70 % proviennent de l'étranger.

» Franchir les frontières était indispensable : nos clients veulent des marques présentes au niveau mondial et, par ailleurs, le marché français ne représente plus que 5 % du marché mondial. Mais changer d'échelle impose de tout remettre à plat. C'est ce à quoi nous nous sommes attelés.

» De surcroît, en achetant notre maison mère, nous avons recupéré la complète maîtrise de nos technologies, que nous avions perdue en 1976, lors des accords avec Honeywell. C'est bien entendu un atout pour l'avenir, mais dans l'immédiat, nous devons rationaliser un ensemble dont les machines sont souvent incompatibles entre elles.

– Pour quand espérez-vous un redressement des comptes ?

» L'objectif est de stabiliser l'érosion de nos marges, de développer de nouveaux centres de profit et de réduire nos coûts, en accélérant considérablement les changements techniques, commerciaux et d'organisation engagés, depuis dix-huit mois. En 1990, le groupe va devoir réduire ses effectifs de 3 000 personnes, dans les services administratifs notamment. Il faut aussi accélérer l'allure de l'intégration mondiale du groupe. Ces actions structurelles prendront forcément un certain nombre de mois.

» Je ne veux donc pas m'engager sur une date, mais je sais les atouts formidables de la compagnie. Bull commence à profiter des investissements faits dans sa gamme de produits. La mutation du secteur nous coûte aujourd'hui, c'est vrai. Mais comme nous l'avons devancée, elle nous sera bientôt favorable : les clients viendront vers nos systèmes ouverts. Autre atout : Bull dispose désormais d'une surface mondiale avec une forte présence aux Etats-Unis, pays qui demeure essentiel dans notre métier, et en Europe. Notre répartition géographique est bonne. Partant de là, nous sommes bien placés, également, pour aller en Europe de l'Est.

– Vous êtes au huitième rang mondial de l'informatique. Vous faut-il croître encore ?

– Aujourd'hui – c'est une cause supplémentaire de nos difficultés – la confusion profite aux groupes les plus grands, car ils offrent en effet, subjectivement, une image rassurante de pérennité. Mais la taille n'a pas de signification en soi. Je ne recherche donc pas de nouvelles acquisitions. Mais l'évolution de cette industrie est telle, que rien n'est à exclure. En tout état de cause, face aux considérables investissements de recherche et développement, il nous faudra élargir nos alliances et nos coopérations techniques en Europe d'abord et dans le monde.

– Le britannique ICL devrait être racheté par le japonais Fujitsu. N'étiez-vous pas acheteur ?

– Non. Cette entreprise n'a pas suffisamment de complémentarité avec nous. Et elle dépend trop des technologies japonaises.

Poursuivre les efforts de recherche

– Vous êtes lié à l'autre japonais NEC. Comment éviter que vous ne tombiez, comme ICL, sous dépendance technologique ?

– NEC possède 15 % de Bull HN, notre principale filiale américaine. Par ailleurs, notre coopération technique est limitée à un secteur qui ne représente qu'un vingtième de nos ventes totales. Pour l'avenir, je peux vous assurer que nous n'irons pas plus loin sans stricte réciprocité de nos échanges.

– Toute l'industrie informatique européenne traverse une passe difficile : Philips, Olivetti, ICL, Bull... Comment pensez-vous que les autorités de la Commission européenne ou des gouvernements des Douze pourraient la soutenir ?

» En pousuivant les efforts de recherche. Là est l'atout majeur des Japonais que ce regard porté en permanence sur le très long terme. Peut-être faudrait-il, au passage, tourner plus vers le marché ces recherches et les concentrer sur quelques grands projets comme le génie logiciel, la gestion des réseaux intelligents ou les bases de données. Par ailleurs, la Commission peut agir pour la construction de réseaux informatiques européens reliant les universités, les entreprises et les centres de recherche. Brasser les hommes, les idées et les technologies est le meilleur moyen de favoriser l'innovation en Europe.

» Quelles que soient les péripéties, il faut, à l'exemple des Japonais, continuer à se battre pour construire à long terme et conserver à l'Europe sa compétence dans ce domaine vital pour sa compétitivité ».

Propos recueillis par
ERIC LE BOUCHER

L'acquisition du premier fabricant britannique d'ordinateurs par un Japonais

Fujitsu va payer 7,5 milliards de francs pour l'achat de 80 % d'ICL

Le numéro un japonais de l'informatique Fujitsu va acheter 80 % du capital du principal fabricant britannique d'ordinateurs, ICL (International Computers Limited), ont annoncé, lundi 30 juillet à Londres les deux sociétés (*Le Monde* du 20 juillet). Aux termes de l'accord, le constructeur nippon paiera en liquide 700 millions de livres (7 milliards de francs), chiffre auquel s'ajoute un montant supplémentaire de 42,8 millions de livres.

L'accord est subordonné à l'agrément des actionnaires (une assemblée générale de STC, le propriétaire d'ICL, est convoquée le 16 août) ainsi qu'à l'approbation réglementaire du gouvernement britannique, précise le communiqué. Il devrait être totalement mis en œuvre au 30 novembre.

Pour 1989, ICL affiche des ventes de 1,632 milliard de livres, un bénéfice d'exploitation de 132,2 millions et un résultat net de 91,5 millions de livres. Au cours des six premiers mois de 1990, l'entreprise a enregistré des ventes de 767 millions de livres et un bénéfice d'exploitation de 51,1 millions de livres.

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

L'Indonésie avant son décollage

Grâce à une main-d'œuvre bon marché, le plus grand archipel du monde est en plein développement, au prix d'une aggravation des inégalités

IL y a dix-huit mois, Franz Harkono, quarante-deux ans, ne connaissait rien à l'industrie de la chaussure. Formé à Singapour, il avait fait de la finance en Nouvelle-Zélande, puis de la crevette à Java. Aujourd'hui, il dirige une affaire familiale de chaussures de sport, la PT Worldbest Shoes Indonesia *(sic)*.

Créée en novembre 1988 dans la banlieue est de Djakarta, à Bekasi, et installée au bout d'un chemin de terre cahoteux, l'usine a déjà produit deux millions de paires de chaussures. Parmi ses mille ouvriers (pour la plupart des femmes), aucun ne porte de chaussures fabriquées ici. Elles sont toutes exportées aux Etats-Unis, par l'intermédiaire d'un négociant de Taïwan!

« Notre force ? Nous avons des coûts de main-d'œuvre très faibles », explique en toute franchise Franz Harkono. En moyenne, ses ouvriers gagnent à peu près 2 000 rupiahs par jour (environ 1 dollar). *« Le prix d'une paire de chaussures à la sortie de l'usine est chez nous de 10 dollars ; 1 dollar de moins qu'à Taïwan, par exemple. »*

Pour satisfaire, cet automne, une importante commande de l'allemand Puma, la société va lancer une quatrième chaîne de production, après avoir déjà créé une unité de boîtes d'emballage. On envisage aussi de fabriquer des chaussures pour enfants, des chaussures en cuir...

Indonésien d'origine chinoise, Franz Harkono est l'un de ces hommes qui contribuent aujourd'hui au boom de l'économie indonésienne. Son histoire est typique de l'expérience que vivent aujourd'hui le plus grand archipel du monde et ses cent quatre-vingts millions d'habitants.

A l'instar de sa capitale, Djakarta, où chaque jour de nouveaux chantiers s'ouvrent, l'Indonésie est en plein développement. Elle accueille les industriels des quatre « dragons » (Taïwan, Singapour, Hongkong et la Corée du Sud) à la recherche d'une main-d'œuvre à bon marché, ayant désormais retrouvé des rythmes de croissance de 6 % ou 7 % l'an.

Diversification réussie

Gros exportateur d'or noir, le pays a bien surmonté les deux chocs des années 80 : la chute du prix du pétrole, puis celle du dollar (*le Monde* du 21 mars 1989). La crise a en effet conduit à une diversification réussie de l'économie : sa dépendance à l'égard du pétrole, du gaz et des matières premières a été considérablement réduite. Un début de libéralisation économique a favorisé le mouvement.

Toutefois, le bon élève du FMI, souvent considéré, avec la Thaïlande et la Malaisie, comme l'un des nouveaux « petits tigres » asiatiques, a encore quelque retard. Son ambition : décoller en 1993, à la fin de l'actuel plan (le Ve Repelita couvre la période 1989-1993), et devenir un nouveau pays industrialisé (NPI). *« D'ici cinq ans »*, estime Johannes B. Sumarlin, l'actuel ministre des finances, un ancien de l'université de Berkeley.

Samarinda, sur les rives du fleuve Mahakam, dans l'île de Bornéo. – Plus précisément dans sa partie indonésienne, Kalimantan. Il fait chaud. Très chaud. La jungle, la vraie, n'est pas loin, mais il n'y a plus de coupeurs de têtes. Maintenant, on y coupe le bois. Et on le transforme. Une révolution impressionnante.

Dans un petit bungalow climatisé de l'usine de contreplaqué, Gerald W. White, un Américain imposant, le directeur général de PT Kalimanis Plywood Industries, présente son staff avant de raconter : *« Au début, le pays exportait son bois brut. Les exportations en ont été interdites. Maintenant, nous exportons du contreplaqué. »* Va-t-on interdire la vente à l'étranger de contreplaqué brut ? *« Nous développons déjà la fabrication de meubles »*, rétorque-t-il tout de go.

Dans le bois, comme dans les autres domaines, la stratégie du gouvernement est simple et efficace : interdire l'exportation des matières premières brutes et stimuler celle des produits transformés.

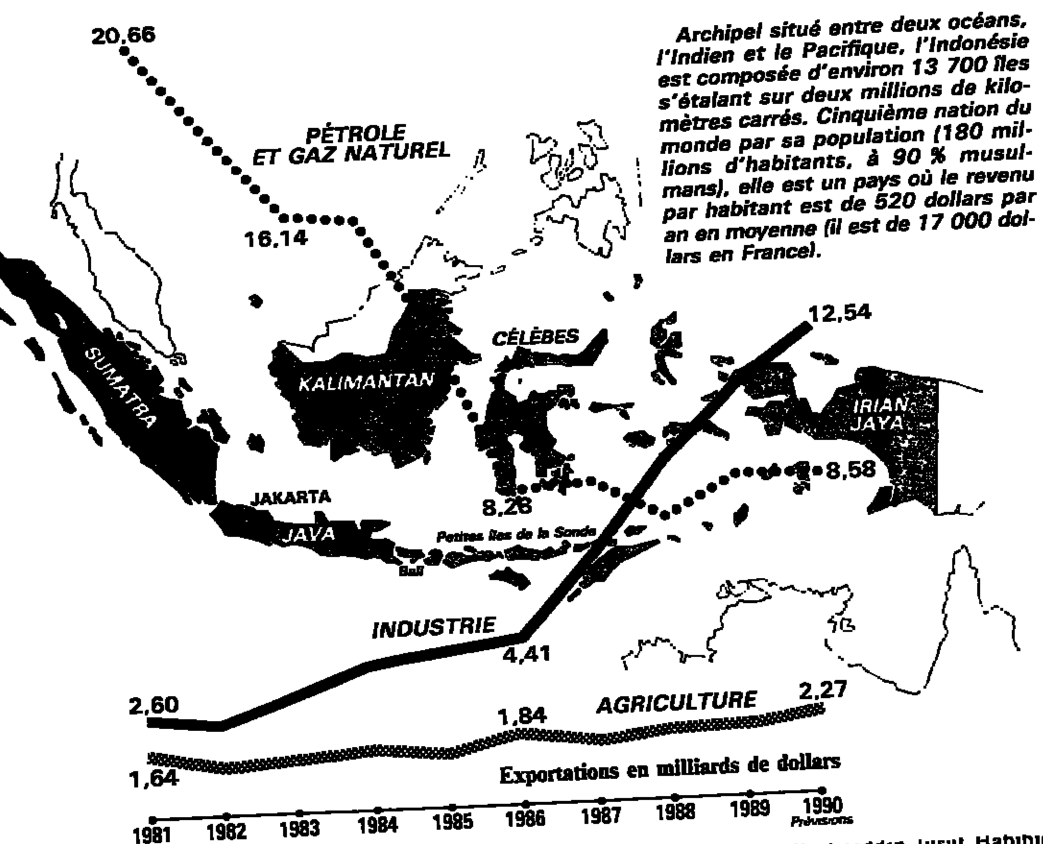
En quelques années, les concurrents ont ainsi été éliminés. Bob Hasan, le roi de la forêt et l'un des principaux conseillers personnels du président Suharto, assène – de tête – quelques chiffres impressionnants. *« En 1985, il y avait en Indonésie 10 usines fabriquant du contreplaqué, il y en a aujourd'hui 120. Il y en avait 450 au Japon en 1985, il n'y en a plus que 105. A Taïwan, leur nombre est revenu de 120 à 20 ; en Corée, de 60 à 6. Les exportations se sont envolées, approchant l'an dernier les 2 milliards de dollars, dont 1 milliard vendu au Japon ! »*

Une politique volontariste du tout-à-l'export a été mise en œuvre. Les résultats sont spectaculaires : les ventes de biens industriels sont passées de 2,6 milliards de dollars en 1981 à 12,5 milliards en 1990. Celles de produits textiles ont été multipliées par 10. La dépendance à l'égard du pétrole et du gaz s'en est trouvée considérablement réduite. Les exportations de pétrole ne représentent plus que 39 % des ventes du pays (contre 73 % en 1983) et moins de 40 % des recettes du budget de l'Etat (contre 65 % en 1983).

La transition, réussie, d'une économie pétrolière à une économie diversifiée, dont le développement est tiré par les exportations, a été facilitée par les multiples aides dont le pays continue de bénéficier, de la part des grands organismes internationaux mais aussi des pays donateurs regroupés au sein de l'Inter-Governmental Group on Indonesia (IGGI). Avec une dette nette globale supérieure à 51 milliards de dollars au début de 1990, l'Indonésie plaît pourtant à ses créanciers.

Le pays a en effet engagé une politique de libéralisation, qui a sans doute largement contribué à la réussite de la transition. La plupart des monopoles à l'importation ont été supprimés. Les procédures administratives et bureaucratiques sont officiellement pourchassées. *« Elles restent pourtant, avec la corruption, encore un gros obstacle au développement »*, estime un industriel français sur place.

Libéraliser ne signifie pas cependant abandonner l'économie à la loi de la jungle. J. B. Sumarlin parle, lui aussi, d'une *« économie mixte »*. Il souhaite certes accroître le rôle des forces du marché, comme en témoignent ses réformes dans le domaine financier et ses projets de privatisation. Au cours des cinq années couvertes par le plan en vigueur, l'investissement privé doit contribuer à hauteur de 55 % à l'investissement total.



Archipel situé entre deux océans, l'Indien et le Pacifique, l'Indonésie est composée d'environ 13 700 îles s'étalant sur deux millions de kilomètres carrés. Cinquième nation du monde par sa population (180 millions d'habitants, à 90 % musulmans), elle est un pays où le revenu par habitant est de 520 dollars par an en moyenne (il est de 17 000 dollars en France).

Toutefois, le rôle de l'Etat reste important. L'économie est planifiée, même si c'est d'une manière peu contraignante. Le secteur public contribue encore à plus de 60 % de la production nationale, du fait notamment des activités minières et pétrolières, encore nationalisées. Le gouvernement veille à protéger les industries naissantes et à favoriser la haute technologie.

Bandung, à 150 kilomètres au sud-ouest de Djarkata. – A l'instar du Brésil, l'Indonésie a aussi son entreprise aéronautique, du « high tech » au pied des volcans : l'IPTN, le *« bébé d'Habibie »*, dit-on, du nom d'un ministre de l'industrie et de la technologie persévérant. Un bâtiment administratif où le marbre ne fait pas défaut. De gigantesques halls, complètement climatisés, où sont montés des hélicoptères (des Super-Puma, par exemple) et des avions dans le cadre d'accords de coopération avec les grands industriels du secteur (le français Aérospatiale, l'espagnol Casa, les américains Boeing et Fokker...).

Le chiffre d'affaires, les investissements réalisés, les bénéfices ? Impossible sur place d'obtenir ces données. En fait, l'entreprise fait l'objet de polémiques constantes à Djarkata. *« Le fruit de la mégalomanie d'Habibie, des dépenses somptuaires et en pure perte »*, estiment certains. Mais pour l'ingénieur Bachruddin Jusuf Habibie, cinquante-trois ans, ancien numéro deux du groupe ouest-allemand MBB, l'Etat doit favoriser les transferts de technologie.

L'entreprise permet déjà à quinze mille jeunes Indonésiens de se former aux technologies de demain. Demain d'ailleurs, l'Indonésie prépare la construction d'un premier avion complètement indonésien, le CN-250. Une source de fierté nationale, l'État étant ainsi très actif dans une dizaine de secteurs-clés.

« Depuis 1985, les politiques macro-économiques et de dérégulation ont été menées avec fermeté. Peu de pays dans le monde en ont fait autant et aussi bien. » Le compliment, exprimé par Vladimir Konovalov, économiste de la Banque mondiale, installé à Djakarta, est celui qu'émettent les experts de toutes les grandes organisations internationales qui aident le pays.

Les capitalistes aussi soutiennent le pays. Les investissements étrangers affluent depuis 1988 : 4,4 milliards de dollars en 1988 ; 4,7 milliards en 1989 ; plus de 5 milliards attendus en 1990. Toutefois, avant de décoller, l'économie indonésienne doit s'assurer que tous ses moteurs sont en bon état.

Quatre fragilités

Première fragilité : la dépendance. Celle à l'égard du pétrole a certes été réduite, mais elle subsiste : une baisse de 1 dollar du prix du baril se traduit par une réduction de 300 millions de dollars dans les caisses de l'Etat (soit une diminution de 2 % des recettes). Au-delà, la politique du tout-à-l'exportation a accru la dépendance du pays à l'égard des grands marchés mondiaux.

Au ministère du commerce, on ne nie pas une certaine inquiétude à l'égard du protectionnisme américain, pour les produits textiles par exemple. Dépendance aussi à l'égard des capitaux étrangers, japonais notamment.

Deuxième fragilité : la démographie. Malgré une politique de contrôle des naissances considérée comme l'une des mieux appliquées dans les pays en développement, la population indonésienne continue d'augmenter très rapidement – de plus de 2 % par an. L'objectif est de parvenir à une progression annuelle de 1,8 % en 1993.

Pour les toutes prochaines années, il faudrait que l'économie puisse créer 2,3 millions d'emplois par an. *« S'il n'y a pas d'emplois, nous aurons un problème de stabilité politique »*, souligne B. Hasan.

Troisième fragilité : les écarts de revenus. La croissance des dernières années a certes permis une quasi-disparition de la grande misère. Dans un rapport récent, la Banque mondiale a félicité l'Indonésie à ce sujet. Le nombre des Indonésiens vivant sous le seuil de pauvreté (un revenu inférieur à 320 dollars par an) serait revenu de 35 millions en 1984 à 30 millions en 1987, de 22 % à 17 % de la population totale.

Mais la croissance s'est aussi accompagnée d'une spectaculaire aggravation des inégalités : si, à Bekasi, la jeune ouvrière qui colle les semelles de chaussures gagne 2 000 rupiahs par jour, dans les tours climatisées de Djakarta la secrétaire bilingue en gagne quotidiennement au moins 30 000. Son patron, banquier, ne compte plus les zéros.

Au-delà, de grandes fortunes se constituent, généralement des spéculateurs en Bourse ou quelques industriels à succès. La communauté chinoise *(lire l'article de Patrice de Beer page 19)* alimente, avec les membres de la famille du président Suharto, ce club des nouveaux riches. *« Sur les cinquante conglomérats privés qui dominent l'économie, quarante-sept sont possédés par des Chinois, deux par les fils du président et un seulement par un Indonésien »*, estime un observateur local de la vie des affaires.

De telles inégalités, aujourd'hui flagrantes, ne sont pas sans risques. Le président Suharto en a conscience. En janvier, il a lancé un appel aux nouveaux riches en leur demandant de distribuer aux coopératives de travailleurs 25 % du capital de leur conglomérat. Une trentaine d'entre eux ont répondu, mais pour des montants très modestes (1 % du capital de leurs affaires en général).

L'émergence d'une classe moyenne, composée d'hommes et de femmes mieux formés, accroît aussi le besoin de démocratie. Malgré une certaine libéralisation, le régime, soutenu par les militaires, reste autoritaire.

Quatrième fragilité : la démocratie. Le décollage de l'économie indonésienne sera-t-il possible avec le président Suharto comme pilote et toute sa famille dans le cockpit ? Il avait fait savoir qu'il ne demanderait pas un renouvellement de son cinquième mandat, en 1993. Aujourd'hui, il semble hésiter.

La *« démocratie économique »* – c'est ainsi que J. B. Sumarlin définit son projet – peut-elle se passer de démocratie politique ? Au-delà de l'ex-rideau de fer, la réponse a été négative. Et sous l'équateur ?

de Djakarta
ÉRIK IZRAELEWICZ

Une jungle financière...

« IL y à encore deux ans,la Bourse de Djakarta, c'était un zoo où l'on pouvait venir voir quelques espèces rares échanger de temps en temps, entre 10 h et 10 h 15, des actions. Aujourd'hui, regardez, c'est un véritable marché. » Modeste, le père de cette spectaculaire métamorphose, Mazurki Usman, le président de l'agence étatique qui supervise les marchés des capitaux indonésiens, n'en est pas moins fier. A juste titre.

La politique de dérégulation relancée par le gouvernement à l'automne 1988 a provoqué depuis une explosion de la Bourse de Djakarta. Plus généralement, elle est à l'origine d'une véritable révolution dans l'ensemble du système financier. De zoo, n'est-il pas devenu une jungle ? Avec son charme, mais aussi ses dangers.

Des banques champignons

« Quand je suis arrivé ici, à la fin de 1988, il s'échangeait vingt mille actions par jour. Aujourd'hui ce sont trois millions de titres qui changent de mains quotidiennement. » Le conseiller canadien du ministère des finances, venu de Montréal pour informatiser le marché indonésien, ne manque pas de chiffres. Les cours ont été multipliés par six en moins de dix-huit mois !

La floraison de sociétés cotées émerveille les investisseurs. Il n'y en avait que vingt-quatre à la fin de 1988, plus de 110 au 1er juin 1990 ! D'à peine 200 millions de dollars avant les réformes de l'automne 1988, la capitalisation de l'ensemble du marché (la valeur totale des actions cotées) dépasse aujourd'hui les 20 milliards de dollars, d'après le très britannique patron de l'un des principaux brookers étrangers, John Style, de Jardine Fleming.

Entouré de quatre de ses principaux collaborateurs dans un salon qui, avec son marbre, ses boiseries faussement « anciennes » et ses (vraies) gravures anglaises du dix-neuvième siècle n'a rien à envier aux salons des banques new-yorkaises, James T. Riady, le président de la Lippobank – l'une des grandes banques privées du pays, raconte calmement l'histoire de la banque dont il a hérité : 35 agences il y a dix-huit mois, plus d'une centaine aujourd'hui.

« Lorsque j'ai inauguré une agence dans l'île d'Iryan-Java, j'ai ouvert 300 comptes d'épargne en une journée », se rappelle avec gourmandise Usman Admadjaja, le fondateur et président de Danamon, une autre banque champignon (10 agences fin 1988, 100 à la fin de 1990).

L'émergence de tours ultramodernes et luxueuses à Djakarta, chacune ou presque hébergeant le siège d'une banque, l'ouverture de guichets dans tout le pays (leur nombre est passé de 1900 il y a deux ans à 5 300 aujourd'hui), le lancement de nouveaux produits financiers (avec notamment une loterie pour inciter les gens à ouvrir des comptes bancaires) : la libéralisation engagée depuis 1988 a conduit à la création d'un véritable système bancaire.

Le train d'enfer mené par le gouvernement a aussi attiré les investisseurs étrangers. D'ores et déjà, une vingtaine de fonds d'investissement d'origine extra-indonésienne (dont celui d'Indosuez) cherchent à investir à la Bourse de Djakarta. Autorisées à créer des joint-ventures et à ouvrir des agences, les banques étrangères, notamment françaises (très actives), se sont précipitées sur ce nouvel eldorado financier.

Ce développement de la finance est-il maîtrisé ? N'est-il pas trop rapide ? L'insuffisance des infrastructures freine le mouvement. *« Nous n'avons qu'une seule ligne téléphonique*, explique un agent de change local, *c'est pourquoi nous travaillons entre la Bourse et nos bureaux par talkie-walkie. »*

Un risque de krach

Le manque de personnel qualifié est une source de grandes difficultés. *« Nous débauchons en permanence chez nos concurrents*, raconte Eric Louis, le nouveau patron d'Indosuez à Djakarta, *mais eux aussi débauchent chez nous. »* Cette pénurie provoque une flambée des salaires dans le secteur. Et des imprudences : *« Certains jeunes cadres accordent des crédits sans bien connaître les risques »*, avoue un banquier local.

Le système de contrôle, tant des banques que de la Bourse, est encore très imparfait. Tout cela amène certains à craindre un prochain krach financier. *« La Banque centrale a dû intervenir, tout récemment, pour sauver quatre banques de la faillite »*, raconte discrètement un banquier qui a dû, comme tous ses confrères, verser au pot. A l'automne dernier, et pour la première fois, une introduction en Bourse – celle de la société de ciment, Indocement – ne s'est pas très bien passée.

« Je ne crois pas à un risque de krach. » La prédiction de celui qui a obtenu, en 1990, le prix du meilleur analyste à la Bourse de Djakarta, Norman Li, de la Banker Trust Securities, fait l'unanimité sur la place. *« Le marché n'est pas encore totalement sain, mais j'ai confiance »*, explique pour sa part J. Style. Tous fondent leur optimisme sur la qualité des hommes qui dirigent le ministère des finances (des technocrates formés dans les meilleures universités du monde), sur les projets du gouvernement et sur les perspectives de développement de l'économie réelle.

Deux lois, l'une sur les banques, l'autre sur les valeurs mobilières, devraient modifier prochainement les règles du jeu. Tout aussi libérales que les précédentes, elles devraient cependant mieux définir les mécanismes de contrôle. *« Nous allons privatiser la Bourse et créer une commission de surveillance comme votre COB »*, explique Mazurki Usman.

Globalement les réformes ont d'ores et déjà permis, selon Johannes Sumarlin, d'orienter une partie des économies de la population vers l'investissement et d'attirer des capitaux étrangers. Dans la région, Djakarta est finalement le dernier train à partir. Il ne faudrait pas que la finance se détache de l'industrie et du commerce.

E. I.

Inégal recul de la pauvreté en Inde

Le Nord-Ouest et le Sud-Est progressent, mais l'intérieur du pays reste semi-ankylosé du fait notamment des castes et du climat

par Gilbert Etienne

DEJA vers 1930, Jawaharlal Nehru constatait de grandes *disparités en* Inde. Au Panjab, province qui avait connu un essor spectaculaire dès le dernier tiers du dix-neuvième siècle grâce *aux canaux d'irrigation* construits par les Britanniques, les manœuvres agricoles étaient payés *quatre fois plus* que ceux de la région de Bénarès, somnolant dans *la stagnation, mais aussi plus* peuplée.

La corrélation entre le niveau général de l'économie locale et le niveau de vie des habitants, riches et pauvres, n'a fait que se confirmer avec la « révolution verte », *apparue dans les années* 1965-1970. En effet, celle-ci ne constitue pas un remède passe-partout : les nouvelles semences de blé et de riz à haut rendement exigent *à la fois des doses appropriées* d'engrais chimiques et plus d'eau que les variétés locales. Selon les cas, le recours aux pesticides s'impose.

D'emblée se trouvent exclues de vastes régions de l'Inde péninsulaire, *mal dotées aussi bien en* pluies qu'en potentiel d'irrigation et souffrant très souvent de sols médiocres. En revanche, les plaines semi-arides du Nord-Ouest, déjà *passablement irriguées, offrent une* marge de manœuvre très large. Quant aux plaines de l'Inde orientale, elles bénéficient certes de pluies relativement abondantes, mais il leur faut de l'irrigation *pour prévenir les caprices de la* mousson et pour assurer une seconde récolte en saison sèche.

Autre variable, l'arrière-plan historique. Ce n'est pas par hasard si les régions aujourd'hui avancées de l'Inde, les zones irriguées du Nord-Ouest et du Sud-Est, l'étaient déjà au moment de *l'indépendance en* 1947. Elles se trouvaient comme le coureur qui commence son 100 mètres avec 10 mètres d'avance. Enfin les castes (1) *marquent les comportements.*

Lorsque les *principales castes* locales sont agricoles par tradition, le développement part plus facilement que chez les propriétaires peu enclins au travail manuel. Les *tabous – interdiction de toucher la* charrue pour les hautes castes dans plusieurs *régions* – ne sont certes pas immuables. Ils reculent autour de Bénarès et restent vivaces au Bihar ou en Orissa.

Comment faire le point après un quart de siècle ? Les analyses macro-économiques à grand renfort de savants calculs sur *la ligne de pauvreté*, soit le seuil minimum *de revenu qui assure des conditions* de vie à peu près décentes selon les normes indiennes, reposent sur des bases très incertaines. Plus sûres apparaissent les observations sur le terrain.

Nous voici à Khandoï, à 120 kilomètres à l'est de New-Delhi, dans le district de Bulandshahr, *« un village d'apparence ordinaire »*, comme l'écrit Robert Currie dans son rapport sur le cadastre en 1861. De cette date à 1961, la population triple, la surface irriguée fait de même et les 35 hectares de forêt sont mis en culture. Autres changements : les *puits à traction animale s'améliorent* : la canne à sucre, de meilleur rapport, remplace le coton ; des variétés nouvelles de canne et de blé sont introduites vers 1930.

L'engrenage *population-ressources* commence à tourner plus vite : 47 exploitations en 1916, 133 en 1961, 179 en 1986 pour 250 hectares cultivés. Aujourd'hui les deux grands propriétaires se partagent 20 hectares, 90 disposent de moins de 1 hectare chacun et le *nombre des sans-terre augmente*. La densité au kilomètre carré dépasse 700, la population totale *atteignant* environ 2 200 habitants.



Des terres irriguées

Et pourtant la pauvreté recule. Toutes les terres sont maintenant irriguées *et mieux que par le passé* grâce aux puits tubés à pompe électrique à partir de 1960. Les nouveaux *blés et les engrais chimiques* donnent plus de 3 000 kg/ha contre 1200-1300 en 1960. Progrès, mais moins net pour la canne à sucre, expansion du bétail et du *lait, apparition de jardins potagers* et de champs de pommes de terre... et mon vieil ami Ram Singh, paysan *de 2 hectares*, se *lance dans* l'élevage des poulets.

Contrairement aux *idées reçues*, ces progrès ne sont pas l'apanage des gros propriétaires. Tous, y *compris les paysans de 0,25 hectare*, participent au mouvement. Observation qui se répète dans les autres districts avancés de l'Inde, au Pakistan, en Indonésie, en *Malaysia. Ces résultats de la* remarquable paysannerie locale, en particulier les Jats, s'accompagnent d'autres changements, cette fois hors de l'agriculture.

Le négoce se développe dans les bourgs et les villages. Encouragées par l'électrification des campagnes, les petites industries poussent un peu partout : batteuses rustiques, pompes *d'irrigation, pièces détachées*. Des garages réparent les camions et les tracteurs qui commencent à se faire remarquer, des biens de consommation progressent : *bicyclettes, radios,* vêtements. Et les nouvelles routes en dur stimulent l'expansion générale dans un fouillis d'autobus, de chars à bœufs, de voitures à cheval.

Conséquence de la croissance et de sa diversification inter-sectorielle : le marché du travail s'élargit. Moissonner à la faucille trois fois plus de blé exige davantage de *travailleurs. Il faut aussi plus* de chars pour acheminer blé et canne à sucre. Boutiques et industries exigent de la main-d'œuvre nouvelle. Et les maisons en torchis *sont de plus en plus remplacées par* des maisons en briques.

En 1963, 47 hommes travaillaient hors de Khandoï, 150 aujourd'hui. La plupart d'entre eux *laissent leur famille au village et* y envoient leurs économies. Ainsi, même une famille propriétaire de 1 hectare peut se payer une motopompe grâce à la contribution du frère qui tient *boutique au bourg* voisin. Quant aux plus pauvres, ils combinent plusieurs travaux et *voient leurs salaires s'élever* en termes réels.

La pression démographique

Changement de décor. Arrêtons-nous dans la plaine du Nord-Bihar : belles terres alluviales comme à Khandoï, pluies plus élevées. Et pourtant ici la « révolution verte » balbutie.

Vers 1880, toutes les parcelles *disponibles ont été défrichées, puis* il n'y eut guère de changements jusqu'à l'indépendance. Les *hommes s'accumulent*, les exploitations se fragmentent. Les rangs des sans-terre se gonflent.

L'irrigation reste très peu développée, d'où chute de la production en cas *de sécheresse*. Faute de drainage et de digues, les inondations ne sont pas moins meurtrières. *Pour corser le tout*, les hautes castes n'ont pas la fibre agricole, et investissent peu.

La scène s'anime, mais *trop faiblement*, sous l'effet des plans quinquennaux. *Autour de Philki*, à 20 km du chef-lieu du district de Muzzafarpur, ici et là, un puits *tubé à pompe et une assez* belle rizière à 2 500 kg/ha. Mais en général, les terres ne dépendent que des pluies. Les plus mal drainées donnent 350 kg/ha de riz décortiqué, les autres *800 à 1 000*.

Les secteurs secondaire et tertiaire n'apportent qu'un faible *complément à l'agriculture et la* pression démographique est particulièrement lourde. *Indice révélateur* : les salaires agricoles représentent la moitié de ceux de Khandoï et les occasions de travail sont plus rares.

L'histoire coloniale, la politique *locale, la constellation des castes*, de très délicats problèmes hydrauliques se combinent pour expliquer *cette semi-ankylose qui couvre de* vastes régions de l'est de l'Inde. En bref, une économie non pas bloquée, mais trop lente. En 1989, par exemple, le Bihar, l'Assam, l'Orissa *n'arrivent pas à utiliser les fonds* débloqués par le gouvernement central pour des puits privés.

Après les *pentes verdoyantes* et escarpées des Ghâts, près de Bombay, le plateau du Deccan déroule ses vallonnements rabotés et ses collines tabulaires. La mousson qui *vient de l'océan est bloquée par* les montagnes. Les pluies sont faibles et très irrégulières.

Durs à la tâche, les *paysans* marathes s'en sortent tant bien que *mal. Ils tirent le maximum de* petites parcelles irriguées par des puits à pompe : canne à sucre, vigne, légumes, ce qui leur permet d'acheter du grain pour compenser *leurs maigres récoltes de sorgho*.

Faute d'eau assurée, il n'est pas question pour les cultures non irriguées de se *risquer aux variétés* hybrides de sorgho et aux engrais chimiques. Quant à élargir les périmètres irrigués, ce n'est guère possible, la nappe phréatique est trop peu abondante.

Les grands pôles industriels de Bombay et de Pune jouent le rôle de soupape de sûreté pour une partie au moins des paysans, comme *le progrès du tertiaire dans* les bourgs.

D'autres parties de l'Inde péninsulaire s'en sortent beaucoup plus *mal*, du fait de leur isolement. A nouveau s'y répète le film de la pauvreté qui *recule lentement*, quand elle recule.

En revanche, les beaux deltas irrigués de la côte du Sud-Est, Andhra, *Tamil Nadu*, connaissent une évolution qui s'apparente à celle du Nord-Ouest. *Les nouvelles* variétés de riz décortiqué cotent à 3 000-3 500 kg/ha. Les salaires *montent, le marché du travail* s'élargit.

La pauvreté, c'est avant tout une question d'emploi, vérité si élémentaire qu'on l'oublie parfois. La hausse des rendements agricoles moyennant *une mécanisation* modérée, comme c'est le cas, constitue une première voie. La *deuxième est dans le secondaire* et le tertiaire en milieu rural, car les débouchés offerts par les grandes villes sont déjà très engorgés.

Simple en soi, ce schéma bute sur la diversité de l'Inde, la taille du pays. *C'est dire l'importance* majeure que prend le taux de croissance à l'échelle nationale. Il s'est nettement *accéléré* depuis 1980 : un peu plus de 5% par an, contre 3,5 % pour 1950-1980. On en sent l'effet *sur le recul de la misère*, mais il reste beaucoup à faire.

Le gouvernement a, pour sa part, mis sur pied toute une série de programmes s'attaquant de manière directe à la pauvreté : *chantiers de travaux publics*, crédits avec forte part de subvention aux catégories les plus pauvres de la société. Les travaux d'urgence – en cas de sécheresse – fonctionnent *de manière en gros positive*, preuve en est l'absence de véritables famines depuis l'indépendance en 1947.

Toutefois, les travaux publics de routine et les programmes de crédit *s'accompagnent* de beaucoup de coulage. Au bout du compte, l'attaque indirecte de la pauvreté paraît plus sûre.

Enfin, il est non moins évident qu'une réduction plus marquée de *la natalité faciliterait le processus*. Or cette tendance, elle aussi, varie : recul assez net dans les villages du Sud, du Maharashtra, du Gujrat ; mouvement plus lent dans le *bassin du Gange* et au Rajasthan.

(1) Les ex-intouchables constituent une grande partie des sans-terre. Très souvent, le gros des terres est tenu par une caste de statut moyen ou supérieur, mais en dessous de celui des brahmanes.

▶ Professeur aux instituts universitaires de hautes études internationales et d'études du développement (Genève).

« Je vis mieux »

Haryan Singh, jativ ou chamar (ex-intouchable), de Khandoï, est un homme alerte qui travaille surtout comme maçon. Il n'a pas de terres, *mais possède une bufflesse*, dont il garde 1 litre de lait pour ses enfants et en vend 4 *par jour. De temps à autre*, il travaille aux champs, payé tantôt en argent, tantôt en *nature à raison de* 10-12 kilos de grain par jour, contre 5-6 kilos en 1978.

Ou encore, il transporte 60 litres de lait, sur la bicyclette qu'il a pu s'acheter, à une centrale laitière du petit bourg d'Unchagaon. Il possède deux assortiments de vêtements et vient, grand luxe, d'acheter une montre. *Sous son toit vivent sa femme* et ses quatre enfants. *« C'est vrai, je vis mieux », « mais, ajoute-t-il, un brin caustique, les babous* (fonctionnaires) *gagnent plus ! »*

Un seul vêtement

A Philki, village du nord du *Bihar, Chalita Ram, chamar*, ne possède que la chemise rapiécée qu'il porte et son dhoti (drapé) *défraîchi. Dans sa paillotte qui* peut s'effondrer en cas de pluie : deux nattes, deux casseroles, *trois pots, une jarre en terre pour* garder l'eau, quelques bouts de couverture. Le compte est vite *fait sans savants calculs sur* le seuil de pauvreté. Chalita Ram ne fait que survivre.

Pendant quelques mois, il travaille dans la rizière comme manœuvre agricole. Son salaire en argent est stagnant. Quant au salaire en nature, à la *moisson*, il a un peu augmenté mais dépasse bien rarement 4-5 kilos de grain *par jour. Les métiers accessoires* sont limités : participer à la récolte de blé (faible) en saison *sèche, déterrer le paddy que* stockent les rats dans les diguettes des rizières, soit dans les 15 kilos par saison...

Sinon les jours s'écoulent, monotones et tristes. Sa femme coupe de l'herbe en bordure du chemin. Le fils aîné travaille aussi comme journalier mais il a une femme à entretenir.

Comment Chalita Ram va-t-il *trouver de quoi marier ses deux* filles, même s'il peut gagner quelque chose sur la dot que recevront ses deux autres fils... Et le *climat social est lourd* entre les gros propriétaires de haute caste et le prolétariat rural.

CHAMPS ECONOMIQUES

Puissante diaspora chinoise

A côté des Japonais, les « fils du ciel » d'outre-mer jouent un rôle très important dans l'économie de l'Asie du Sud-Est et d'ailleurs

DANS cette région Asie-Pacifique devenue le moteur de l'économie mondiale, le Japon joue un rôle dominant. Mais, depuis des années, les Chinois d'outre-mer ont également montré leur dynamisme, que ce soit à Taïwan, Hongkong et Singapour, dans les autres pays d'Asie du Sud-Est, ou bien en Amérique, en Europe et en Australie.

Quel est le point commun entre la présidente des Philippines, son cousin multimillionnaire et rival, et l'un des plus célèbres architectes au monde, entre l'un des hommes les plus riches de la planète et l'un des violoncellistes les plus doués, entre le président du campus de Berkeley, les premiers ministres de Singapour et de Thaïlande, et l'ancien chef du gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ; entre l'un des fondateurs de Los Angeles, le vice-gouverneur de la Colombie-Britannique (Canada), l'archevêque de Manille et le patron de la firme d'électronique Wang, qui vient de mourir ?

La liste est longue de cet inventaire. Encore pourrait-on la compléter en y ajoutant l'ancien dictateur philippin Marcos, des fondateurs de la monarchie siamoise ou des missionnaires qui apportèrent l'islam en Malaisie... Ce qui rassemble toutes ces personnalités, c'est leur appartenance à la communauté chinoise d'outre-mer, si tant est qu'il existe une communauté homogène.

Trois « tigres » sur quatre

Combien sont-ils, répartis dans plus d'une centaine de pays de tous les continents, en particulier en Asie du Sud-Est ? On parle d'une trentaine de millions, bien qu'un universitaire de Hongkong, le professeur Gordon Redding, cite le chiffre de 40 millions rien qu'en Asie. Il est vrai qu'il compte sans doute parmi eux les 20 millions de Taïwanais, les 5,7 millions de Hongkongais et les 400 000 habitants de Macao.

Il est clair qu'une communauté de cette importance répartie à travers le monde, tout en conservant des liens entre ses membres, clans et groupes régionaux et dialectaux (Cantonais, Teochiew et Hakka du nord de la province de Canton, Hokkien du Fujian voisin...), et ayant souvent maintenu des relations familiales – voire commerciales – avec la mère patrie, pèse d'un poids considérable dans l'économie non seulement asiatique mais de toute la zone Asie-Pacifique.

Pour ne pas parler de Hongkong, véritable « porte » de la Chine et dont les investissements sur le continent représentent près des trois quarts du total mondial, ou de Taïwan, qui dispose des deuxièmes réserves en devises après le Japon, Singapour est le carrefour marchand et une base économique stratégique en Asie du Sud-Est. Trois des « quatre tigres » asiatiques sont ainsi peuplés d'émigrés chinois, le quatrième – la Corée du Sud – ayant subi l'influence confucéenne. Parmi les futurs nouveaux pays industrialisés (NPI), la Malaisie, l'Indonésie, la Thaïlande, voire les Philippines, possèdent une importante et dynamique communauté d'origine chinoise.

Bien que les chiffres soient difficilement fiables en l'absence de recensements, et qu'il soit délicat – politiquement du moins – de faire la distinction entre, par exemple, un Thaïlandais ayant du sang chinois et un émigrant chinois, en fonction de son degré d'intégration ou d'assimilation, les principales communautés de Huaqiaos (nom générique en chinois pour les Chinois d'outre-mer) se retrouvent en Indonésie (environ 6 millions, soit 4 % de la population totale), en Malaisie (4 millions, un tiers de la population), en Thaïlande (3,5 millions, 6,5 %), à Singapour (2,5 millions, 75 %) et aux Philippines (600 000, 1 %). On en trouve également plusieurs centaines de milliers en Birmanie, en Inde, en Corée ou au Japon, et même en Sibérie.

Leur rôle d'intermédiaires, de commerçants, mais aussi d'ouvriers dans les mines et les plantations – en Asie du Sud-Est, la *« Méditerranée chinoise »*, selon le professeur Denys Lombard – est bien connu. Il leur a valu le surnom, donné par un roi siamois, de *« juifs de l'Asie »*, et a donné naissance à bien des clichés sur une communauté inassimilable, industrieuse mais sans grande envergure, allant là où est l'argent...

Nombre de Chinois accueillis par pays :
plus de 3 millions
de 2 à 3 millions
de 1 à 2 millions
de 100000 à 1 million
moins de 100000

Source : « Atlas géostratégique », de Jean Touscoz, Larousse 1988. 320 pages, 155 F.

Des coolies aux « chuppies »

Les dernières années ont modifié fondamentalement cette vision étriquée, teintée d'un certain chauvinisme parmi les autres Asiatiques, parfois de racisme en Occident. En effet, les Chinois d'outre-mer émigrent désormais vers les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et l'Europe occidentale et disposent d'un niveau de formation universitaire et professionnel supérieur. De plus, on trouve désormais parmi eux des hommes d'affaires de stature internationale, même s'ils ont conservé des caractères propres.

Aujourd'hui, le niveau d'éducation et de vie des Sino-Américains est plus élevé que celui des Américains d'origine européenne. Le stéréotype des gargotiers et blanchisseurs s'efface derrière les succès des « chuppies » *(Chinese yuppies)* de Californie, de l'architecte I.M. Pei ou de l'informaticien An Wang, des *towkays, Taipans* ou *tycoons*, comme l'homme d'affaires hongkongais Li Ka-shing, qui a racheté le site de l'Exposition universelle de Vancouver, de l'armateur milliardaire Y.K. Pao, ami des puissants et de Deng Xiaoping, ou du magnat des casinos Stanley Ho, tous deux anoblis par la reine d'Angleterre.

La réussite d'un homme comme Lee Kwan Yew, avocat sorti de Cambridge, premier ministre de Singapour depuis trente et un ans et qui a fait de sa cité-Etat l'un des premiers ports du monde – avec Hongkong – et la troisième place financière d'Asie, ou l'accession au pouvoir de Mme Cory Aquino montrent aussi que, d'hommes d'affaires prospères, certains Chinois d'outre-mer ont su se hisser au niveau d'hommes d'Etat. Ils n'ont pu y parvenir qu'en se fondant dans la communauté nationale.

Ce sont ainsi de nouvelles générations de Huaqiaos qui arrivent au premier plan, bien différents des « coolies » importés au siècle dernier comme main-d'œuvre à bon marché, en raison de leur niveau d'éducation au moins autant que de leur fortune et de leurs relations. Le rôle qu'elles jouent en Asie du Sud-Est est très important, même si les élites locales ont érigé toutes sortes de barrières contre elles, en particulier en Indonésie et en Malaisie. Ce qui ne les empêche pas, par exemple, de continuer de contrôler une grosse part de l'économie malaisienne et des secteurs entiers de celle d'Indonésie, en tant que prête-noms des généraux au pouvoir.

Aux Philippines, les grandes familles sino-philippines contrôlent, parfois en alliance avec l'élite locale, selon la *Far Eastern Economic Review* de Hongkong, douze des vingt-six banques commerciales, six des dix quotidiens de Manille en langue anglaise, les deux compagnies de navigation intérieure et jouent un rôle dominant dans l'industrie pharmaceutique, le textile, les cigarettes, le coco, les minoteries, le commerce, la distribution, l'immobilier...

Suivant les boat people qui fuient le Vietnam depuis 1975, les Chinois d'outre-mer émigrent aujourd'hui vers l'Occident, pour échapper aux discriminations dont ils sont l'objet en Asie du Sud-Est en raison des poussées nationalistes ou islamistes. Ils vont de préférence s'installer en Californie – où les Asiatiques représentent plus de 10 % de la population totale, – au Canada, où l'on retrouve un pourcentage similaire à Vancouver et Toronto.

A l'école de Confucius

C'est vers ces pays que se dirigent en particulier les Hongkongais, qui ne font pas confiance à l'accord anglo-chinois sur la restitution de la colonie à Pékin en 1997 et qui préparent leur repli pendant qu'il en est encore temps. Ils sont actuellement un millier par semaine à partir, ingénieurs, médecins, avocats, hommes d'affaires, ou à installer leur famille à l'étranger en attendant de l'y rejoindre.

Ils sont d'autant mieux accueillis qu'ils apportent avec eux investissements et technicité, qu'ils s'insèrent souvent mieux que les autres immigrés venus du tiers-monde et que leurs communautés ont la réputation d'être paisibles. Par contre, bien peu souhaitent s'installer en Grande-Bretagne, pays qui a montré peu d'enthousiasme à les accueillir, en dépit du vote des Communes qui leur accorde 200 000 visas d'entrée : fiers de leur réussite, ils lui reprochent de les avoir « lâchés » et d'être un pays en pleine décadence.

En dehors de la réussite spectaculaire des « quatre tigres », la décennie d'ouverture de la Chine vers le monde extérieur a permis aux Chinois d'outre-mer de faire la preuve de leurs talents. Intermédiaires entre Pékin et le monde capitaliste, ils ont joué un rôle déterminant pour arrondir les angles entre les investisseurs étrangers, habitués à l'économie de marché, et les bureaucrates chinois, formés à l'école de Confucius et de Mao Zedong, dont il comprenaient mieux les ressorts et les susceptibilités.

Généreux envers la terre de leurs ancêtres, beaucoup l'ont couverte de cadeaux représentés par la construction d'écoles, d'ouvrages d'art, d'adductions d'eau ou de bourses, ou y ont investi un peu de leur argent. Au point que l'on peut dire que la grande majorité des investissements étrangers en Chine – avant même l'arrivée massive des capitaux taïwanais depuis 1989 – proviennent en fait des Huaqiaos. Même si beaucoup d'entre eux ont été choqués par les massacres de la place Tiananmen et par l'écrasement du « printemps de Pékin ».

Evoluant de manière autonome par rapport à leur pays d'origine, tout comme avant eux les immigrés occidentaux s'installant dans le Nouveau Monde, les Chinois d'outre-mer sont-ils en train de former une sorte de troisième Chine, après la République populaire et Taïwan ? Quelle est la grande ville qui n'a pas sa Chinatown, de San-Francisco à Sydney ou à Paris, dans le treizième et le vingtième arrondissement, où l'on voit graduellement de petits commerçants travaillant seize heures par jour envoyer leurs enfants à l'école locale puis à l'université ?

Tout comme les Japonais, mais à leur manière car ils ne disposent pas d'un Etat propre, sauf Singapour et Taïwan, et sont donc contraints de se placer sous la protection d'un autre drapeau que le leur, ils semblent avoir parfaitement assimilé le savoir occidental sans abandonner leurs traditions et leur dynamisme. Ils ont cependant parfois du mal à s'intégrer dès la première génération dans leur pays d'adoption et à en accepter les règles du jeu (non-respect de la législation sociale, travail noir, fraude fiscale...). En même temps, leur succès marque l'échec des régimes qui se sont succédé à Pékin, puisque ces Chinois d'outre-mer ont dû partir pour l'étranger avant de s'épanouir, en dehors des structures contraignantes de leur société d'origine.

PATRICE DE BEER

Reprise de souffle au Népal

ALORS que la situation politique semble en voie de stabilisation, les défis majeurs que doit affronter le gouvernement de coalition mis en place en avril se situent dans le domaine économique. L'élaboration d'une nouvelle Constitution et l'organisation d'élections générales dans la foulée de sa promulgation ne semblent pas susciter de controverse, les Népalais devant simplement attendre avant que, d'absolue, la monarchie devienne constitutionnelle.

En revanche, le règlement du différend avec l'Inde se posait en termes beaucoup plus immédiats, et la visite officielle du nouveau ministre Krishna Prasad Bhattarai, à New-Delhi, début juin, a permis de rouvrir les points de passage frontaliers bloqués depuis mars 1989 à la suite de la décision indienne de ne pas reconduire ni prolonger les traités bilatéraux de commerce et de transit entre les deux pays.

Le retrait par New-Delhi de la clause de la nation la plus favorisée avait alors pris Katmandou au dépourvu. La fermeture de dix-neuf des vingt et un points de passage frontaliers qui s'était ensuivie avait plongé l'économie népalaise dans un début de chaos et il lui avait fallu plusieurs semaines pour commencer à se réorganiser. Entre-temps, les difficultés d'approvisionnement en denrées de base, comme le pétrole, et des pénuries sporadiques engendrées par les à-coups de transports aussi lents que longs ont contribué à alimenter un mécontentement populaire déjà latent.

Lourd handicap

Les disparités de développement entre la vallée de Katmandou et ses alentours immédiats, principaux bénéficiaires des plans nationaux d'aide, et les régions reculées souvent négligées faute de voies d'accès ont été pour beaucoup dans le mouvement de contestation qui a débouché sur les troubles du début de l'année. Une corruption rampante et des abus administratifs profitant surtout aux fidèles de l'ancien système sans parti dit des panchayats ont fait le reste.

Quoi qu'il en soit, le nouveau gouvernement a reçu en héritage une situation économique assez mal en point, même si elle avait rapidement récupéré des suites du tremblement de terre de 1988. Ramenée l'année précédente à 7 %, l'inflation a presque doublé en 1989 dans le sillage du différend avec l'Inde.

Reposant pour l'essentiel sur l'aide étrangère et les dons de l'extérieur, souvent mal gérés au dire de ce qui était naguère l'opposition, l'économie se trouve en butte à un mal-développement chronique. Pays enclavé et montagneux, le Népal doit tenir compte de ce lourd handicap, même s'il ne manque pas de séduire les visiteurs étrangers.

Le tourisme constitue sa principale source de devises, ayant rapporté 75 millions de dollars en 1988, suivi par les ventes à l'étranger de tapis confectionnés par les réfugiés tibétains – ils sont 14 000 – au Népal. Dès l'été passé, cette industrie relativement prospère a vu ses ressources sensiblement diminuer : les touristes indiens représentaient environ le quart des 250 000 étrangers en visite par an dans le royaume himalayen. La dispute avec l'Inde a nettement ralenti le rythme des arrivées, faisant chuter d'autant les revenus et planer de sérieuses menaces sur l'emploi (1).

Pour les voyageurs de plus loin, l'Himalaya demeure le point de mire, même si les autorités népalaises ont décidé de limiter plus sévèrement l'accès aux plus hauts sommets. Des cris d'alarme se sont en effet multipliés, la préoccupation de protection de l'environnement faisant lentement son chemin jusqu'aux vallées reculées naguère peu fréquentées et en passe de devenir des promenades jonchées de déchets à la suite du passage des expéditions.

Timide diversification

L'autre menace qui pèse sur le pays est une déforestation accélérée, due en particulier à la croissance démographique. Ce qui était presque un blocus de la part de l'Inde a encore accentué le rythme de déboisement, puisque les voies d'acheminenent du pétrole étaient coupées. La mise en service en 1989 de deux petites centrales hydroélectriques n'a pas suffi à répondre à la demande croissante d'énergie, si bien que, chaque jour, plus de 200 hectares de forêts seront détruits au Népal pour fournir du combustible domestique.

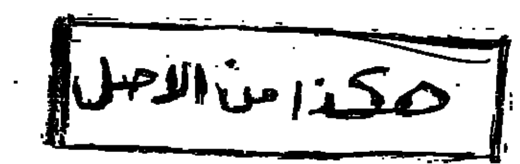
Avant la décision de New-Delhi, le royaume népalais importait environ le tiers de ses approvisionnements étrangers de l'Inde, pour un montant évalué à 170 millions de dollars. Durant le conflit économique, les exportations népalaises vers sa voisine méridionale étaient frappées de taxes douanières de 100 % à 140 %. Mais, faute de fonctionnaires des douanes pour les percevoir, les marchandises passaient le plus souvent en fraude, nourrissant une contrebande florissante.

Le retour à des conditions normales d'échanges entre les deux pays fait espérer aux milieux d'affaires locaux une reprise économique bien nécessaire. Un déficit commercial croissant et une dette extérieure accrue en raison de la querelle avec l'Inde ont sensiblement ralenti un taux de croissance évalué à peine à 1 % en 1989. Dans le même temps, le chômage s'est amplifié.

Le gouvernement nouvellement installé a beau tabler sur les facilités promises aux investisseurs étrangers et sur les encouragements prodigués aux industriels locaux. Il demeure plus que jamais conscient, malgré de timides efforts de diversification, que l'économie népalaise dépend du bon vouloir de New-Delhi, même si le Bangladesh et la Chine ont réitéré leur soutien lors du contentieux avec l'Inde.

de Katmandou,
CLAUDE B.-LEVENSON

(1) S'y ajoutaient les envois des 6 millions de Népalais expatriés en Inde (le Népal compte 17 millions d'habitants).



MARCHÉS FINANCIERS

Philip Morris maintient son offre initiale sur Jacobs Suchard

Le groupe américain Philip Morris n'entend pas modifier les modalités de son offre publique d'achat sur Jacobs Suchard. Le leader mondial du tabac qui a mis sur la table près de 21 milliards de francs le 22 juin dernier pour prendre le contrôle du célèbre chocolatier suisse et disputer à Nestlé le rang de numéro un mondial de l'agroalimentaire s'est montré très catégorique sur ce point dans un communiqué publié vendredi 27 juillet à Zurich. Philip Morris entend répondre ainsi à une étude publiée la semaine dernière par la banque suisse Vontobel qui conseillait aux actionnaires minoritaires de rejeter l'offre initiale de l'Américain. Vontobel estimait en effet que Philip Morris pourrait augmenter le prix de son OPA dans le but d'obtenir 80 % du capital de Jacobs Suchard. ce seuil lui permettant de profiter de certains avantages fiscaux prévus par la législation américaine. Philip Morris détient actuellement 34 % du capital du chocolatier suisse, une participation qui lui confère 68 % des droits de vote.

Krupp et NEC négocient de grands contrats avec la Chine

Les sociétés occidentales s'engagent à nouveau en Chine. Selon le quotidien *China Daily*, le conglomérat ouest-allemand Krupp serait en train de négocier une participation de 30 % dans un projet de complexe sidérurgique destine à alimenter l'industrie automobile locale. Ce complexe, situé dans la province du Shanxi, au nord de la Chine, representerait un investissement total de 400 millions de dollars (2,2 milliards de francs environ).

L'usine, qui sera installée dans la ville de Taiyuan, devra produire 415 000 tonnes d'acier spécial et 300 000 tonnes d'acier laminé par an. Les partenaires de Krupp dans cette opération sont la Taiyuan Iron and Steel Corporation, une entreprise publique sidérurgique chinoise, pour 40 % du financement, et la China International Trust and Investment Corporation, agence d'investissement d'Etat basée à Pékin, à hauteur de 30 %.

Toujours selon le *China Daily*, le japonais NEC, numéro un mondial de l'informatique, serait sur le point de signer un contrat de 150 millions de dollars (820 millions de francs) pour produire des circuits intégrés en association avec un sidérurgiste chinois.

Fermeture de six magasins As Eco

Le supermarché As Eco dans le quartier de l'Horloge, près du Centre Beaubourg à Paris, premier magasin ouvert en continu 24 heures sur 24 du lundi matin au samedi soir, selon une formule importée des Etats-Unis en 1978, va sans doute fermer... définitivement.

Au cours d'un comité central d'entreprise, la semaine dernière, la direction a annoncé aux syndicats la fermeture de ce magasin et de cinq autres de moindre importance, dans l'Essonne, à Pontivy (Morbihan) et à Bordeaux, en raison de coûts d'exploitation trop élevés.

Selon les responsables du comité d'entreprise, le magasin parisien serait vendu à un organisme financier. Cent trente-cinq emplois vont être supprimés, dont cent trois pour le magasin parisien, essentiellement par licenciements.

Le comité d'entreprise, s'estimant insuffisamment informé, a décidé de demander au tribunal de grande instance un report de la procédure. Rachetée par le groupement Intermarché en décembre 1987, la chaîne As Eco comprenait alors 14 hypermarchés et 20 supermarchés, avec 2 000 salariés et un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs.

Depuis, la plupart des établissements sont passés sous l'enseigne Intermarché ou ont été vendus : hormis les magasins menacés de fermeture, il n'en reste que trois, à Dreux, à La Varenne et à Mennecy (Essonne).

□ **L'affaire de la Société générale : « M. Michel » identifié.** – Selon l'hebdomadaire *le Point* (daté 30 juillet-5 août), le mystérieux « M. Michel », domicilié aux îles Turks-et-Caicos et qui aurait acquis cent mille actions de la Société générale le 24 août 1988 – avant le raid de M. Georges Pébereau sur la banque privatisée – serait M. Jean-Jacques Michel, ancien directeur de Paribas Genève. Ce financier qui ne fait pas mystère de son opération s'en serait justifié par une lettre adressée à la Commission des opérations de Bourse (COB) en septembre 1989. L'hebdomadaire s'étonne que le document ne soit pas mentionné dans le rapport de la COB.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 29 décembre 1989

	20 juillet	27 juillet
Valeurs franç. à rev. variable	98,8	96,7
Valeurs industrielles	100,7	98,4
Valeurs étrangères	98,8	94,1
Pétroles-Energie	131,7	138,3
Chimie	94,8	93
Métallurgie, mécanique	88,6	85,3
Electricité, électronique	112,3	110,1
Bâtiment et matériaux	100,1	97,3
Ind. de consom. non alim.	89,7	88,7
Agroalimentaire	98,2	98,1
Distribution	88,8	84,7
Transports, loisirs, services	110,4	108,9
Assurances	92,1	90,1
Crédit banque	104,7	102,3
Sicomi	91,1	90,4
Immobilier et foncier	93,3	92,2
Investissement et portefeuille	91,2	89,1
Base 100 : 29 décembre 1989		
Valeurs franç. à revenu fixe	98	98,1
Emprunts d'Etat	99,5	99,6
Emprunts garantis et assimilés	97	97,1
Sociétés	98,4	98,4
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	4 539,9	4 442,4
Valeurs étrangères	4 528,3	4 402
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	856	841,1
Valeurs étrangères	604,9	588
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. fr. à rev. fixe	113,2	113,3
Emprunt d'Etat	94,5	94,6
Emprunts garantis et assimilés	111,7	111,8
Sociétés	113,4	113,4

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	538,8	528,9
Produits de base	415,7	411,5
Construction	582,2	572
Biens d'équipement	339,3	337,8
Biens de consom. durables	496,5	477,7
Biens de consom. non durables	643,3	638,1
Biens de consom. alim.	832	817,7
Services	554,8	546,5
Sociétés financières	694,4	685,4
Sociétés de la zone franc, exploitant principalement à l'étranger	482,8	476,4
Valeurs industrielles	517	509,5

BOURSES REGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

Indice général	321,7	317

PARIS, 30 juillet =

Le Yo-Yo

La semaine a débuté lundi au palais Brongniart dans la morosité mais aussi dans la plus grande indécision. Après avoir accusé une perte de 0,35 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 devait se replier ensuite de 0,92 % avant midi. Il réduisait cependant ses pertes vers 14 heures avant de repiquer du nez. Plus tard dans la journée son retard était de 0,50 %.

Simple mouvement de Yo-Yo, consécutif aux faibles courants d'échanges ? En fait, il semble que la déception ait été au rendez-vous. A la veille du week-end, la rumeur avait circulé qu'une baisse des taux concertée pourrait avoir lieu lundi à l'occasion de l'appel d'offres de la Banque de France (*le Monde* daté 29-30 juillet).

Or, apparemment, rien ne s'est produit et l'Institut d'émission a maintenu son taux d'intervention à 9,5 %. Ajoutons que la baisse de Tokyo dans la matinée et le manque d'activité lié à cette période estivale n'incitent pas les investisseurs à prendre des positions.

Les valeurs pétrolières telles Total ou Elf Aquitaine ont été encore une fois bien disposées. Comme la semaine dernière, elles ont été entraînées par l'enchérissement des prix du pétrole brut décidé à Genève par les pays producteurs.

Signalons que plusieurs valeurs ont atteint aujourd'hui leur cours le plus bas de l'année. C'est le cas de Matra, Midi, Métaleurop, Sodexho.

NEW-YORK

M. William Donaldson pourrait être désigné président de la Bourse de New-York

M. William Donaldson, un des fondateurs de la firme d'agent de change Donaldson, Lufkin and Jenrette, pourrait être désigné à la présidence du New-York Stock Exchange (NYSE), en remplacement de M. John Phelan. La nouvelle est rapportée par le *Wall Street Journal* du 30 juillet qui ajoute que cette nomination mettrait fin à six mois de recherche pour doter la Bourse de New-York d'un nouveau patron.

Les huit membres du comité de sélection ont été consultés et une assemblée extraordinaire du NYSE pourrait être convoquée en août pour approuver cette nomination. Toujours d'après le *Wall Street Journal*, celle-ci serait un coup sévère porté aux espérances de M. Richard A. Grosso, directeur général du NYSE, qui avait activement travaillé pour obtenir ce poste. Le porte-parole du NYSE a refusé de confirmer ou de démentir ces bruits. M Donaldson, indique-t-on encore, aurait une influence politique non négligeable en raison de ses relations avec les républicains.

TOKYO, 30 juillet ↓

Nouveau recul

Le mauvais temps persiste au Kabuto-cho. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de baisse s'est prolongé lundi tout au long de la séance. L'indice Nikkei affichait en clôture une baisse de 420,53 points (1,36 %) pour s'établir à 30 442,95 après avoir perdu jusqu'à 566,93 points pendant la journée.

Selon les courtiers, outre la crainte toujours vive de la hausse des taux d'intérêt, les programmes automatiques de vente liés à l'indice ont affaibli le marché déjà déprimé par le recul des obligations. Des prises de bénéfices ont affecté de nombreuses valeurs à forte capitalisation. Les échanges n'ont porté que sur quelque 250 millions de titres, soit le plus faible volume de transactions depuis le mois d'avril, et l'on ne comptait pour cette séance de lundi que 168 valeurs en hausse contre 790 en baisse.

VALEURS	Cours du 27 juillet	Cours du 30 juillet
Akai	1 000	980
Bridgestone	1 430	1 420
Canon	1 800	1 780
Fuji Bank	2 330	2 310
Honda Motors	1 680	1 680
Matsushita Electric	2 040	2 030
Mitsubishi Heavy	900	899
Sony Corp.	8 730	8 610
Toyota Motors	2 200	2 200

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Du Pont de Nemours : 10 % de profits en moins.** – Du Pont de Nemours, premier chimiste américain et numéro quatre au classement mondial pâtit du ralentissement de la croissance aux Etats-Unis. Pour le premier semestre, le groupe annonce un chiffre d'affaires, certes accru de 6 % à 19,05 milliards de dollars, mais un bénéfice net en diminution de 9,7 % à 1 309 millions de dollars. M. Edgard Woolard, président du groupe, a cependant estimé que « les performances de Du Pont restaient encourageantes, étant donné la faiblesse de la croissance américaine. Et dans la mesure où nous nous attendons à ce que cette situation persiste à court terme, a-t-il poursuivi, nous concentrons nos efforts sur des programmes de réduction des coûts pour améliorer la marge bénéficiaire ».

□ **Rolls-Royce en Italie.** – Le motoriste britannique Rolls-Royce va s'associer avec Aeritalia et Alfa-Romeo Avio, toutes deux du groupe public italien IRI – Finmeccanica pour construire une unité de production d'aubes de turbines à gaz, d'un montant d'environ 250 millions de francs, à Avellino, dans le sud de l'Italie. Chacun des partenaires détiendra un tiers du capital de la société.

□ **Accor rachète une société de restauration collective aux Pays-Bas.** – La Générale de restauration, filiale du groupe Accor et une des deux premières sociétés de restauration collective en France, associée à 50-50 avec Hodon, filiale du groupe de services Vendex, et première société de nettoyage et de blanchisserie aux Pays-Bas et en Belgique, vient d'acquérir Restoplan. Celle-ci gère 200 restaurants d'entreprise, compte 800 salariés, détient 10 % du marché de la restauration collective concédée aux Pays-Bas et table sur un chiffre d'affaires de 50 millions de florins (150 millions de francs environ) en 1990.

□ **Union Carbide : chute du bénéfice semestriel.** – Le groupe chimique américain Union Carbide a annoncé une chute de 45,7 % de son bénéfice net au premier semestre 1990. Cette baisse est expliquée, en partie, par un ralentissement cyclique de l'activité et surtout par les problèmes économiques du Brésil, pays où le chimiste est fortement implanté. Le résultat net pour la période, qui s'étend de janvier à juin, est de 210 millions de dollars (1,14 milliard de francs) contre 387 millions auparavant. Le chiffre d'affaires a, pour sa part, diminué de 22 % à 4 300 millions de dollars (23,4 milliards de francs) contre 4 500 millions de dollars à semestre comparable en 1989.

□ **Servair majoritaire dans Saresco.** – Air France a cédé sa participation de 30 % dans Saresco (boutiques d'aéroports) à sa filiale Servair (commissariat aérien), qui en détenait déjà 30 %. Servair a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires consolidé de 1 249 millions de francs, en hausse de 13,5 % sur 1988, et un bénéfice net de 48,4 millions, en hausse de 22,5 %. Les trois quarts de ce chiffre d'affaires sont réalisés dans l'aérien, où Servair est le premier français, le quatrième européen et le dixième mondial ; la firme a amélioré ses résultats (6 % en moyenne), notamment aux Etats-Unis. Dans le ferroviaire (17,9 % du chiffre d'affaires), Servair a notamment obtenu la concession du TGV-Atlantique, ce qui lui donne 30 % de la restauration ferroviaire française (le reste étant détenu par les Wagons-lits). Pour 1990, Servair prévoit un chiffre d'affaires de 1 400 millions de francs dont 400 millions environ pour le ferroviaire.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault Associés	430	430	IN2	310	300
Asystel	105	....	I.P.B.M.	135	135
B.A.C.	212	212	Loca investis.	325	329
B. Demachy Ass.	575	576	Locamic	127 50	124
Bqe Tarneaud	178 50	176	Matra Comm.	179	175
B.I.C.M.	840	840	Métall.Minière	219	...
Boiron (Ly)	397	393	Molex	231	232
Boisset (Lyon)	252	....	Navale-Delmas	1165	1180
Câbles de Lyon	3520	3461	Olivetti Logabax	590	599
C.A.L-de-Fr. (C.C.I.)	1320	1310	Om. Gest. Fin.	615	515
Calberson	515	516	Presbourg	92	92
Cardif	630	606	Présence Assur.	550	415 o
C.E.E.	365 10	365 10	Publ.Filipacchi	668	641 o
C.E.G.E.P.	279	278	Razel	695	675
C.F.P.I.	265 20	275	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	320	320
Ciments d'Origny	735	730	St-H. Matignon	260	255
C.N.I.M.	1203	1218	S.C.G.P.M.	630	630
Codetour	284 50	286 50	Segin (Li)	318	318
Comareg	350 50	348	Select Invest (Ly)	103	103
Conforama	1115	1115	Sedbo	530	520
Creeks	375	380	S.M.T. Goupil	220	217
Defsa	210 50	....	Sopra	212 20	210
Dauphin	711	709	Supra	205	205
Desquenne et Giral	283	283	TF1	300	290 10
Devanlay	1213	1210	Thermador H. (Ly)	294	290
Deville	479 80	....	Unilog	194 20	195
Dolisos	175	176	Union Fin. de Fr.	471	470
Editions Belfond	270	265	Viel et Cie	177	169 90
Elysee Invest.	15,10	15,10	Y. St-Laurent Groupe	1074	1061
Europ. Propulsion	415	410			
Finacor	196 50	....			
Garonor	865	865			
GFF (group.fon.f.)	460	460			
Grand Livre	463	488			
Gravograph	247	253			
Guintoli	1170	1150			
I.C.C.	255	255 20			
IDIA	353 10	355			
Idianova	159	155			
I.M.S.	1273	1260			

Marché des options négociables le 27 juillet 1990

Nombre de contrats : 29 718

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Bouygues	600	18	39	17	23
CGE	640	15	31	26	32
Elf-Aquitaine	680	29	–	16	21
Eurotunnel SA-PLC	50	6	8,30	1,70	3,20
Euro Disneyland SC	110	–	–	–	12
Havas	637	8	21	43	47
Lafarge-Coppée	480	21	40	20	–
Michelin	100	3,13	6,93	7,97	9,40
Midi	1 200	40	75	35	–
Paribas	640	12,50	28	26,50	–
Pernod-Ricard	1 250	–	–	76	–
Peugeot SA	680	40	64	15	18
Rhône-Poulenc CI	440	–	10	38	–
Saint-Gobain	560	8	–	36,50	–
Source Perrier	1 400	95	–	18	–
Société générale	600	3,50	15	64	–
Suez Financière	440	6,50	18	28	–
Thomson-CSF	110	–	8,90	–	9

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 27 juillet 1990

Nombre de contrats : 35 109.

COURS	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90	ÉCHÉANCES Mars 91
Dernier	102,90	102,98	102,92
Précédent	102,90	103,02	102,98

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 90
103	0,54	1,13	0,64	1,22

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,3975 F ↓

Le dollar poursuivait lundi 30 juillet sa baisse entamée vendredi en fin de journée à la suite de l'annonce d'une hausse du PNB américain limitée à 1,2 % au deuxième trimestre. A Paris, la devise américaine a clôturé à 5,3975 francs contre 5,4375 francs vendredi à la cotation officielle. Le repli de la devise américaine était très sensible à Tokyo, le dollar cédant 2 yens.

FRANCFORT	27 juillet	30 juillet
Dollar (en DM)	1,6160	1,6130
TOKYO	**27 juillet**	**30 juillet**
Dollar (en yens)	150,75	148,60

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (30 juillet) .... 9 9/16-9 11/16 %

New-York (27 juillet) .... 8 %

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 29-12-89*)

	26 juillet	27 juillet
Valeurs françaises	95,30	94,20
Valeurs étrangères	95,20	94,10
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	533,80	528,90
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 984,37	1 965,79

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

	26 juillet	27 juillet
Industrielles	2 920,79	2 898,51

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

	26 juillet	27 juillet
Industrielles	1 851,50	1 842,10
Mines d'or	188,90	187,10
Fonds d'Etat	79,07	79,71

TOKYO

	27 juillet	30 juillet
Nikkei Dow Jones	30 863,48	30 442,95
Indice général	2 249,26	2 225,29

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,4010	5,4040	+ 85	+ 95	+ 160	+ 180	+ 480	+ 530
$ can.	4,6876	4,6942	– 141	– 117	– 274	– 233	– 701	– 626
Yen (100)	3,6334	3,6378	+ 69	+ 84	+ 120	+ 148	+ 335	+ 384
DM	3,3490	3,3524	+ 44	+ 59	+ 83	+ 107	+ 218	+ 272
Florin	2,9708	2,9741	+ 37	+ 47	+ 70	+ 88	+ 188	+ 227
FB (100)	16,2730	16,2918	+ 35	+ 139	+ 90	+ 248	+ 463	+ 833
FS	3,9611	3,9662	+ 22	+ 43	+ 45	+ 74	+ 154	+ 222
L (1 000)	4,5732	4,5797	– 83	– 55	– 127	– 91	– 358	– 291
£	9,9513	9,9623	– 471	– 437	– 827	– 758	– 2260	– 2150

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 7/8	8 1/8	7 15/16	8 1/16	7 15/16	8 1/16	7 15/16	8 1/16
Yen	7 3/8	7 5/8	7 1/2	7 5/8	7 9/16	7 11/16	7 13/16	7 15/16
DM	7 13/16	8 1/16	8	8 1/8	8 1/16	8 3/16	8 5/16	8 7/16
Florin	8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 3/8	8 1/2
F.B. (100)	9 3/8	9 5/8	9 1/4	9 1/2	9 1/4	9 1/2	9 1/8	9 3/8
F.S.	8 7/8	9 1/8	8 13/16	8 15/16	8 13/16	8 15/16	8 13/16	8 15/16
L (1000)	13 1/4	14 1/4	11	11 1/2	11	11 1/2	11 1/4	11 3/4
£	14 7/8	15	14 7/8	15	14 7/8	15	14 3/4	14 7/8
F franç.	9 13/16	10 1/16	9 3/4	9 7/8	9 13/16	9 15/16	9 7/8	10

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 30 JUILLET

Cours relevés à 14 h 27

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3870	C.N.E 3%	3740	3690	3690	- 1 34
1103	B.N.P T.P.	1104	1040	1022	- 0 49
1190	C.C.F T.P.	1230	1181	1181	- 3 98
1122	Cr Lyon T.P.	1126	1126	1126	
1920	Renault T.P	1875	1855	1862	- 0 68
2030	Rhone Poul. T.P.	2006	2000	2000	- 0 25
1135	Saint Gobain T.P	1138	1131	1130	- 0 70
1230	Thomson T.P.	1222	1235	1220	- 0 16
985	ACCOR	990	994	986	- 0 40
785	Air Liquide	778	778	782	+ 0 51
1700	Als Superm.	1670	1675	1691	+ 1 26
520	A.L.S.P.I.	520	507	505	- 2 88
2340	Arjom. Prioux	2298	2294	2275	- 1 00
1060	AGF Sté Centrale	1002	1010	1002	...
1060	Aux. Entrepr.	1049	1049	1049	
385	Avenir H. Média	342	349	345	+ 0 88
245	Axa Midi Ass	244 80	244 50	241 10	- 1 51
280	Bafip	281 50	289	297	+ 1 95
265	Bail-Equipem.	289 80	268	289 80	
930	Bail Investiss.	927	929	929	+ 0 22
585	Bancaire	555	555	548	- 1 26
790	Bazar H.-V.	760	761	780	
900	Beghin-Say	872	858	868	- 0 46
1250	Berger (M)	1310	1300	1300	- 0 76
650	Bic	668	655	651	- 2 54
890	B.I.P.	885	885	870	- 1 69
580	BIS	559	581	559	
430	B N P (CI)	415	409 60	414 10	- 0 22
1060	Bolloré Tech.	1065	1080	1062	- 0 28
3340	Bongrain	3365	3320	3356	- 0 27
1050	Bon-Marché	1021	1011	1016	- 0 49
615	Bouygues	601	600	594	- 1 16
140	BP France	145	144	143	- 1 38
890	B S N	889	866	884	- 0 58
960	Canal Plus	961	980	951	- 1 04
485	Cap Gem.S.	467	457	461	- 1 28
3700	Carrefour	3480	3456	3457	- 0 66
148	Casino	143 20	142 50	142 20	- 0 70
110	Casino ADP	107 40	106	106	- 1 30
1120	Castorama D.L.	1120	1120	1120	
230	C.C.F	224	227	221 20	- 1 25
117	CCMC Ly.	128	125	125	- 2 34
490	C.D.M.E.	463	470	476	+ 2 81
530	C.E.G.I.D.	525	530	530	+ 0 95
255	Centrest (Ny)	255	280	259	+ 1 57
670	C.E.P. Comm.	642	855	645	+ 0 47
350	Cerus	343	343 20	343 30	+ 0 09
560	Cetelem	539	539	533	- 1 11
510	C F A O	510	510	510	..
470	CF Im.	451	459	458	+ 1 55
645	C G E	629	626	625	- 0 64
400	CGI Info	383	375 20	382	- 0 26
1260	C G I P	1243	1230	1222	- 1 69
570	CGP	587	584	587	...
970	Chargeurs S.A.	948	950	936	- 1 27
735	C I C A (M)	745	736	750	+ 0 67
1740	Ciments franc.	1700	1682	1676	- 1 47
620	Club Méditer.	616	618	612	- 0 65
186	CMB Packa.	171 20	172 10	174	+ 1.64
119	Codetel	121 50	120 20	119	- 2 06
335	Colimeg.	334 50	324	334	- 0 15

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
795	Colas	772	760	761	- 1 42
345	Cpt. Entrep.	322	322	320	- 0 62
1130	Compt. Mod.	1145	1100	1110	- 3 06
290	Concept S.A.	280	280	280	....
420	CPR (Paris Réé.)	412	410	411	- 0 24
1280	Créd. Foncier	1280	1258	1231	- 3 83
805	Cr Lyon (CI)	805	792	794	- 1 37
1490	Credit Nat.	1470	1450	1441	- 1 97
295	CSEE	327	327	320	- 2 14
3010	Damart	2925	2915	2921	- 0 14
510	Dassault Aviation	520	513	506	- 2 69
270	Dassault Electr.	254 50	258	256 20	+ 0 67
1850	De Dietrich	1731	1750	1765	+ 1 96
210	Dév.P.d C.(Li)	208	210	205	- 1 44
285	Dév.R.Sud-Est	295	295	295	
515	D M C	514	507	510	- 0 78
3790	Docks France	3701	3680	3700	- 0 03
755	Dumez	724	725	719	- 0 69
2640	Eaux (Cie)	2590	2591	2586	- 0 15
520	Ecco	528	521	524	- 0 76
1040	Electro-Finan.	979	996	978	- 0 10
700	Elf Aquitaine	686	689	690	+ 0 58
500	- (Certific.)	509	512	516	+ 1 38
1180	Epéda B.-F	1060	1056	1065	+ 0 47
2660	Essilor	520	528	526	+ 1 15
1230	Essil.Int.(DP)	235 10	239 80	237	+ 0 81
725	Esso	735	734	730	- 0 68
2030	Euralfrance	1932	1941	1930	- 0 10
2000	Eurocom	2008	2014	1985	- 1 15
97	Eurodisneyland	97 80	97 25	97 25	- 0 56
4150	Euromarché	4100	4050	4080	- 0 49
1260	Europe 1	1295	1285	1281	- 1 08
53	Eurotunnel	53 90	53 65	53 35	- 1 02
1700	Exor	1696	1715	1690	- 0 35
1680	Facom	1615	1604	1601	- 0 87
176	Financial	176	176	175 10	- 0 51
380	Fives Lille	369 40	385	380	- 2 54
2290	Fromager. Bel	2301	2310	2201	- 4 35
2000	Gal.Lafayette	2002	2001	2001	- 0 05
2180	G.A.N.	2172	2150	2178	+ 0 28
495	Gascogne (B)	475	475	461	- 2 95
1540	Gaz et Eaux	1570	1546	1545	- 1 59
1240	Geophysique	1300	1299	1280	- 1 54
590	Gerland Ly	600	591	593	- 1 17
850	Groupe Cité	830	817	840	+ 1 20
1740	GTM-Entrep.	1799	1786	1787	- 0 67
1020	Guyenne-Gas.	1032	1032	1032	....
310	Hachette	300	300	307 40	+ 2 47
615	Havas	595	588	592	- 0 50
830	Hénin (La)	620	620	606	- 2 26
1120	Hutchinson	1050	1050	1050	....
355	Imétal	340	335	332	- 2 35
116	Immob. Phénix	120	120	120 50	+ 0 42
128	Ingénico	125 90	123	123	- 2 30
3710	Inst. Mérieux	3950	3980	3871	- 2 00
460	Interbail	461 10	464 90	464	+ 0 63
1400	Intertechnique	1271	1261	1260	- 0 87
1040	J. Lefebvre	1015	1016	1011	- 0 39

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1060	Labinal	1055	1050	1069	+ 1 33
2800	Lab. Bellon	2745	2700	2700	- 1 64
485	Lafarge	481	476 10	478	- 0 62
1360	Lebon	1278	1286	1299	+ 1 64
4500	Legrand	4370	4400	4300	- 1 60
2600	Legrand (DP)	2505	2505	2478	- 1 08
765	Legris Industries	755	745	745	- 1 32
800	Locabail Imm.	820	805	830	+ 1 22
480	Localrance	480	482	482	+ 0 42
790	Locindus	772	772	771	- 0 13
445	Luchaire	450	473	473	+ 5 11
4630	L.V.M.H.	4515	4530	4512	- 0 07
820	Lyonn. Eaux	579	582	570	- 1 55
335	Majorette Ly.	335 10	331	331	- 1 22
400	Mar. Wendel	419	410	409	- 2 39
350	Matra	318	310	303 10	- 4 69
6250	Merlin-Gerin	6000	6000	5960	- 0 67
148	Metaleurop	143	141 50	141	- 1 40
197	Métrologie In.	186	194	190 10	+ 2 20
96	Michelin	92 60	93	92 30	- 0 32
1230	Midi (Cie)	1189	1178	1170	- 1 60
130	Midl. Bk Sa *	125	125	125	
355	Min. Salsig (Ms)	374	372	368	- 1 60
160	MMB	152	152	150	- 1 32
103	Moulinex	103 50	100	100	- 3 38
1580	Navig. Mixte	1530	1520	1520	- 0 65
187	Nord-Est	185 90	184	183 50	- 1 29
540	Nordon (Ny)	502	502	495	- 1 39
695	Nouv Galeries	700	670	670	- 4 29
750	Occid. (Gle)	742	741	743	+ 0 13
1840	Omn. f. Paris	1790	1780	1790	
360	Olipar	356	355	355	- 0 28
545	Oréal	534	531	535	+ 0 19
635	Paribas	624	624	620	- 0 64
1580	Pechelbronn	1545	1530	1525	- 1 29
158	Pechiney Int.	156	154	153 80	- 1 41
320	Pechiney (CIP)	321	312	315 50	- 1 71
600	Penhoet	590	590	590	
1130	Pernod Ricard	1174	1170	1157	- 1 45
730	Peugeot	699	700	692	- 1 00
505	Pinault	496	499	490 50	- 1 11
420	Plastic-Omn.	415	406	410	- 0 35
610	Poliet	585	580	560	- 4 27
1100	Précabail-Sic	1110	1100	1100	- 0 90
725	Primagaz	722	722	724	+ 0 28
660	Printemps	627	627	627	
2100	Promodès	2010	2045	2044	+ 1 69
595	Radiotechn.	563	562	555	- 1 42
220	Raff. D Total	228	229 50	231	+ 1 32
3020	Redoute (La)	3030	3080	3050	+ 0 66
385	Rémy et Associés	391	390	389	- 0 51
465	R. Poulenc CIP	427 50	420	425	- 0 56
350	Robur Financ.	360	340	340	- 5 56
68	Rochette (La)	67 95	67 50	65 10	- 4 19
2310	Roussel Uclaf	2300	2260	2260	- 1 74
4450	R. Impé.Ly *	4350	4350	4350	..
198	Sade (Ny)	205	205	205	...
1700	Sagem	1660	1660	1665	+ 0 30

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
555	Saint Gobain	524	521	519	- 0 95
1500	Saint Louis	1451	1450	1426	- 1 72
1560	Salomon Ly	1485	1480	1476	- 0 61
495	Salvepar (Ny)	460	460	478	+ 3 91
1000	Sanofi	975	982	978	+ 0 31
1770	S A T	1740	1715	1748	+ 0 46
335	Saut. Chât.	322	323	317	- 1 86
1630	Sauvegarde (Ns)	1580			
1020	Schneider	1020	1010	1015	- 0 49
23	SCOA	22 90	22 70	22 80	- 0 44
1300	S.E.B. *	1310	1310	1290	- 1 53
480	Sefimeg	471	470	469 50	- 0 32
715	Sextant A.	697	698	690	- 1 00
1550	S F I M	1530	1530	1525	- 0 33
265	S.G.E	262	261	258	- 1 53
550	Simco	557	569	565	+ 1 44
960	Sk. Rossignol	1000	1000	1000	
1040	Sligos	1036	1036	1035	- 0 10
555	Société Géné	531	523	522	- 1 69
126	Sodecco (B)	128	126 50	126	- 1 56
161	Sodero (Ns)	161	161	161	
600	Sodexho	599	581	577	- 3 67
100	Sogenal (Ny)	100 30	100 20	100	- 0 30
495	Sogerap	430 50	494	483	- 1 53
1700	Sommer-Allib.	1722	1719	1715	- 0 41
1470	Source Perrier	1479	1476	1469	- 0 68
685	Sovac	693	682	695	+ 0 29
660	SPEP	639	634	626	- 2 03
755	Spie-Batignol.	743	745	727	- 2 15
1320	Strafor	1330	1340	1245	- 6 39
430	Suez	417 40	415 10	414	- 0 81
610	Synthelabo	587	579	575	- 2 04
104	Thomson	104 90	104	103 30	- 1 53
715	Total	677	685	688	+ 1 62
118	- (certif.)	124	124	123 80	- 0 16
400	Truffaut Fin.	391 50	395	391 10	- 0 10
605	U.A.P.	594	584	589	- 0 84
405	U F B Locab	392	392	390	- 0 51
1200	U I C	1181	1170	1150	- 2 62
635	U I F	631	632	640	+ 1 43
900	U I S	882	895	876	- 0 68
850	Unibail	830	830	830	
255	U C B	244	240	240	- 1 64
560	Valéo	544	545	541	- 0 55
320	Vallourec	323	322 50	320	- 0 93
420	Via Banque	421	421	417	- 0 95
1450	Zodiac	1400	1380	1429	+ 2 07
1230	Elf Gabon	1277	1286	1295	+ 1 41
143	Amax	146 50	141 50	141 50	- 3 41
167	Amer. Express	163 50	159	159 50	- 2 45
205	A.T.T.	203 10	199	199	- 2 02
160	Anglo Amer.C	162	160 50	160 50	- 0 93
420	Amgold	441	431	431	- 2 27
295	Banco Santander	280	281 90	281 90	+ 0 68
940	B.A.S.F.	908	920	927	+ 2 09
985	Bayer	951	942	942	- 0 95
83	Buffelsfont.	84 10	84 40	84 40	+ 0 36
111	Chase Manh.	112 20	110	110	- 1 96

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
127	De Beers	131 10	130	130	- 0 84
2750	Deutsche Bank	2736	2736	2736	
1560	Dresdner Bank	1519	1506	1506	- 0 86
63	Driefontein	63 50	62 60	62 80	- 1 10
220	Du Pont-Nem.	222 90	220 50	220 50	- 1 08
215	Eastman Kodak	211 30	210	210	- 0 62
15	East Rand	17 80	17 60	17 10	- 3 93
68	Echo Bay	70 50	69 50	69 50	- 1 42
240	Electrolux	238 50	238 50	238 50	
1220	Ericsson	1185	1185	1185	
265	Exxon Corp	267	267	267	
240	Ford Motor	224 70	226 20	226 20	+ 0 67
46	Freegold	46 90	45 50	46 30	- 1 28
15	Gencor	15 60	15 50	15 50	- 0 64
405	Gén. Elect.	395	388	388	- 1 77
270	Gén. Motors	250	253	253	+ 1 20
545	Gén. Belgique	534	529	529	- 0 94
67	Gd Métropol	63 80	65 10	65 10	+ 2 04
81	Guinness	78 90	79 50	79 50	+ 0 76
24	Hanson PLC	23 35	23 05	23 05	- 1 28
37	Harmony Gold	38	37 20	37 20	- 2 11
245	Hewlett Packard	243	239 50	239 50	- 1 44
53	Hitachi	50 80	51	51	+ 0 39
930	Hoechst	896	900	900	+ 0 45
99	Homestake	102 10	101 50	101 50	- 0 59
114	Imp. Chemical	102 10	101	101 60	- 0 49
645	I B M	610	603	603	- 1 15
315	I T T	317 30	313	313	- 1 36
148	Ito Yokado	143	142 30	143 30	+ 0 21
77	Matsushita	72 05	73	73	- 1 32
18 50	Maxwell	18 90	18	18 20	- 3 70
195	Mc Donald's	177 40	173 50	173 50	- 2 20
490	Merck	485	478	478	- 1 44
490	Minnesota M	490	482	482	- 1 63
355	Mobil corp	355	350	350	- 1 41
200	Morgan J.P.	205 20	202 70	202 70	- 1 22
33700	Nestlé	33640	33800	33800	- 0 12
1080	Nixdorf	1175	1160	1160	- 1 28
173	Norsk Hydro	180	183	185 50	- 1 94
105	OFSIL	108	107 90	107 90	- 0 09
1930	Pétrofina	1587	1575	1975	- 0 60
275	Philip Morris	254	251 20	251 20	- 1 10
88	Philips	83 05	83 60	83 40	+ 0 42
90	Placer Dome	89 75	88 80	88 80	- 1 06
290	Quilmès	289 50	287	287	- 0 52
25	Randfontein	26 60	26 10	26 10	- 1 88
440	Royal Dutch	436	435	433 10	- 0 67
56	R T Z	54 50	54 20	54 30	- 0 55
8	Saat. & Saatchi	8	7 80	7 85	- 1 88
45	St Helena	47 90	47	47	- 1 67
350	Schlumberger	348	338	335 50	- 2 73
48	Shell transp.	47 35	47 35	47 35	
2580	Siemens	2521	2510	2511	- 0 40
320	Sony	315 90	311 50	311 50	- 1 39
87	Sumitomo Bank	78 40	77 90	77 90	- 0 64
265	T D K	260	259 30	259 30	- 0 27
52	Telefonica	51 80	50 50	50 50	- 0 22
38	Toshiba	36 50	36 50	36 50	
480	Unilever	469 50	466 50	468	- 0 32
330	Uni. Techn.	321	320	320	- 0 27
395	Vaal Reefs	405	396 90	396 90	- 2 00
330	Volvo	323	321	321	- 0 62
176	West Deep	176	172 50	172 50	- 1 99
255	Xerox Corp.	244 50	241	241	- 1 43
109	Yamanouchi	105	103 90	103 90	- 1 05
1 82	Zambia Cop	1 81	1 79	1 78	- 1 66

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	119	1 63
Emp.Etat 9,8%78	100 30	0 48
10,80% 79/94	101 70	9 73
Emp.Etat 13,25%80	100	13 17
Emp.Etat 16%82	100 01	15 95
Emp.Etat 14,6% 83	102 40	6 36
Emp.Etat 13,4%83	110 30	8 11
Emp.Etat 12,2% 84	105 05	9 86
Emp.Etat 11% 85	107 50	4 79
10,26% mars 86	102 25	3 93
OAT 10% 5/2000	103	1 75
OAT 9,9% 12/1997	102 45	6 21
OAT 9,8% 1/1996	101 15	4 86
PTT 11,2% 85	104 20	6 82
CFF 10,30% 86	97 80	4 85
CNB Bques 5000F	99 53	0 76
CNB Paribas 5000F	100 15	0 76
CNB Suez 5000F	100 15	0 76
CNE 11,5% 85	102 15	1 61
CNI 1/82 5000F	99 55	0 76
CNT 9% 86	94 80	2 53
CRH 10,90% déc.85	104 50	5 69
CHARB FCE 3% 100	155	....
CNCA	1152 20	....
Cons.	2128	....
CGE 6 janv. 89/99	623	....
Drouot Ass.8%86cv	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	1460	1450
Applications Hydr.	1605	1560
Arbel	975	965
Astorg	317	316
Bains C.Monaco	1309	1270
B.Hypoth.Europ.	350	...
B.N.P. Intercont.	292 90	293 90
Béghin-Say (C.I)	630	....
Bénédictine	3999	....
Blanzy Ouest	3245	3199
B T P	100	99
Cambodge	910	..
Carbone Lorraine	1069	1060
Casa Poclain	27	26 30
C.E.G.F (Frigor.)	440	427
Centenaire Blanzy	600	600
Centum	108	....
Champex Ny	139	139
CIC (CIP)	235	230
C.I.M.	830	830
C.I.T.R.A.M. (B)	2170	....
Clause	570	616
Cofradel	1220	....
Cogif	415 90	403

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Comiphos	680	680
Cie Industrielle	7020	....
Cpt Lyon Alemand	615	600
Concorde	1015	1020
Constr. Mét.Prov.	46 80	48
Crédit Gén.Ind.	414	410
Cr Universel (Cie)	718	701
Crédical	128 10	128 20
Darblay	706	705
Degremont	1675	1652
Delalande	2548	2520
Delmas Vieljeux	4450	4460
Didot Bottin	1428	1410
Drouot Assu.	378 30	275 90 o
Eaux Bassin Vichy	3000	2880
Eaux Vittel	9010	9140
Eca	293	288
Electro-Banque	344	340
Elf Antargaz	1900	1900
E.L.M. Leblanc	740	727
Esalfi Bretagne	528	525
Ent.Mag. Paris	3905	4020
Euex (ex. Eternit)	2220	2220
Europ Soutires Ind.	23	30 d
Finalens	320	320
F.I.P.P.	182	182 20
F.N.A.C.	2250	2250
Foncière (Cie)	744	735
Fonc.Lyonnaise	940	940
Foncina	630	630
Fougerolle	821	830
France I.A.R.D.	940	1007 d
France SA (La)	2085	2085
From. Paul-Renard	2548	2548
Gaumont	1060	1040
Genefim	323	320
Gévelot	658	....
G.F.C.	465 20	470
G.F.I.I.	320	316
Grds Moulins Paris	1595	1595
G.T.I (Transport)	580	586
Immobail	375	375
Immobanque	780	...
Im.Marseillaise	7200	7110
Imm. Plaine-Monceau	570	....
Immofice	493	500
Invest.(Ste Cle.)	3125	3080
Jaeger	113 50	113 50
Lambert Frères	475	470
Lille Bonnières	1685	1667
Loca-Expansion	306	306
Locafinancière	436	436
Locatel	351	....
Louis Vuitton	1000	1000
Louvre	5340	5290
Lucia	1972	1979
Machines Bull	69 70	...
Mag.Uniprix	199	...
Magnant	920	1200
Métal Déployé	588	...
Mors	191 90	185

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Navigation (Nle)	265	260
Nozal	184	180
Optorg	400	400
Oréal (CI)	252	252
Origny-Desvroise	1420	....
Palais Nouveauté	1310	1310
Paluel Marmont	665	680
Parfinance	219	218
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	225	220
Paris Orléans	278	278
Partners Invest.	519	500
Paternelle RD	1252	1250
Pathé Cinéma	888	900
Piper Heidsieck	2320	2350
PLM	434	....
Porcher	745	725
Promodès (CI)	939	938
Publicis	987	974
Rochefortaise	174	170
Rosario	640	317
Rougier	510	500
S.A.C.E.R.	579	675
S.A.F.A.A.	490	490
S.A.F.I.C Alcan	465	...
SAFT	2100	2100
Saga	225	224 90
Salins du Midi	676	680
Satam	132 90	129
Savoisienne M.	174	...
S.C.A.C.	848	844
Senelle Maubeuge	489 90	495
S.Etud.Part. (M)	185	...
Silic	819	821
Simm	484	485
S.I.P.H.	455	452
Sofal	805	800
Soffo	622	620
Sofical	1179	1200
Soficomi	636	...
S O F I P (M)	500	520 d
Sofragi	1752	1780
Sophia-Bail	451	451
Sopagn	181 90	180
Soudure Autogène	992	984
Sovabail	525	...
Stemi	721	721
Suez (CIP)	400	410
Taittinger	5200	5200
Télémécanique Elect.	5050	5010
Testut-Aequitas	964	990
Tour Eiffel	316	309
Ufiner	1289	1280
Ugine Acier Ch.-G.	283 50	259
U.T.A.	2571	...
Vicat	3500	3500
Vinipax	1950	2000
Virax	182	184
Waterman	1360	1360
Maroc Sté Brasserie	285	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	1060	...
Akzo Nv Sico	345	344
Alcan Aluminium	128 70	.
Algemene B.Ned	110	109 90
American Brands	351	353
Arbed	850	..
Asturienne Mines	217	.
Banco Popular Espa.	520	525
Banque Ottomane	1890	1892
B.Reglements Int.	34330	34300
Can.Pacifique	95	93 60
Chrysler Corp.	84 60	84 60
C I R	20 50	21
Commerzbank	995	....
De Beers (port.)	137	...
Dow Chemical	286 50	286 50
GBL (Brux Lamb.)	635	626
Gevaert	1300	....
Glaxo Holdings Ltd	83	80 10
Goodyear Tire	158	154
Grace and Co (WR)	160 50	158 50
GTE Corp.	155	....
Honeywell Inc.	580	..
Johannesburg	1445	..
Kubota	34	31 50
Latonia	310	310
Midland Bank	30	...
Noranda Mines	93 20	98 60
Olivetti priv.	19	19
Pakhoed hold.	660	621
Pfizer Inc.	402	402
Procter Gamble	465	460
Ricoh	35 10	..
Robeco	294	292
Rodamco NV	223 50	224
Rolinco	294	292
Saipem	8 40	7 60 o
Sema Group	52 10	52
SKF Aktiebolaget	151	156
Tenneco Inc.	356	356
Thorn Electrical	70	71
Toray Ind.	28	..
Vieille Montagne	3000	..
Wagons Lits	1780	1700
West Rand Cons.	13 65	14 20
Wittman Corp.	132	132

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	315	....
Buzoni	815	..
Calciphos	235	235
C G H Cogenhor	106	108
C. Occid. Forestière	180	..
Chambourcy (M)	978	.
Cochery Bourdin	360	.
Coparex	581	600
Europ. Accum.	70	66 10
Gechot S.A.	110	110
Guy Degrenne	430	..
Haribo Ricqles Zan	210	.
Hoogovens	297	. ..
Lecteurs du Monde	381	. .
Merlin Imm.	240	...
Nicolas	960	. .
Pertoop Percier	378 50	. .
Rorento N.V.	177 50	177 60
St-Gobain-Emballage	3600	3600
Sama Maera	340	310 20
S.E.P.R.	1820	1965 d
Sicli	356	328 5
S.P.R. act B.	392 90	.
Ufinex	380	.
Wonder	968	755 o

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 30/7	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 437	5 397	5 280	5 630
Ecu	6 949	6 947	....	....
Allemagne (100 dm)	335 250	335 050	324	344
Belgique (100 F)	16 283	16 282	15 750	16 800
Pays-Bas (100 fl)	297 450	297 200	287	307
Italie (1000 lires)	4 577	4 576	4 350	4 850
Danemark (100 krd)	88 050	87 900	84 500	92 500
Gde-Bretagne (1 L)	9 913	9 948	9 500	10 300
Grèce (100 drachmes)	3 422	3 417	4 050	4 050
Suisse (100 f)	396 180	395 690	382 500	404 500
Suède (100 krs)	92 080	91 950	89	97
Norvège (100 k)	86 950	86 960	84	92
Autriche (100 sch)	47 645	47 616	45 200	49 500
Espagne (100 pes)	5 458	5 443	5 200	5 750
Portugal (100 esc)	3 812	3 802	3 500	4 300
Canada (1 $ can)	4 714	4 685	4 550	4 950
Japon (100 yens)	3 607	3 638	3 660	3 660

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 30/7
Or fin (kilo en barre)	64600	64100
Or fin (en lingot)	65000	64550
Napoléon (20f)	391	389
Pièce Fr (10 f)	388	....
Pièce Suisse (20 f)	425	422
Pièce Latine (20 f)	374	365
Souverain	486	486
Pièce 20 dollars	2175	2175
Pièce 10 dollars	1270	1240
Pièce 5 dollars	855	....
Pièce 50 pesos	2455	2430
Pièce 10 florins	389	387

SICAV (sélection) 27/7

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1143 66	1115 77
Actilion	237 86	231 48
Agepargne	854 88	818 07
Ageplacement	6936 51	6936 51
Agepretraite	107 22	106 90
AGF Actions en CIP	1177 33	1148 61
A.G.F. 5000	688 77	671 97
AGF ECU	1018 61	1008 52
AGF Foncier	123 16	120 16
AGF Invest Sicav	125 52	122 46
AGF Interfonds	412 06	402 01
AGF Oblig.	1065 76	1060 46
AGF Sécurité Sicav	10740 51	10740 51
A.G.F.I.M.O.	697 38	680 37
AMERI-GAN	6527 63	6231 63
Amplitude	668 68	649 20
Arbitrages Court.T	6058 55	6056 43
Associc	1114 74	1114 74
Atout Futur	379 19	366 72
Aurecic	1319 91	1281 47
Avenir Alizes	1596 22	1564 92
Avenir CIC	110 59	107 37
Axa Capital	143 61	137 43
Axa Europe	131 01	125 37
Axa Investments	131 72	126 05
Axa NPI	115 36	110 39
Axa Valeurs PER	137 93	131 99
Capimonétaire	5377 41	5372 04
Capioblig	5456 21	5375 58
Capiacic	1101 75	1085 47
Capital-Monde	408 28	398 32
Capital Plus	1720 95	1720 95
Casden Pierre	36 78	35 88
Coexis	1111 63	1095 20
Compravalor	5939 12	5930 22
Convertimmo	415 83	399 84
Credinter	508 53	493 72
Credit Mutuel Capital	1093 40	1071 96
Diese	1224 85	1184 57
Drouot France	894 33	855 82
Drouot Investiss.	1092 10	1045 07
Drouot Sécurité	245 55	234 98
Drouot Sélection	141 73	135 63
Ecucic	1052 42	1036 87 •
Ecuper	125 55	120 14
Ecureuil Capitalisation	2175 39	2153 85 •
Ecureuil Invest	417 18	405 03
Ecureuil Monepremiere	56448 87	56448 87
Ecureuil Monétaire	33262 38	33262 38
Ecureuil Trésorerie	2064 73	2084 73
Ecureuil Trimestr.	1992 64	1972 91 •
Elicash	347229 35	347229 35
Energie	309 92	295 87
Eparcic	3035 43	3035 43
Eparcourt-Sicav	4250 01	4239 41
Epargne Associat.	24594 47	24557 63
Epargne Capital	8998 18	8909 09
Epargne Court Terme	573 27	573 27
Epargne Croissance	1680 61	1635 63
Epargne Industrie	100 86	98 16
Epargne J.	59135 97	59135 97
Epargne Long Terme	197 80	192 31
Epargne Monde	1317 05	1281 80
Epargne Obligat.	189 29	184 22
Epargne Première	12399 72	12307 41
Epargne Quatre	1087 96	1058 84
Epargne-Unie	1400 96	1350 32
Epargne Valeurs	451 61	439 52
Epsilon	1172 34	1160 73 •
Eulinvest	729 76	708 50 •
Eurocic Leaders	1142 38	1109 11
Eurodyn	1261 11	1219 64
Euro Gan	7949 70	7589 21
Euromalf	26 87	26 47
Fonsicav	12094 67	12094 67
FRANCE-GAN	10181 58	9719 89
France Garantie	260 21	259 69
France Investiss.	439 69	428 97 •
France Oblig.	450 98	446 51
Francic	496 23	481 78
Francic Pierre	120 82	117 30
Francic-Régions	1347 91	1308 65

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Association	30 21	30 21
Fructi-Cap.	35 36	34 84
Fructi Court.	120081 66	120081 66
Fructidor	237 37	233 86
Fructi-Ecu	560 60	552 32
Fructi-Epargne	30 48	29 74
Fructifrance	960 22	936 80
Fructimmo	33 55	32 73
Fructi-Première	10454 91	10300 40
Fructivar	4624 76	4613 23
Futuroblig.	1212 23	1172 37
Gestilion	62151 39	61996 40
Gest. Associations	162 31	158 74
Gest. F. Sécur	10398 53	10346 80
Horizon	1234 38	1198 43
Interepar	107228 90	104105 73
Interoblig	11928 12	11467 42
Intersélection Fce	568 85	552 28
Japacic	180 31	175 06
Jeunepargne	251 99	248 27
Laffitte Amérique	213 55	203 87
Laffitte Europe	308 94	294 93
Laffitte Expan.	278 22	265 60
Laffitte France	353 35	337 33
Laffitte Immobil.	265 26	253 23
Laffitte Japon	448 18	427 86
Laffitte Oblig.	137 34	131 11
Laffitte Rendement	180 41	172 23
Laffitte Tokyo	381 54	364 24
Laotude	5741 75	5733 15
Leumi C.T	10712 24	10712 24
Leumi L.T.	5831 08	5661 24
Lion Association	11239 91	11239 91
Lion Institution	24747 42	24685 71
Lionplus	822 92	806 78
Lion Trésor	2087 87	2067 20
Lion 20 000	22386 05	22386 05
Livret Bourse Inv.	566 80	550 29 •
Livret Portefeuil.	716 66	695 79
Méditerranée	207 24	198 32
Mensuel CIC	10107 61	10006 53
Mondial Investissem.	432 70	413 08
Monecic	5380 50	5380 50
Moneden	57037 07	57037 07
Mone.J.	61636 62	61636 62
Monévalor	69328 61	69328 61
Mutualité dépôts	11432 13	11409 31
Mutuelle Unie Sel	152 68	146 11
Natio Court Terme	239300 00	239300
Natio-Epargne	14956 20	14808 12
Natio-Ep. Ret.	131 44	127 92
Natio Epargne Trésor	6698 03	6684 66
Natio-Imm.	1300 14	1265 34
Natio-Inter	1179 65	1148 08
Natio-Monétaire	21585 91	21585 91
Natio Obligations	508 39	494 78
Natio-Patrimoine	1499 18	1459 06
Natio-Placements	64807 98	64807 98
Natio-Revenu	1021 43	1011 32
Natio Sécurité	11998 34	11998 34
Natio-Valeurs	873 52	850 14
Nippon-Gan	6365 29	6076 65
Nord Sud Dévelop.	1290 67	1288 09
Obli-Associations	127 16	125 90
Oblicic-Mondial	2323 16	2288 83
Oblicic-Régions	1003 49	988 66
Oblig. rios caté.	152 93	150 67
Oblilion	1118 89	1107 81
Oblisécurité	10876 27	10876 27
Opramat	31051 66	30147 24
Oraction	1167 73	1129 33
Orvalor	6279 15	6052 19
Paribas Epargne	17560 31	17525 26
Paribas Opportunités	128 80	123 55
Paribas Patrimoine	563 46	540 49
Paribas Revenus	90 34	89 45
Patrimoine Retraite	189 21	185 50
Parvalor	696 10	675 83
Phénix Placement	280 55	272 38
Pierre Investissements	765 40	746 73
Placements A.	1258 70	1234 02
Placements C.T.	7648 22	7632 95

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Placement J	6104 97	6092 78
Placement Premier	5659 57	5648 27
Plénitude	122 05	118 78
Poste Gestion	55346 28	55346 28
Première Oblig.	10619 65	10609 04
Priv. Ecureuil	110 84	107 87
Privassociation	24887 12	24887 12 •
Proficus	1059 58	1024 74
Quartz	132 29	129 03
Réalvalor	1048 47	1017 93
Rentacic	162 91	160 50
Revenus Trimestr.	5338 38	5285 52
Revenu-Vert	1126 39	1109 74
St Honoré Bio-Alim.	946 73	903 80
St Honoré Global	276 41	263 88
St Honoré Mat. Plac.	238 90	228 07
St Honoré Pacifique	648 76	619 34
St Honoré PME	561 72	536 25
St Honoré Real	12694 70	12644 12
St Honoré Services	525 83	505 61
St Honoré Techno.	812 41	775 57
Sécuricic	1488 53	1488 53
Sécuri-Gan	12851 45	12599 46
Sécuri-Taux	1184 41	1184 41
Scandim	709 16	698 68
Sicav Associations	1574 63	1572 27
S.F.I. fr. et etr.	709 45	688 79
Sicav 5.000	444 02	432 14
S.I. Est	1543 37	1476 91
Sivafrance	728 12	708 63
Sivam	434 93	423 29
Sivarente	209 33	205 23
Sivener	442 69	430 84
S.N.I.	1261 05	1224 32
Sogépargne	341 87	329 51
Sogérac	53595 51	52034 48
Sogevar	1121 55	1070 69
Sogénter	1346 26	1285 21
Soleil Investissements	563 94	538 37
Solstice	2040 79	2035 70
Stratégie Actions	1209 11	1162 61
Stratégie Rendements	1223 57	1185 06
Technocic	1134 27	1101 23
Techno-Gan	6281 62	5996 77
Thesora	554 67	549 18
Transplus	135 39	129 56
Trésor Avenir	107 11	106 05
Trésor Plus	1088 05	1077 28
Trésor Real.	12158 54	12158 54
Trésoricic	109050 41	109050 41
Trilion	5124 30	5073 56
U.A.P. Investiss.	492 74	474 93 •
U.A.P. Act F.	616 39	594 11 •
U.A.P. Act. Sél.	672 65	648 34 •
U.A.P. Aedifi	651 86	628 30 •
U.A.P. Altaï	199 21	192 01 •
U.A.P. Alto	164 34	158 40 •
UAP Moyen Terme	116 93	112 70 •
Uni-Associations	115 92	115 92
Uni-Foncier	1501 73	1447 45
Unifrance	621 50	599 04
Uni-Garantie	1311 27	1285 53
Uni Régions	1628 63	1569 70
Unirente	2433 62	2353 60
Univar	203 19	203 19
Univers Actions	1346 24	1301 97
Univers-Obligation	1645 74	1591 61
Valorem	567 89	554 04
Valorg	1769 31	1767 54
Valréal	45202 33	45179 74
Vauban	24478 40	24453 92

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

A Trinité-et-Tobago

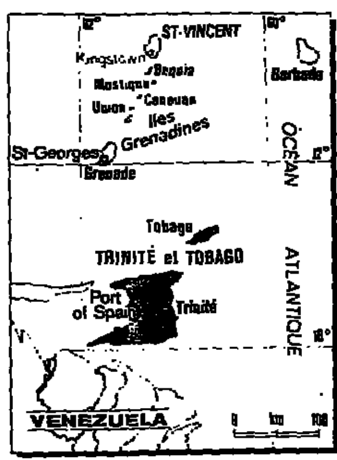
La tentative de coup d'Etat d'un groupe musulman aurait déjà fait une vingtaine de morts

La confusion régnait toujours lundi matin 30 juillet dans la République caraïbe de Trinité-et-Tobago où un groupe de rebelles musulmans a pris en otage le premier ministre, M. Arthur Ray Robinson, et une vingtaine de ses collaborateurs. En dépit de l'état d'urgence et du couvre-feu, les scènes de pillage n'ont pas cessé à Port-of-Spain. Les incendies et les fusillades se sont étendus aux faubourgs de la capitale, où militaires et policiers font la chasse aux pillards.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Dimanche soir 29 juillet, le chef de la police, M. Leonard Taylor, est apparu à la télévision pour annoncer l'extension du couvre-feu et avertir que toutes les mesures nécessaires seraient prises pour rétablir l'ordre. Peu après, le ministre de l'énergie, M. Herbert Atwell, croyait pouvoir affirmer que le gouvernement contrôlait la situation, et il appelait la population à rester calme.



Les membres du cabinet qui ont échappé à l'assaut du groupe Jamaat Al-Muslimeen se sont réfugiés dans le camp militaire de Ogden, à environ 3 kilomètres du siège du Parlement, où le premier ministre est retenu prisonnier. Après une journée de négociations apparemment infructueuses, sous les auspices des évêques catholique et anglican, l'impression prévalait dimanche soir que le dénouement pourrait être violent. Selon une rumeur, l'armée se préparait à donner l'assaut dans la nuit aux sièges du Parlement et de la télévision, où les rebelles sont retranchés depuis vendredi.

Dimanche, dans la matinée, un porte-parole du groupe musulman, M. Bilal Abdullah, avait affirmé à la télévision que le premier ministre avait accepté de démissionner. Selon lui, un gouvernement provisoire, présidé par M. Winston Dookeran, l'actuel ministre du plan, serait chargé d'organiser des élections dans un délai de quatre-vingt-dix jours, et les membres du commando auraient obtenu l'assurance de ne pas être poursuivis. Mais cette version n'a pas été confirmée de source officielle et se heurterait à l'opposition des responsables de l'armée et de la police.

D'après un premier bilan provisoire, les affrontements ont fait au moins vingt-deux morts. Le premier ministre aurait été légèrement blessé à la cheville lors de l'assaut. Selon un journaliste du quotidien *Trinidad Express*, l'agitation a gagné les campagnes, où plusieurs postes de police ont été attaqués. Le ministre des travaux publics, M. Carson Charles, a cependant annoncé la réouverture de l'aéroport international de Port-of-Spain.

Le groupe Jamaat Al-Muslimeen a été créé il y a six ans par M. Abu Bakr, un ancien policier influencé par le discours révolutionnaire des musulmans noirs nord-américains. Dans son journal, intitulé *la Lumière*, M. Abu Bakr se présente comme le porte-parole des laissés-pour-compte, dénonçant les injustices sociales et la corruption. Affirmant ne reconnaître que les lois *« d'Allah tout-puissant »*, M. Abu Bakr a, selon la presse locale, bénéficié du soutien financier de la Libye pour développer la communauté qui sert de base à son mouvement. Autour d'une mosquée, il a installé un centre de soins et de services communautaires, à Mucurapo, une banlieue en bord de mer, à l'ouest de Port-of-Spain. *« Abu Bakr est un populiste radical et déterminé »*, selon un journaliste local. Issus des couches les plus pauvres de la population noire, les quelques centaines de militants de Jamaat Al-Muslimeen ont souvent eu maille à partir avec la police. Mais, en dépit de l'impopularité du gouvernement de M. Robinson, qui a récemment mis en œuvre un programme d'austérité, la grande masse de la population ne semble pas disposée à appuyer le groupe musulman radical. L'islam n'est pratiqué que par un habitant sur vingt environ, et beaucoup de musulmans appartiennent à la communauté indienne.

La tentative de coup d'Etat a été accueillie avec surprise et inquiétude dans la région des Caraïbes. L'affaire de la Grenade, où les « marines » américains ont débarqué en 1983 pour renverser le régime pro-cubain, est souvent évoquée. Contrôlant l'accès sud de la mer Caraïbe, la République de Trinité-et-Tobago est l'un des principaux partenaires du CARICOM, le marché commun associant les îles anglophones de la région. Les événements de Trinité-et-Tobago vont, sans nul doute, peser d'un grand poids sur le sommet du CARICOM qui s'ouvre cette semaine à la Jamaïque.

JEAN-MICHEL CAROIT



L'ESSENTIEL

Le numéro du « Monde » daté 29-30 juillet 1990 a été tiré à 504 614 exemplaires.

GRANDE-BRETAGNE : un attentat attribué à l'IRA

Un député proche de Mme Thatcher est assassiné

LONDRES

de notre correspondant

L'assassinat du député conservateur Ian Gow, tué lundi 30 juillet par l'explosion d'une bombe placée sous sa voiture garée devant sa maison de Hankham, dans le sud-est de l'Angleterre, visait particulièrement le parti conservateur au pouvoir en Grande-Bretagne depuis plus d'une décennie. Bien que l'attentat n'ait pas été revendiqué lundi en début d'après-midi, l'Armée républicaine irlandaise (IRA), l'organisation clandestine qui combat par la violence la présence britannique en Ulster, était tenue pour responsable.

M. Ian Gow, âgé de cinquante-trois ans, était l'un des politiciens conservateurs les plus proches de Mme Margaret Thatcher, dont il fut le secrétaire parlementaire de 1979 à 1983. Président de la commission des affaires nord-irlandaises de la Chambre des communes, ce thatchérien pur et dur à l'allure martiale s'était fait le porte-parole des protestants fidèles à la couronne d'Angleterre qui veulent que la province reste britannique. Farouche opposant à l'accord anglo-irlandais de 1985, il avait démissionné de son poste de secrétaire d'Etat au Trésor pour protester contre la signature de ce traité qui, pour la première fois, donnait un droit de regard à Dublin sur les affaires de l'Ulster.

Destruction du Carlton Club de St-James, explosion d'une bombe à la Bourse de Londres, attentat contre un manoir appartenant à Lord McAlpine, ex-trésorier des tories... l'IRA a intensifié ces dernières semaines sa campagne contre les symboles de l'establishment conservateur.

« Une perte terrible », a déclaré Mme Thatcher qui a elle-même échappé en 1984 à une tentative d'assassinat de l'IRA lors de l'explosion d'une bombe à Brighton. En 1979, la Dame de fer avait perdu l'un de ses plus fidèles soutiens en la personne d'Airey Neave, porte-parole à l'époque du cabinet fantôme pour l'Ulster, dans un attentat similaire.

(Intérim.)

M. Charles Bigot remplace M. Frédéric d'Allest à Arianespace

M. Frédéric d'Allest, *président de la société de commercialisation des lanceurs européens Arianespace depuis sa fondation en 1980, quitte ses fonctions pour devenir directeur général de Matra. Il devait remettre officiellement sa démission le 31 juillet, lors d'un conseil d'administration d'Arianespace.* M. Charles Bigot, *jusqu'alors directeur général de la société, le remplacera à la tête d'Arianespace. C'est M. Jean-Jacques Sussel, directeur général adjoint du CNES (Centre national d'études spatiales) qui lui succèdera comme président de Locstar, une filiale du CNES, leader européen de la messagerie et de la localisation des véhicules par satellites dont il était président-directeur général.*

Hausse de 0,2 % des prix de détail

L'indice a bénéficié en juin d'une forte diminution du coût de l'énergie

L'INSEE *a confirmé lundi* 30 juillet que la hausse des prix de détail en France s'était élevée en juin à 0,2 %, soit 3 % en glissement sur les douze derniers mois.

Au cours des six premiers mois de l'année, la hausse des prix de détail en France s'est élevée à 1,6 %, un résultat identique à celui de la RFA.

La croissance modérée de l'indice de juin s'explique en particulier par une baisse du prix de l'énergie (– 0,5 %) ; les produits pétroliers ont diminué de 0,9 %, dont – 4 % *pour* le fioul, et – 0,3 % pour l'essence. Hors énergie, l'indice des prix a progressé de 0,3 %. Les produits alimentaires ont augmenté de 0,3 %, de même que les services. La hausse du prix des produits manufacturés a été limitée à 0,1 % et les loyers sont restés stables.

Contrairement à juin, plusieurs facteurs négatifs doivent peser sur l'indice de juillet : le relèvement trimestriel des loyers, la hausse semestrielle des prix dans le secteur automobile, et la remontée du prix de l'essence.

La famille énergumène

Depuis bientôt plus de quatre ans, sans que l'on connaisse exactement l'origine de la querelle, M. Charles Fourtier, quarante et un ans, *sa femme* Bernadette et leur *fils* Yannick importunaient les *habitants d'un petit village de Haute-Saône, Ovanches, par des insultes, des menaces, des bris de vitres et des pneus crevés. C'est une intervention du GIGN, pas moins,* qu'il a fallu, en mars dernier pour mettre fin, dans un premier temps, à ces incidents.

Souhaitant le départ de la famille Fourtier, le maire, M. Jean-Claude Boudot, avait en 1987, démissionné au premier tour de l'élection municipale, le 22 juillet, aucune candidature n'avait été enregistrée, le maire démissionnaire avait obtenu six voix sur huit suffrages exprimés, pour cent inscrits et soixante-cinq votants.

Au second tour, dimanche 29 juillet, les villageois ont montré leur soutien au conseil municipal sortant, dont l'ensemble des membres avait déposé une liste peu avant l'ouverture du bureau de vote. Celle-ci a obtenu entre cinquante-cinq et soixante-cinq des soixante et onze suffrages exprimés. Il y a eu soixante-seize votants. Le maire sortant devrait être réélu lors de la prochaine réunion du conseil.

Mme Fourtier, qui était candidate à cette élection partielle, a obtenu deux voix.

□ **M. Carignon demande la clarté sur le Front national.** – M. Alain Carignon a déclaré, dimanche 29 juillet, au « Forum de Radio-Monte-Carlo » et de *Libération*, que l'Union pour la France (UPF) doit prendre clairement position sur les alliances de certains de ses membres avec le Front national. *« MM. Gaudin et Blanc ont eu l'honnêteté d'annoncer publiquement leurs alliances avec le FN. Maintenant c'est à l'UPF (...) d'en tirer les conséquences (...). C'est à l'UPF à prendre ses décisions, ses positions »*, a souligné le maire (RPR) de Grenoble, président du conseil général de l'Isère.

CARTES POSTALES

La messe bénédictine

Compact et silencieux, le *groupe a investi l'église, juste après le premier psaume.* En un mouvement impeccable, rangé en ordre de recueillement, il s'est déployé dans les travées qu'un moine *empressé venait de faire évacuer, tassant aux premiers rangs les fidèles ordinaires.*

Pour la messe de dix heures, les bénédictins abandonnent la robe noire des matines et des laudes, et revêtent robe blanche et surplis *immaculé.* De la nef, on entrevoit dans le chœur, au-delà des saints de pierre du transept, le ballet ample et géométrique des drapés. Ils se partagent en deux groupes et se font face, là-bas, sous les *colonnes.* Silencieusement, les fidèles se désignent du coude leurs torses, à chaque chant, prosternés.

Une petite barrière de fer noire sépare les moines du public. Un enfant pourrait l'enjamber, mais *on ne l'ouvre* qu'avec une clé. A chaque office, quand le frère sonneur rejoint le fond de la nef pour aller tirer sur la corde, le cliquetis de la serrure ponctue d'une virgule métallique la caresse onctueuse du grégorien.

La messe dite, le groupe s'est levé d'un seul mouvement, prêt à la retraite. Il a *franchi en sens inverse* le portail enfoui sous la vigne vierge, et s'est retrouvé ébloui au grand soleil d'été, parmi les chants des mésanges. Robes *aux fleurs imprimées,* costumes sages : c'étaient des retraités de Clèves qui venaient en car visiter les *« Sehenswürdigkeiten »* (1) de la région.

En rang par deux, le groupe a investi la boutique de l'abbaye, où l'on vend des rosaires à trois francs, des médailles à tous les prix, et la règle de saint Benoît pour vingt-huit francs. En une minute trente, chrono en main, ils ont comparé – la *même médaille coûtait deux francs de moins* à l'abbaye précédente – soupesé, acheté. *« Kommen Sie bald zurück »* (2), leur a lancé le prêtre germaniste requis pour l'accueil de la délégation. Et ils sont remontés dans leur fourgonnette à air conditionné, *frigo,* toilettes, télé couleur, *dont le chauffeur les attendait au soleil, sur un muret.*

Avec un sourire – les moines sourient toujours – le père polyglotte a refermé sur *eux la lourde porte.* Dans deux heures, *ce sera sexte puis* none, les deux offices de la mi-journée qui entourent un frugal déjeuner dans le grand réfectoire. A seize heures, les vêpres. Puis, quand le soleil disparaîtra *derrière les collines, comme tous les soirs,* on chantera les complies.

Aussitôt après ce dernier office, le père portier tournera la clé dans la serrure et l'abbaye, à *neuf heures précises, couvant son mystère millénaire,* s'abîmera doucement dans le grand silence de la nuit, préservée du Mondiale, de la crème solaire et de tous les bienfaits du siècle par une petite barrière de fer noire, *qu'un enfant pourrait facilement enjamber.*

DANIEL SCHNEIDERMANN

(1) *Curiosités.*
(2) « Revenez bientôt ».

La suppression de la physique-chimie en 6e et 5e

Indignation des syndicats d'enseignants

L'effet de surprise passé, les syndicats d'enseignants ont *réagi très* vivement contre la publication, vendredi 27 juillet, des arrêtés prévoyant la suppression de l'enseignement de la physique et de la chimie dans les classes de sixième à compter de la rentrée 1991 et de cinquième l'année suivante ; décision sans précédent, tant la tradition consiste à ajouter des heures de cours et des disciplines sans jamais en ôter.

Le Syndicat national des enseignements de second degré (SNES, FEN) s'indigne du fait que *« le gouvernement passe en force en plein milieu des vacances »*, et estime que *« personne ne peut affirmer aujourd'hui sérieusement que la suppression d'un enseignement constitue un « plus » pour les élèves »*. Pour une fois, l'analyse du SNES est partagée par le SGEN-CFDT, *pour qui la décision du ministre consiste, « sous couvert de pédagogie »*, à faire des économies. L'indignation est aussi vive au SNALC-CSEN, qui rappelle le vote négatif presque unanime du Conseil supérieur de l'éducation, tout comme les parents de la PEEP, qui expriment leur *« plus vif étonnement »*.

Avec un *titre-choc, « La chasse aux profs »*, le journal *l'Humanité* mettait cette affaire en première page, samedi 28 juillet, au-dessus de la libération d'Anis Naccache. Le quotidien du PCF s'interroge sur la *« liquidation de pans entiers de notre enseignement, au fur et à mesure que viendront à manquer les candidats à telle ou telle discipline (...) »*.

Mort de l'écrivain Georges Conchon

Le *romancier et scénariste* Georges Conchon est mort le dimanche 29 juillet dans une clinique de la région parisienne. Il était âgé de soixante-cinq ans.

[Né le 9 mai 1925 à Saint-Avit (Puy-de-Dôme), Georges Conchon fit ses études au lycée de Clermont-Ferrand, au lycée Henri IV, à Paris, et à la faculté des lettres. Il obtint une licence de philosophie. Secrétaire des débats au Sénat de 1960 à 1980, Georges Conchon fit aussi du journalisme. Il avait notamment collaboré à *France-Soir*. Il obtint le prix Goncourt en 1964 pour *l'Etat sauvage* (Albin Michel), une sorte de parabole kafkaïenne en Afrique noire.

Après s'être attaqué à « l'Etat sauvage », Conchon faisait en 1967 le procès du monde civilisé dans *l'Apprenti gaucher* (Albin Michel). Parmi ses romans, citons encore *l'Amour en face* (Albin Michel, 1972), *Judith Therpauve* (J.-C. Simoën, 1978), *Colette Stern* (Gallimard, 1987) et surtout *le Sucre* (Albin Michel, 1977), qui fit grand bruit, car Georges Conchon y dévoilait les secrets de la spéculation sauvage et donnait une belle leçon d'économie appliquée. Il publia aussi un récit historique très remarqué, *Nous la gauche devant Louis-Napoléon* (Flammarion, 1969) : le témoin curieux de l'Histoire y rejoignait le militant de la gauche unie. Georges Conchon a souvent travaillé pour le cinéma. Il a écrit de nombreux scénarios, adaptant notamment *le Sucre*, l'Etat sauvage et Judith Therpauve.]